

**ACCORD DE COOPÉRATION DU [XXX] MODIFIANT L'ACCORD DE COOPÉRATION
DU 4 NOVEMBRE 2008 CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES
DÉCHETS D'EMBALLAGES**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993, et en particulier l'article 6, §1, II, 2°, et l'article 92bis, §1 ;

Vu l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, tel que modifié ;

Vu le Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE ;

Considérant que l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages entrainait dans le cadre de la transposition de la Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages ;

Considérant que le législateur européen a choisi de remplacer la Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages par un règlement, à savoir le Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE (ci-après : « le Règlement ») ;

Considérant que ce Règlement vise à créer un cadre harmonisé pour l'ensemble du marché européen, permettant d'une part, de réduire encore l'impact environnemental des emballages et d'autre part, de promouvoir davantage l'économie circulaire ;

Considérant que compte tenu de l'effet direct du Règlement, certaines dispositions de l'accord de coopération existant doivent être déclarées inapplicables dès le jour où le Règlement sera applicable ;

Considérant que le Règlement nécessite une mise en œuvre plus poussée dans les réglementations nationales des États membres ;

Considérant qu'en Belgique, cette mise en œuvre doit s'effectuer de manière harmonisée dans les réglementations respectives des différentes Régions ;

Considérant que seul un Accord de coopération ayant force de loi offre une garantie suffisante pour établir une réglementation uniforme sur l'ensemble du territoire belge ;

Considérant que la Commission interrégionale de la REP, l'ancienne « Commission interrégionale de l'emballage », joue un rôle crucial en matière de mise en œuvre et de contrôle du présent Accord de coopération ; que cette Commission doit disposer des ressources humaines nécessaires à

l'accomplissement de ses tâches ; que des accords contraignants entre les Régions sont nécessaires à cet effet ;

Considérant qu'une modification de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages s'avère, par conséquent, indispensable,

CHAPITRE I – Modifications apportées au chapitre I de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Article 1

§1. Un nouveau paragraphe 1/1 est ajouté à l'article 1 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 (« l'Accord de coopération ») concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, libellé comme suit :

« §1/1. Le présent Accord de coopération met en œuvre le Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE.

Le présent Accord de coopération constitue une transposition partielle de la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, ainsi que de la Directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019, relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement.

Le présent Accord de coopération est également lié à la mise en œuvre de l'Accord de coopération du 9 février 2026 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages, ayant transformé la Commission interrégionale de l'Emballage en Commission interrégionale de la REP, ainsi que modifié l'organisation, le fonctionnement et le financement internes de ladite Commission.

Le présent Accord de coopération est également lié à la mise en œuvre de l'Accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets, ayant des répercussions sur l'organisation, le fonctionnement et le financement internes de la Commission interrégionale de la REP, désignée sous son ancien nom de Commission interrégionale de l'Emballage dans l'Accord de coopération précité. »

§2. Au quatrième alinéa du §2 du même article, les mots « l'enlèvement » sont remplacés par les mots « la collecte ».

Article 2

À l'article 2 du même Accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

- À l'article 2, 9°, la définition d'« emballage réutilisable » est remplacée par « tout emballage au sens de l'article 11 du Règlement (UE) 2025/40 ; ».

- À l'article 2, 10°, la notion « emballage perdu » définie est remplacée par « *emballage à usage unique* ».
- À l'article 2, 13°, la définition de la notion « valorisation » est remplacée par « *toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en remplaçant d'autres matières qui auraient été utilisées à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, dans l'usine ou dans l'ensemble de l'économie ; l'annexe II énumère une liste non exhaustive d'opérations de valorisation ;* ».
- À l'article 2, 15°, la notion « recyclage » définie est remplacée par « *Recycling, ook aangeduid met de term "Recyclage"* » dans la version néerlandaise. La définition de « recyclage » est en outre remplacée par « *toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible ou pour des opérations de remblayage, étant défini comme « toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager. Les déchets utilisés pour le remblayage doivent remplacer des matières qui ne sont pas des déchets, être adaptés aux fins susvisées et limités aux quantités strictement nécessaires pour parvenir à ces fins ;* ».
- À l'article 2, 18°, la définition de « collecte » est remplacée par « *le ramassage des déchets, y compris leur tri et stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;* ».
- À l'article 2, 24°, la définition est complétée par le bout de phrase suivante : « *l'appellation de cette commission est « EPRIBEL » ;* ».
- À l'article 2, 31°, le point est remplacé par un point-virgule en fin de phrase et les nouvelles définitions suivantes sont introduites :
 - « 32° « *Règlement (UE) 2025/40* » : le Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE ;
 - 33° « *Producteur* » : le producteur visé à l'article 3.1 (15) du Règlement (UE) 2025/40 ;
 - 34° « *Organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs* » : l'organisation visée à l'article 3.1 (66) du Règlement (UE) 2025/40 ;
 - 35° « *Mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs* » : la personne visée à l'article 3.1 (20) du Règlement (UE) 2025/40 ;
 - 36° « *Prestataire de services d'exécution des commandes* » : la personne visée à l'article 3 (11) du Règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, et modifiant la directive 2004/42/CE et les règlements (CE) no 765/2008 et (UE) n°305/2011 ;
 - 37° « *Système de consigne* » : le système visé à l'article 3.1 (62) du Règlement (UE) 2025/40. ».

Article 3

§1. À l'article 3, §1 de l'Accord de coopération, la notion « *emballage perdu* » est remplacée par « *emballage à usage unique* ». Ce même remplacement est effectué tout au long de l'Accord de coopération, aux endroits suivants :

- Article 3, §2, le premier et le second alinéa ;
- Article 4, §1, le premier alinéa ;

- Article 6, le second et le troisième alinéa ;
- Article 18, §1 ;
- Article 26, §1, au point 9°.

§2. Au même article de l'Accord de coopération, les nouveaux paragraphes 1/1, 1/2, 1/3 suivants sont introduits :

« §1/1. Le présent Accord de coopération s'applique à tous les déchets d'emballages et poursuit, dans ses limites et modalités, les objectifs suivants :

1° prévenir et réduire la production ou la nocivité des déchets d'emballages ;

2° veiller à ce que la part d'emballages réutilisables pour les mêmes biens commercialisés ne diminue pas par rapport à l'année précédente et veiller à ce que le poids total des emballages à usage unique pour les mêmes biens commercialisés diminue par rapport à l'année précédente ;

3° promouvoir l'augmentation de la part d'emballages réutilisables mis sur le marché et des systèmes de réemploi des emballages, promouvoir et imposer la valorisation, en particulier le recyclage, promouvoir l'augmentation de la part de matériaux recyclés dans les emballages mis sur le marché, ainsi que la réduction de la proportion de déchets d'emballages dans les collectes non sélectives ;

4° imposer aux producteurs de supporter les coûts de gestion des déchets d'emballages, comme le prévoit le Règlement (UE) 2025/40, conformément à la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, ainsi qu'imposer aux producteurs diverses contributions financières à la politique des Régions ;

5° imposer et organiser diverses obligations de monitoring et de rapportage.

§1/2. Afin de contribuer à la réalisation de l'objectif de l'article 43.1 du Règlement (UE) 2025/40, les producteurs doivent atteindre, pour l'ensemble des emballages à usage unique qu'ils mettent sur le marché belge, une réduction d'au moins 5 %, par rapport à l'année de référence 2022, de la quantité d'emballages à usage unique mis sur le marché belge d'ici à 2030, cette réduction ne pouvant pas être due à une substitution de matériaux.

Afin de contribuer à la réalisation de l'objectif de l'article 43.1 du Règlement (UE) 2025/40, les producteurs doivent atteindre, pour l'ensemble des emballages à usage unique qu'ils mettent sur le marché belge, une réduction d'au moins 10 %, par rapport à l'année de référence 2022, de la quantité d'emballages à usage unique mis sur le marché belge d'ici à 2035, cette réduction ne pouvant pas être due à une substitution de matériaux.

Afin de contribuer à la réalisation de l'objectif de l'article 43.1 du Règlement (UE) 2025/40, les producteurs doivent atteindre, pour l'ensemble des emballages à usage unique qu'ils mettent sur le marché belge, une réduction d'au moins 15 %, par rapport à l'année de référence 2022, de la quantité d'emballages à usage unique mis sur le marché belge d'ici à 2040, cette réduction ne pouvant pas être due à une substitution de matériaux.

Chaque organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs démontre, pour l'ensemble des producteurs affiliés chez elle conformément au 3^{ème} alinéa de l'article 22/1, §1, et corrigé pour tenir compte des variations dans l'effectif des producteurs affiliés chez elle conformément au 3^{ème} alinéa de l'article 22/1, §1, qu'ils répondent collectivement aux objectifs des alinéas 1 à 3 du présent paragraphe.

Chaque producteur qui n'est pas affilié à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, démontre qu'il répond individuellement aux objectifs des premier, deuxième et troisième alinéas du présent paragraphe.

Les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs et les producteurs qui ne sont pas affiliés à une telle organisation peuvent conclure entre eux des accords concernant les efforts que chacun devra déployer pour respecter les objectifs visés aux alinéas 1 à 3 du présent paragraphe. Ces accords sont communiqués sans délai à l'Organe de décision Emballages de la Commission interrégionale de la REP. Les éventuels litiges relatifs à ces accords sont réglés entre les parties.

§1/3. Afin de contribuer à la réalisation des objectifs visés à l'article 43.1 du règlement (UE) 2025/40, les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs peuvent prendre l'initiative d'élaborer un Pacte, en collaboration avec les parties prenantes telles que les producteurs, les fabricants, les pouvoirs publics, les centres d'expertise et les organisations environnementales. Le Pacte susmentionné est soumis à l'Organe de décision Emballages de la Commission interrégionale de la REP au plus tard le 1^{er} juillet 2027. Le Pacte est évalué et réajusté au moins tous les cinq ans et ce, pour la première fois en 2030.

§1/4. Les producteurs doivent atteindre les objectifs de recyclage et de valorisation fixés à l'article 52 du Règlement (UE) 2025/40, de même que les objectifs fixés aux paragraphes 2 et 3, en application de l'article 52.6 du Règlement (UE) 2025/40. ».

§3. Au troisième et au cinquième alinéa de l'article 3, §3 de l'Accord de coopération, le mot « industrielle » est remplacé par « *bedrijfsmatige* » dans la version néerlandaise.

CHAPITRE II. – Modifications apportées au chapitre II. – Plan général de prévention.

Article 4

Le titre du chapitre II de l'Accord de coopération est modifié comme suit : « *CHAPITRE II. Plan général de prévention* » est remplacé par « *CHAPITRE II. - Prévention et réutilisation* ».

Article 5

Un article 4/1, libellé comme suit, est introduit dans l'Accord de coopération :

« Art. 4/1. Les opérateurs économiques visés aux articles 29.1 à 29.8 du Règlement (UE) 2025/40 rendront compte chaque année des objectifs de réutilisation à la Commission interrégionale de la REP, tel que le prévoit l'article 31 du Règlement (UE) 2025/40. Les résultats de ce rapportage seront mis à disposition des services d'inspection compétents. ».

CHAPITRE III. – Modifications apportées au chapitre III. – La gestion des déchets d'emballages.

Article 6

L'article 14bis est renuméroté en article 14/1.

CHAPITRE IV. – Instauration d'un chapitre IV/1. – Registre et rapportage.

Article 7

Un nouveau chapitre IV/1, intitulé « *CHAPITRE IV/1. – Registre et rapportage* », est introduit dans l'Accord de coopération.

Le chapitre comprend les articles 22/1, 22/2 et 22/3 suivants :

« Art. 22/1. §1. Tout producteur qui met pour la première fois des emballages ou des produits emballés à disposition sur le marché belge ou qui déballe en Belgique des produits emballés sans en être l'utilisateur final, doit s'inscrire dans un registre en ligne établi et géré par la Commission interrégionale de la REP et mis gratuitement à disposition par celle-ci. La liste des producteurs enregistrés est publique, conformément à l'article 44.13 du Règlement (UE) 2025/40.

Conformément à l'article 45.3 du Règlement (UE) 2025/40 et sauf en cas de représentation au sens de l'alinéa 4, tout producteur non établi en Belgique doit se faire représenter par un mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs, qui assume dès lors toutes les obligations du producteur. Le fournisseur de plateforme en ligne au sens de l'alinéa 4 non établi en Belgique doit également se faire représenter par un mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs.

Le producteur ou le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs introduit une demande d'enregistrement auprès de la Commission interrégionale de la REP ou adhère à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, qui introduira une demande d'enregistrement à sa place. Le producteur qui n'adhère pas à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs doit renouveler son enregistrement tous les cinq ans, à la date anniversaire de son enregistrement initial.

Un fournisseur de plateforme en ligne relevant du champ d'application du chapitre III, section 4 du Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE, agissant en tant que prestataire de services d'exécution des commandes, peut adhérer, sur la base d'un mandat écrit, à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour le compte du producteur qui vend sur sa plateforme en ligne et payer la contribution à cette organisation, conformément au dernier alinéa de l'article 45.4, du Règlement (UE) 2025/40.

Toute organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs représentant un ou plusieurs producteurs, visés au premier alinéa, doit être enregistrée dans le registre en ligne visé au premier alinéa.

L'enregistrement d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs se fait séparément pour les déchets d'emballages d'origine ménagère et pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, mais pas pour les deux ensembles.

Chaque année, à la date anniversaire de l'enregistrement initial, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs renouvelle son enregistrement.

§2. Le registre visé au §1 est établi conformément à l'article 44 du Règlement (UE) 2025/40. Il contient, pour chaque producteur, outre les données figurant à l'annexe IX, partie A, du Règlement (UE) 2025/40, les données suivantes nécessaires pour contrôler et assurer le respect du Règlement :

- 1° dans la mesure où les produits sont emballés par ou sous la responsabilité du producteur en Belgique, les coordonnées de cette unité de production en Belgique et les marques sous lesquelles les produits sont mis à disposition sur le territoire belge ;*
- 2° dans la mesure où les produits ne sont pas emballés par le producteur, ni sous sa responsabilité en Belgique, le pays d'origine des produits et les marques sous lesquelles les produits sont mis à disposition sur le territoire belge ;*
- 3° l'information de savoir si le producteur met sur le marché belge des emballages qui donnent lieu à des déchets d'emballages d'origine ménagère, conformément aux lignes directrices mises à disposition par la Commission interrégionale de la REP ;*
- 4° l'information de savoir si le producteur met sur le marché belge des emballages qui donnent lieu à des déchets d'emballages d'origine industrielle, conformément aux lignes directrices mises à disposition par la Commission interrégionale de la REP ;*
- 5° l'indication du type de producteur, notamment la qualité de fabricant, d'importateur ou de distributeur et l'applicabilité du point a), b), c), d) ou e) de la définition de « producteur » dans le Règlement (UE) 2025/40.*

La demande d'enregistrement a lieu, dans le cas du premier ou second aliéna du §1, préalablement à la première mise à disposition sur le marché belge d'emballages ou de produits emballés par le producteur ou, dans le cas du dernier aliéna du §1, préalablement à l'exercice d'activités en tant qu'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs sur le marché belge. La demande d'enregistrement est effectuée au moyen d'un outil en ligne mis à disposition via le site web de la Commission interrégionale de la REP, par le producteur, le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs ou l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et contient toutes les données décrites à l'alinéa précédent. Si cet outil en ligne est temporairement indisponible, une procédure alternative sera mise à disposition via le site web de la Commission interrégionale de la REP.

La demande d'enregistrement peut être complétée jusqu'à six semaines après la date de la demande d'enregistrement initiale.

§3. Tant lors de la demande d'enregistrement que lors de son renouvellement tous les 5 ans, prévus aux §§1 et 2, le producteur ou le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs, qui ne fait pas appel à une organisation de responsabilité du producteur, paie une redevance de 1.500 euros, en tant que remboursement de frais administratifs, coûts de traitement et de monitoring des données, coûts de développement informatique et d'inspection.

Lors de la demande d'enregistrement, prévue au §1, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs paie une redevance de 175 euros par producteur affilié à l'organisation et par fournisseur de plateforme en ligne au sens de l'alinéa 4 du §1 affilié à l'organisation, en tant que remboursement de frais administratifs, coûts de traitement et de

monitoring des données, coûts de développement informatique et d'inspection. Chaque année, lors du renouvellement de l'enregistrement, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs verse une redevance supplémentaire de 175 euros par producteur nouvellement affilié, ainsi que de 175 euros par producteur, pour le renouvellement de l'enregistrement des producteurs précédemment affiliés. La redevance annuelle totale d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs s'élève au moins à 50.000 euros et au maximum à 1.000.000 euros ; ces montants sont doublés si une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est enregistrée à la fois pour les déchets d'emballages ménagers et industriels. Par dérogation à ce qui précède, en 2026, la redevance annuelle maximale pour une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs s'élève à 200 000 euros.

L'outil en ligne mis à disposition sur le site web de la Commission interrégionale de la REP générera, pour chaque demande d'enregistrement, un document électronique qui fixera les modalités concrètes de paiement et fera office de facture. Les montants des redevances reviendront à la Commission interrégionale de la REP. Le producteur ou l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs fournira, sur demande, la preuve de versement de la redevance due à la Commission interrégionale de la REP.

§4. Les montants visés au §3 seront adaptés en fonction de l'indice normal des prix à la consommation en Belgique. Les montants de base seront multipliés annuellement par l'indice du mois d'avril de l'année précédente, divisés par l'indice d'avril 2026 et arrondis au multiple le plus proche de 25 euros. En cas d'égalité entre deux multiples de 25, la préférence ira au multiple de 25 le plus élevé.

La Commission interrégionale de la REP se chargera de la publication au Moniteur belge des montants des redevances indexées. Les montants adaptés s'appliqueront dès les demandes initiales d'enregistrement effectuées le 1^{er} janvier suivant la publication au Moniteur belge.

§5. La Commission interrégionale de la REP accorde l'enregistrement, pour autant que toutes les informations nécessaires y aient été ajoutées et après vérification du paiement intégral des frais de dossier dus, au plus tard dans un délai de douze semaines à compter de la date de la demande initiale d'enregistrement ou, en cas de complément à la demande, à compter de la date du dernier complément. Dès que l'enregistrement est accordé, un numéro d'enregistrement lui est attribué. Si, dans un délai qui ne peut être inférieur à six semaines à compter de la date de la demande initiale d'enregistrement, la Commission interrégionale de la REP constate que la demande d'enregistrement est incomplète ou que les frais de dossier dus n'ont pas été intégralement versés, l'enregistrement ne sera pas accordé, sans devoir rembourser les frais de dossier déjà versés. Aucun numéro d'enregistrement ne sera délivré dans ce dernier cas.

La Commission interrégionale de la REP communique sa décision d'accorder ou non l'enregistrement exclusivement par voie électronique à l'adresse mail du point de contact unique fournie par le demandeur.

Art. 22/2. Le producteur, le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs et l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs

rendront annuellement rapport à la Commission interrégionale de la REP dans les délais et selon les modalités de l'article 44, 7 et 8 du Règlement (UE) 2025/40.

Les rapports seront établis au moyen d'un outil en ligne disponible via le site web de la Commission interrégionale de la REP. Si cet outil en ligne est temporairement indisponible, une procédure alternative sera disponible via le site web de la Commission interrégionale de la REP.

Les rapports devront être vérifiés et certifiés par un auditeur indépendant, agissant conformément aux procédures fixées par la Commission interrégionale de la REP.

À la demande de la Commission interrégionale de la REP, le producteur, le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs et l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs rendront également rapport à celle-ci, selon les modalités qu'elle aura fixées, sur les données à communiquer à la Commission européenne conformément à l'article 56 du Règlement (UE) 2025/40. La Commission interrégionale de la REP peut également imposer un audit et une certification pour ce rapportage.

Art. 22/3. L'opérateur de la gestion des déchets d'emballages, dans la mesure où il ne rend pas déjà compte, sur une base contractuelle, à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, rendra rapport annuellement à la Commission interrégionale de la REP dans les délais et selon les modalités de l'article 23 du Règlement (UE) 2025/40.

Les rapports seront établis au moyen d'un outil en ligne disponible via le site web de la Commission interrégionale de la REP. Si cet outil en ligne est temporairement indisponible, une procédure alternative sera disponible via le site web de la Commission interrégionale de la REP. ».

CHAPITRE V. – Instauration d'un chapitre IV/2. – Autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs.

Article 8

Un nouveau chapitre IV/2, intitulé « *CHAPITRE IV/2. – Autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs.* » est introduit dans l'Accord de coopération.

Le chapitre comprend les articles 22/4, 22/5, 22/6, 22/7 et 22/8 suivants :

« Art. 22/4. §1. Au plus tard dans les six semaines suivant la date de la demande initiale d'enregistrement prévue à l'article 22/1, le producteur, représenté ou non par un mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs, qui ne fait pas appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, introduit une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs auprès de la Commission interrégionale de la REP.

Cette demande est rédigée dans une langue nationale officielle et introduite par mail à l'adresse spécifique indiquée à cet effet sur le site internet de la Commission interrégionale de la REP, en mentionnant « EPR-PACK-producer » dans l'objet du courriel.

Le cas échéant, la procédure de demande, décrite à l'alinéa précédent, peut être remplacée par une application web disponible via le site web de la Commission interrégionale de la REP.

La demande décrira les mesures que le producteur prendra dans le cadre de l'objectif de prévention des déchets d'emballages, visé à l'article 3, §1/2, et décrira de manière claire et convaincante comment le producteur atteindra les objectifs de recyclage et de valorisation visés à l'article 3, §1/3 du présent Accord de coopération pour les déchets d'emballages provenant des emballages qu'il a mis sur le marché belge et dont il est le producteur.

§2. Dans un délai de huit semaines à compter de la réception de la demande, la Commission interrégionale de la REP évalue si la demande est suffisamment claire et convaincante. Si ce n'est pas le cas, le producteur devra compléter sa demande. S'il n'a pas complété sa demande dans un délai de dix semaines, à compter de la communication que la demande a été jugée insuffisamment claire et convaincante, celle-ci sera refusée.

La Commission interrégionale de la REP accorde ou refuse l'autorisation dans un délai de dix-huit semaines à compter de l'introduction du dossier complet de demande. Si ce délai est dépassé, l'autorisation est réputée accordée.

La décision de refus d'autorisation sera motivée et entraînera la nullité de l'enregistrement.

L'autorisation est accordée pour une période minimale de quatre ans et maximale de cinq ans et expire le 31 décembre, sauf si la Commission interrégionale de la REP en décide autrement, pour des raisons d'intérêt général ou parce que le producteur demande une période plus courte. L'autorisation ne peut être accordée pour une période excédant celle demandée par le producteur.

§3. Le producteur ou le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs qui s'est vu accorder l'autorisation, devra notifier dans les plus brefs délais à la Commission interrégionale de la REP toute modification, pendant la durée de l'autorisation, du contenu de la demande d'autorisation introduite conformément au §1, ainsi que la cessation définitive des activités. Cette notification devra être effectuée par mail à l'adresse spécifique indiquée à cet effet sur le site web de la Commission interrégionale de la REP, en mentionnant « EPR-PACK-producer-MOD » dans l'objet du courriel.

Conformément à l'article 47.5 du Règlement (UE) 2025/40, la Commission interrégionale de la REP peut, moyennant justification, révoquer l'autorisation en cas de cessation définitive des activités et si la condition énoncée au §1 n'est plus remplie.

Art. 22/5. §1. Au plus tard six semaines après la date de la demande initiale d'enregistrement prévue à l'article 22/1, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs introduit une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs auprès de la Commission interrégionale de la REP.

Cette demande doit être introduite, en français et en néerlandais, par écrit et contre accusé de réception à la Commission interrégionale de la REP, adressée au directeur, et porter la mention « EPR-PACK-PRO ». Une copie de la demande doit également être soumise par mail

à l'adresse spécifique indiquée sur le site web de la Commission interrégionale de la REP à cet effet, en mentionnant « EPR-PACK-PRO » dans l'objet du courriel.

Le cas échéant, la procédure de demande, décrite à l'alinéa précédent, peut être remplacée par une application web disponible via le site web de la Commission interrégionale de la REP.

La demande décrira les mesures que l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs prendra dans le cadre de l'objectif de prévention des déchets d'emballages pour les producteurs, visé à l'article 3, §1/2, et décrira de manière claire et convaincante comment l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs atteindra les objectifs de recyclage et de valorisation visés à l'article 3, §1/3 du présent Accord de coopération pour l'ensemble des producteurs affiliés chez elle pour la collecte des déchets d'emballages provenant des emballages mis sur le marché belge par ceux-ci.

La demande comprendra un plan financier et un budget pour la période pour laquelle l'autorisation est demandée, ainsi qu'une description complète des ressources opérationnelles qui seront déployées pour la prévention, la collecte, le tri et le traitement des déchets d'emballages.

La demande devra porter soit sur tous les déchets d'emballages d'origine ménagère, soit sur tous les déchets d'emballages d'origine industrielle.

§2. La demande visée au §1 contiendra en outre les statuts et l'objet social de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et décrira la manière dont ceux-ci garantiront :

- l'absence d'objectif visant à verser des bénéfices à d'autres personnes ;
- la non-exécution d'activités commerciales qui n'entrent pas dans le cadre des obligations en Belgique de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ou de ses producteurs affiliés, conformément au Règlement (UE) 2025/40 et au présent Accord de coopération.

§3. La demande visée au §1 décrira en outre :

- 1° la manière dont les cotisations des membres seront déterminées et rendues publiques sur une base annuelle, les cotisations ne pouvant créer de discrimination entre les membres individuels, tout en devant couvrir les coûts des obligations de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs conformément au Règlement (UE) 2025/40 et à l'actuel Accord de coopération ;
- 2° les conditions d'affiliation des membres, qui ne peuvent être que producteurs ou mandataires pour le régime de responsabilité élargie des producteurs, et la manière dont l'accès à l'affiliation est garanti à tout producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs ;
- 3° la manière dont les cotisations des membres, les bilans et comptes de résultats de l'année écoulée, ainsi que le budget de l'année suivante, sont soumis annuellement à l'avis de la Commission interrégionale de la REP ;
- 4° la manière dont les modèles de contrats uniformes avec les membres et avec les opérateurs chargés de la collecte, de la vente, du tri ou du traitement des déchets pourront être adaptés pendant la durée de l'autorisation et dont ces adaptations seront soumises à l'avis préalable de la Commission interrégionale de la REP ;

5° la manière de veiller à la qualité des quantités collectées et triées, afin de faciliter le recyclage ;

6° la manière de garantir la vérifiabilité et contrôlabilité du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages, ainsi que la manière de veiller aux conditions environnementales et sociales dans lesquelles le recyclage et la valorisation ont lieu ;

7° la manière dont l'ensemble du territoire belge sera couvert, de telle sorte que la collecte, la valorisation et l'élimination des déchets collectés soient garanties, ainsi que la manière dont il sera garanti que les objectifs de recyclage et de valorisation de l'article 3, §1/3 du présent Accord de coopération seront atteints de manière homogène sur l'ensemble du territoire belge ;

8° la manière de garantir et développer les emplois dans les associations ou sociétés à finalité sociale qui, conformément à leur objet social, sont actives dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages, sans préjudice des compétences communales ou d'agglomération ;

9° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, la manière dont l'objectif de l'article 50.1 du Règlement (UE) 2025/40 sera atteint, ainsi que les modalités de coopération avec l'opérateur du système pour le système de consigne, visées aux articles 22/16 et 22/17 ;

10° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, la manière de garantir qu'un pourcentage de population équivalent sera desservi dans chaque Région, dans le cadre de la mission de service public accomplie par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ;

11° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, la manière de calculer les cotisations de ses contractants par matériau d'emballage au prorata :

- des coûts réels et complets imputables à chacun des matériaux ;
- des recettes émanant de la vente des matériaux collectés et triés ;
- de la contribution à la réalisation des objectifs de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs ;
- de la durabilité, de la réparabilité, du réemploi, de la recyclabilité et de la présence de substances dangereuses, en tenant compte en particulier ici de l'article 7.7 du Règlement (UE) 2025/40 ;

et ce en vue de financer notamment le coût réel et complet :

- des actions de réduction et de prévention, prévues à l'article 51.3 du Règlement (UE) 2025/40 ;
- des collectes sélectives existantes et à créer selon les modalités déterminées par la personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers ;
- de la collecte sélective d'un flux de déchets d'emballages d'origine ménagère par une instance régionale ;
- du recyclage et de la valorisation, y compris du déficit éventuel des filières ;
- de l'information opérationnelle et de la sensibilisation relative à ces collectes auprès du public ;
- du tri des déchets d'emballages collectés ;
- de l'élimination des résidus du tri, du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages ;
- du recyclage, de la valorisation et de l'éventuelle élimination des déchets d'emballages contaminés ou ayant contenu des substances dangereuses ;
- des contributions financières visées aux articles 22/9 et 22/11 ;

- 12° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, la manière dont l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs se conformera aux modalités de collecte déterminées par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers ;
- 13° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, la manière dont un contrat sera conclu avec chaque autorité territorialement responsable de la collecte sélective d'un flux de déchets d'emballages ménagers ;
- 14° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, la manière dont la communication locale, en particulier sur les modalités de collecte des flux de déchets, sera élaborée en concertation avec les autorités visées au point 13° et financée par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, ainsi que la manière dont la communication supralocale et nationale sera élaborée en concertation avec chaque administration régionale compétente et financée par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ;
- 15° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, la manière dont le calcul des cotisations de ses contractants tiendra compte en outre des coûts supportés par chaque utilisateur final industriel de déchets d'emballages d'origine industrielle à des fins de recyclage ;
- 16° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, les actions spéciales prévues à l'attention des petits utilisateurs finaux industriels, c'est-à-dire les utilisateurs finaux qui emploient moins de 50 personnes, afin de promouvoir la prévention et la valorisation des déchets d'emballages d'origine industrielle et d'en réduire les coûts de gestion ;
- 17° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, la manière de perturber le moins possible le libre marché de la collecte sélective, du recyclage et de la valorisation et de respecter l'égalité entre les opérateurs privés et publics chargés de la collecte, du tri, du recyclage et de la valorisation de déchets d'emballages d'origine industrielle ;
- 18° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, la manière d'inciter un maximum de déballeurs industriels à la collecte sélective, au recyclage et à la valorisation, au moyen d'interventions financières dans les frais de conteneurs sélectifs destinés, pour une part substantielle, à la collecte de déchets d'emballages d'origine industrielle ;
- 19° la manière dont les primes éventuelles pour les consommateurs ou utilisateurs finaux industriels sont déterminées et rendues publiques, sans que ces primes ne puissent constituer de discrimination entre consommateurs individuels ou utilisateurs finaux industriels ;
- 20° la manière de garantir la confidentialité des données individuelles provenant des membres et des opérateurs privés et publics contractants chargés de la collecte, du tri, du recyclage et de la valorisation de déchets d'emballages, sans porter préjudice toutefois aux différentes obligations de rapportage ou au droit de regard absolu de la Commission interrégionale de la REP dans le cadre du contrôle du bon respect des obligations de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ;
- 21° la manière dont l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs coopérera avec d'autres organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs auxquelles l'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs est accordée pour le marché belge, afin de parvenir à une mise en œuvre coordonnée des obligations des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, comme le prévoit l'article 46.2 du Règlement (UE) 2025/40 ;
- 22° la manière dont la stratégie financière de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs fera l'objet d'un audit indépendant, en ce compris les

possibilités pour la Commission interrégionale de la REP, dans le cadre de la vérification du respect des obligations de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, d'interroger l'instance de contrôle, qu'il s'agisse d'un réviseur d'entreprises ou de toute autre instance, en vue d'obtenir toute information qu'elle jugerait utile ;

23° la stratégie en matière de provisions et réserves, définie par l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages, les réserves pouvant correspondre au maximum aux frais de fonctionnement de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour le flux de déchets concerné sur une période de 18 mois et les provisions n'étant possibles que dans la mesure où elles sont autorisées par le droit comptable et suffisamment motivées à la lumière de l'instabilité du marché, démontrée par une étude détaillée, à actualiser chaque année, des marchés actuels et futurs ;

24° la manière dont l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs assurera elle-même le contrôle systématique des déclarations des membres et des résultats obtenus en matière de collecte, de tri et de traitement des déchets d'emballages, ainsi que la manière dont ces données seront contrôlées en outre par un système probant d'audits externes et indépendants triennaux, garantissant l'exactitude statistique de l'ensemble des données ;

25° la manière dont les récipients de collecte sélective seront étiquetés, conformément à l'article 13 du Règlement (UE) 2025/40 ;

26° la manière dont la qualité, la circularité et la vérifiabilité du recyclage sont renforcées ;

27° la manière dont sont privilégiées, dans les limites du droit européen et en particulier du Règlement (UE) 2025/40, les filières de traitement courtes pour le recyclage, qui impliquent que le recyclage ait lieu exclusivement au sein de l'Union européenne et, dans la mesure du possible, en Belgique.

§4. Seront également joints à la demande :

- 1° le contrat d'assurance conclu, couvrant les dommages susceptibles d'être causés par les activités envisagées ou par leur conception ;*
- 2° le modèle de contrat uniforme qui sera conclu avec les membres ;*
- 3° les modèles de contrats uniformes conclus avec les opérateurs chargés de la collecte, de la vente, du tri ou du traitement des déchets, en vue d'atteindre et de vérifier les objectifs en matière de recyclage et de valorisation ;*
- 4° spécifiquement pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, le modèle de contrat uniforme à conclure avec chaque personne morale de droit public territorialement compétente en matière de déchets ménagers, en ce compris les modèles de cahiers des charges pour l'attribution des marchés de collecte et de tri des déchets ;*
- 5° dans le cas où une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs souhaite exercer ces activités en Belgique pour la première fois, une identification des dispositions de l'actuel Accord de coopération que l'organisation estime ne pouvoir respecter que si la Commission interrégionale de la REP accorde une période raisonnable de démarrage, ainsi qu'un planning détaillé en vue de se conformer pleinement à ces dispositions dans un délai maximum de cinq ans.*

Art. 22/6. §1. Dans un délai de huit semaines à compter de la réception de la demande visée à l'article 22/5, la Commission interrégionale de la REP évalue si la demande est suffisamment claire et convaincante. Si ce n'est pas le cas, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs devra compléter sa demande. Si elle n'a pas

complété sa demande dans un délai de dix semaines, à compter de la communication que la demande a été jugée insuffisamment claire et convaincante, celle-ci sera refusée.

La Commission interrégionale de la REP accorde ou refuse l'autorisation dans un délai de dix-huit semaines à compter de l'introduction du dossier complet de demande.

L'autorisation est accordée pour une période minimale de quatre ans et maximale de cinq ans et expire le 31 décembre, sauf si la Commission interrégionale de la REP en décide autrement, pour des raisons d'intérêt général ou parce que l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs demande une période plus courte. L'autorisation ne peut être accordée pour une période excédant celle demandée par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs.

§2. La décision de refus d'autorisation sera motivée et entraînera la nullité de l'enregistrement.

§3. La Commission interrégionale de la REP peut imposer des conditions particulières lors de l'octroi de l'autorisation, dans le but :

- *de garantir l'application correcte de l'actuel Accord de coopération et du Règlement (UE) 2025/40 ;*
- *de garantir l'application correcte du droit belge et européen ;*
- *de servir l'intérêt général ;*
- *dans le cas d'une autorisation pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, de fixer le niveau exact de la garantie, en application de l'article 22/8 ;*
- *d'accorder une dérogation limitée et temporaire aux dispositions du présent Accord de coopération relatives au contenu de la demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs ou aux obligations de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, dans le cas où cette dernière exercera ces activités en Belgique pour la première fois, au cours d'une période raisonnable de démarrage et en tenant compte de l'égalité de traitement entre les différentes organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, afin de parvenir au plus vite à une mise en œuvre correcte et complète de l'Accord de coopération ;*
- *de réglementer la coopération entre les différentes organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs auxquelles l'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs a été accordée pour le marché belge, afin de parvenir à une mise en œuvre coordonnée des obligations des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, comme le prévoit l'article 46.2 du Règlement (UE) 2025/40, la Commission interrégionale de la REP pouvant, le cas échéant, imposer aux organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs de mettre en place conjointement un organisme coordonnateur à cet effet ;*
- *de fixer un pourcentage minimum du budget annuel à allouer au financement d'actions en matière de réduction et de prévention, comme le prévoit l'article 51.3 du Règlement (UE) 2025/40 ;*
- *de fixer des objectifs de prévention réalistes, y compris des objectifs de réutilisation, que l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs doit poursuivre pour l'ensemble de ses membres afin d'atteindre l'objectif global de l'article 43 du Règlement (UE) 2025/40.*

§4. Toute modification, pendant la durée de l'autorisation, du contenu de la demande d'autorisation introduite en vertu de l'article 22/5, ainsi que la cessation définitive des activités, devra être notifiée dans les plus brefs délais à la Commission interrégionale de la REP. Cette notification devra être effectuée par mail à l'adresse spécifique indiquée à cet effet sur le site web de la Commission interrégionale de la REP, en mentionnant « EPR-PACK-PRO-MOD » dans l'objet du courriel.

Conformément à l'article 47.4 du Règlement (UE) 2025/40, la Commission interrégionale de la REP peut, moyennant justification, procéder à la modification de l'autorisation, de manière à tenir compte de la modification précitée du contenu de la demande d'autorisation, pendant la durée de l'autorisation.

§5. Conformément à l'article 47.5 du Règlement (UE) 2025/40, la Commission interrégionale de la REP peut, moyennant justification, révoquer l'autorisation en cas de cessation définitive des activités, ainsi que dans l'un des cas suivants, après avoir auditionné l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs :

- si, à la suite d'une modification du contenu de la demande d'autorisation, pendant la durée de l'autorisation, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ne satisfait plus aux dispositions de l'article 22/5 ;
- si l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ne remplit plus l'ensemble des obligations énumérées à l'article 22/7.

§6. Toute décision d'octroi, de refus, de modification ou de retrait d'une autorisation sur la base du présent article est publiée intégralement au Moniteur belge.

Art. 22/7. L'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ayant obtenu l'autorisation, est soumise aux obligations suivantes :

1. le respect des obligations des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, incluses dans le Règlement (UE) 2025/40 ou dans l'Accord de coopération actuel, ou qui ont été fixées en application de la Directive 2008/98/CE ;
2. le respect des conditions particulières imposées par la Commission interrégionale de la REP lors de l'octroi de l'autorisation ;
3. la notification en temps utile de toute modification, pendant la durée de l'autorisation, du contenu de la demande d'autorisation, conformément à l'article 22/6, §4 ;
4. le respect de l'obligation de rapportage visée à l'article 22/2 ;
5. le respect de l'obligation en matière de garantie, prévue à l'article 22/8 ;
6. le respect des obligations fiscales décrites aux articles 22/9, 22/10 et 22/11 ;
7. répondre à toutes les questions légitimes, accorder un accès illimité pour consulter les différentes bases de données contenant des informations pertinentes et fournir toutes les informations utiles à la Commission interrégionale de la REP, ainsi qu'à l'instance de contrôle, dans le cadre de la stratégie financière et en matière de provisions et réserves, qu'il s'agisse d'un réviseur d'entreprises ou de toute autre instance chargée par la Commission interrégionale de la REP d'un audit financier complémentaire de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, afin de permettre à la Commission interrégionale de la REP de contrôler le fonctionnement de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et de vérifier les résultats obtenus.

Art. 22/8. §1. En application de l'article 47.6 du Règlement (UE) 2025/40, chaque producteur qui introduit une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs auprès de la Commission interrégionale de la REP constituée, dans un délai de soixante jours ouvrables à compter de l'obtention de l'autorisation, une garantie de 5 000 EUR, selon les modalités décrites au §2. Cette garantie sert à couvrir les coûts encore dus, liés aux activités de gestion des déchets, en cas de non-respect des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs, et en particulier le risque de non-paiement des factures relatives à la collecte et au traitement de ses déchets d'emballages.

En application de l'article 47.6 du Règlement (UE) 2025/40, chaque organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs qui introduit une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs auprès de la Commission interrégionale de la REP pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, constituée, dans un délai de soixante jours ouvrables à compter de l'obtention de l'autorisation, une garantie de 50 000 EUR, selon les modalités décrites au §2. Cette garantie sert à couvrir les coûts encore dus, liés aux activités de gestion des déchets, en cas de non-respect des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs, et en particulier le risque de non-paiement des factures relatives à la collecte et au traitement des déchets d'emballages provenant des emballages dont ses membres sont producteurs.

En application de l'article 47.6 du Règlement (UE) 2025/40, chaque organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs qui introduit une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs auprès de la Commission interrégionale de la REP pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, constituée, dans un délai de soixante jours ouvrables à compter de l'obtention de l'autorisation, une garantie qui sert à couvrir les coûts encore dus, liés aux activités de gestion des déchets, en cas de non-respect des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs, et correspondant en particulier aux coûts estimés de la prise en charge des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs pour une période de neuf mois, pour chaque personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte sélective de déchets ménagers. La Commission interrégionale de la REP détermine le montant exact des garanties à fournir dans l'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs.

§2. La garantie décrite au §1 peut être constituée soit par un versement au compte de la Caisse de dépôt et consignations, soit par une garantie bancaire. Dans les deux cas, il faut préciser que la garantie est en tout ou en partie libérable sur simple demande motivée de la Commission interrégionale de la REP en cas de non-exécution partielle ou totale des obligations.

Dans le cas où la sûreté financière consisterait en une garantie bancaire, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de la Communauté européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Avant de solliciter la libération de tout ou partie de la garantie, la Commission interrégionale de la REP adresse un avertissement par lettre recommandée. L'avertissement mentionne

explicitement les obligations qui n'ont pas été respectées, les mesures spécifiques à prendre et le délai imparti pour ce faire. Ce délai ne peut pas être inférieur à quinze jours calendriers.

La Commission interrégionale de la REP procède à l'audition du producteur ou de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs si ceux-ci le demandent. Préalablement à l'audition, le producteur ou l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs transmet par écrit à la Commission interrégionale de la REP tous les arguments qu'il ou elle considère utiles à sa défense. La demande d'audition ne suspend pas la procédure.

La garantie est restituée ou résiliée lorsque le producteur ou l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs a définitivement cessé l'activité qui a donné lieu à la garantie et que la Commission interrégionale de la REP a constaté que toutes les obligations ont été remplies. ».

CHAPITRE VI. – Instauration d'un chapitre IV/3. – contributions financières à la politique des Régions et à la gestion des déchets sauvages.

Article 9

Un nouveau chapitre IV/3, intitulé « *CHAPITRE IV/3. – contributions financières à la politique des Régions et à la gestion des déchets sauvages* » est introduit dans l'Accord de coopération.

Le chapitre comprend les articles 22/9, 22/10, 22/11, 22/12, 22/13 et 22/14 suivants :

« Art. 22/9. §1. Pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, une responsabilité financière s'applique à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, sous la forme d'une cotisation ; celle-ci doit contribuer au financement de la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets concernés. La contribution est exprimée en un montant annuel de 74 eurocents par habitant, le nombre d'habitants étant fixé par les statistiques de population les plus récentes de la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, disponibles au 1^{er} janvier.

Le montant de 74 eurocents par habitant est adapté annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation avec, comme taux de base, l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2025, base 2013.

Le montant indexé est arrondi à l'eurocent supérieur ou inférieur selon que le chiffre des dixièmes d'eurocent atteint ou non 5. La Commission interrégionale de la REP publie au Moniteur belge le montant de la contribution tel qu'il est adapté conformément à la présente disposition.

S'il existe plusieurs organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, la cotisation est supportée par chaque organisation à hauteur de sa part de marché. La part de marché d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs au cours d'une année civile N donnée est la somme des parts de marché de chaque producteur et mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs affiliés à l'organisation, telle qu'elle a été établie à la fin de l'année civile précédente N-1. La part de marché d'un

producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs est exprimée sous forme d'un pourcentage calculé en divisant les nombres des emballages ménagers mis sur le marché par le producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs dont provient le flux de déchets en question par les nombres totaux des emballages ménagers mis sur le marché dont provient le flux de déchets en question, puis en multipliant ce résultat par un facteur cent.

Chaque organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs rend compte à la Commission interrégionale de la REP, pour une année civile N donnée, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit ladite année civile, des nombres d'emballages soumis à la cotisation mis sur le marché par ses membres au cours de l'année civile N-1. La Commission interrégionale de la REP constate ensuite, pour l'année N, sur la base des nombres de l'année N-1, la part de marché de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, conformément à ce que prévoit l'alinéa précédent, et communique dans un délai de trente jours les montants exacts à payer par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. La cotisation est payée au plus tard le 15 avril de l'année N+1, par versement sur les comptes bancaires communiqués par chaque Région.

La cotisation n'est due que si la cotisation calculée s'élève au moins à 500 euros.

§2. La politique des Régions en matière de prévention et de gestion d'emballages peut notamment avoir trait à :

- la prévention et le réemploi des déchets concernés ;*
- la lutte contre la présence des déchets concernés dans les déchets sauvages, les dépôts clandestins et les déchets résiduels ;*
- la recherche et le développement aux fins d'améliorer la qualité des emballages concernés et principalement leur recyclabilité ;*
- l'amélioration des résultats et/ou de la qualité des collectes sélectives des déchets concernés ;*
- la collecte non sélective et le traitement des déchets concernés ;*
- la rémunération du personnel chargé du contrôle, de la mise en œuvre et du suivi des actions susmentionnées ;*
- le rapportage et l'évaluation concernant ces déchets ;*
- la promotion d'un traitement local et de qualité, dans le cadre de l'économie circulaire.*

Le montant global du financement est réparti entre les Régions selon les statistiques de population les plus récentes de la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, disponibles au 1^{er} janvier de l'année N+1.

La Région détermine la destination concrète de la contribution, après concertation avec l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages ménagers.

Le cas échéant, la contribution au financement de la politique des Régions peut se concrétiser par une convention entre la Région et l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs.

Art. 22/10. §1. Pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, une responsabilité financière s'applique à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, sous la forme d'une cotisation ; celle-ci doit contribuer au financement de la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets concernés.

Le montant de la cotisation est exprimé par an et par habitant, le nombre d'habitants étant fixé par les statistiques de population les plus récentes de la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, disponibles au 1^{er} janvier de la même année.

S'il existe plusieurs organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, la cotisation est supportée par chaque organisation à hauteur de sa part de marché. La part de marché d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs au cours d'une année civile N donnée est la somme des parts de marché de chaque producteur et mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs affiliés à l'organisation, telle qu'elle a été établie à la fin de l'année civile précédente N-1. La part de marché d'un producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs est exprimée sous forme d'un pourcentage calculé en divisant les nombres des emballages industriels mis sur le marché par le producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs dont provient le flux de déchets en question par les nombres totaux des emballages industriels mis sur le marché dont provient le flux de déchets en question, puis en multipliant ce résultat par un facteur cent.

Chaque organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs rend compte à la Commission interrégionale de la REP, pour une année civile N donnée, au plus tard le 1^{er} mars de l'année civile N+1 qui suit ladite année civile, des nombres d'emballages soumis à la cotisation mis sur le marché par ses membres au cours de l'année civile précédente N-1. La Commission interrégionale de la REP constate ensuite, pour l'année civile N, sur la base des nombres de l'année civile N-1, la part de marché de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, conformément à ce que prévoit l'alinéa précédent, et communique pour le 1^{er} avril de l'année civile N+1 les montants exacts à payer par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. La cotisation est payée au plus tard le 15 avril de l'année civile N+1, par versement sur les comptes bancaires communiqués par chaque Région. La cotisation est due pour la première fois pour l'année civile 2026.

La cotisation s'élève à 0,040 EUR/habitant .

Les montants par habitant sont adaptés annuellement en fonction de l'indice santé des prix à la consommation avec, comme taux de base, la moyenne de l'indice santé des prix à la consommation des quatre premiers mois de l'année précédente.

Les montants indexés sont arrondis au dixième d'eurocent supérieur ou inférieur selon que le chiffre du centime d'eurocent atteint ou non 5.

Les montants correspondants à la part de marché combinée des producteurs et des mandataires pour le régime de responsabilité élargie des producteurs qui ne font pas appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs sont déduits des montants de la cotisation.

La cotisation n'est due que si la cotisation calculée s'élève au moins à 500 euros.

§2. La politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets concernés peut notamment avoir trait à :

- *la prévention et le réemploi des déchets concernés ;*
- *la lutte contre la présence des déchets concernés dans les déchets sauvages, les dépôts clandestins et les déchets résiduels ;*
- *la recherche et le développement aux fins d'améliorer la qualité des emballages concernés et principalement leur recyclabilité ;*
- *l'amélioration des résultats et/ou de la qualité des collectes sélectives des déchets concernés ;*
- *la collecte non sélective et le traitement des déchets concernés ;*
- *la rémunération du personnel chargé du contrôle, de la mise en œuvre et du suivi des actions susmentionnées ;*
- *le rapportage et l'évaluation concernant ces déchets ;*
- *la promotion d'un traitement local et de qualité, dans le cadre de l'économie circulaire.*

Les montants globaux de la cotisation sont répartis entre les Régions selon les statistiques de population les plus récentes de la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, disponibles au 1^{er} janvier de l'année N+1.

Chaque Région détermine l'affectation concrète des montants respectivement perçus, après avoir consulté les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs concernées.

Art. 22/11. §1. Pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, dans la mesure où aucun contrat prévu au §2 de cet article ne s'applique et dans la mesure où les membres de l'organisme agréé ne remplissent pas cette obligation via une autre personne morale créée à cette fin, une responsabilité financière s'applique à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, sous la forme d'une cotisation. Cette obligation consiste pour l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs à supporter les coûts visés au §2, à compter de l'année civile 2026, en payant une cotisation de 101.916.395,63 EUR, constituée d'un montant de 33.071.946,73 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale, d'un montant de 22.810.842,29 EUR pour la Région wallonne et d'un montant de 46.033.606,61 EUR pour la Région flamande.

L'Organe de décision REP assure la publication, par Région, des autorités publiques concernées et de la part des coûts totaux couverte par chacune de ces autorités, une distinction supplémentaire pouvant être faite entre les coûts visés au §2, 1^o, 2^o, 3^o et 4^o.

Les montants de la cotisation visée au premier alinéa de ce paragraphe seront réduits de plein droit de 25 % à compter de l'année civile suivant la première année complète de fonctionnement d'un système de consigne ou d'un système équivalent pour les emballages ménagers de boissons ; ensuite, les montants ainsi réduits seront à nouveau réduits de plein droit de 5 %, chaque année, pour chacune des six années civiles suivantes.

Les montants correspondant à la part de marché combinée des producteurs et des mandataires pour le régime de responsabilité élargie des producteurs qui ne font pas appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs seront déduits des montants de la cotisation. La part de marché de ce producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs est exprimée sous forme d'un pourcentage calculé en divisant les nombres des emballages ménagers mis sur le marché par le producteur ou le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs dont provient le flux de déchets sauvages en question par les nombres totaux des emballages ménagers mis sur le marché dont provient le flux de déchets sauvages en question, puis en multipliant ce résultat par un facteur cent.

La cotisation n'est due que dans la mesure où la cotisation calculée s'élève au moins à 500 euros.

Dans la mesure où l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et les autorités publiques concernées ont opté ensemble pour la reprise organisationnelle et financière des déchets sauvages, la cotisation n'est pas d'application pour cette part.

Les montants visés au premier alinéa de ce point sont adaptés annuellement en fonction de l'indice santé des prix à la consommation avec, comme taux de base la moyenne de l'indice santé des prix à la consommation des quatre premiers mois de l'année précédente.

Dans la mesure où aucun contrat prévu au §2 de cet article ne s'applique et où la cotisation prévue au premier alinéa est payée, les Régions s'engagent à faire mesurer l'efficacité des actions financées avec les cotisations perçues en utilisant des indicateurs de prestations, qui seront discutées avec l'organisme agréé.

Dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages, la Commission interrégionale de la REP et les administrations régionales compétentes procéderont ensemble à une évaluation des montants de la cotisation prévue au premier alinéa, sur la base des mêmes hypothèses dans les trois Régions, à l'attention des Gouvernements régionaux. Les montants de la cotisation devront être adaptés sur la base de cette évaluation au plus tard à partir de l'année civile 2029 ; cette adaptation a également pour but explicite d'étendre le champ d'application de la cotisation aux déchets sauvages provenant de tous les emballages ménagers. Cette évaluation sera ensuite répétée tous les cinq ans.

L'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs rend compte à la Commission interrégionale de la REP, pour une année civile N donnée, au plus tard le 1er mars de l'année civile N+1 qui suit ladite année civile, des nombres des emballages ménagers soumis à la cotisation mis sur le marché par ses membres au cours de l'année civile précédente N-1. La Commission interrégionale de la REP constate ensuite, pour l'année civile N, sur la base des nombres de l'année civile N-1, la part de marché de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, conformément à ce que prévoit le cinquième alinéa de ce paragraphe, et communique pour le 1^{er} avril de l'année civile N+1 le montant exact à payer par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, au moyen d'un formulaire. La cotisation est payée au plus tard le 15 avril de l'année civile N+1, par versement sur les comptes bancaires communiqués par chaque Région. Ces dernières se

chargent chacune de la répartition ultérieure de la cotisation à toutes les autorités publiques supportant les coûts visés au §2, 1°-3° sur leur territoire. Chaque année au 15 avril de l'année civile N, un versement anticipé de 50% de la cotisation estimée due pour l'année civile N devra être fait, calculé sur la base du nombre estimé d'emballages soumis à la cotisation, mis sur le marché par les membres de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs au cours de l'année civile N-1. À cette fin, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs communiquera, le 1^{er} mars de l'année civile N, le nombre estimé pour l'année civile N-1. La cotisation est due pour la première fois pour l'année civile 2026.

Le formulaire visé au dixième alinéa de ce paragraphe contient au moins les informations suivantes :

- 1° les montants réclamés par Région ou autorité publique concernée ;*
- 2° les numéros du compte sur lequel les montants doivent être versés.*

Si l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs n'effectue pas le paiement ou si le contrôle du fonctionnaire chargé de la perception et du recouvrement révèle que les montants payés sont incorrects, les membres du Secrétariat permanent chargés du contrôle peuvent imposer une amende. Cette amende équivaut à 10 % du montant impayé. L'amende revient aux Régions et est répartie sur la base de la clé de répartition qui peut être déduite des montants par Région repris au premier alinéa de ce paragraphe.

Si les montants ne sont pas payés à l'expiration du délai fixé, l'intérêt légal mentionné dans l'arrêté royal du 4 août 1996 modifiant le taux de l'intérêt légal, est dû de plein droit.

L'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est tenue de présenter toutes les informations nécessaires à la vérification de l'exactitude des montants versés, à chaque demande des fonctionnaires chargés du contrôle.

L'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est tenue, à chaque demande des fonctionnaires chargés du contrôle, de fournir, oralement ou par écrit, tout renseignement demandé pour vérifier l'exactitude des montants versés.

§2. Dans l'éventualité où le producteur ou le mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs choisit, via l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et les autorités publiques concernées ensemble, de remplir son obligation par le biais d'un système de reprise organisationnelle et financière des déchets sauvages (option organisationnelle et financière), l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs doit conclure des contrats avec les autorités publiques supportant des coûts de la gestion des déchets sauvages provenant des emballages ménagers visés par la directive SUP, des emballages de cigarettes et des emballages de boissons en métal mis sur le marché par les membres de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Ces contrats doivent être conformes aux contrats-types approuvés par l'Organe de décision Emballages, après analyse et sur proposition de l'Organe de décision REP, et qui ont pour objet d'organiser et de financer le coût réel et complet :

- des mesures de sensibilisation, afin de réduire les déchets sauvages d'emballages ménagers, et l'information des consommateurs sur :*
 - a) l'existence d'alternatives réutilisables, de systèmes de réutilisation et d'options de gestion des déchets d'emballages ménagers jetables, ainsi que les meilleures*

pratiques pour une gestion saine des déchets, conforme à la législation régionale en la matière ;

- b) l'impact sur l'environnement, en particulier sur le milieu marin, des déchets sauvages et d'autres formes inappropriées d'élimination de déchets d'emballages ménagers ;*
- de l'élimination des déchets sauvages d'emballages ménagers, ainsi que du transport et du traitement ultérieurs de ces déchets sauvages, conformément aux dispositions régionales ;*
- de la collecte de déchets d'emballages ménagers jetés dans les systèmes publics de collecte, y compris les coûts d'infrastructure et d'exploitation desdits systèmes, ainsi que du transport et du traitement ultérieurs de ces déchets. Ces coûts doivent également porter sur la mise en place d'une infrastructure spécifique pour la collecte, sélective ou non, des emballages ménagers, telle que des récipients appropriés dans les endroits où l'on retrouve fréquemment des déchets sauvages ;*
- de la contribution proportionnelle aux frais généraux de la politique des autorités publiques en matière de déchets sauvages, en ce compris le contrôle.*

Art. 22/12. §1. Le producteur visé à l'article 22/4, §1 doit assurer, soit la reprise organisationnelle et financière de la totalité des déchets sauvages provenant des emballages ménagers qu'il a mis sur le marché, soit le remboursement des coûts énumérés à l'article 22/11, §2 de l'ensemble des autorités publiques supportant ces coûts, pour les déchets sauvages provenant des emballages ménagers qu'il a mis sur le marché. La première option doit contenir l'accord des autorités publiques qui assurent la gestion des déchets sauvages provenant des emballages ménagers mis sur le marché par le producteur et contient également, outre un plan d'actions portant sur le nettoyage des déchets sauvages, les actions relatives à la collecte et au rapportage des données, ainsi qu'au financement des éléments de la politique en matière de déchets sauvages, repris à l'article 22/11, §2, 1^o-3^o. La deuxième option concerne le remboursement de toutes les autorités publiques supportant ces coûts. Ce remboursement doit être proportionnel à sa part du marché, conformément à ce que prévoit le cinquième alinéa de l'article 22/11, §1.

Le producteur décrit dans sa demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs, visée à l'article 22/4, §1, la manière dont il entend remplir cette obligation.

Ce paragraphe s'applique uniquement aux producteurs qui mettent les emballages suivants sur le marché : emballages visés par la directive SUP, emballages de cigarettes et canettes de boissons d'origine ménagère.

§2. Le producteur, visé à l'article 22/4, §1, doit, en ce qui concerne chaque année civile N, participer à la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages, par le biais d'une cotisation proportionnelle à sa part de marché pour l'année civile précédente N-1.

Concrètement, le producteur sera redevable d'une cotisation pour chaque année civile N, calculée sur la base du montant par habitant à l'article 22/9, pour le flux de déchets d'emballages ménagers et à l'article 22/10, pour le flux de déchets d'emballages industriels,

mais proportionnellement à sa part de marché pour l'année civile N-1 et pour autant que la cotisation calculée s'élève au moins à 500 euros.

Chaque producteur rend compte à la Commission interrégionale de la REP, pour une année civile N donnée, au plus tard le 1^{er} mars de l'année civile N+1 qui suit ladite année civile, des nombres des emballages soumis à la cotisation mis par lui-même sur le marché au cours de l'année civile N-1. La Commission interrégionale de la REP constate ensuite, pour l'année civile N, sur la base des nombres de l'année civile N-1, la part de marché du producteur et communique pour le 1^{er} avril de l'année civile N+1 le montant exact à payer. La cotisation est payée au plus tard le 15 avril de l'année civile N+1, par versement sur les comptes bancaires communiqués par chaque Région. Chaque année au 15 avril de l'année civile N, un versement anticipé de 50% de la cotisation estimée due pour l'année civile N devra être fait, calculé sur la base du nombre estimé d'emballages soumis à la cotisation, mis sur le marché par le producteur au cours de l'année civile N-1. À cette fin, le producteur communiquera, le 1^{er} mars de l'année civile N, le nombre estimé pour l'année civile N-1. La cotisation est due pour la première fois pour l'année civile 2026.

Article 22/13. §1. Si l'objectif en matière de prévention des déchets d'emballages, visé au premier, deuxième ou troisième alinéa de l'article 3, §1/2, n'est pas atteint pour l'ensemble des emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des producteurs affiliés à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs conformément au 3^{ème} alinéa de l'article 22/1 et si, en outre, l'objectif national de prévention pour la Belgique, fixé à l'article 43.1 du règlement (UE) 2025/40 n'est pas atteint, cette organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs devra s'acquitter d'une cotisation annuelle équivalente :

- 1° À partir de 2030, au montant en euros obtenu en multipliant par moins cinquante (- 50) le résultat du calcul suivant :*
 - a) Le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des membres en 2022, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, réduit de 5 % ,*
 - b) le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des membres en 2030, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, étant ensuite déduit du résultat obtenu ;*
- 2° À partir de 2035, au montant en euros obtenu en multipliant par moins cinquante (- 50) le résultat du calcul suivant :*
 - a) Le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des membres en 2022, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, réduit de 10 % ,*
 - b) le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des membres en 2035, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, étant ensuite déduit du résultat obtenu ;*
- 3° À partir de 2040, au montant en euros obtenu en multipliant par moins cinquante (- 50) le résultat du calcul suivant :*
 - a) Le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des membres en 2022, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, réduit de 15 % ,*

- b) le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par l'ensemble des membres en 2040, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, étant ensuite déduit du résultat obtenu.

Les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs peuvent demander à être entendues par l'Organe de décision Emballages de la Commission interrégionale de la REP. Lors d'une telle audition, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs peut exposer les efforts déployés pour atteindre les objectifs, ainsi que les ajustements prévus du Pacte, visé à l'article 3, § 1/3. L'Organe de décision Emballages de la Commission interrégionale de la REP peut émettre un avis à ce sujet à l'intention des trois gouvernements régionaux. Sur avis de l'Organe de décision Emballages de la Commission interrégionale de la REP, la cotisation visée au premier alinéa peut faire l'objet d'une annulation totale ou partielle, par décision unanime des trois gouvernements régionaux.

Si l'objectif en matière de prévention des déchets d'emballages, visé au premier, deuxième ou troisième alinéa de l'article 3, §1/2, n'est pas atteint pour l'ensemble des emballages à usage unique mis sur le marché belge par un producteur qui ne fait pas appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs conformément au 3^{ème} alinéa de l'article 22/1 et si, en outre, l'objectif national de prévention pour la Belgique, fixé à l'article 43.1 du règlement (UE) 2025/40 n'est pas atteint, ce producteur devra s'acquitter d'une cotisation annuelle équivalente :

- 1° À partir de 2030, au montant en euros obtenu en multipliant par moins cinquante (- 50) le résultat du calcul suivant :*
 - a) Le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par le producteur en 2022, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, réduit de 5 %,*
 - b) le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par le producteur en 2030, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, étant ensuite déduit du résultat obtenu ;*
- 2° À partir de 2035, au montant en euros obtenu en multipliant par moins cinquante (- 50) le résultat du calcul suivant :*
 - a) Le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par le producteur en 2022, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, réduit de 10 %,*
 - b) le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par le producteur en 2035, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, étant ensuite déduit du résultat obtenu ;*
- 3° À partir de 2040, au montant en euros obtenu en multipliant par moins cinquante (- 50) le résultat du calcul suivant :*
 - a) Le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par le producteur en 2022, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, réduit de 15 %,*
 - b) le tonnage d'emballages à usage unique mis sur le marché belge par le producteur en 2040, exprimé en tonnes et arrondi à l'unité inférieure, étant ensuite déduit du résultat obtenu.*

§2. Si la cotisation concrètement due par un producteur ou une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, conformément au §1, est inférieure à 150 EUR, la

cotisation ne sera pas due. Si la cotisation concrètement due par un producteur ou une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, conformément à l'alinéa précédent, est au moins égale à 150 EUR, mais inférieure à 250 EUR, la cotisation sera au moins égale à 250 EUR.

§3. La cotisation visée au §1 est allouée aux Régions selon la clé de répartition prévue au second alinéa de l'article 25 et doit contribuer au financement de la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets concernés et est soumise aux dispositions de l'article 22/10, §2. Au cours de l'année N+2, la Commission interrégionale de la REP communiquera aux producteurs et organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs les montants concrets à verser par Région, ainsi que les modalités de paiement.

La cotisation est payée au plus tard dans un délai de trois mois.

Article 22/14. §1. Si un objectif de recyclage, tel que visé à l'article 3, §2 ou à l'article 3, §3, n'est pas atteint par une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour ses producteurs affiliés, celle-ci paie une cotisation de 50 EUR par tonne entamée pour laquelle cet objectif n'est pas atteint.

Si l'objectif de recyclage visé à l'article 3, §2 ou à l'article 3, §3 n'est pas atteint par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour une deuxième année consécutive, les montants de la cotisation seront portés à 100 EUR par tonne entamée, de même qu'à 150 EUR par tonne entamée, à partir de la troisième année consécutive.

§2. La cotisation visée au §1 est allouée aux Régions selon la clé de répartition prévue au second alinéa de l'article 25 et doit contribuer au financement de la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets concernés et est soumise aux dispositions de l'article 22/10, §2. L'Organe de décision Emballages communiquera à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs les montants concrets à payer par Région.

La cotisation est payée au plus tard dans un délai de trois mois par versement sur les comptes bancaires communiqués par chaque Région. ».

CHAPITRE VII. – Instauration d'un chapitre IV/4 - Communication de données à la Commission

Article 10

Un nouveau chapitre IV/4, intitulé « *CHAPITRE IV/4. – Communication de données à la Commission* » est introduit dans l'Accord de coopération.

Le chapitre comprend l'article 22/15 suivant :

« Article 22/15. §1. La Commission interrégionale de la REP se charge de la communication à la Commission européenne, conformément à l'article 56 du Règlement (UE) 2025/40.

§2. La Commission interrégionale de la REP fournit aux services compétents des autorités fédérales les données relatives aux déchets d'emballages, nécessaires aux obligations de

rapportage à la Commission européenne dans le cadre de la Directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019, relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, dans la mesure où elle peut collecter ces données dans le cadre de ses activités normales et de ses compétences. ».

CHAPITRE VIII. – Instauration d'un chapitre IV/5 - Dispositions particulières relatives au système de consigne

Article 11

Un nouveau chapitre IV/5, intitulé « *CHAPITRE IV/5. – Dispositions particulières relatives au système de consigne.* » est introduit dans l'Accord de coopération.

Le chapitre comprend les articles 22/16 et 22/17 suivants :

« Article 22/16. §1. Au plus tard le 1^{er} janvier 2029, les producteurs d'emballages de boissons mentionnés à l'article 50.1 du Règlement (UE) 2025/40, à l'exception des emballages de boissons indiqués aux points a) à d) de l'article 50.4 du Règlement (UE) 2025/40, doivent atteindre collectivement l'objectif de collecte séparée, prévu à l'article 50.1 du Règlement (UE) 2025/40.

§2. Les producteurs visés au §1 désignent une association sans but lucratif comme candidat en tant qu'opérateur du système pour le système de consigne visé à l'article 50.2 du Règlement (UE) 2025/40, qui soumettra, au plus tard le 30 juin 2027, une demande en vue d'être acceptée en tant qu'opérateur du système conformément à l'article 22/17. La demande et son éventuelle acceptation sont indépendantes de la décision d'introduire ou non un système de consigne.

§3. La décision d'introduire un système de consigne conformément à l'article 50.2 du Règlement (UE) 2025/40 sera prise par le biais d'un accord de coopération d'exécution, conclu par les trois Gouvernements régionaux, qui définira également les modalités concrètes du système de consigne.

Le système de consigne devra au moins remplir les conditions suivantes :

- 1° Le système de consigne est accessible à l'entière de la population et à tous les producteurs des emballages concernés.*
- 2° Le système de consigne a un impact positif sur la propreté publique.*
- 3° Le système est adapté à la typologie et aux besoins des différents territoires, ainsi qu'à la densité et à la composition de la population, la spécificité territoriale de chaque Région et les nécessités régionales.*
- 4° Les déchets d'emballages collectés dans le système de consigne seront mis à disposition des systèmes de collecte et de traitement, organisés et financés par les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, selon des conditions financières équitables à convenir entre les parties. L'Accord de coopération d'exécution précise les modalités d'application de cette règle et peut prévoir la possibilité de déroger à celle-ci, au minimum, si des garanties équivalentes peuvent être offertes, notamment en matière de tri et de recyclage de haute qualité et à l'échelle locale.*

- 5° *Le système de consigne respecte en tout temps la vie privée des utilisateurs, conformément aux réglementations en vigueur et notamment le Règlement général sur la protection des données.*
- 6° *Les revenus des consignes non remboursées ne peuvent pas générer de « bénéfices » au profit des producteurs qui mettent sur le marché les emballages soumis à la consigne.*
- 7° *L'opérateur du système communique de manière transparente au public tous les chiffres clés du système de consigne ; avant publication, tous les chiffres et calculs correspondants doivent pouvoir être vérifiés par le Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP.*

L'accord de coopération d'exécution mentionné au premier alinéa sera établi après concertation avec l'opérateur du système pour le système de consigne, accepté conformément à l'article 22/17, et les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, et prévoira un délai d'au moins vingt-quatre mois entre la conclusion de l'accord de coopération d'exécution et la mise en œuvre concrète du système de consigne.

Article 22/17. §1. L'opérateur du système pour le système de consigne visé à l'Annexe X du Règlement (UE) 2025/40 est une association sans but lucratif qui est soit une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, dont la part de marché est d'au moins 50% des emballages soumis au système de consigne, mis sur le marché belge par les producteurs, soit un tiers ayant conclu des contrats de coopération exclusifs avec une ou plusieurs organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, dont la part de marché conjointe est d'au moins 50% des emballages soumis au système de consigne, mis sur le marché belge par les producteurs.

L'opérateur du système est accepté par la Commission interrégionale de la REP conformément aux dispositions du §3.

§2. Si l'opérateur du système prévu au §1 est une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, il est tenu de remplir les conditions suivantes :

- 1° *la comptabilité entre les activités en tant qu'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et en tant qu'opérateur du système est totalement distincte ;*
- 2° *l'opérateur du système conclut un contrat de coopération avec toute autre organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère ayant obtenu de la Commission interrégionale de la REP une autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs, dans des conditions équivalentes à celles dans lesquelles l'opérateur du système travaille lui-même, en sa qualité d'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ;*
- 3° *un plan financier détaillé démontre que, dans le cadre des activités en tant qu'opérateur du système, des ressources financières suffisantes seront mises à disposition pour remplir correctement la mission d'opérateur du système.*

Si l'opérateur du système prévu au §1 est un tiers, il doit remplir les conditions suivantes :

- 1° l'opérateur du système se charge de la gestion pratique du système de consigne ;*
- 2° l'opérateur du système conclut un contrat de coopération uniforme à conditions égales avec toute organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages ménagers qui a obtenu une autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs de la part de la Commission interrégionale de la REP ;*
- 3° l'opérateur du système veille au contrôle et à la transparence de tous les chiffres clés et prend les accords nécessaires avec les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs précitées pour échanger toutes les données pertinentes, en vue du contrôle effectué par la Commission interrégionale de la REP et du rapportage à l'intention de celle-ci ;*
- 4° un plan financier détaillé démontre que des ressources financières suffisantes seront mises à disposition pour remplir correctement la mission d'opérateur du système.*

§3. L'association sans but lucratif visée au §1 soumet à la Commission interrégionale de la REP, contre récépissé, une demande écrite en vue d'être acceptée en tant qu'opérateur du système belge pour le système de consigne prévu au §1.

La Commission interrégionale de la REP évalue si la demande est complète et remplit l'ensemble des conditions du §2, dans un délai de dix-huit semaines à compter de sa réception. Si elle est incomplète, le demandeur devra compléter sa demande. Si celle-ci ne remplit pas les conditions du §2, elle devra être modifiée pour être mise en conformité avec ces dernières. Le délai de dix-huit semaines ne commence à courir qu'à dater de la réception d'une demande complète et conforme à l'ensemble des conditions du §2.

L'acceptation en tant qu'opérateur du système n'est pas limitée dans le temps, mais peut être révoquée, moyennant motivation, à tout moment par la Commission interrégionale de la REP, s'il apparaît que l'opérateur du système ne remplit plus les conditions du présent Accord de coopération ou à celles de l'accord de coopération d'exécution visé à l'article 22/16, §3.

Toute décision d'acceptation ou de retrait de l'acceptation en tant qu'opérateur du système est publiée intégralement au Moniteur belge.

§4. L'opérateur du système pour le système de consigne prévu au §1, qui est accepté conformément aux dispositions du §3, a le droit et le devoir exclusifs de gérer le système de consigne sur le territoire belge. Cet opérateur du système est soumis aux obligations particulières suivantes :

- a) l'opérateur du système remplit les conditions énoncées aux points b), g), h), i), j) et o) de l'Annexe X du Règlement (UE) 2025/40 ;*
- b) l'opérateur du système répond à toute question de la Commission interrégionale de la REP dans le cadre du contrôle et du rapportage, en application du point k) de l'Annexe X du Règlement (UE) 2025/40 ;*
- c) l'opérateur du système veille à ce que tout acteur économique qui met à disposition sur le marché belge des produits emballés soumis au système de consigne facture la consigne, sauf dans le cas où le produit est consommé dans le secteur de l'Horeca, où la livraison, l'ouverture, la consommation et le retour ont lieu entièrement sur place ;*
- d) l'opérateur du système notifie au préalable à la Commission interrégionale de la REP toute modification pertinente de son système et de ses activités.. ».*

CHAPITRE IX – Modifications au chapitre V. – La Commission interrégionale de la REP et l'administration régionale compétente.

Article 12

§1. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 23 de l'Accord de coopération :

- La phrase suivante est ajoutée au premier alinéa du §1 : « *L'appellation de la « Commission interrégionale de la REP » est « EPRiBEL ».* ».
- La phrase suivante est ajoutée au troisième alinéa du même paragraphe : « *Outre ces neuf membres, trois observateurs sont également nommés par les autorités fédérales pour les deux sections, chacun des trois étant respectivement désigné à chaque fois par les ministres fédéraux en charge de l'environnement, de l'économie et des finances.* ».
- La phrase suivante est ajoutée au quatrième alinéa du même paragraphe : « *La Commission interrégionale de la REP est également l'autorité compétente visée à l'article 40.1 du Règlement (UE) 2025/40.* ».

§2. Le second paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« §2. *Pour l'exécution des missions administratives et techniques qui lui reviennent, le Secrétariat permanent dispose de personnel engagé par contrat par la Commission interrégionale de la REP.*

Le personnel propre du Secrétariat permanent est recruté par contrat de travail et placé sous l'autorité du directeur général du Secrétariat permanent. La supervision journalière du fonctionnement de chaque membre de personnel est assurée par le membre du comité de direction désigné par le règlement de travail et l'organigramme, qui se charge de l'évaluation annuelle de ce membre de personnel suivant les modalités fixées dans le règlement de travail prévu à l'article 23/2, §2. Le personnel est recruté, dans la limite des crédits disponibles, sur la base des descriptions de fonctions visées à l'article 23/2, §2. Le personnel exerce ses fonctions au siège de la Commission interrégionale de la REP, sans préjudice de la possibilité de travailler à domicile.

Le salaire de départ du personnel propre du Secrétariat permanent sera déterminé, par niveau, sur la base des salaires moyens en vigueur dans les trois Régions. Les salaires sont liés à l'indice pivot et pourront, sous réserve d'une évaluation du personnel favorable et dans les limites des crédits disponibles, être majorés de l'augmentation moyenne selon l'ancienneté pour les fonctionnaires des trois Régions, par l'« Organe de décision Emballages » de la Commission interrégionale de la REP, sur proposition du comité de direction et en concertation avec l'« Organe de décision REP ». La même augmentation selon l'ancienneté sera appliquée annuellement à l'ensemble du personnel propre ayant fait l'objet d'une évaluation favorable. Les modalités servant à déterminer les salaires de départ et les augmentations selon l'ancienneté seront précisées dans le règlement de travail visé à l'article 23/2, §2.

Les membres du personnel propres remplissent leur fonction avec loyauté, conscience et intégrité. Ils s'abstiennent, en dehors de l'exercice de leur fonction, de tout comportement qui serait de nature à ébranler la confiance du public en leur service. ».

§3. Le troisième paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« §3. Du personnel des Régions peut être mis à la disposition de la Commission interrégionale de la REP, à la demande du Secrétariat permanent ou de l'administration régionale compétente.

Les Régions ne mettront à disposition que du personnel sous statut ou des agents avec un contrat à durée indéterminée.

Le nombre de membres du Secrétariat permanent mis à disposition par chaque Région est limité au nombre maximum de membres du personnel par niveau, prévu pour chaque Région dans l'organigramme, conformément à l'article 23/2, §2.

Le directeur général du Secrétariat permanent prend les dispositions pratiques nécessaires avec chaque Région en ce qui concerne l'organisation des mises à disposition et du recrutement, conformément aux lignes directrices suivantes :

- seuls les postes vacants peuvent faire l'objet d'une mise à disposition de personnel par les Régions ;*
- le directeur général du Secrétariat permanent sera activement impliqué par l'administration régionale compétente dans toutes les procédures de mise à disposition et, le cas échéant, de recrutement de personnel en vue de leur mise à disposition ;*
- le directeur général du Secrétariat permanent peut refuser une mise à disposition de personnel proposé, sous réserve d'une justification fondée sur les conditions fixées pour le poste par la Commission interrégionale de la REP ;*
- si l'organigramme n'est pas entièrement rempli et que l'administration régionale compétente ne souhaite pas procéder à la mise à disposition de personnel, le Secrétariat permanent organise sa propre procédure de recrutement, à laquelle l'administration régionale compétente est invitée à participer.*

Les fonctionnaires et membres du personnel mis à disposition exercent leurs fonctions avec loyauté, diligence et intégrité. En dehors de l'exercice de leurs fonctions, ils évitent tout comportement susceptible d'affecter la confiance du public envers leur service. ».

§4. Le quatrième paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« §4. Les membres du personnel du Secrétariat permanent mis à disposition par les Gouvernements régionaux restent régis, sauf en cas de congé pour mission, par les dispositions statutaires qui leur sont applicables, sauf disposition contraire au deuxième alinéa de ce paragraphe, au §5 de cet article ou à l'article 23/1, §1 du présent Accord de coopération.

La supervision journalière du fonctionnement de chacun au sein du Secrétariat permanent est assurée par le membre du comité de direction désigné par le règlement d'ordre intérieur et l'organigramme, qui se charge des évaluations du personnel suivant les modalités fixées dans le règlement d'ordre intérieur prévu à l'article 23/2, §3. ».

§5. Un cinquième paragraphe, libellé comme suit, est ajouté :

“§5. Le personnel du Secrétariat permanent et le personnel mis à disposition par les administrations régionales dont les prestations ont dépassé les attentes planifiées peuvent

bénéficier d'une allocation pour prestations exceptionnelles. Cette allocation est accordée dans la limite des crédits disponibles et sur proposition du comité de direction, par l'Organe de décision « Emballages » de la Commission interrégionale de la REP à un ou plusieurs membres du personnel. Le montant maximum de l'allocation sera basé sur la pratique en vigueur dans les Régions et les modalités d'attribution seront précisées respectivement, pour le personnel propre, dans le règlement de travail visé à l'article 23/2, §2 et, pour le personnel mis à disposition, dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 23/2, §3. ».

Article 13

Un nouvel article 23/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 23/1. §1. Le budget de la Commission interrégionale de la REP se compose d'un budget relatif au personnel, concernant les coûts du personnel propre, d'une part et d'un budget de fonctionnement, d'autre part. Le budget de fonctionnement est financé conformément à l'article 25.

§2. Le budget relatif au personnel de la Commission interrégionale de la REP est financé par les recettes propres de la Commission interrégionale de la REP, provenant des amendes infligées aux contrevenants, et par des crédits inscrits sur une ligne distincte dans le budget général des dépenses de chaque Région. Ces crédits seront mis à disposition à partir de l'année budgétaire 2026 et seront calculés comme suit :

- *le montant de base est fixé pour l'année budgétaire 2026 à 3.000.000 euros, ce qui correspond à un effectif de 34 ETP; si le montant de base est trop élevé ou trop bas pour financer cet effectif, il peut être réduit, respectivement augmenté par le biais d'un accord de coopération d'exécution conclu par les trois gouvernements régionaux ; ce montant de base éventuellement modifié est augmenté annuellement en janvier de 2% par dépassement de l'indice pivot encouru l'année passée et est ensuite augmenté de 1 %, à titre d'estimation forfaitaire de l'évolution des échelles barémiques ;*
- *les recettes estimées de l'année budgétaire provenant des redevances visées à l'article 22/1 sont déduites du montant de base indexé, ainsi que les recettes estimées de l'année budgétaire provenant des redevances visées à l'Accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets;*
- *est ensuite aussi déduite du montant de base indexé, la part du montant de base indexé qui correspond aux flux de déchets pour lesquels des mesures en matière de responsabilité élargie des producteurs n'ont pas encore été imposées aux producteurs au moyen d'un accord de coopération d'exécution, conformément aux dispositions du Livre II de l'Accord de coopération concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages ; si le résultat de ce calcul aboutit à un montant de base indexé réduit qui est négatif, ce montant sera imputé au budget de fonctionnement de la Commission interrégionale de la REP ;*
- *le montant de base indexé réduit est alloué à chacune des Régions conformément à la clé de répartition visée à l'article 25, paragraphe 2 ;*
- *le montant par Région est diminué de la part du montant de base indexé qui correspond aux fonctionnaires et aux agents mis à disposition par le Gouvernement régional, comme le prévoit l'article 23, §2 ;*

- si la somme des montants calculés pour les 3 régions est supérieure au total des coûts réels estimés en personnel pour la Commission interrégionale de la REP, compte tenu des salaires réels, des anciennetés réelles et des différentes indemnités complémentaires, accordées conformément au règlement de travail visé à l'article 23/2, §2, la différence entre les deux sera déduite du montant de base à financer et les deux étapes précédentes seront répétées ;
- si le résultat de ce calcul pour une Région aboutit à un montant à financer qui est négatif, ce montant sera imputé à la contribution de cette Région au budget de fonctionnement de la Commission interrégionale de la REP ; si le résultat est toujours négatif après cette imputation, ce montant devra être remboursé à la Région par le biais d'une intervention dans les frais de personnel liés au personnel mis à disposition du Secrétariat permanent par l'administration régionale.

Au mois de mai de chaque année au plus tard, le directeur général du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP fait le calcul, conforme au paragraphe précédent, des contributions effectivement dues par chaque Région pour l'année budgétaire suivante au budget relatif au personnel de la Commission interrégionale de la REP. L'Organe de décision « Emballages » de la Commission interrégionale de la REP, en concertation avec l'Organe de décision « REP », valide ce calcul et prend les mesures nécessaires pour obtenir le financement de ce budget par les Régions.

Chaque Région verse en temps utile les contributions dues au budget relatif au personnel sur le compte de la Commission interrégionale de la REP, afin que les salaires puissent être correctement payés. Si un montant négatif est dû par une Région, la Commission interrégionale de la REP versera ce montant à la Région au plus tard le 30 septembre, selon les modalités déterminées par cette dernière. ».

Article 14

Un nouvel article 23/2 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 23/2. §1. §1. L'« Organe de décision Emballages » approuve chaque année, en concertation avec l'« Organe de décision REP », le programme de travail du Secrétariat permanent. Il établit les objectifs annuels à atteindre par le directeur général, le directeur administratif et les autres chefs de service du Secrétariat permanent. Le directeur général et le directeur administratif du Secrétariat permanent sont évalués chaque année par l'Organe de décision « Emballages », en tenant compte des objectifs qui leur ont été fixés. L'Organe de décision peut se faire assister à cet effet par un prestataire de services externe qu'il désigne.

Le cas échéant, ces évaluations sont notifiées à l'administration régionale qui met ces membres à disposition.

Les modalités de l'évaluation annuelle du directeur général et du directeur administratif du Secrétariat permanent sont fixées dans le Règlement d'ordre intérieur prévu au §3.

§2. Sur proposition du comité de direction et en concertation avec l'« Organe de décision REP », l'« Organe de décision Emballages » fixe l'organigramme du Secrétariat permanent et définit les descriptions de fonction des membres du personnel du Secrétariat permanent.

Sur proposition du comité de direction et en concertation avec l'« Organe de décision REP », l'« Organe de décision Emballages » fixe le cadre du personnel et le cadre linguistique, sur la base de l'organigramme et des descriptions de fonction. Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative sont d'application.

Sur proposition du comité de direction et en concertation avec l'« Organe de décision REP », l'« Organe de décision Emballages » approuve le projet de règlement de travail pour le personnel propre. Le règlement de travail est ensuite implémenté conformément à la procédure déterminée par le Roi en vertu de l'article 15septies de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.

§3. Le Secrétariat permanent a un directeur général et un comité de direction, où sont représentées les trois Régions et qui se compose concrètement du directeur général et des chefs de service, l'un de ces chefs de service occupant également la fonction de directeur administratif. Le fonctionnement du Secrétariat permanent est régi par un règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'« Organe de décision Emballages », en concertation avec l'« Organe de décision REP ». Ce règlement d'ordre intérieur précise les compétences respectives du directeur général et du comité de direction.

Le directeur général, le directeur administratif et les chefs de service sont nommés par l'« Organe de décision Emballages », en concertation avec l'« Organe de décision REP ».

La gestion quotidienne du Secrétariat permanent est du ressort du directeur général, sauf en cas de attribution spécifique de compétences dans le règlement d'ordre intérieur ou de délégation de pouvoir par le directeur général. Les chefs de service et le directeur administratif disposent chacun d'un profil de fonction au contenu déterminé leur permettant d'élaborer les stratégies. Le comité de direction assure une cohérence stratégique entre les services. Toutes les décisions formelles et en particulier, celles relatives à l'Accord de coopération, sont réservées à l'Organe de décision, après avoir été analysées au préalable au sein du comité de direction et présentées à l'approbation de l'Organe de décision.

§4. Le directeur général et le président de l'« Organe de décision Emballages » représentent la Commission interrégionale de la REP dans les affaires en justice. Le directeur général peut agir seul en cas d'extrême urgence. Toutefois, lorsque les affaires en justice portent exclusivement sur les compétences de l'« Organe de décision REP » et en dehors du cas d'extrême urgence, dans lequel le directeur général agit seul, la Commission interrégionale de la REP est représentée par le directeur général et le président de l'« Organe de décision REP ».

Article 15

Au troisième alinéa de l'article 24, le terme « *reglement van inwendige orde* » est remplacé par « *huishoudelijk reglement* ».

Article 16

L'article 25 de l'Accord de coopération est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. L'Organe de décision « Emballages » de la Commission interrégionale de la REP, en concertation avec l'Organe de décision « REP », établit chaque année et au plus tard au mois de mai, une proposition de budget de fonctionnement pour l'année budgétaire suivante et prend les mesures nécessaires pour obtenir le financement de ce budget par les Régions. Le budget de fonctionnement peut être inclus dans les budgets d'institutions ou d'administrations régionales, telles que les administrations régionales compétentes.

Le budget de fonctionnement annuel de la Commission interrégionale de la REP est approvisionné par chaque Région conformément à la clé de répartition suivante : 58,05% pour la Région flamande ; 31,33% pour la Région wallonne ; 10,62% pour la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Article 17

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 26 §1 de l'Accord de coopération :

- Au point 10°, les mots « l'organigramme et » sont remplacés par : « au sein de sa première section, en concertation avec sa seconde section, ».
- Des points 10/1, 10/2, 10/3 et 10/4, libellés comme suit, sont introduits :
 - « 10/1° fixe au sein de sa première section, sur proposition du comité de direction et en concertation avec sa seconde section, l'organigramme du Secrétariat permanent et les descriptions de fonction des membres du personnel du Secrétariat permanent ;
 - 10/2° fixe au sein de sa première section, sur proposition du comité de direction et en concertation avec sa seconde section, le cadre du personnel et le cadre linguistique du personnel propre au sein du Secrétariat permanent ;
 - 10/3° décide, au sein de sa première section, en concertation avec sa seconde section, du recrutement et de la procédure de recrutement dans le cadre du budget disponible et décide des salaires de départ de son personnel propre ;
 - 10/4° fixe dans sa première section, en concertation avec sa seconde section les conditions d'octroi à certains membres du personnel du Secrétariat permanent d'une allocation pour performances extraordinaires et peut accorder chaque année, sur proposition du comité de direction, une telle allocation dans le cadre du budget disponible ; ».

Article 18

Un nouvel article 26/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 26/1. §1. L'Organe de décision de la Commission interrégionale de la REP :
1° assure, au sein de sa première section, le contrôle des objectifs de l'article 3 ;
2° évalue, au sein de sa première section, les demandes d'enregistrement, comme le prévoit l'article 22/1, et fixe, le cas échéant, le cadre dans lequel le Secrétariat permanent évaluera certaines demandes d'enregistrement au nom de l'Organe de décision ;
3° accorde, au sein de sa première section, les demandes d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs, comme le prévoient les articles 22/4 et 22/5, et refuse, modifie ou retire celle-ci et fixe, le cas échéant, le cadre dans lequel le Secrétariat permanent accordera, refusera, modifiera ou retirera certaines demandes d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs au nom de l'Organe de décision ;

4° impose, le cas échéant, au sein de sa première section, les conditions particulières lors de l'octroi d'une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs et détermine notamment le pourcentage minimum du budget annuel à allouer au financement des actions de réduction et de prévention, prévues à l'article 51.3 du Règlement (UE) 2025/40 ;

5° fixe, au sein de sa première section, lors de l'octroi d'une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs, les objectifs de prévention réalistes, y compris les objectifs de réutilisation, que l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs doit poursuivre pour l'ensemble de ses membres, afin d'atteindre l'objectif global de l'article 43 du Règlement (UE) 2025/40 ;

6° détermine, au sein de sa première section, le montant des garanties, prévues au troisième alinéa de l'article 22/8, §1, et sollicite sa libération en cas de non-exécution des obligations ;

7° évalue, au sein de sa première section, les demandes d'acceptation en tant qu'opérateur de système, comme le prévoit l'article 22/3decies ;

8° fixe, au sein de sa première section, en concertation avec sa seconde section, les règles de fonctionnement interne de la Commission interrégionale de la REP ;

9° fixe au sein de sa première section, sur proposition du comité de direction et en concertation avec sa deuxième section, l'organigramme du Secrétariat permanent et les descriptions de fonction des membres du personnel du Secrétariat permanent ;

10° fixe, au sein de sa première section, sur proposition du comité de direction et en concertation avec sa deuxième section, le cadre du personnel et le cadre linguistique du personnel propre au sein du Secrétariat permanent ;

11° décide, au sein de sa première section, en concertation avec sa deuxième section, du recrutement et de la procédure de recrutement dans le cadre du budget disponible et décide des salaires de départ de son personnel propre ;

12° fixe, au sein de sa première section, en concertation avec sa deuxième section, les conditions d'octroi à certains membres du personnel du Secrétariat permanent d'une allocation pour prestations exceptionnelles et peut accorder chaque année, sur proposition du comité de direction, une telle allocation dans le cadre du budget disponible ;

13° exécute, au sein de sa seconde section, les tâches prévues dans l'Accord de coopération concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages ;

14° est chargé, au sein de sa première section, de désigner les personnes habilitées à contrôler le respect des dispositions du présent Accord de coopération, conformément à l'article 29/1, §1 du présent Accord de coopération, et, le cas échéant, à infliger des amendes, conformément à l'article 31/1, §1, du présent Accord de coopération ;

15° est chargé, au sein de sa deuxième section, de désigner les fonctionnaires et agents du Secrétariat permanent habilités à contrôler le respect des dispositions de l'Accord de coopération du 9 février 2026 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages, conformément à l'article 37 dudit Accord de coopération ;

16° est, au sein de sa première section, chargé de toutes les autres tâches qui lui sont attribuées en vertu de l'Accord de coopération du 13 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets, y compris toutes les tâches et compétences implicites nécessaires à l'exercice correct des tâches et compétences qui y sont explicitement mentionnées ;

17° est, au sein de sa première section, chargé de toutes les autres tâches qui lui sont attribuées en vertu du présent Accord de coopération, y compris toutes les tâches et compétences implicites nécessaires à l'exercice correct des tâches et compétences explicitement mentionnées.

§2. La Commission interrégionale de la REP, au sein de sa première section, vérifie :
1° comment les producteurs, les mandataires pour le régime de responsabilité élargie des producteurs et les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs atteignent les pourcentages de recyclage et de valorisation de l'article 3, §1/3 ;
2° la qualité des rapports visés à l'article 22/2.

§3. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP interrogent l'instance de contrôle financier des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs et peuvent se faire assister ou représenter par leur propre instance de contrôle financier lors d'une enquête. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP sont chargés du contrôle de l'ensemble des dispositions du présent Accord de coopération.

§4. La Commission interrégionale de la REP établit annuellement un rapport sur ses activités à destination des Gouvernements régionaux . ».

Article 19

Un nouvel article 27/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 27/1. La Commission interrégionale de la REP, au sein de sa première section, en concertation avec sa deuxième section, formule des propositions et/ou avis aux Gouvernements régionaux concernant :
1° son fonctionnement interne, son budget annuel ;
2° la modification du présent Accord de coopération pour des raisons d'ordre légal ou factuel ;
3° l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation. ».

Article 20

Un nouvel article 28/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 28/1. §1. Chaque administration régionale compétente :
1° offre sa médiation, à la demande d'une des parties, en cas de désaccord entre une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et une personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers ;
2° rend un avis à la Commission interrégionale de la REP sur l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation, ainsi qu'en matière d'incinération avec récupération d'énergie dans des incinérateurs de déchets ;
3° rend un avis à la Commission interrégionale de la REP sur la conformité, avec le plan régional des déchets, de la planification des zones géographiques couvertes par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs qui exerce ces activités en Belgique pour la première fois et bénéficie, de ce fait, d'une période de démarrage de cinq ans maximum.

§2. Un observateur du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP est invité lors de la médiation visée au §1, 1°.

En cas d'échec définitif de la médiation, l'administration régionale compétente en informe son Gouvernement régional. ».

CHAPITRE X – Modifications au chapitre VI. – Contrôle, sanctions administratives et dispositions pénales.

Article 21

Un nouvel article 29/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 29/1. §1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, désignés à cet effet par l'Organe de décision « Emballages », ainsi que les fonctionnaires et agents de chaque administration compétente de la Région spécifiquement désignés par leur Gouvernement pour agir dans le cadre du présent Accord de coopération, sont chargés du contrôle des dispositions du présent Accord de coopération. Les Régions veillent au respect, de la part des fonctionnaires et agents de l'administration compétente de la Région, des directives générales de contrôle établies par la Commission interrégionale de la REP.

Les agents contractuels chargés des missions de contrôle décrites dans le présent chapitre prêtent serment en cette qualité.

Les fonctionnaires et agents du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP chargés du contrôle, ainsi que les fonctionnaires et agents de chaque administration compétente de la Région désignés à cet effet par leur Gouvernement, peuvent se faire assister par la police ordinaire.

Les contrôleurs exercent leur contrôle en toute indépendance et neutralité. Ils doivent être en mesure d'exercer correctement leurs fonctions et disposer des moyens nécessaires pour ce faire. Ils ne doivent subir aucun désavantage du fait de la tâche qu'ils accomplissent en tant que contrôleurs.

Les fonctionnaires et agents du Secrétariat Permanent de la Commission Interrégionale de la REP chargés du contrôle sont munis d'une pièce d'identité délivrée par le directeur du Secrétariat Permanent et doivent la présenter instantanément sur demande.

§2. Tout producteur, tout mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs et toute organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, est tenu(e) de produire, à la demande des personnes citées au premier paragraphe, tout document et toute correspondance et de fournir verbalement ou par écrit tout renseignement relatif à l'exécution de ses obligations en vertu du Règlement (UE) 2025/40 et du présent Accord de coopération.

Lorsque ces documents et correspondances sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, les personnes nommées au premier paragraphe ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques sous

forme lisible et intelligible. Les personnes nommées au premier paragraphe peuvent également requérir la personne mentionnée au premier alinéa de ce paragraphe de réaliser, en leur présence et sur son matériel, des copies dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou d'une partie des données précitées, ainsi que d'effectuer les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification du respect des obligations du Règlement (UE) 2025/40 et du présent Accord de coopération.

§3. Tout producteur, tout mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs et toute organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est tenu(e) d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, pour autant que ceux-ci ne soient pas utilisés comme habitation, afin de permettre aux personnes citées au premier paragraphe de contrôler le respect des obligations du Règlement (UE) 2025/40 et du présent Accord de coopération.

Sont à considérer comme locaux où une activité est exercée, notamment les bureaux, les fabriques, les ateliers, les magasins, les garages et les terrains servant d'usines, d'ateliers ou de dépôts. ».

Article 22

Un article 31/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 31/1. §1^{er}. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, désignés à cet effet par l'Organe de décision « Emballages », peuvent imposer une amende administrative au producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs qui, préalablement à la mise à disposition d'emballages ou de produits emballés sur le marché belge, n'introduit pas de demande d'enregistrement auprès de la Commission interrégionale de la REP, ni ne s'affilie à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, comme l'impose le 3^{ème} alinéa de l'article 22/1, §1. L'amende administrative s'élève à 5 000 euros.

Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, désignés à cet effet par l'Organe de décision « Emballages », peuvent imposer une amende administrative au producteur ou mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs dont la demande d'enregistrement a été refusée et qui omet de s'affilier, dans un délai de trois semaines, à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. L'amende administrative s'élève à 5 000 euros.

Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, désignés à cet effet par l'Organe de décision « Emballages », peuvent imposer une amende administrative à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs qui, préalablement à ses activités sur le marché belge, n'introduit pas de demande d'enregistrement auprès de la Commission interrégionale de la REP ou ne renouvelle pas à temps son enregistrement, comme l'impose le 4^{ème} alinéa de l'article 22/1, §1. L'amende administrative s'élève à 50 000 euros.

Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, désignés à cet effet par l'Organe de décision « Emballages », peuvent imposer une amende administrative à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs dont

la demande d'enregistrement a été refusée ou retirée et qui omet, dans un délai de six semaines, d'introduire une nouvelle demande ou de stopper ses activités sur le marché belge. L'amende administrative s'élève à 50 000 euros.

§2. Les membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, désignés à cet effet par l'Organe de décision « Emballages », peuvent imposer une amende administrative au producteur, au mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs ou à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs qui ne respecte pas les obligations prévues à l'article 22/2 en matière de rapportage. L'amende administrative s'élève à 5 000 euros.

§3. Si une nouvelle infraction est commise dans les trois ans qui suivent l'imposition d'une amende administrative, les montants mentionnés à cet article sont alors doublés. ».

Article 23

Au second alinéa de l'article 32, §1, le mot « euro » est remplacé par « euros » dans la version française.

Article 24

Un nouvel article 33/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 33/1. §1^{er}. Si les contrôleurs visés à l'article 29/1 constatent l'imminence d'une infraction, ils peuvent donner tous les conseils qu'ils jugent utiles pour la contrevenir.

Si dans l'exercice de leur mission de contrôle, les contrôleurs visés à l'article 29/1 constatent une infraction, ils peuvent mettre en demeure l'auteur présumé et les autres parties éventuellement impliquées de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette infraction, remédier en tout ou en partie à ses conséquences ou éviter qu'elle ne se reproduise.

§2. Lorsqu'une infraction est constatée, les contrôleurs visés à l'article 29/1 peuvent établir un rapport de constat. Ils le remettent immédiatement aux membres du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP désignés à cet effet par l'Organe de décision, conformément à l'article 31/1. Ils remettent simultanément une copie du rapport de constat à l'auteur présumé de l'infraction.

§3. Lorsqu'une infraction est constatée, les contrôleurs visés à l'article 29/1 peuvent vérifier l'identité de son auteur présumé.

Les documents d'identité remis au contrôleur doivent être instantanément restitués à la personne concernée, après vérification de son identité.

En l'absence de carte d'identité, l'auteur présumé de l'infraction aura la possibilité de prouver son identité d'une autre manière. ».

Article 25

Un article 34/1 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 34/1. §1^{er}. Dans un délai de soixante jours à compter de la réception du rapport de constat, dans lequel un contrôleur constate une infraction, comme le prévoit l'article 29/1, le membre du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP désigné à cet effet par l'Organe de décision, conformément à l'article 31/1, peut notifier à l'auteur présumé de l'infraction son intention de lui infliger une amende administrative. Le contrevenant présumé est invité à présenter sa défense par écrit dans un délai de trente jours à compter de la notification de cet avis.

Il est également porté à l'attention de l'auteur présumé de l'infraction qu'il peut :

1° consulter, sur demande, les documents sur lesquels se fonde l'intention d'infliger une amende administrative et en obtenir des copies ;

2° exposer oralement sa défense écrite. À cette fin, le contrevenant présumé adresse une demande au membre du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP désigné à cet effet par l'Organe de décision conformément à l'article 31/1, dans un délai de trente jours à compter de la notification.

§2. Le membre du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP désigné à cet effet par l'Organe de décision, conformément à l'article 31/1, peut demander au contrôleur visé à l'article 29/1 de fournir des informations supplémentaires.

§3. Dans un délai de nonante jours à compter de la notification de l'avis visé au §1, le membre du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP désigné à cet effet par l'Organe de décision, conformément à l'article 31/1, décide d'infliger une amende administrative. Le membre notifie sa décision au contrevenant (présumé) par lettre recommandée ou signifie la décision par exploit d'huissier dans un délai d'un mois après la prise de décision, sous peine de déchéance de l'amende.

Conformément aux dispositions de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, la décision indique au moins le montant éventuellement imposé, les voies et conditions de recours, ainsi que le délai et les modalités de paiement de l'amende administrative, le cas échéant.

§4. La personne sanctionnée, conformément au §3, peut introduire un recours contre la décision d'imposer une amende administrative, auprès du tribunal de première instance. Le recours est introduit par requête contradictoire sur la base des articles 1034/1 et suivants du Code judiciaire. Le tribunal de Bruxelles est territorialement compétent. Le délai pour exercer le recours est de trois mois à partir de la notification ou de la signification de la décision. Ce délai est prescrit sous peine de déchéance. La Commission interrégionale de la REP intervient en tant que partie défenderesse dans ce recours.

Le recours ne suspend pas la décision. Si un recours est introduit, la Commission interrégionale de la REP consigne l'amende payée auprès de la Caisse des dépôts et consignations, dans l'attente du jugement définitif. Toutefois, le tribunal de première instance de Bruxelles est habilité à suspendre l'exécution de la décision d'imposer une amende, faisant l'objet du recours, si cette exécution peut entraîner des conséquences graves pour la personne concernée.

Le tribunal de première instance de Bruxelles est habilité à abaisser l'amende administrative au minimum légal, en présence de circonstances atténuantes. Le tribunal de première instance de Bruxelles est également habilité à accorder une suspension d'exécution des peines, si les circonstances exigées pour ce faire sont réunies.

§5. L'amende administrative doit être payée dans un délai de trois mois, à dater du jour suivant la signification ou la notification de la décision. Elle peut être réglée par versement ou virement sur le compte de la Commission interrégionale de la REP. La décision mentionne formellement ce numéro de compte, ainsi que la communication devant accompagner ce paiement.

§6. En cas de non-paiement de l'amende administrative dans les trois mois suivant la signification, le Directeur du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP envoie la décision, avec une requête en recouvrement, au service qui s'occupe du recouvrement non fiscal au sein du Service public fédéral Finances.

§7. L'amende revient à la Commission interrégionale de la REP. ».

CHAPITRE XI. – Modifications au chapitre VIII. – Dispositions finales.

Article 26

§1. Un nouvel article 38 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 38. Les données à caractère personnel visées aux articles 22/1, 22/4 et 29/1 concernent uniquement des données de contact de personnes physiques ayant le qualité de producteur ou de mandataire ou ayant la qualité de représentant du producteur ou du mandataire, tel que leur numéro de téléphone, adresse mail ou adresse postale.

Le responsable du traitement de ces données est la Commission interrégionale de la REP. Les fonctionnaires et agents de chaque administration compétente de la Région désignés conformément à l'article 29/1 sont également responsable de traitement de données à caractère personnel.

Les responsables du traitement traitent les données à caractère personnel des personnes concernées afin de :

- *tenir un registre des producteurs et délivrer une autorisation relative à l'exécution de la Responsabilité élargie des Producteurs, conformément aux articles 44 à 47 du Règlement (UE) 2025/40 ;*
- *vérifier le respect de l'article 22/1 concernant le registre ;*
- *vérifier le respect de l'article 22/4 concernant l'autorisation relative à l'exécution de la Responsabilité élargie des Producteurs ;*
- *exercer les missions de contrôle pour vérifier le respect, par le producteur ou le mandataire, de ses obligations en matière de gestion des déchets d'emballages, conformément à l'article 29/1 ;*
- *imposer des amendes administratives aux producteurs ou aux mandataires dans le cadre du régime de la Responsabilité élargie des Producteurs, conformément à l'article 34/1.*

Les données à caractère personnel sont conservées pendant une durée d'au maximum 5 ans, à compter de la date de transmission de ces données. »

§2. Un nouvel article 39 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 39. §1. Conformément à l'article 44.13 du Règlement (UE) 2025/40, le registre des producteurs prévu au chapitre IV/1 sera facilement accessible et mis gratuitement à la disposition du public, sans préjudice de la préservation de la confidentialité des informations sensibles sur le plan commercial conformément au droit de l'Union et au droit national applicables.

§2. Les données à caractère personnel figurant dans les amendes administratives aux producteurs ou aux mandataires dans le cadre du régime de la Responsabilité élargie des Producteurs, conformément à l'article 34/1, ne seront pas rendues publiques. »

§3. Un nouvel article 40 est ajouté à l'Accord de coopération et libellé comme suit :

« Art. 40. §1. Les articles et annexes suivants entrent en vigueur dès le jour où le Règlement (UE) 2025/40 est applicable :

- Article 1, §1/1 ;*
- Articles 3, §1/1, 3, §1/2 et 3, §1/3 ;*
- Articles 4/1 ;*
- Articles 22/1 à 22/17 ;*
- Articles 26/1, 27/1 et 28/1 ;*
- Article 29/1 ;*
- Articles 31/1, 33/1 et 34/1 ;*
- Articles 38 et 39.*

À compter du jour où le Règlement (UE) 2025/40 est applicable, les articles et annexes suivants ne s'appliqueront plus :

- article 1, §1 ;*
- article 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 12°, 16°, 19°, 20°, 21°, 22°, 27°, 28°, 29°, 30°, 31° ;*
- Article 3, §1 ;*
- Article 3, §4 ;*
- Articles 4 et 5 ;*
- Articles 6, 7 et 8 ;*
- Articles 9 et 10 ;*
- Article 11 ;*
- Articles 12, 13, 14 et 14/1 ;*
- Articles 15 et 16 ;*
- Article 17 ;*
- Articles 18 et 19 ;*
- Article 20 ;*
- Article 21 ;*
- Article 22 ;*
- Articles 26, 27 et 28 ;*
- Articles 29, 30, 31, 32, 33 et 34 ;*

- *Annexe I.*

§2. Par dérogation au §1, un agrément octroyé conformément à l'article 10 du présent Accord de coopération restera valable jusqu'à sa date d'expiration. L'agrément sera considéré comme une autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 22/5 et l'organisme agréé sera considéré comme une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 22/5, relatifs à la modification et au retrait d'une autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs, s'appliqueront à l'agrément.

L'enregistrement visé à l'article 22/1, §1, 4^{ème} alinéa, est demandé par l'organisme agréé dans un délai de six semaines à compter de l'entrée en vigueur du Règlement (UE) 2025/40, et la redevance prévue à l'article 22/1, §3 est due. L'enregistrement est approuvé conformément à la procédure prévue à l'article 22/1, §5. Si l'enregistrement ou le paiement de la redevance n'est pas effectué dans les délais, l'agrément expirera de plein droit.

Par dérogation au premier alinéa, l'organisme agréé est habilité à introduire une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 22/5 pendant la durée de l'agrément. Ce dernier expirera de plein droit, suite à l'entrée en vigueur de l'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs approuvée. ».

Chapitre XII – Modifications aux annexes.

Article 27

Une seconde annexe est ajoutée à l'Accord de coopération, libellée comme suit :

« ANNEXE II. OPÉRATIONS DE VALORISATION

- R 1 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (^{*1})*
- R 2 Récupération ou régénération des solvants*
- R 3 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques) (^{*2})*
- R 4 Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques (^{*3})*
- R 5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques (^{*4})*
- R 6 Régénération des acides ou des bases*
- R 7 Récupération des produits servant à capter les polluants*
- R 8 Récupération des produits provenant des catalyseurs*
- R 9 Régénération ou autres réemplois des huiles*
- R 10 Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie*
- R 11 Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R 1 à R 10*
- R 12 Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R 1 à R 11 (^{*5})*
- R 13 Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets) (^{*6})*

(^{*1}) Cette opération inclut les installations d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides pour autant que leur rendement énergétique soit égal ou supérieur:

- à 0,60 pour les installations en fonctionnement et autorisées conformément à la législation communautaire applicable avant le 1^{er} janvier 2009,

- à 0,65 pour les installations autorisées après le 31 décembre 2008,

calculé selon la formule suivante:

$$\text{rendement énergétique} = (Ep - (Ef + Ei)) / (0,97 \times (Ew + Ef)),$$

où:

Ep représente la production annuelle d'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité. Elle est calculée en multipliant par 2,6 l'énergie produite sous forme d'électricité et par 1,1 l'énergie produite sous forme de chaleur pour une exploitation commerciale (GJ/an);

Ef représente l'apport énergétique annuel du système en combustibles servant à la production de vapeur (GJ/an);

Ew représente la quantité annuelle d'énergie contenue dans les déchets traités, calculée sur la base du pouvoir calorifique inférieur des déchets (GJ/an);

Ei représente la quantité annuelle d'énergie importée, hors *Ew* et *Ef* (GJ/an);

0,97 est un coefficient prenant en compte les déperditions d'énergie dues aux mâchefers d'incinération et au rayonnement.

Cette formule est appliquée conformément au document de référence sur les meilleures techniques disponibles en matière d'incinération de déchets (BREF Incinération).

La valeur donnée par la formule relative à l'efficacité énergétique sera multipliée par un facteur de correction climatique (FCC), comme suit:

1) FCC pour les installations en exploitation et autorisées, conformément à la législation de l'Union en vigueur, avant le 1^{er} septembre 2015

$$FCC = 1 \text{ si } DJC \geq 3\,350$$

$$FCC = 1,25 \text{ si } DJC \leq 2\,150$$

$$FCC = - (0,25/1\,200) \times DJC + 1,698 \text{ si } 2\,150 < DJC < 3\,350$$

2) FCC pour les installations autorisées après le 31 août 2015 et pour les installations visées au point 1) après le 31 décembre 2029

$$FCC = 1 \text{ si } DJC \geq 3\,350$$

$$FCC = 1,12 \text{ si } DJC \leq 2\,150$$

$$FCC = - (0,12/1\,200) \times DJC + 1,335 \text{ si } 2\,150 < DJC < 3\,350$$

(La valeur résultante du FCC sera arrondie à la troisième décimale.)

La valeur de DJC (degrés-jours de chauffage) à prendre en considération est la moyenne des valeurs annuelles de DJC pour le lieu où est implantée l'installation d'incinération, calculée sur une période de vingt années consécutives avant l'année pour laquelle le FCC est calculé. Pour le calcul de la valeur de DJC, il y a lieu d'appliquer la méthode suivante, établie par Eurostat: DJC est égal à $(18\,^{\circ}\text{C} - T_m) \times j$ si T_m est inférieure ou égale à $15\,^{\circ}\text{C}$ (seuil de chauffage) et est égal à zéro si T_m est supérieure à $15\,^{\circ}\text{C}$, T_m étant la température extérieure moyenne $(T_{\min} + T_{\max})/2$ sur une période de j jours. Les calculs sont effectués sur une base journalière ($j = 1$) et additionnés pour obtenir une année.

(^{*2}) Ceci comprend la préparation en vue du réemploi, la gazéification et la pyrolyse utilisant les composants comme produits chimiques et la valorisation des matières organiques sous la forme du remblayage.

(^{*3}) Ceci comprend la préparation en vue du réemploi.

(^{*4}) Ceci comprend la préparation en vue du réemploi, le recyclage des matériaux de construction inorganiques, la valorisation des matières inorganiques sous la forme du remblayage et le nettoyage des sols à des fins de valorisation.

(^{*5}) S'il n'existe aucun autre code R approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à la valorisation, y compris le prétraitement, à savoir notamment le démantèlement, le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement, le reconditionnement, la séparation, le regroupement ou le mélange, avant l'exécution des opérations numérotées R 1 à R 11.

(^{*6}) Par «stockage temporaire», on entend le stockage préliminaire au sens de l'article 3, point 10). ».

CHAPITRE XIII – Dispositions finales.

Article 28

Le présent accord de coopération entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du dernier acte d'assentiment.

Bruxelles,

Getekend door:Matthias Diependaele (Si)
Getekend op:2026-05-09 12:47:48 +02:0
Reden:Ik keur dit document goed

Diependaele Matthias



Vlaamse
overheid

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
M. Diependaele

Getekend door:Jo Brouns (Signature)
Getekend op:2026-05-08 11:56:51 +02:0
Reden:Ik keur dit document goed

Brouns Jo



Vlaamse
overheid

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,
J. Brouns

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
A. Dolimont

Le Ministre wallon de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale,
Y. Coppieters

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
B. Dillies

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la Mobilité, des
Travaux publics, de la Sécurité routière et du Bien-être animal,
E. Van den Brandt

Accord de coopération modifiant l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Exposé des motifs

1. Contexte

1. L'Union européenne s'efforce depuis longtemps de mettre en place un cadre réglementaire solide en matière de prévention et de gestion des déchets. En 1975, l'Europe a introduit une première directive-cadre portant sur la gestion et la politique en matière de déchets dans les États membres européens.¹ Le législateur européen y précisait déjà que la réglementation relative aux déchets devait « *avoir comme objectif essentiel la protection de la santé de l'homme et de l'environnement contre les effets préjudiciables causés par le ramassage, le transport, le traitement, le stockage et le dépôt des déchets* ». ²

Le cadre réglementaire européen s'est vu depuis lors affiné et renforcé plusieurs fois. Au cours de différentes étapes, les principes généraux et ceux de la directive-cadre initiale ont été reprecisés, coordonnés et le cas échéant, élargis. Ainsi, une directive distincte, visant spécifiquement la gestion des déchets d'emballages, a vu le jour en 1994.³ Le législateur européen visait de la sorte à « *harmoniser les diverses mesures nationales relatives à la gestion des emballages et des déchets d'emballages de manière, d'une part, à éviter ou réduire leurs effets sur l'environnement, et assurer ainsi un niveau élevé de protection de l'environnement, et, d'autre part, à assurer le fonctionnement du marché intérieur (...)* ». ⁴

2. C'est dans le cadre de la transposition de cette directive que l'accord de coopération initial concernant les déchets d'emballages a été conclu en Belgique en 1996.⁵ Celui-ci stipulait que les responsables d'emballages étaient désormais soumis à une « obligation de reprise » des déchets d'emballages provenant de leurs produits. Ils pouvaient choisir de remplir cette obligation soit individuellement, soit collectivement. L'option collective consistait pour le responsable d'emballages à s'affilier à un « organisme agréé » qui, en échange d'une compensation financière, veillait à ce que ses adhérents respectent bien toutes les obligations. En Belgique, il existe aujourd'hui deux « organismes agréés », à savoir *Fost Plus* (pour les déchets d'emballages ménagers) et *Valipac* (pour les déchets d'emballages industriels).

3. L'obligation de reprise était une première forme de ladite « responsabilité élargie des producteurs », un principe général de la réglementation européenne en matière de déchets, introduit de manière plus globale dans la nouvelle directive-cadre relative aux déchets en 2008.⁶ La responsabilité élargie des producteurs (REP) signifie que les producteurs sont tenus de veiller à ce que les marchandises qu'ils mettent sur le marché soient conçues d'une manière qui témoigne d'une utilisation efficace des ressources et matériaux et ce, tout au long du cycle de vie du produit. En d'autres termes, les emballages de ces produits doivent également être conçus dans une optique de réemploi ou de recyclage.⁷ La

¹ Directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 relative aux déchets.

² Directive 75/442/CEE, considérant 3.

³ Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

⁴ Directive 94/62/CE, considérant 1.

⁵ Accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

⁶ Soit la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et en particulier, son article 8.

⁷ Directive 2008/98/CE, considérant 27 : « (...) qui prennent pleinement en compte et facilitent l'utilisation efficace des ressources tout au long de leur cycle de vie, y compris en matière de réparation, de réemploi, de démontage et de recyclage, sans compromettre la libre circulation des marchandises dans le marché intérieur ».

directive-cadre relative aux déchets a donné lieu à un nouvel accord de coopération concernant les déchets d'emballages en 2008.⁸

4. En 2018, de nouvelles modifications importantes ont été apportées à la réglementation européenne en matière de déchets. La directive-cadre relative aux déchets s'est vue encore améliorée, en introduisant notamment une plus grande harmonisation des réglementations REP, dans le but de remédier aux disparités existantes entre les différents États membres. En ce qui concerne spécifiquement les déchets d'emballages, la directive de 1994 a également été adaptée, pour y ajouter entre autres des mesures en matière de réemploi, de nouvelles définitions et de nouveaux objectifs de recyclage. Les directives modifiées ont été partiellement transposées par l'accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages, qui modifie non seulement l'accord de coopération du 4 novembre 2008, mais introduit aussi un certain nombre de nouvelles dispositions autonomes concernant le cadre interrégional de la responsabilité élargie des producteurs pour certains flux de déchets.

5. Bien que la réglementation européenne en matière de déchets ait déjà été sensiblement affinée et renforcée au cours des dernières décennies, le législateur européen a décidé à présent d'aller encore plus loin. Il a en effet choisi de remplacer la directive existante relative aux déchets d'emballages⁹ par un règlement, à savoir le Règlement 2025/40¹⁰ (ci-après : « le Règlement »). Le législateur européen stipulait à ce propos que « *Les défaillances réglementaires de la directive actuelle (...) ont clairement montré qu'une harmonisation est nécessaire et que les règles harmonisées devraient prendre la forme d'un règlement, plutôt que d'une révision de l'actuelle directive* ». ¹¹ Le Règlement vise donc à créer un cadre harmonisé pour l'ensemble du marché européen, permettant d'une part, de réduire encore l'impact environnemental des emballages et d'autre part, de promouvoir davantage l'économie circulaire.

6. L'accord de coopération de 2008 doit être adapté en fonction du Règlement. En effet, la directive initiale, sur laquelle reposait l'accord de coopération, se voit abrogée et remplacée par le Règlement. La présente modification de l'accord de coopération assure la mise en œuvre nécessaire des dispositions du Règlement. Compte tenu de l'effet direct du Règlement, certaines dispositions de l'accord de coopération existant doivent être déclarées inapplicables. Par exemple, les définitions déjà contenues dans le Règlement ne doivent ainsi pas être reprises dans l'accord de coopération. Il convient par conséquent de lire l'accord de coopération en combinaison avec le Règlement proprement dit, afin de l'interpréter et l'appliquer correctement.

2. Contenu

2.1. Dispositions générales

Le premier chapitre de l'accord de coopération contient quelques dispositions générales, telles que les définitions, le champ d'application et les objectifs de l'accord. Les définitions déjà incluses dans le Règlement sont déclarées inapplicables.

⁸ Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

⁹ Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 31 décembre 1994.

¹⁰ Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE, publié au Journal officiel de l'Union européenne le 22 janvier 2025.

¹¹ COMMISSION EUROPÉENNE, DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT, *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE*, version du 30 novembre 2022, numéro de procédure 2022/0396(COD), 5-6.

Consultable via https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:de4f236d-7164-11ed-9887-01aa75ed71a1.0023.02/DOC_1&format=PDF.

7. La modification de l'accord de coopération vise à mettre en œuvre le Règlement de manière cohérente et coordonnée dans les trois Régions du pays. Les objectifs de l'accord de coopération en matière de contenu sont alignés sur ceux du Règlement proprement dit. En particulier, l'accord de coopération vise à réduire la quantité de déchets d'emballages dans chacune des Régions et à en améliorer la gestion.

À cette fin, l'ensemble des tâches de la Commission interrégionale de la REP se voit également élargi. La Commission interrégionale de la REP est notamment chargée d'établir et de gérer un registre public et numérique des producteurs, répertoriant tous les opérateurs économiques¹² actifs en Belgique. La Commission interrégionale de la REP aura également la charge de contrôler la responsabilité élargie des producteurs des différents opérateurs économiques pour les emballages qu'ils mettent sur le marché. En outre, l'accord de coopération désigne la Commission interrégionale de la REP pour remplir les obligations légales européennes en matière de monitoring, de contrôle et de rapportage à la Commission européenne. Ces obligations pour les États membres contribuent à la transparence et à l'uniformité de la politique européenne en matière de déchets d'emballages.

8. Compte tenu de l'élargissement des tâches, la présente modification de l'accord de coopération prévoit que la Commission interrégionale de la REP dispose de personnel propre. L'accord de coopération modifie aussi l'organisation et le fonctionnement internes de la Commission interrégionale de la REP, afin de l'adapter pleinement aux nouvelles tâches et obligations qui lui incombent.

Le champ d'application de l'accord de coopération reste inchangé. L'accord s'applique à la collecte et au traitement de tous les déchets d'emballages, qu'ils soient d'origine ménagère ou industrielle, ainsi qu'au rapportage à leur sujet. L'accord vise à harmoniser la politique des trois Régions et constitue ainsi le cadre réglementaire pour la mise en œuvre des dispositions du Règlement exigeant une coopération interrégionale.

9. L'accord de coopération a été conclu entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et est donc directement applicable dans chacune de ces Régions. Sauf disposition contraire explicite de l'accord de coopération, les Régions et communes conservent la possibilité d'adopter des mesures supplémentaires en matière de gestion des déchets d'emballages, conformément à leur autonomie réglementaire respective.

2.2. Registre et rapportage

10. Le Règlement contient diverses dispositions visant à mieux surveiller les flux d'emballages. Par exemple, le Règlement prévoit que, pour contrôler le respect des objectifs de réemploi et de remplissage, les opérateurs économiques doivent soumettre un rapport à ce sujet à une autorité désignée par les États membres. La présente modification de l'accord de coopération désigne la Commission interrégionale de la REP en tant qu'autorité compétente pour l'obligation de rapportage des opérateurs économiques actifs sur le marché belge. La Commission interrégionale de la REP doit rendre ces données publiques et les communiquer à son tour à la Commission européenne.

11. L'une des nouvelles obligations principales, instaurées par le Règlement, est d'imposer une « procédure double » pour la REP de tous les producteurs opérant sur le territoire de l'État membre. Dans un premier temps, tous les producteurs doivent être enregistrés dans un registre public et numérique (la « procédure d'enregistrement »). Dans un second temps, chaque producteur enregistré doit obtenir l'autorisation relative à l'exécution de sa REP (la « procédure d'autorisation »). Par la modification de l'accord de coopération, cette procédure double est désormais mise en œuvre en Belgique et sa gestion, confiée à la Commission interrégionale de la REP parmi les tâches qui lui incombent. L'accord de

¹² L'article 3.1, 12° du Règlement définit les «opérateurs économiques» comme « *le fabricant, le fournisseur, l'importateur, le distributeur, le mandataire, le distributeur final et le prestataire de services d'exécution des commandes* ».

coopération décrit en détail les règles administratives et procédurales à respecter pour se conformer à la double obligation.

12. L'obligation d'enregistrement s'applique à tous les producteurs lorsqu'ils mettent à disposition des emballages sur le marché d'un État membre pour la première fois ou lorsqu'ils déballet des produits emballés sans être l'utilisateur final sur le territoire d'un État membre. Cet enregistrement vise à faciliter et à harmoniser le suivi de la REP, pour le rendre plus efficace dans l'ensemble de l'UE.¹³ Le but du registre des producteurs est donc de permettre aux États membres de mieux contrôler que les producteurs d'emballages respectent bien toutes les obligations du Règlement. Un producteur peut s'inscrire à titre individuel, mais peut également choisir de confier cette obligation à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, en s'affiliant à celle-ci. Dans le cas où le producteur lui-même n'est pas établi dans le pays où il met ses produits sur le marché, il s'inscrit par le biais du mandataire qu'il aura habilité à le représenter.¹⁴ La Commission interrégionale de la REP établira et gèrera ce registre et assurera le suivi des demandes d'enregistrement. L'enregistrement est lié au paiement d'une redevance à la Commission interrégionale de la REP, à titre de remboursement des frais administratifs. Ces coûts sont nettement plus élevés pour les producteurs individuels que pour ceux qui adhèrent à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Il est donc normal que la redevance soit différente. L'imposition d'une telle redevance est conforme au Règlement.

L'accord de coopération modifié introduit une obligation d'enregistrement distinct pour les déchets ménagers et ceux d'origine industrielle et commerciale. En effet, la pratique a démontré que ces flux de déchets ont leur propre spécificité et sont liés à des obligations légales et des réalités économiques différentes. Pour cette raison, il convient de séparer les enregistrements pour les déchets ménagers de ceux pour les déchets industriels et commerciaux.

13. Après la procédure d'enregistrement, vient la « procédure d'autorisation ». Au cours de celle-ci, le producteur ou l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs demande une autorisation à la Commission interrégionale de la REP par rapport à la manière dont il s'acquitte de la REP. Les producteurs ou les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs doivent attester, entre autres, du fait qu'ils disposent des moyens financiers leur permettant de s'acquitter des coûts engendrés par la REP. Il s'agit donc d'un contrôle portant sur le fond, la Commission interrégionale de la REP étant également habilitée à imposer des conditions spécifiques au producteur ou à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. De cette manière, des garanties supplémentaires peuvent être obtenues pour s'assurer que les objectifs de l'accord de coopération seront atteints. Comme pour les enregistrements, la procédure d'autorisation est également scindée entre procédures pour les déchets ménagers et celles pour les déchets industriels et commerciaux.

14. Conformément au Règlement, l'accord de coopération prévoit que les producteurs et organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs constituent une garantie pour l'exécution de la REP, au cas où le producteur ou l'organisation ne pourrait pas remplir ses obligations dans la pratique. L'obligation existante de constituer une sûreté financière, pour les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets ménagers, est partiellement maintenue dans l'accord de coopération modifié, tout en s'alignant sur le Règlement. Une nouvelle obligation de garantie est introduite pour les producteurs individuels et les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets industriels et commerciaux. Le montant de la garantie est logiquement

¹³ COMMISSION EUROPÉENNE, DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT, *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE*, version du 30 novembre 2022, numéro de procédure 2022/0396(COD), 14.

Consultable via https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:de4f236d-7164-11ed-9887-01aa75ed71a1.0023.02/DOC_1&format=PDF.

¹⁴ Le « mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs » est défini à l'article 3.1, 20° du Règlement.

plus élevé pour les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs que pour les producteurs individuels.¹⁵ Il existe en outre une différence entre les garanties respectives à constituer par les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, selon l'origine ménagère ou industrielle et commerciale des déchets. Pour les déchets d'origine ménagère, le montant de la garantie peut s'aligner sur les valeurs connues des contrats conclus avec les intercommunales. Pour les déchets d'origine industrielle et commerciale, dont on ignore les valeurs des obligations contractuelles, la garantie doit être estimée de manière forfaitaire.

2.3. Contributions financières

15. La REP relative aux déchets d'emballages porte – essentiellement – sur l'obligation pour les producteurs de veiller à ce que les différents objectifs de recyclage et de réutilisation soient atteints pour les emballages provenant des produits qu'ils mettent sur le marché. Les producteurs sont donc considérés comme responsables tout au long du cycle de vie des emballages. Depuis la version initiale du présent accord de coopération en 1996, cette responsabilité est assumée par le biais d'une responsabilité élargie du producteur désignée par le passé par le terme « obligation de reprise ». Les producteurs peuvent se conformer à cette obligation soit à titre individuel, soit de manière collective, en adhérant à un organisme agréé qui organise collectivement l'obligation de reprise. Dans la pratique, quasiment tous les producteurs choisissent de remplir l'obligation de reprise de manière collective, en particulier pour ce qui est des déchets d'emballages ménagers.

16. Depuis la modification de l'accord de coopération en 2008, les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs sont également tenues de verser une contribution financière pour les déchets ménagers (la « cotisation »), outre l'obligation de reprise. Cette cotisation sert à financer les politiques des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le montant de cette cotisation est actualisé par la présente modification de l'accord de coopération.

Le champ d'application de l'obligation de contribution financière s'est vu élargi par l'accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages. Cet accord de coopération a également introduit une obligation de contribution pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, car la pratique a montré que certains coûts de gestion des déchets d'emballages industriels et commerciaux (par ex., en matière d'inspection, de communication et de rapportage) étaient toujours supportés par les Régions.

Par ailleurs, une contribution financière supplémentaire a aussi été instaurée par l'accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages pour les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les emballages ménagers, calculée pour couvrir les coûts des déchets sauvages provenant de certains emballages ménagers. Une alternative éventuelle à cette contribution serait la reprise financière et organisationnelle des déchets sauvages provenant de ces emballages ménagers.

Enfin, ces obligations précitées de contribution financière ont également été étendues aux producteurs qui remplissent leur REP à titre individuel. Toutes les cotisations précitées sont reprises dans la présente modification de l'accord de coopération.

En outre, la présente modification de l'accord de coopération introduit également deux nouvelles cotisations. Une première cotisation supplémentaire peut être imposée aux organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs ou aux producteurs individuels, lorsqu'ils n'atteignent pas les objectifs en matière de prévention des déchets d'emballages. Une deuxième cotisation supplémentaire peut être imposée aux organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, lorsqu'elles n'atteignent pas les objectifs en matière de recyclage des déchets d'emballages. Ces

¹⁵ Soit 50 000 EUR pour l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, au lieu de 5 000 EUR pour le producteur individuel.

cotisations supplémentaires doivent contribuer à garantir la réalisation effective des objectifs en matière de prévention et de recyclage imposés par le Règlement.

2.4. Systèmes de consigne

17. Tout d'abord, le Règlement oblige les Etats membres à mettre en place des systèmes de consigne pour certains emballages, pour autant que l'objectif de collecte séparée, prévu à l'article 50.1 du Règlement, ne soit pas atteint. En effet, selon le législateur européen, il a été démontré que l'existence de systèmes de consigne qui fonctionnent bien garantit un taux de collecte très élevé, en particulier en ce qui concerne les bouteilles et les canettes pour boissons. Afin de favoriser la réalisation des objectifs¹⁶ de collecte séparée applicables aux bouteilles pour boissons en plastique à usage unique et d'augmenter davantage les taux élevés de collecte des récipients pour boissons métalliques, il convient en principe que les Etats membres mettent en place des systèmes de consigne pour ces deux types d'emballages.¹⁷

18. La mise en œuvre de systèmes de consigne nécessitera des efforts et des investissements importants de la part des Etats membres. Le législateur européen a donc prévu que les Etats membres doivent disposer d'un temps de préparation suffisant pour ce faire. En ce qui concerne aussi la mise en œuvre de systèmes de consigne en Belgique, plusieurs aspects doivent encore être identifiés à l'heure actuelle. Une partie de ces investissements ne pourront avoir lieu qu'après fixation définitive du cadre légal.

Par conséquent, la présente modification de l'accord de coopération définit d'ores et déjà le cadre juridique dans lequel les régimes de consigne doivent s'inscrire. L'accord de coopération précise que les systèmes de consigne doivent être gérés par un « opérateur du système » unique, il décrit également les conditions et modalités à remplir par un candidat pour pouvoir être accepté en tant qu'opérateur du système par la Commission interrégionale de la REP. L'accord de coopération fixe en outre les conditions minimales auxquelles les systèmes de consigne proprement dits doivent répondre.

2.5. Fonctionnement et personnel de la Commission interrégionale de la REP

19. Le Règlement instaure un grand nombre de nouvelles obligations pour les Etats membres en ce qui concerne la gestion des déchets d'emballages. Ces tâches sont confiées à la Commission interrégionale de la REP par le biais de la modification du présent accord de coopération. Compte tenu de l'élargissement de ses tâches, elle a donc besoin de personnel supplémentaire, qui lui est propre. La modification de l'accord de coopération adapte aussi la structure et le fonctionnement internes de la Commission interrégionale de la REP en fonction de ses nouvelles attributions.

20. La Commission interrégionale de la REP se compose actuellement d'un Organe de décision et d'un Secrétariat permanent, qui a pour mission d'assister l'Organe de décision. Ce dernier est constitué à son tour de deux sections : l'Organe de décision Emballages et l'Organe de décision REP. La première section est chargée d'exécuter les tâches qui découlent du présent accord de coopération, telles que la gestion du registre des producteurs. La seconde section a été chargée de mettre en œuvre les tâches prévues par l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages.

¹⁶ Soit les objectifs fixés par la Directive (UE) 2019/904.

¹⁷ COMMISSION EUROPÉENNE, DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT, *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE*, version du 30 novembre 2022, numéro de procédure 2022/0396(COD), considérant 102, 45-46. Consultable via https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:de4f236d-7164-11ed-9887-01aa75ed71a1_0023_02/DOC_1&format=PDF.

21. À l'heure actuelle, le Secrétariat permanent se compose de fonctionnaires et d'agents mis à disposition par les différents gouvernements régionaux. La présente modification de l'accord de coopération prévoit que le Secrétariat permanent dispose aussi de personnel propre. Le fait de disposer de personnel propre répond non seulement aux besoins liés à l'élargissement des tâches du Secrétariat permanent, mais contribuera également à accroître la stabilité au sein de l'organisation. Les membres du personnel seront recrutés sur la base d'un contrat de travail, fondé sur des descriptions de fonction approuvées au préalable par l'Organe de décision. Le nombre de membres pouvant être mis à la disposition du Secrétariat permanent par chaque gouvernement régional est plafonné à un maximum afin d'éviter un déséquilibre entre les Régions.

22. Sachant que la Commission interrégionale de la REP disposera de personnel propre, il s'avère également opportun de scinder le budget de la Commission interrégionale de la REP en un budget distinct relatif au personnel, d'une part et un budget de fonctionnement, d'autre part. Le budget de fonctionnement - comme c'était déjà le cas - continuera à être financé par les administrations régionales, selon la clé de répartition fixée par l'accord de coopération. Le budget relatif au personnel, de son côté, se verra largement financé par les recettes propres de la Commission interrégionale de la REP (soit par « autofinancement »), découlant notamment des rétributions et des revenus provenant de l'inspection portant sur les dispositions de l'accord de coopération. Par ailleurs, le budget relatif au personnel sera aussi partiellement financé par les contributions provenant directement du budget des dépenses générales de chacune des Régions. Le budget relatif au personnel pourra servir à financer les recrutements, les augmentations de salaire et/ou primes de fonctionnement.

2.6. Contrôle et sanctions

23. L'accord de coopération contient également un certain nombre de modifications en ce qui concerne le contrôle et les sanctions qui peuvent être imposées en cas de non-respect des dispositions de l'accord de coopération. Concrètement, il prévoit que l'Organe de décision puisse désigner des membres du Secrétariat permanent chargés du contrôle des dispositions de l'accord de coopération. En outre, les gouvernements régionaux peuvent également désigner des fonctionnaires et agents de leurs administrations compétentes pour assurer le contrôle des dispositions de l'accord de coopération.

24. En ce qui concerne les sanctions, l'accent est mis davantage sur la dépénalisation. Les membres désignés du Secrétariat permanent sont habilités à imposer des amendes administratives le cas échéant. L'accord de coopération inclut la procédure à suivre lorsqu'une infraction est constatée. Les modifications visent principalement à sanctionner les formes pures de « resquillage », pour lesquelles des amendes administratives uniformes sont prévues. Quiconque opérant sans enregistrement ni autorisation s'expose à une amende administrative de 50 000 euros. Les amendes perçues alimenteront le budget relatif au personnel de la Commission interrégionale de la REP.

3. Vie privée et entrée en vigueur

25. De nouvelles dispositions sont ajoutées concernant le traitement des données à caractère personnel, notamment les coordonnées des personnes physiques agissant en tant que ou au nom d'un producteur ou d'un mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs.

26. Pour terminer, l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de l'accord de coopération s'aligne sur celle du Règlement. Le nouvel article 40 de l'accord de coopération fait donc office d'« article clé ». Il détermine quels articles de l'accord de coopération entreront en vigueur ou ne s'appliqueront plus dès le jour où le Règlement sera applicable. En outre, des mesures transitoires nécessaires sont également prévues, afin d'assurer une transition en douceur entre l'ancienne et la nouvelle réglementation.

Accord de coopération modifiant l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Commentaire des articles

Article 1

Cet article modifie l'article 1^{er} de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (**l'Accord de coopération**). Il précise que l'Accord de coopération repose désormais sur la nouvelle réglementation européenne, à savoir le Règlement (UE) 2025/40. Il précise en outre que l'Accord de coopération constitue également une transposition partielle de la Directive 2008/98/CE. Par ailleurs, il se réfère aussi à l'accord de coopération concernant la REP et les déchets sauvages, ainsi qu'à l'accord de coopération portant sur le transit de déchets. En effet, l'accord de coopération concernant la REP et les déchets sauvages modifie également l'Accord de coopération. De plus, les modifications apportées à l'Accord de coopération affectent également la mise en œuvre desdits accords de coopération. Le champ d'application de l'Accord de coopération reste inchangé. Le second paragraphe de l'article précise que l'Accord de coopération s'applique désormais à « *la collecte et au traitement* » des déchets d'emballages au lieu de « *l'enlèvement et au traitement* » de ceux-ci.

Article 2

Cet article modifie les définitions figurant à l'article 2 de l'Accord de coopération. Le Règlement étant directement applicable, il n'est en principe pas nécessaire de redéfinir dans l'Accord de coopération les notions déjà définies par le Règlement. Les définitions existantes qui se recoupent avec le Règlement sont donc déclarées inapplicables, conformément à l'article 26 du présent Accord de coopération. Seul un nombre limité de notions sont reprises du Règlement et ajoutées à l'Accord de coopération, pour une question de bonne lisibilité du texte. Il s'agit des définitions suivantes :

- 32° « Règlement (UE) 2025/40 » : le Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE ;
- 33° « Producteur » : le producteur visé à l'article 3.1 (15) du Règlement (UE) 2025/40 ;
- 34° « Organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs » : l'organisation visée à l'article 3.1 (66) du Règlement (UE) 2025/40 ;
- 35° « Mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs » : la personne visée à l'article 3.1 (20) du Règlement (UE) 2025/40 ;
- 36° « Prestataire de services d'exécution des commandes » : la personne visée à l'article 3 (11) du Règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, et modifiant la directive 2004/42/CE et les règlements (CE) no 765/2008 et (UE) n°305/2011 ;
- 37° « Système de consigne » : le système visé à l'article 3.1 (62) du Règlement (UE) 2025/40.

Les définitions suivantes restent d'application et sont actualisées au besoin, car elles ne figurent pas dans le Règlement :

- 7° « Déchets d'emballages d'origine ménagère » : les déchets d'emballages provenant de l'activité normale des ménages ainsi que les déchets d'emballages qui, en vertu de la législation régionale applicable, y sont assimilés ou comparables ;
- 8° « Déchets d'emballages d'origine industrielle » : tout déchet d'emballages n'étant pas considéré comme déchets d'emballages d'origine ménagère ;
- 10° « Emballage à usage unique » : tout emballage n'étant pas un emballage réutilisable au sens du 9° ;
- 11° « Matériau d'emballage » : matière simple ou composée d'origine naturelle ou artificielle composant un emballage ;

- 13° « Valorisation » : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en remplaçant d'autres matières qui auraient été utilisées à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, dans l'usine ou dans l'ensemble de l'économie ; l'annexe II énumère une liste non exhaustive d'opérations de valorisation ;
- 14° « Valorisation énergétique » : l'utilisation de déchets d'emballages combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans apport d'autres déchets, mais avec récupération de la chaleur ;
- 15° « Recyclage » : toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible ou pour des opérations de remblayage, étant défini comme « toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager. Les déchets utilisés pour le remblayage doivent remplacer des matières qui ne sont pas des déchets, être adaptés aux fins susvisées et limités aux quantités strictement nécessaires pour parvenir à ces fins ;
- 17° « Élimination » : toute opération couverte par la définition d'élimination figurant dans la législation régionale applicable ;
- 18° « Collecte » : le ramassage des déchets, y compris leur tri et stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;
- 23° « Organisme agréé » : la personne morale agréée conformément aux articles 9 et 10 du présent Accord de coopération, qui prend à sa charge l'obligation de reprise incombant aux responsables d'emballages ;
- 25° « Administration régionale compétente » : en ce qui concerne la Région flamande, l'Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij ; en ce qui concerne la Région wallonne, le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ; en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Environnement ;
- 26° « Plan régional des déchets » : le ou les plans adoptés conformément à la législation régionale ;

En outre, la définition d'emballage réutilisable est adaptée de manière à se référer aux emballages visés à l'article 11 du Règlement :

- 9° « Emballage réutilisable » : tout emballage au sens de l'article 11 du Règlement (UE) 2025/40 ;

Enfin, le texte introduit une nouvelle appellation de l'institution à la définition de « Commission interrégionale de la REP », précédemment dénommée « Commission interrégionale de l'emballage », dont la dénomination officielle a été modifiée par l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages :

- 24° « Commission interrégionale de la REP » : la commission, anciennement dénommée « Commission interrégionale de l'emballage », visée à l'article 23 du présent Accord de coopération et chargée de certaines missions d'administration, de contrôle et d'avis dans le cadre du présent Accord de coopération ; l'appellation de cette commission est « EPRiBEL » ;

Article 3

À l'article 3, §1 de l'Accord de coopération, le terme « *emballages perdus* » est remplacé par celui d'« *emballages à usage unique* », car ce terme est aussi utilisé dans le Règlement. Ce remplacement est effectué de manière cohérente tout au long du texte de l'Accord de coopération.

Par ailleurs, cet article remanie les objectifs généraux de l'Accord de coopération tels qu'ils sont énoncés à son article 3. Sachant que l'Accord de coopération met en œuvre le Règlement 2025/40, ces objectifs sont cohérents avec ceux du Règlement. Les objectifs généraux sont décrits au paragraphe 1/1 et consistent notamment :

- en premier lieu, à prévenir autant que possible les déchets d'emballages (prévention), et en second lieu, à minimiser l'impact environnemental des déchets d'emballages qui ne peuvent être évités (gestion) ;

- à diminuer la part des emballages à usage unique et à augmenter celle des emballages réutilisables ou valorisables ;
- veiller à ce que, conformément au principe de la responsabilité élargie des producteurs (**REP**), les producteurs d'emballages supportent tous les coûts de gestion des déchets d'emballages provenant de leurs produits ;
- imposer et organiser diverses obligations de monitoring et de rapportage, tant pour les producteurs à l'égard de la Commission interrégionale de la REP, que pour la Commission interrégionale de la REP à l'égard de la Commission européenne.

L'article concrétise les objectifs de réduction de la quantité d'emballages à usage unique, de même que de la quantité totale de déchets d'emballages. L'obligation d'atteindre ces objectifs est imposée directement aux producteurs pour ce qui est des emballages qu'ils mettent sur le marché. Ces objectifs sont une mise en œuvre des objectifs fixés par le Règlement.¹ Les objectifs du Règlement sont traduits, au niveau des États membres, en objectifs individuels pour les producteurs qui ne font pas appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et en objectifs collectifs pour les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs. C'est la seule manière de veiller au respect des objectifs et d'inciter les producteurs à agir. Formuler les objectifs en fonction des emballages mis sur le marché les rend plus conformes aux principes d'écodesign et de responsabilité intégrale de la chaîne. Mettre l'accent sur les emballages à usage unique est logique, parce que ceux-ci représentent la plus grande pression environnementale et qu'il faut encourager autant que possible l'utilisation d'emballages réutilisables. Les objectifs se verront progressivement augmentés, afin de prévoir un délai suffisant pour que les producteurs respectent ces obligations, soit une réduction de 5 % d'ici à 2030, de 10 % d'ici à 2035 et de 15 % d'ici à 2040. La réduction est calculée par rapport à l'année de référence 2022, car les données de marché de 2022 sont plus précises que celles de 2018, et s'applique à l'ensemble des emballages à usage unique.

Lors du calcul de l'objectif collectif pour une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, on établit la somme de tous les membres affiliés à cette organisation, tant pour l'année de référence 2022 que pour l'année pour laquelle l'objectif est calculé. Ce calcul est toutefois corrigé en fonction de l'évolution de l'effectif des membres. Si, par exemple, l'effectif des membres a diminué de manière structurelle depuis 2022 en raison de la présence sur le marché d'une autre organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, les quantités mises sur le marché belge par les membres ayant quitté l'organisation depuis 2022 ne peuvent pas être comptabilisées dans le calcul de l'objectif. À l'inverse, les quantités mises sur le marché belge en 2022 par les nouveaux membres affiliés depuis 2022 devront être prises en compte de manière additionnelle.

À la demande de l'industrie, les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs et les producteurs qui ne font pas appel à une telle organisation, sont autorisés à conclure des accords entre eux afin de coordonner leurs efforts. Ces accords doivent être communiqués à la Commission interrégionale de la REP.

À la demande de l'industrie, les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs sont autorisées en outre à prendre l'initiative d'élaborer un Pacte, en collaboration avec les parties prenantes. Ce Pacte doit être également communiqué à la Commission interrégionale de la REP.

Les objectifs de valorisation et de recyclage existants sont maintenus.

Enfin, au troisième paragraphe de l'article 3 de l'Accord de coopération, le mot « *industriële* » est remplacé par « *bedrijfsmatige* » dans la version néerlandaise, afin de correspondre à la terminologie habituelle de l'Accord de coopération.

Article 4

¹ Soit à l'article 43.1 et à l'article 52.1 du Règlement.

Cet article modifie le titre du chapitre II de l'Accord de coopération, afin qu'il corresponde à sa modification de contenu.

Article 5

L'Accord de coopération introduit un nouvel article 4/1. Cet article instaure l'obligation de rapportage qui stipule, conformément au Règlement, qu'à partir de 2030, les opérateurs économiques ² devront rendre compte chaque année de leurs objectifs de réutilisation à une autorité compétente désignée par l'État membre. L'article met en œuvre cette obligation de rapportage pour les opérateurs économiques actifs sur le marché belge. Ce faisant, il précise que les rapports doivent être adressés à la Commission interrégionale de la REP.

Article 6

Cet article ne nécessite aucun commentaire supplémentaire.

Article 7

Cet article ajoute les nouveaux articles 22/1 à 22/3 à l'Accord de coopération, dans un nouveau chapitre IV/1 intitulé « *Registre et rapportage* ». Ces articles alignent le régime REP sur le Règlement (UE) 2025/40. Ces articles décrivent les obligations de fond en matière de REP, ainsi que les règles administratives et procédurales relatives à l'obligation d'enregistrement et à la procédure d'autorisation relative à l'exécution de la REP.

L'article 22/1 prévoit l'obligation pour les producteurs, les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs (si un producteur a désigné une telle organisation) ou le mandataire désigné pour la responsabilité élargie des producteurs (si le producteur n'est pas lui-même établi en Belgique) de s'inscrire au registre des producteurs, qui sera établi et géré par la Commission interrégionale de la REP. Les producteurs qui ne sont pas établis en Belgique mais mettent à disposition des produits sur le marché belge, sont tenus de désigner un mandataire pour la responsabilité élargie des producteurs. Ce mandataire assume dès lors toutes les obligations du producteur, dont l'obligation d'enregistrement.

L'article définit par ailleurs les règles administratives et procédurales relatives à cette procédure d'enregistrement. Pour des considérations d'ordre stratégique, il est prévu qu'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ne puisse pas s'inscrire à la fois pour les déchets d'emballages d'origine ménagère et pour les déchets d'emballages d'origine industrielle dans le cadre d'une même demande. Le cas échéant, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs devra introduire deux demandes distinctes. Cette distinction est jugée souhaitable, sachant que, dans la pratique, ces flux de déchets ont également leur propre spécificité et sont associés à des réalités économiques et à des dispositions légales différentes. La distinction des obligations d'enregistrement ne vise donc pas uniquement une simple séparation administrative, mais repose sur une différenciation substantielle qui tient compte de la nature et du contexte respectifs de ces flux de déchets. En formalisant cette séparation, la réglementation vise à contribuer à un suivi plus transparent et plus ciblé des flux de déchets, en vue d'un contrôle stratégique et d'un monitoring plus efficaces. Le Règlement (UE) 2025/40 laisse aux autorités nationales le soin de déterminer les modalités de l'obligation d'enregistrement. En outre, il est clair que les États membres peuvent prévoir des mesures supplémentaires mettant en œuvre la REP, lorsque le Règlement ne prévoit pas d'harmonisation complète (considérant 136).

L'Accord de coopération prévoit également qu'un fournisseur de plateforme en ligne agissant en tant que prestataire de services d'exécution des commandes peut adhérer, sur la base d'un mandat écrit, à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour le compte des producteurs qui

² Conformément à l'article 3.1, 12° du Règlement, on entend par « opérateur économique » : « *le fabricant, le fournisseur, l'importateur, le distributeur, le mandataire, le distributeur final et le prestataire de services d'exécution des commandes* »

vendent des produits via sa plateforme en ligne. Cette possibilité découle en toute logique du dernier alinéa de l'article 45.4 du Règlement. En effet, cet article permet au fournisseur de la plateforme de payer la contribution à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, ce qui implique que le fournisseur peut adhérer à cette organisation. L'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs se chargera ensuite de l'enregistrement, qui est explicitement prévu par le Règlement. Si le fournisseur de la plateforme en ligne n'est pas établi en Belgique, il doit être représenté par un mandataire.

L'enregistrement est lié au paiement d'une redevance en tant que remboursement de frais administratifs. L'imposition d'une telle redevance est conforme à l'article 44.11, point d), du Règlement. Le remboursement couvre les frais administratifs, les coûts de traitement et de monitoring des données, ainsi que les coûts de développement informatique et d'inspection.

Le montant de la redevance diffère selon qu'il est fait ou non appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Les producteurs ou les mandataires qui ne font pas appel à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs paient une redevance budgétisée à 1 500 euros, tant pour l'enregistrement initial que pour chaque renouvellement de l'enregistrement tous les cinq ans.

Les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs paient une redevance budgétisée à 175 euros par producteur ou fournisseur de plateforme en ligne affilié, pour leur enregistrement initial. L'enregistrement doit être renouvelé chaque année, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs payant un droit supplémentaire de 175 euros pour chaque nouveau membre et un droit de 175 euros pour les membres dont l'enregistrement doit simplement être renouvelé.

En d'autres termes, sur une base quinquennale, les frais de dossier sont de 1 500 euros pour les producteurs qui s'enregistrent à titre individuel et de 875 (5 x 175) euros pour les producteurs qui s'enregistrent par l'intermédiaire d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Cette distinction est justifiée, car l'enregistrement par le biais d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est plus efficace, et donc moins coûteux, pour la Commission interrégionale de la REP, que si chaque producteur s'enregistre individuellement.

Les coûts couverts par la redevance sont largement indépendants du tonnage des emballages que les producteurs individuels mettent sur le marché belge. Il convient donc de fixer un montant uniforme par producteur pour calculer le montant de la redevance à payer par une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Ce qui ne signifie toutefois pas qu'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs soit tenue de répercuter ce montant uniforme sur chacun de ses membres, bien au contraire. Sachant que cette redevance fait partie de l'ensemble des coûts que l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs doit supporter dans le cadre de ses obligations en application du Règlement, il n'y a pas lieu de la dissocier des autres coûts, couverts par des tarifs par matériau et au kilogramme ou à la tonne.

Les montants de la redevance sont indexés annuellement selon l'indice des prix à la consommation, tant pour l'enregistrement individuel que pour l'enregistrement par le biais d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. La redevance annuelle totale à payer par une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs s'élève, par numéro d'enregistrement, à un minimum de 50 000 euros et un maximum de 1 000 000 euros. Les montants minimum et maximum sont instaurés afin d'éviter un sous-financement ou un surfinancement des coûts.

Pour l'année 2026, le montant maximum est ramené à 1/5^{ème}, afin de tenir compte de la capacité financière des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, sachant que les cotisations des membres ont déjà été fixées pour l'année 2026.

L'article 22/2 décrit l'obligation pour les producteurs ou les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs de rendre annuellement rapport à la Commission interrégionale de la REP. Dans le cadre de cette obligation de rapportage, le producteur ou l'organisation compétente en matière de

responsabilité des producteurs doit fournir des informations sur les quantités (en poids) par catégorie d'emballages qu'il met sur le marché et sur les accords en matière de responsabilité élargie des producteurs qu'il a conclus à cet égard.

Il est prévu que ces informations soient vérifiées et certifiées par un auditeur indépendant, selon une procédure à déterminer ultérieurement. L'imposition d'une telle exigence d'audit et de certification est expressément autorisée par le Règlement.

L'article 22/3 décrit l'obligation de rapportage des opérateurs de la gestion des déchets d'emballages. Un opérateur de la gestion des déchets d'emballages doit également rendre rapport à la Commission interrégionale de la REP, au moyen d'un outil en ligne qui sera développé ultérieurement par la Commission interrégionale de la REP. Les modalités exactes de cette obligation de rapportage sont détaillées à l'article 23 du Règlement. Cette obligation de rapportage ne s'applique pas lorsque l'opérateur de la gestion des déchets d'emballages rend déjà compte, sur une base contractuelle, à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs.

Article 8

Cet article ajoute les nouveaux articles 22/4 à 22/8 à l'Accord de coopération, dans un nouveau chapitre IV/2 intitulé « *Autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs* ».

L'article 22/4 prévoit une procédure d'autorisation spécifique pour les producteurs qui choisissent de remplir leur REP sur une base individuelle sans adhérer à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Ces producteurs doivent introduire une demande d'autorisation auprès de la Commission interrégionale de la REP au plus tard six semaines après leur demande initiale d'enregistrement visée à l'article 22/1. Cette obligation s'applique aussi bien aux producteurs agissant en leur nom propre qu'aux producteurs représentés par un mandataire.

La demande doit être rédigée dans une langue nationale officielle et transmise par voie électronique à une adresse électronique spécifique indiquée à cet effet sur le site internet de la Commission interrégionale de la REP. La mention « EPR-PACK-producer » dans l'objet du courriel est obligatoire, afin de garantir un traitement aisé et une reconnaissance administrative. Le législateur prévoit la possibilité de remplacer à l'avenir cette procédure de demande par une application web, afin de simplifier et de numériser davantage les formalités administratives.

Le contenu de la demande devra décrire les mesures que le producteur prendra dans le cadre de la prévention des déchets d'emballages, comme le prévoit l'article 3, §1/2 de l'Accord de coopération. Il devra également démontrer de manière convaincante comment le producteur atteindra les objectifs de recyclage et de valorisation des déchets d'emballages - conformément à l'article 3, §1/3 - pour les emballages qu'il met sur le marché belge. Cela implique une évaluation substantielle de l'efficacité et de la faisabilité de l'approche proposée.

La Commission interrégionale de la REP dispose d'un délai de huit semaines pour évaluer si la demande est suffisamment claire et convaincante. Si ce n'est pas le cas, le producteur dispose d'un délai supplémentaire de dix semaines pour compléter son dossier. Si le complément n'est pas apporté dans ce délai, la demande est automatiquement rejetée. Cette procédure garantit à la fois la discrétion nécessaire à l'autorité et la sécurité juridique pour le demandeur.

Si le dossier de demande est complet, la Commission interrégionale de la REP doit décider de l'autorisation dans un délai de 18 semaines à compter de l'introduction de la demande. Si ce délai est dépassé, l'autorisation est réputée accordée. Cette approbation implicite est un outil important qui permet d'éviter les retards des autorités et d'offrir une sécurité juridique aux producteurs. En cas de refus explicite, la Commission interrégionale de la REP doit justifier sa décision, conformément aux principes de bonne administration. En effet, le refus a des conséquences importantes, puisqu'il entraîne l'annulation de l'enregistrement du producteur, ce qui l'empêche d'opérer sur le marché belge.

La durée de l'autorisation est de minimum quatre ans et de maximum cinq ans, avec une date d'expiration fixée au 31 décembre, sauf si le producteur demande explicitement une période plus courte ou si la Commission interrégionale de la REP le décide pour des raisons d'intérêt général. De cette manière, l'évaluation périodique du bon respect et de l'efficacité de la responsabilité individuelle du producteur est intégrée, sans perturber indûment la continuité des opérateurs économiques légitimes.

Enfin, le §3 de l'article 22/4 impose au producteur ou à son mandataire une obligation de notifier toute modification du contenu de la demande initiale d'autorisation, ainsi que pour toute cessation définitive d'activités. Ces notifications doivent également être effectuées par courrier électronique et porter un objet approprié (« EPR-PACK-producteur-MOD ») afin de faciliter la gestion des dossiers en cours par la Commission interrégionale de la REP. Conformément à l'article 47.5 du Règlement (UE) 2025/40, la Commission interrégionale de la REP peut, moyennant justification, révoquer l'autorisation en cas de cessation définitive des activités et si la condition énoncée au §1 n'est plus remplie.

L'article 22/5 définit la procédure relative à l'exécution de la REP (« la procédure d'autorisation ») à suivre par les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs. Cette procédure est largement analogue à celle décrite à l'article 22/4.

L'article décrit à la fois les conditions de fond auxquelles la demande doit répondre et les règles administratives et procédurales à suivre pour ce faire. Contrairement aux producteurs qui demandent l'autorisation à titre individuel, les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs doivent aussi joindre à leur demande un plan financier attestant des ressources opérationnelles qui seront déployées pour la prévention, la collecte, le tri et le traitement des déchets d'emballages. Comme pour la procédure d'enregistrement, une distinction est également faite ici entre l'autorisation pour les déchets d'emballages d'origine ménagère et celle pour les déchets d'emballages d'origine industrielle. La demande porte donc *soit* sur les déchets d'emballages d'origine ménagère, *soit* sur les déchets d'emballages d'origine industrielle, mais pas sur les deux.

La demande devra contenir en outre les statuts et l'objet social de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et décrire la manière dont ceux-ci garantiront l'absence d'objectif visant à verser des bénéfices à d'autres personnes, ou la non-exécution d'activités commerciales qui n'entrent pas dans le cadre de ses obligations, conformément au Règlement et au présent Accord de coopération.

Le troisième paragraphe décrit plus en détail les informations que la demande doit contenir sur la manière dont l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs remplira les obligations du Règlement et de l'Accord de coopération. Il reprend principalement les conditions d'agrément des organismes agréés de la version existante de l'Accord de coopération et les aligne sur les dispositions du Règlement. Quelques éléments nouveaux ont toutefois été ajoutés. Ainsi, le point 1° prévoit désormais explicitement que les cotisations des membres doivent être rendues publiques afin d'exclure tout risque de discrimination. Les points 21° à 27° sont nouveaux. Le point 21° met en œuvre l'article 46.2 du Règlement. Le point 22° reprend une compétence existante de vérification de la Commission interrégionale de la REP et l'adapte à la structure modifiée de l'Accord de coopération. Le point 23° concerne la stratégie en matière de provisions et réserves, alignée sur les règles en vigueur pour les autres flux de déchets soumis à une responsabilité élargie des producteurs. Les organismes agréés actuels satisfont déjà de facto aux conditions de ce point. Le point 24° définit les conditions minimales pour vérifier l'exactitude statistique des données communiquées par le biais de contrôles internes et externes, afin de permettre aux autorités belges de satisfaire à leurs obligations européennes en matière de rapportage. Les organismes agréés actuels satisfont déjà de facto aux conditions de ce point. Le point 25° met en œuvre l'article 13 du Règlement. Les points 26° et 27° mettent l'accent sur la qualité, la circularité et la contrôlabilité du recyclage, en encourageant les chaînes de traitement courtes, ce qui signifie que les déchets d'emballages ne quittent pas l'Union européenne et sont recyclés de préférence en Belgique. Les matériaux recyclés sont ainsi mis à la disposition des entreprises belges et européennes, qui sont tenues par le Règlement d'utiliser des matériaux recyclés dans leurs emballages. Ce qui facilitera en outre considérablement le contrôle

des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, ainsi des pouvoirs publics, sur le recyclage et permettra un meilleur suivi de la qualité du recyclage.

Enfin, le quatrième paragraphe de l'article définit les documents supplémentaires qui doivent être joints à la demande, notamment un contrat d'assurance et les modèles de contrats uniformes respectifs, conclus avec ses membres et les opérateurs avec qui elle collabore. Si la demande concerne les déchets d'emballages d'origine ménagère, celle-ci devra également contenir un modèle de contrat uniforme qui sera conclu avec chaque personne morale de droit public territorialement compétente en matière de déchets ménagers. Dans le cas où l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs souhaite exercer des activités en Belgique pour la première fois, celle-ci doit identifier les dispositions de l'Accord de coopération qui, selon elle, ne peuvent être respectées qu'à l'expiration d'une période raisonnable de démarrage. Elle devra d'ores et déjà respecter autant que possible les dispositions de l'Accord de coopération. Elle devra fournir en outre un planning détaillé en vue de se conformer pleinement à ces dispositions à la fin de la période de démarrage qui ne peut pas dépasser les cinq ans maximum. La Commission interrégionale de la REP décidera, par le biais de conditions particulières lors de l'octroi de l'autorisation, si une période de démarrage s'avère nécessaire pour une disposition spécifique de l'Accord de coopération et, le cas échéant, quelle devra être sa durée. La Commission interrégionale de la REP veillera à l'égalité de traitement entre les différentes organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs.

L'article 22/6 décrit la manière dont la Commission interrégionale de la REP traite la demande de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs.

Comme pour les demandes émanant de producteurs individuels, si la Commission interrégionale de la REP estime que la demande est incomplète, elle demandera à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs de la compléter. La Commission interrégionale de la REP évaluera ensuite de manière discrétionnaire si la demande est suffisamment claire et convaincante. Si la Commission interrégionale de la REP refuse la demande, elle doit le motiver. La décision de refus entraînera la nullité de l'enregistrement de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs.

La Commission interrégionale de la REP peut aussi imposer des conditions particulières à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, dans le but de garantir l'application correcte des dispositions de l'Accord de coopération et du Règlement ou de servir l'intérêt général. L'autorisation est accordée pour une période minimale de quatre ans et maximale de cinq ans, avec une date limite fixée au 31 décembre. L'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est tenue d'informer la Commission interrégionale de la REP dès que le contenu de la demande autorisée est modifié ou que l'un de ses membres cesse définitivement ses activités. La Commission interrégionale de la REP peut procéder à la modification de l'autorisation ou la refuser moyennant justification si elle estime que l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ne remplit plus les conditions applicables. De plus, la Commission interrégionale de la REP peut à tout moment révoquer l'autorisation, moyennant justification, si elle estime que l'organisation ne satisfait plus aux dispositions et obligations qui lui incombent. Toute décision d'octroi, de refus, de modification ou de retrait d'une autorisation d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs doit être publiée intégralement au Moniteur belge pour des raisons de sécurité juridique.

L'article 22/7 précise les obligations qui incombent à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs ayant obtenu l'autorisation. Outre les obligations explicites en vertu de l'Accord de coopération ou du Règlement, l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs est tenue de fournir à la Commission interrégionale de la REP toute information qu'elle demanderait afin de vérifier le fonctionnement et les résultats de l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Cette même obligation s'applique également à l'égard de l'instance de contrôle qui contrôlerait l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs dans le cadre de la stratégie financière et en matière de provisions et réserves.

L'article 22/8 décrit les garanties financières que les producteurs individuels ou les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs doivent constituer en vue de leur demande d'autorisation relative à

l'exécution de la REP. Le premier paragraphe reprend les dispositions pertinentes du Règlement, afin de faciliter la lecture du texte de l'Accord de coopération. L'obligation de constituer une garantie financière pour les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs de déchets d'emballages ménagers est en partie reprise de la version actuelle de l'Accord de coopération³, et est par ailleurs conforme aux dispositions du Règlement, en particulier à l'article 47.6. Désormais, une obligation similaire s'applique aux organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine industrielle. Toutefois, cette garantie sera budgétisée de manière forfaitaire. L'obligation de constituer une garantie forfaitaire est également introduite pour les producteurs qui introduisent leur demande à titre individuel. Le deuxième paragraphe décrit la manière dont la garantie doit être constituée, ainsi que la procédure de libération ou de restitution. Cette procédure est reprise de la version actuelle de l'Accord de coopération.

Article 9

Cet article ajoute les nouveaux articles 22/9 à 22/14 à l'Accord de coopération, dans un nouveau chapitre IV/3 intitulé « *Contributions financières à la politique des Régions et à la gestion des déchets sauvages* ».

L'article 22/9 prévoit que les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère doivent payer une cotisation pour financer la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets. Cette responsabilité financière reprend l'obligation qui existait déjà en vertu de l'Accord de coopération existant.⁴ La *raison d'être* de cette cotisation est de veiller à ce que les coûts réels liés à la gestion des déchets d'emballages soient effectivement supportés par ceux qui mettent les emballages sur le marché, conformément au principe de la responsabilité élargie des producteurs et à celui du pollueur-payeur. Le montant de cette cotisation est à présent actualisé.

L'article 22/10 reprend l'obligation de contribution financière des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, pour financer la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets. Cet article reprend simplement ladite obligation de l'article 14bis de l'Accord de coopération existant, instaurée par l'article 18 de l'Accord de coopération 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages.

L'article 22/11 reprend l'obligation de contribution financière de l'article 13 §1, 14° de l'Accord de coopération existant. Il s'agit de l'obligation de contribution financière dans le chef des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les emballages ménagers, calculée pour couvrir les coûts des déchets sauvages provenant de certains emballages d'origine ménagère, instaurée par l'article 36 §6 de l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages. Une alternative éventuelle à cette contribution serait la reprise financière et organisationnelle des déchets sauvages provenant de ces emballages ménagers.

L'article 22/12 reprend au premier paragraphe l'obligation de contribution financière de l'article 7 §3 de l'Accord de coopération existant. Il s'agit de l'obligation de contribution financière pour les déchets sauvages dans le chef des producteurs qui remplissent individuellement leur obligation de reprise pour certains emballages d'origine ménagère. Cette obligation est instaurée par l'article 36 §1 de l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages. Une alternative éventuelle à cette contribution serait la reprise financière et organisationnelle des déchets sauvages provenant de ces emballages ménagers.

Le deuxième paragraphe reprend l'obligation pour les producteurs individuels de contribuer financièrement à la politique des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets, tant pour les déchets d'emballages d'origine ménagère que pour les déchets d'origine industrielle, par analogie avec l'obligation de contribution

³ Article 11 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

⁴ Soit en vertu de l'article 13 §1, 12° de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

financière applicable aux organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, comme le prévoient les articles 22/9 et 22/10.

Cette obligation est également une reprise de l'obligation qui se trouve déjà à l'article 7 §4 de l'Accord de coopération existant, telle qu'elle a été instaurée par l'article 36 §2 de l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages. La cotisation relative aux déchets d'origine ménagère est actualisée, puisqu'elle renvoie à l'article 22/9 de l'Accord de coopération.

L'article 22/13 stipule que la Commission interrégionale de la REP a la possibilité d'imposer une contribution supplémentaire à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, dans le cas où celle-ci n'atteint pas ses objectifs en matière de prévention des déchets d'emballages. Le second alinéa de cet article prévoit *mutatis mutandis* la même possibilité, qui s'applique aux producteurs qui remplissent leur REP à titre individuel. Il s'agit d'une nouvelle cotisation découlant des nouveaux objectifs en matière de prévention des déchets d'emballages imposés par le Règlement.

L'article 22/14 stipule que la Commission interrégionale de la REP a la possibilité d'imposer une contribution supplémentaire à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, dans le cas où celle-ci n'atteint pas ses objectifs en matière de recyclage. Le second paragraphe de cet article prévoit *mutatis mutandis* la même possibilité, qui s'applique aux producteurs qui remplissent leur REP à titre individuel. Il s'agit également d'une nouvelle cotisation, qui contribuera à la réalisation des objectifs en matière de recyclage.

Article 10

Cet article ajoute un nouvel article 22/15 à l'Accord de coopération, dans un nouveau chapitre IV/4 intitulé « *Communication de données à la Commission* ».

L'article 22/15 charge la Commission interrégionale de la REP des obligations de rapportage à la Commission européenne, conformément à l'article 56 du Règlement. Par ailleurs, la Commission interrégionale de la REP doit également fournir les données nécessaires aux services des autorités fédérales chargés des obligations de rapportage dans le cadre de la Directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019, relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement.

Article 11

Un article 22/16 et un article 22/17 sont introduits dans l'Accord de coopération, dans un nouveau chapitre IV/5 intitulé « *Dispositions particulières relatives au système de consigne* ». Ces articles implémentent le cadre juridique dans lequel les systèmes de consigne doivent être mis en place.

L'article 22/16 décrit le cadre juridique dans lequel les systèmes de consigne doivent être mis en place. Le premier paragraphe reprend l'obligation prévue par le Règlement, à savoir qu'au plus tard le 1^{er} janvier 2029, les producteurs d'emballages de boissons doivent atteindre collectivement les objectifs de collecte séparée.

Le deuxième paragraphe stipule que les producteurs doivent désigner un candidat en tant qu'opérateur du système, qui doit soumettre, au plus tard le 30 juin 2027, une demande à la Commission interrégionale de la REP en vue d'être accepté en tant qu'opérateur unique du système.

Le troisième paragraphe prévoit que la décision d'introduire un système de consigne doit être prise par le biais d'un accord de coopération d'exécution à conclure entre les trois gouvernements régionaux. Cet accord doit également définir les modalités concrètes du système de consigne. Le deuxième alinéa de ce paragraphe définit les conditions minimales que tout système de consigne doit remplir. Ces conditions comprennent notamment l'accessibilité et le financement du système, ainsi que le respect de la vie privée des utilisateurs.

Le système de consigne doit être intégré à la responsabilité élargie des producteurs pour les déchets d'emballages ménagers. En effet, les emballages de boissons sont des emballages ménagers et sont donc soumis à l'ensemble des obligations imposées en matière de déchets d'emballages ménagers dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs et notamment aux obligations en matière de recyclage. Le système de consigne n'est pas une alternative à la responsabilité élargie des producteurs, mais seulement une méthode spécifique de collecte des déchets ménagers. Il est donc normal que les conditions minimales du système de consigne régissent l'interaction entre ce dernier et le système global de collecte et de traitement, compte tenu notamment des compétences des communes, des intercommunales et de l'agglomération en matière de collecte des déchets ménagers. Indépendamment de l'identité de l'opérateur du système de consigne, les matériaux collectés doivent être acheminés vers les installations de tri et de recyclage existantes, qui assurent un recyclage « de bouteille à bouteille » de haute qualité. À cet effet, les parties doivent convenir entre elles d'un remboursement équitable. L'accord de coopération d'exécution qui sera conclu entre les trois gouvernements régionaux concrétisera ceci davantage.

Il convient de souligner que les producteurs de boissons disposent également d'une alternative à la collaboration avec les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs existantes pour les déchets d'emballages ménagers. Ils peuvent en effet créer eux-mêmes une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Celle-ci sera dès lors soumise à toutes les obligations d'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, afin de garantir des conditions de concurrence équitables. Elle est notamment tenue d'atteindre les mêmes objectifs de recyclage et de conclure des contrats avec les communes, les intercommunales et l'agglomération bruxelloise. Cette alternative garantit une indépendance financière totale du système de consigne par rapport à l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs existante pour les déchets d'emballages ménagers.

Le système de consigne ne peut générer de « bénéfices » pour les producteurs de boissons, au détriment de la société ou des consommateurs.

L'Accord de coopération d'exécution ne sera établi qu'après concertation avec l'opérateur unique du système, accepté pour le système de consigne, et les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs de déchets d'emballages pour les déchets d'emballages d'origine ménagère concernées. Afin de donner suffisamment de temps à l'opérateur unique du système pour rendre le système opérationnel, un délai d'au moins vingt-quatre mois est prévu entre la conclusion de l'Accord de coopération d'exécution et l'introduction effective du système de consigne.

L'article 22/17 énonce les conditions qu'un candidat opérateur du système doit remplir pour être accepté en tant qu'opérateur unique du système. Le premier paragraphe exige que l'opérateur du système soit une association sans but lucratif, qui est soit une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère dont la part de marché est d'au moins 50% des emballages soumis à la consigne, soit un tiers ayant conclu des contrats exclusifs avec une ou plusieurs organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs, dont la part de marché conjointe représente au moins 50% des emballages soumis à la consigne.

Le deuxième paragraphe décrit les conditions que l'opérateur du système doit remplir pour être accepté. Le premier paragraphe décrit les conditions à remplir si l'opérateur du système est une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Ces conditions comprennent : la tenue d'une comptabilité distincte, la conclusion de contrats avec les autres organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages d'origine ménagère autorisés par la Commission interrégionale de la REP et la présentation d'un plan financier.

Le deuxième alinéa décrit les conditions que doit remplir l'opérateur du système s'il n'est pas une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Il doit conclure des contrats uniformes avec toutes les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs pour les déchets d'emballages ménagers, mettre les matériaux nécessaires gratuitement à disposition desdites organisations, assurer une transparence

maximale vis-à-vis de ces organisations et présenter également un plan financier à la Commission interrégionale de la REP.

Le troisième paragraphe énonce les règles de procédure régissant l'introduction et le traitement de la demande. Il précise que l'acceptation n'est en principe pas limitée dans le temps, mais peut être révoquée à tout moment par la Commission interrégionale de la REP, s'il apparaît que l'opérateur du système ne remplit plus les conditions applicables.

Le quatrième paragraphe indique que l'opérateur du système qui a été accepté a le droit exclusif de gérer le système et précise les obligations particulières qui lui incombent suite à cette acceptation. Ces obligations particulières consistent notamment à respecter les dispositions applicables du Règlement, à veiller à ce que le système de consigne soit correctement respecté par les acteurs économiques qui y sont soumis et à notifier au préalable à la Commission interrégionale de la REP toute modification pertinente du système ou de ses activités.

Article 12

L'article 23 de l'Accord de coopération introduit quelques modifications concernant l'organisation, le fonctionnement et le financement de la Commission interrégionale de la REP.

L'article indique que l'appellation de la Commission interrégionale de la REP devient « EPRIBEL », avant d'aborder sa composition. L'article précise que la Commission interrégionale de la REP est composée d'un Organe de décision et d'un Secrétariat permanent et que l'Organe de décision est lui-même composé de deux sections. La première section de l'Organe de décision, également appelée « Organe de décision Emballages », est responsable de la prévention et de la gestion des déchets d'emballages, comme le décrit le présent Accord de coopération. La seconde section de l'Organe de décision, dénommée l'« Organe de décision REP », est chargée à son tour d'exécuter les tâches qui lui sont assignées par l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages.

En ce qui concerne la composition de l'Organe de décision, il est prévu que les autorités fédérales nomment trois observateurs pour chaque section. Ces observateurs seront respectivement désignés par les ministres fédéraux en charge de l'environnement, de l'économie et des finances.

Il est également précisé que la Commission interrégionale de la REP est également « l'autorité compétente » visée à l'article 40.1 du Règlement.

Le deuxième paragraphe décrit les modalités de recrutement et d'évaluation des membres du personnel propre du Secrétariat permanent. Les principes de base de leurs rémunérations y sont décrits, en indiquant que les modalités complémentaires seront fixées dans le Règlement de travail, tel qu'il est visé à l'article 23/2 §2. Enfin, cet article stipule qu'en tout état de cause, les fonctionnaires et membres du personnel doivent exercer leurs fonctions avec loyauté, diligence et intégrité et intégrité.

Les troisième et quatrième paragraphes décrivent les modalités de mise à disposition de membres du personnel des Régions auprès de la Commission interrégionale de la REP. En ce qui concerne le Secrétariat permanent, il est prévu que le nombre de fonctionnaires détachés pouvant être mis à disposition par les Régions est limité à un nombre maximal par niveau. Ce plafond est introduit pour assurer une composition équilibrée au sein du Secrétariat permanent.

Les membres du personnel mis à disposition resteront soumis à leur propre statut régional pour leurs évaluations, bien que certaines modalités d'évaluation seront toutefois fixées dans le règlement d'ordre intérieur, dans les limites des statuts régionaux.

Le cinquième paragraphe prévoit que tant le personnel propre du Secrétariat permanent que les membres mis à disposition par les administrations régionales peuvent bénéficier le cas échéant d'une allocation pour prestations

exceptionnelles. Les modalités précises de cette allocation seront respectivement détaillées dans le règlement de travail, pour le personnel propre et dans le règlement d'ordre intérieur, pour les membres mis à disposition.

Article 13

Cet article introduit un nouvel article 23/1. Le premier paragraphe de cet article stipule que le budget de la Commission interrégionale de la REP se compose d'un budget de fonctionnement, d'une part et d'un budget relatif au personnel, d'autre part, pour l'embauche de personnel propre. Le deuxième paragraphe décrit le mode de financement du budget relatif au personnel. Celui-ci est financé par ses recettes propres, telles que les amendes en cas d'infractions, ainsi qu'à partir des différentes rétributions mises en place pour couvrir certains frais de la Commission interrégionale de la REP et des crédits mis à disposition par les Régions. Cette dernière source de revenus dépend du personnel mis à disposition de la Commission interrégionale de la REP par chacune des Régions et ne peut jamais excéder, au total, les frais de personnel réels, liés au personnel propre.

Article 14

Un nouvel article 23/2 est introduit, qui régit le fonctionnement interne et l'organisation du personnel du Secrétariat permanent et établit une répartition claire des rôles entre l'« Organe de décision Emballages », l'« Organe de décision REP » et le comité de direction.

Le premier paragraphe stipule que l'Organe de décision Emballages approuve chaque année le programme de travail du Secrétariat permanent, en concertation avec l'Organe de décision REP. Dans le même temps, ledit Organe fixe également les objectifs annuels à atteindre par le directeur général, le directeur administratif et les autres chefs de service du Secrétariat permanent. Par dérogation à ce que prévoit l'article 23, ces objectifs constituent le cadre d'examen pour l'évaluation du directeur général et du directeur administratif, effectuée chaque année par l'Organe de décision Emballages.

Les résultats des évaluations sont notifiés le cas échéant à l'administration régionale qui met ces membres à disposition. L'Accord de coopération prévoit également que les modalités de ces évaluations soient fixées par le règlement d'ordre intérieur. Il ne s'agit en principe ici que de modalités complémentaires d'ordre pratique, non contraires aux dispositions du règlement de travail. Si le directeur général ou le directeur administratif devait faire partie du personnel propre et que ces modalités s'avéraient néanmoins contraires au règlement de travail, celles-ci devraient être également incluses dans ce dernier.

Dans le second paragraphe, l'Organe de décision Emballages est habilité à fixer l'organigramme du Secrétariat permanent sur proposition du comité de direction et en concertation avec l'Organe de décision REP. De cet organigramme découlent les descriptions de fonction des différents membres du personnel. Sur la base de cette structure, l'Organe de décision Emballages fixe ensuite le cadre du personnel et le cadre linguistique, ainsi que le projet de règlement de travail. Ce faisant, il doit tenir compte des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, ce qui souligne le fait que l'organisation doive également se conformer aux lois linguistiques.

Le troisième paragraphe décrit l'organisation et le fonctionnement interne du Secrétariat permanent. La nomination et la répartition des compétences entre le directeur général, le directeur administratif, les chefs de service et le comité de direction y sont ici centrales. Le Secrétariat permanent dispose d'un directeur général, anciennement dénommé simple « directeur », d'un directeur administratif et d'un comité de direction, dans lequel les trois Régions sont représentées. Cette représentation régionale assure un reflet équilibré des différents niveaux politiques dans le fonctionnement du Secrétariat. La nouvelle fonction de « directeur administratif » sera combinée à l'une des fonctions de chef de service.

L'organisation concrète et les modalités de travail internes du Secrétariat sont régies par un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est élaboré et approuvé par l'« Organe de décision Emballages », en concertation avec l'« Organe de décision REP ». Le règlement précise notamment les compétences respectives du directeur général et

des membres du comité de direction, ce qui est essentiel pour délimiter clairement les compétences et éviter tout conflit interne. Le directeur général, le directeur administratif et les autres chefs de service sont également nommés par l'Organe de décision Emballages, en concertation avec l'Organe de décision REP. Cette nomination conjointe garantit que les deux organes ont voix au chapitre sur la composition de l'équipe dirigeante, ce qui renforce l'adhésion et la légitimité des nominations.

La gestion quotidienne du Secrétariat permanent est du ressort du directeur général, sauf attribution de compétences spécifiques dans le règlement d'ordre intérieur. Il ou elle a donc la charge de la gestion opérationnelle. Les chefs de service disposent chacun d'un profil de fonction au contenu déterminé leur permettant d'élaborer les stratégies dans leur domaine. Le comité de direction joue un rôle de coordination et assure une cohérence stratégique entre les différents services. Le comité de direction veille ainsi à la cohérence interne du fonctionnement du Secrétariat permanent.

Enfin, l'article stipule que toutes les décisions de principe - et certainement celles qui sont explicitement réservées aux Organes de décision en vertu de l'Accord de coopération - sont discutées au préalable au sein du comité de direction. Ces décisions sont ensuite soumises à l'approbation de l'Organe de décision compétent. Ce processus garantit que les choix stratégiques ne s'opèrent pas sur une base individuelle, mais soient toujours évalués collectivement et ratifiés formellement par l'organe compétent.

Le quatrième paragraphe régit la représentation externe de la Commission interrégionale de la REP dans le cadre de procédures en justice. En principe, elle est représentée en justice par le directeur général du Secrétariat permanent et le président de l'« Organe de décision Emballages ».

Toutefois, pour les situations d'extrême urgence, l'article prévoit une dérogation : dans ce cas, le directeur général du Secrétariat permanent peut agir seul au nom de la Commission interrégionale de la REP. Cette exception permet d'assurer une action rapide et efficace lorsque les circonstances l'exigent, par exemple, pour engager une procédure, respecter des délais ou garantir la sécurité juridique.

Si une procédure en justice porte exclusivement sur les compétences de l'« Organe de décision REP », la Commission interrégionale de la REP est représentée - sauf en cas d'urgence - par le directeur général du Secrétariat permanent et le président de l'« Organe de décision REP ».

Article 15

Cet article ne nécessite aucun commentaire supplémentaire.

Article 16

L'article 25 de l'Accord de coopération est actualisé. Cet article définit la procédure budgétaire annuelle et le financement du budget de fonctionnement de la Commission interrégionale de la REP. L'Organe de décision « Emballages » établit chaque année et au plus tard au mois de mai, en concertation avec l'Organe de décision « REP », le budget de fonctionnement pour l'exercice budgétaire suivant et prend les mesures nécessaires pour recevoir le paiement de ce budget par les Régions, sur la base d'une clé de répartition fixe.

Cette proposition concerne le budget de fonctionnement et est essentielle pour la planification et l'exécution de ses tâches pour l'année suivante.

Le budget de fonctionnement peut éventuellement être inclus dans les budgets des institutions ou administrations régionales, telles que les administrations régionales compétentes. Cette flexibilité permet d'adapter les ressources à l'organisation administrative de chaque région, sans entraver le fonctionnement interrégional de la Commission interrégionale de la REP.

En ce qui concerne le financement proprement dit, une clé de répartition est utilisée pour déterminer les contributions des trois Régions. La clé de répartition est désormais inscrite dans l'Accord de coopération et reflète la composition de la population belge au 1^{er} janvier 2025.

Article 17

Cet article modifie l'article 26 de l'Accord de coopération afin de clarifier les compétences de l'Organe de décision en matière de politique du personnel.

Article 18

Le nouvel article 26/1 décrit les compétences de la Commission interrégionale de la REP et de ses organes respectifs, telles qu'elles s'appliqueront après l'entrée en vigueur du nouveau régime mettant en œuvre le Règlement. Les compétences sont ainsi alignées sur le nouvel éventail élargi de ses tâches.

Le premier paragraphe décrit les compétences des deux sections de l'Organe de décision. Ainsi, la première section, l'Organe de décision Emballages, est habilitée à traiter les demandes d'enregistrement et d'autorisation. La deuxième section, l'Organe de décision REP, est quant à elle compétente pour les tâches fixées par l'Accord de coopération du 9 février 2026 concernant le cadre de la Responsabilité élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages. L'Organe de décision REP est aussi chargé de désigner les fonctionnaires et agents du Secrétariat permanent habilités à contrôler le respect des dispositions de l'Accord de coopération précité, conformément à l'article 37 dudit Accord de coopération.

Le deuxième paragraphe traite des tâches de vérification de la Commission interrégionale de la REP, notamment en ce qui concerne le respect des pourcentages de recyclage et de valorisation, ainsi que des obligations d'information prévues à l'article 22/2.

Le troisième paragraphe traite des compétences des membres du Secrétariat permanent. De manière générale, ils sont chargés du contrôle de l'ensemble des dispositions de l'Accord de coopération. Dans ce cadre, ils peuvent également interroger l'instance de contrôle financier des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs.

Enfin, le quatrième paragraphe stipule que la Commission interrégionale de la REP doit établir annuellement un rapport sur ses activités à destination des Gouvernements régionaux. Cette obligation de rapportage doit permettre d'assurer une transparence maximale.

Article 19

L'article 27/1 précise le rôle adapté de la Commission interrégionale de la REP en tant qu'organe consultatif et préparatoire auprès des trois gouvernements régionaux en vue de modifications de la réglementation. La Commission interrégionale de la REP conserve la tâche, au sein de sa première section, en concertation avec sa deuxième section, de formuler des propositions et/ou avis aux Gouvernements régionaux concernant trois domaines importants qui portent tant sur son fonctionnement interne que sur des aspects plus généraux de l'Accord de coopération en termes de politique et de contenu.

Premièrement, la Commission interrégionale de la REP peut émettre des avis sur son fonctionnement interne et son budget annuel. Cela confirme son rôle dans la gestion autonome de son organisation et de ses ressources, en informant les Régions sur les besoins, les priorités et développements organisationnels. Ce qui est essentiel à une prise de décision transparente et étayée au niveau régional.

Deuxièmement, la Commission interrégionale de la REP a un rôle consultatif en ce qui concerne les modifications de l'Accord de coopération proprement dit. Les évolutions tant juridiques que factuelles peuvent

donner lieu à des adaptations de l'accord existant. Pensons, par exemple, aux modifications de loi, à la réglementation européenne ou aux nouvelles responsabilités des acteurs au sein des filières REP.

Troisièmement, la Commission interrégionale de la REP peut formuler des avis sur l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation. Elle peut formuler des recommandations basées sur le monitoring, l'évaluation ou des points problématiques concrets afin d'optimiser les filières, d'éliminer des obstacles ou d'introduire de nouveaux incitants.

Dans le cadre de l'Accord de coopération existant, la Commission interrégionale de la REP pouvait également formuler des avis et des propositions sur le montant que l'organisme agréé demandait à ses contractants pour la mise en œuvre de l'obligation de reprise et sur le mode de perception et de répartition des fonds. Sachant que le mécanisme par le biais de l'organisme agréé est remplacé par l'organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs, cette disposition devient superflue.

Article 20

Le nouvel article 28/1 établit le rôle de soutien et de contrôle des administrations régionales compétentes. Cet article est très similaire à l'Accord de coopération existant, mais il est adapté en fonction du nouveau régime REP. Chaque administration régionale dispose de compétences et tâches spécifiques en matière de médiation, d'avis politique et d'examen selon les cadres politiques régionaux.

Premièrement, l'administration régionale se voit attribuer une fonction de médiation. À la demande d'une des parties concernées, elle peut intervenir en cas de désaccord entre une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs et une personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers.

Deuxièmement, les administrations ont une mission de conseil vis-à-vis de la Commission interrégionale de la REP. Elles rendent leur avis sur l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation, ainsi que sur l'incinération avec récupération d'énergie dans des incinérateurs de déchets.

Troisièmement, elles rendent leur avis sur la conformité avec le plan régional des déchets. Lorsqu'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs démarre ses activités en Belgique pour la première fois et bénéficie, de ce fait, d'une période temporaire de démarrage - de cinq ans maximum -, elle doit soumettre son plan de couverture géographique. L'administration régionale évalue si cette planification est conforme au plan régional des déchets concerné, de manière à garantir que l'initiative privée reste compatible avec les objectifs des autorités en matière de gestion des déchets.

Le deuxième paragraphe détaille la procédure de médiation. Un observateur du Secrétariat permanent est invité lors de cette médiation. En cas d'échec définitif de la médiation, l'administration régionale concernée doit en informer son propre Gouvernement régional, afin de pouvoir envisager d'autres mesures politiques ou juridiques.

Article 21

Le nouvel article 29/1 régit l'organisation et l'exercice modifiés du contrôle du bon respect des dispositions de l'Accord de coopération. Il établit un cadre clair pour la désignation, les compétences, le mode de fonctionnement et les garanties des fonctionnaires et agents chargés du contrôle, ainsi que l'obligation de coopération des producteurs et des organisations concernées.

Le premier paragraphe stipule que les membres du personnel du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP, ainsi que les fonctionnaires et agents des administrations régionales compétentes, peuvent effectuer des contrôles, à condition d'être spécifiquement désignés à cet effet par l'Organe de décision ou les gouvernements régionaux concernés respectifs. Ce contrôle se fait sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire.

Les Régions veillent à ce que leurs agents chargés du contrôle agissent conformément aux directives générales de contrôle établies par la Commission interrégionale de la REP, afin d'assurer l'uniformité et la cohérence entre les trois Régions. Les agents contractuels exerçant des missions de contrôle sont également soumis à l'obligation de prêter serment.

Les contrôleurs peuvent se faire assister dans leur travail par la police ordinaire, ce qui leur permet d'intervenir si nécessaire dans des situations où l'exécution ou l'accès aux sites est problématique. Il est aussi explicitement stipulé que le contrôle doit être effectué en toute indépendance et neutralité, et que les contrôleurs doivent disposer des moyens nécessaires pour exercer correctement leurs fonctions. En outre, ils ne doivent pas subir aucun désavantage du fait de la tâche qu'ils accomplissent en tant que contrôleurs, ce qui leur assure une protection juridique et fonctionnelle.

Enfin, les contrôleurs du Secrétariat permanent doivent être en mesure de présenter une pièce d'identité délivrée par le directeur. Ce qui garantit l'identification et l'habilitation du contrôleur vis-à-vis des parties extérieures.

Le deuxième paragraphe établit l'obligation de coopération des producteurs, des mandataires et des organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs. Ils sont tenus de produire, à la demande des contrôleurs, tous les documents et toute la correspondance pertinente, tant verbalement que par écrit. Lorsque ces documents sont conservés sous format électronique, les données doivent être disponibles sous forme lisible et intelligible. En outre, les contrôleurs peuvent requérir de réaliser des copies sur place ou d'effectuer les traitements informatiques jugés nécessaires à leur mission de contrôle.

Le troisième paragraphe impose l'obligation d'accorder aux contrôleurs à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, pour autant que ceux-ci ne soient pas utilisés comme habitation. Cela permet de garantir que le contrôle peut être effectué efficacement, même à l'improviste, ce qui est important pour la détection d'éventuelles infractions. La disposition précise également ce que l'on entend par locaux où une activité est exercée : notamment les bureaux, les fabriques, les ateliers, les magasins, les garages et les terrains servant d'usines, d'ateliers ou de dépôts.

Article 22

Le nouvel article 31/1 prévoit un système adapté de sanctions administratives en cas d'infraction aux obligations découlant de l'Accord de coopération. Cet article a été adapté en fonction des nouvelles obligations. Des sanctions administratives peuvent être imposées aux producteurs, aux mandataires et aux organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs qui ne respectent pas leurs obligations essentielles en matière d'enregistrement et de rapportage. Cette disposition fournit à la Commission interrégionale de la REP un outil efficace pour renforcer la force exécutoire de l'Accord de coopération et sanctionner les négligences volontaires ou répétées.

Le premier paragraphe établit que certains membres du personnel du Secrétariat permanent, expressément désignés à cet effet par l'Organe de décision Emballages, peuvent imposer des amendes administratives. Cette possibilité s'applique à quatre situations spécifiques :

- Lorsqu'un producteur ou un mandataire met des emballages ou des produits emballés sur le marché belge sans avoir introduit au préalable de demande d'enregistrement auprès de la Commission interrégionale de la REP, ni s'être affilié à une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs autorisée. Dans ce cas, l'amende s'élève à 5 000 euros.
- Lorsque la demande d'enregistrement d'un producteur ou d'un mandataire est refusée et que celui-ci n'introduit pas de nouvelle demande ou omet de s'affilier à une organisation autorisée dans un délai de trois semaines. Là encore, l'amende s'élève à 5 000 euros.
- Lorsqu'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs commence elle-même ses activités sans enregistrement préalable ou sans renouvellement de son enregistrement dans les

délais, comme l'exige l'article 22/1. Dans ce cas, étant donné le rôle structurel de ces organisations dans le système, l'infraction est plus grave et une amende de 50 000 euros est imposée.

- Lorsqu'une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs dont l'enregistrement a été refusé ou retiré ne présente pas une nouvelle demande ou ne stoppe pas ses activités dans un délai de six semaines. Là encore, la sanction s'élève à 50 000 euros.

Le deuxième paragraphe prévoit une option de sanction supplémentaire en cas de non-respect des obligations prévues à l'article 22/2 en matière de rapportage. Les producteurs, les mandataires et les organisations compétentes en matière de responsabilité des producteurs sont passibles d'une amende administrative de 5 000 euros. Cette obligation en matière de rapportage est cruciale pour la transparence et la contrôlabilité du système, et constitue donc un élément essentiel de la réglementation.

Le troisième paragraphe contient une disposition aggravante pour les infractions répétées : si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans qui suivent l'imposition d'une amende, les montants des amendes sont alors doublés. Cette disposition devrait décourager la récidive et sanctionner plus sévèrement les négligences répétées.

Article 23

Cet article ne nécessite aucun commentaire supplémentaire.

Article 24

Le nouvel article 33/1 définit la procédure à suivre pour constater les infractions (imminentes) à l'Accord de coopération ou aux obligations découlant du Règlement. Il prévoit une approche claire, proportionnée et progressive des mesures prises par les contrôleurs. L'article s'appuie sur les compétences de contrôle prévues à l'article 29/1 et fournit aux contrôleurs des outils concrets pour prévenir ou traiter les infractions en temps réel.

Le premier paragraphe prévoit que les contrôleurs peuvent donner des avis ou des conseils au moment où ils constatent l'imminence d'une infraction, c'est-à-dire avant que l'infraction ne se produise effectivement. Ce volet préventif laisse la place au dialogue et permet de corriger d'éventuelles omissions ou malentendus à un stade précoce, sans passer immédiatement au contrôle formel.

Lorsqu'une infraction réelle est constatée, les contrôleurs peuvent mettre en demeure le contrevenant présumé et toutes les autres parties concernées de prendre des mesures correctives. Ces mesures peuvent consister à mettre fin à l'infraction, à remédier en tout ou en partie à ses conséquences ou à éviter qu'elle ne se reproduise. Cette disposition favorise une politique proportionnée de contrôle, qui cherche d'abord à remédier à l'infraction sans procéder immédiatement à une sanction.

Le deuxième paragraphe régit la procédure lorsque les contrôleurs constatent formellement une infraction. Dans ce cas, ils peuvent rédiger un rapport de constat qu'ils remettent immédiatement aux membres désignés du Secrétariat permanent (ceux qui sont mentionnés à l'article 31/1 et habilités à infliger des amendes administratives). Simultanément, les auteurs présumés des infractions reçoivent également une copie du rapport, ce qui garantit la transparence et la possibilité de se défendre. Il s'agit là d'une garantie procédurale importante en droit administratif.

Le troisième paragraphe traite du droit des contrôleurs à vérifier l'identité du contrevenant présumé lorsqu'ils constatent une infraction. Cette vérification est essentielle pour que les mesures, avertissements ou sanctions soient correctement appliqués. À cet égard, les documents d'identité seront instantanément restitués après vérification, dans un souci de proportionnalité et de protection des droits de la personne concernée. Si une personne ne peut produire de carte d'identité, elle doit avoir la possibilité de prouver son identité d'une autre manière, ce qui permet d'éviter l'échec du contrôle pour des raisons purement formelles.

Article 25

Le nouvel article 34/1 régit la procédure adaptée pour infliger des amendes administratives en cas d'infraction aux obligations découlant de l'Accord de coopération. Lorsqu'un contrôleur, tel qu'il est visé à l'article 29/1, constate qu'une infraction a été commise, le membre du Secrétariat permanent, désigné à cet effet par l'Organe de décision compétent, peut notifier à l'auteur présumé de l'infraction son intention de lui infliger une amende administrative dans un délai de soixante jours à compter de la réception du rapport de constat. Le contrevenant présumé dispose alors d'un délai de trente jours pour présenter sa défense par écrit. La personne concernée est également informée de son droit de consulter les documents sur lesquels se fonde l'intention d'infliger une amende et d'exposer sa défense oralement. Le contrevenant présumé peut demander à présenter sa défense oralement dans le délai imparti.

Si le membre du Secrétariat permanent a besoin d'informations complémentaires, il peut demander au contrôleur de fournir des informations supplémentaires. La décision d'infliger une amende administrative est prise dans un délai de nonante jours à compter de la notification de l'avis. La décision motivée doit être communiquée par écrit au contrevenant présumé dans un délai d'un mois après la prise de décision. La décision indique le montant de l'amende imposé, ainsi que les voies et conditions de recours. Si la décision n'est pas communiquée dans les délais, l'amende est annulée.

Le contrevenant présumé peut introduire un recours contre la décision auprès du Tribunal de première instance de Bruxelles. Ce recours doit être introduit dans les trois mois à partir de la notification de la décision. Le recours n'a pas d'effet suspensif, ce qui signifie qu'en principe, l'amende doit être payée immédiatement. Si le recours est introduit, l'amende sera consignée auprès de la Caisse des dépôts et consignations, dans l'attente du jugement définitif. Le tribunal peut suspendre l'exécution de la décision ou abaisser l'amende en présence de circonstances atténuantes. L'amende administrative doit être payée dans les trois mois suivant la notification de la décision. La décision contient des informations spécifiques relatives au numéro de compte et à la communication devant accompagner le paiement.

En cas de non-paiement de l'amende administrative dans les trois mois suivant la signification, le Directeur du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de la REP envoie la décision, avec une requête en recouvrement, au service qui s'occupe du recouvrement non fiscal au sein du Service public fédéral Finances. Le produit des amendes administratives revient à la Commission interrégionale de la REP.

Article 26

Les premier et deuxième paragraphes de l'article 26 insèrent les nouveaux articles 38 et 39 relatifs au traitement des données à caractère personnel. Il s'agit notamment des coordonnées des personnes physiques agissant en tant que ou au nom d'un producteur ou d'un mandataire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs.

Le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'application du présent accord de coopération est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public, comme indiqué à l'article 6, 1, e) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). L'intérêt général réside dans la nécessité de pouvoir contacter les producteurs et les mandataires pour le régime de responsabilité élargie des producteurs afin de contrôler les informations soumises dans le cadre des procédures d'enregistrement et d'autorisation.

La durée maximale de conservation est de cinq ans, car l'enregistrement d'un producteur individuel est renouvelé tous les cinq ans.

Le troisième paragraphe de l'article 26 introduit un article 40 afin d'établir le régime transitoire pour les modifications découlant du Règlement. Le premier paragraphe de cet article 40 prévoit que les nouvelles dispositions pertinentes, ajoutées à l'Accord de coopération, entreront en vigueur dès le jour où le Règlement

sera applicable, soit le 12 août 2026, tandis que les anciennes dispositions seront déclarées inapplicables à compter du même jour.

Déclaration les anciennes dispositions inapplicables vise à assurer la continuité des mécanismes de fonctionnement et à préserver la sécurité juridique. En outre, il n'est pas exclu que l'Accord de coopération doive à nouveau être adapté à court terme, ce qui devrait offrir également l'opportunité de restructurer ce dernier.

Compte tenu du nouveau cadre européen, des définitions modifiées et objectifs adaptés qui s'appliqueront à l'avenir, certaines parties des articles 1, 2 et 3 de l'Accord de coopération sont déclarées inapplicables.

L'article 4 est également déclaré inapplicable, sachant qu'un plan de prévention triennal ne s'avère plus nécessaire au vu des objectifs de réduction fixés à l'article 3. Dans ce contexte, l'article 5 est également déclaré inapplicable.

Les articles 6 à 22, qui contiennent la réglementation antérieure relative à la gestion des déchets sont déclarés inapplicables. Les articles 22/1 à 22/17 définissent la réglementation relative à l'avenir à la gestion des déchets et ont été alignés sur le Règlement.

Les articles 26 à 34 sont également déclarés inapplicables. La structure organisationnelle de la Commission interrégionale de la REP est adaptée à son nouveau rôle à l'avenir. En outre, le contrôle du bon respect des dispositions de l'Accord de coopération est modifié en fonction des futurs mécanismes de contrôle. Les dispositions modifiées figurent aux articles 26/1, 27/1, 28/1, 29/1, 31/1, 33/1 et 34/1.

Les articles 32 et 33 sont déclarés inapplicables, de sorte que les sanctions pénales pour infraction à certaines obligations découlant de l'Accord de coopération disparaîtront à l'avenir. Les sanctions pénales ne sont plus envisagées parce que les procédures associées à ces sanctions se sont révélées trop lourdes et inefficaces pour mener une politique de sanction appropriée.

Le deuxième paragraphe de l'article 38 stipule que l'agrément octroyé conformément à l'article 10 de l'Accord de coopération existant reste valable jusqu'à sa date d'expiration. Cet agrément sera considéré comme une autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 22/5 et l'organisme agréé sera considéré comme une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs. Les règles des paragraphes 4 et 5 de l'article 22/5, relatifs à la modification et au retrait d'une autorisation, s'appliqueront à cet agrément.

En outre, un organisme agréé reste tenu d'introduire une demande d'enregistrement dans les six semaines à compter de l'entrée en vigueur du Règlement, conformément à l'alinéa 4 de l'article 22/1, §1 et payer la redevance prévue à l'article 22/1, §3. L'enregistrement est approuvé conformément à la procédure prévue à l'article 22/1, §5. Si l'enregistrement ou le paiement de la redevance n'est pas effectué dans les délais, l'agrément expirera de plein droit.

Enfin, un organisme agréé reste habilité à introduire une demande d'autorisation relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 22/5 pendant la durée de l'agrément. Ce dernier expirera de plein droit, suite à l'entrée en vigueur de cette autorisation.

Article 27

Cet article ne nécessite aucun commentaire supplémentaire.

Article 28

Cet article ne nécessite aucun commentaire supplémentaire.

**SAMENWERKINGSAKKOORD VAN [XXX] TOT WIJZIGING VAN HET
SAMENWERKINGSAKKOORD VAN 4 NOVEMBER 2008 BETREFFENDE DE
PREVENTIE EN HET BEHEER VAN VERPAKKINGSAFVAL**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en van 16 juli 1993, en in het bijzonder artikel 6, § 1, II, 2° en artikel 92bis, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, zoals gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2025/40 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2024 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval kaderde in de omzetting van richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval;

Overwegende dat de Europese wetgever ervoor heeft geopteerd om richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval te vervangen door een verordening, met name Verordening 2025/40 (EU) van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2024 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG (hierna: “de Verordening”);

Overwegende dat deze Verordening tot doel om een geharmoniseerd kader te creëren voor de hele Europese markt, waarbinnen enerzijds de milieueffecten van verpakkingen verder beperkt worden en anderzijds de circulaire economie verder bevorderd wordt;

Overwegende dat deze Verordening rechtstreekse werking heeft, zodat sommige bepalingen uit het bestaande samenwerkingsakkoord buiten toepassing moeten worden verklaard vanaf de datum waarop de Verordening van toepassing zal zijn;

Overwegende dat de Verordening een verdere uitwerking vereist in de nationale regelgeving van de Lidstaten;

Overwegende dat die uitwerking voor België op geharmoniseerde wijze dient te gebeuren in de respectievelijke regelgeving van de verschillende gewesten;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om op het hele Belgische grondgebied een uniforme regeling te treffen;

Overwegende dat de Interregionale Commissie voor de UPV, de vroegere Interregionale Verpakkingscommissie, een cruciale rol heeft inzake de uitvoering en controle op dit Samenwerkingsakkoord; dat deze Commissie over de nodige personele middelen moet kunnen beschikken om zijn taken te vervullen; dat hiervoor bindende afspraken tussen de Gewesten noodzakelijk zijn;

Overwegende dat bijgevolg een wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval vereist is,

HOOFDSTUK I – Wijzigingen aan hoofdstuk I van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Artikel 1

§1. Aan artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 (“het Samenwerkingsakkoord”) betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt een nieuwe paragraaf 1/1 toegevoegd, luidende als volgt:

“§1/1. Dit samenwerkingsakkoord geeft uitvoering aan de Verordening (EU) 2025/40 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2024 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG.

Dit samenwerkingsakkoord is gedeeltelijk een omzetting van de Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen en van de Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu.

Dit samenwerkingsakkoord houdt ook verband met de uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil, dat de Interregionale Verpakkingscommissie heeft omgevormd tot de Interregionale Commissie voor de UPV en dat de interne organisatie, werking en financiering van deze Commissie heeft gewijzigd.

Dit samenwerkingsakkoord houdt ook verband met de uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 13 juli 2021 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de coördinatie van het beleid inzake grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen, dat gevolgen heeft voor de interne organisatie, werking en financiering van de Interregionale Commissie voor de UPV, in voornoemd samenwerkingsakkoord aangeduid onder haar oude naam van Interregionale Verpakkingscommissie.”.

§2. In §2, vierde lid van hetzelfde artikel wordt het woord “verwijdering” vervangen door het woord “inzameling”.

Artikel 2

In artikel 2 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- In artikel 2, 9° wordt de definitie van “herbruikbare verpakking” vervangen door “*elke verpakking in de zin van artikel 11 van de Verordening (EU) 2025/40;*”.

- In artikel 2, 10° wordt het gedefinieerde begrip “eenmalige verpakking” vervangen door “verpakking voor eenmalig gebruik”.
- In artikel 2, 13° wordt de definitie van het begrip “nuttige toepassing” vervangen door *“elke handeling met als voornaamste resultaat dat afvalstoffen een nuttig doel dienen door hetzij in de betrokken installatie, hetzij in de ruimere economie andere materialen te vervangen die anders voor een specifieke functie zouden zijn gebruikt, of waardoor de afvalstof voor die functie wordt klaargemaakt; bijlage II bevat een niet-limitatieve lijst van nuttige toepassingen;”*.
- In artikel 2, 15° wordt het gedefinieerde begrip “Recyclage” vervangen door “Recycling, ook aangeduid met de term “Recyclage”. De definitie wordt daarbij vervangen door: *“elke nuttige toepassing waardoor afvalstoffen opnieuw worden verwerkt tot producten, materialen of stoffen, voor het oorspronkelijke doel of voor een ander doel. Dit omvat het opnieuw bewerken van organisch afval, maar het omvat niet energieteerugwinning, noch het opnieuw bewerken tot materialen die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstof of als opvulmateriaal, waarbij gebruik als opvulmateriaal of opvulling gedefinieerd wordt als “handeling voor nuttige toepassing waarbij niet-gevaarlijk afval wordt gebruikt voor het herstel van uitgegraven terreinen of voor civieltechnische toepassingen bij de landschapsaanleg. Afval dat wordt gebruikt voor opvulling moet dienen ter vervanging van niet-afvalmaterialen, geschikt zijn voor de voornoemde doelen en worden beperkt tot de hoeveelheid die strikt noodzakelijk is om deze doelen te bereiken;”*.
- In artikel 2, 18° wordt de definitie van “inzameling” vervangen door *“het verzamelen van afvalstoffen, inclusief de voorlopige sortering en de voorlopige opslag van afvalstoffen, om deze daarna te vervoeren naar een afvalverwerkingsinstallatie;”*.
- In artikel 2, 24° wordt aan de definitie de volgende zinsnede toegevoegd: *“de roepnaam van deze commissie is “EPRIBEL”;”*.
- In artikel 2, 31° wordt op het einde van de zin het punt vervangen door een puntkomma en worden aansluitend de volgende nieuwe definities ingevoegd:
 - 32° “Verordening (EU) 2025/40”: de Verordening (EU) 2025/40 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2024 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG;
 - 33° “Producent”: de producent bedoeld in artikel 3.1 (15) van de Verordening (EU) 2025/40;
 - 34° “Organisatie voor producentenverantwoordelijkheid”: de organisatie bedoeld in artikel 3.1 (66) van de Verordening (EU) 2025/40;
 - 35° “Gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid”: de persoon bedoeld in artikel 3.1 (20) van de Verordening (EU) 2025/40;
 - 36° “Fulfilmentdienstverlener”: de persoon bedoeld in artikel 3 (11) van de Verordening (EU) 2019/1020 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende markttoezicht en conformiteit van producten en tot wijziging van Richtlijn 2004/42/EG en de Verordeningen (EG) nr. 765/2008 en (EU) nr. 305/2011;
 - 37° “Statiegeldsysteem”: het systeem bedoeld in artikel 3.1 (62) van de Verordening (EU) 2025/40.”

Artikel 3

§1. In artikel 3, §1 van het Samenwerkingsakkoord, wordt het begrip “eenmalige verpakkingen” vervangen door “verpakkingen voor eenmalig gebruik”. Dezelfde vervanging gebeurt doorheen het Samenwerkingsakkoord op de volgende plaatsen:

- Artikel 3, §2, eerste lid en tweede lid;
- Artikel 4, §1, eerste lid;

- Artikel 6, tweede lid en derde lid;
- Artikel 18,§1;
- Artikel 26,§1, onder punt 9°.

§2. In hetzelfde artikel van het Samenwerkingsakkoord worden de volgende nieuwe paragrafen 1/1, 1/2, 1/3 ingevoegd:

"§1/1. Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op alle verpakkingsafval en heeft, binnen zijn grenzen en modaliteiten, de volgende doelstellingen:

1° het voorkomen en het verminderen van de productie of van de schadelijkheid van verpakkingsafval;

2° het waarborgen dat het aandeel van de herbruikbare verpakkingen voor dezelfde goederen die in de handel zijn gebracht, niet vermindert in vergelijking tot het voorgaande jaar en het waarborgen dat het totale gewicht van de verpakkingen voor eenmalig gebruik voor dezelfde goederen die in de handel zijn gebracht, vermindert in vergelijking tot het voorgaande jaar;

3° het bevorderen van de verhoging van het aandeel herbruikbare verpakkingen die op de markt worden gebracht en van systemen voor hergebruik van verpakkingen, het bevorderen en opleggen van de nuttige toepassing, in het bijzonder de recyclage, het bevorderen van de toename van het aandeel gerecycleerde materialen in verpakkingen die op de markt worden gebracht alsook het verminderen van het aandeel verpakkingsafval in de niet-selectieve inzameling;

4° het opleggen aan de producenten om de kosten voor het beheer van verpakkingsafval te dragen, zoals voorzien in de Verordening (EU) 2025/40, overeenkomstig de Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, alsook het opleggen aan de producenten van diverse financiële bijdragen aan het beleid van de gewesten;

5° het opleggen en het organiseren verschillende monitoring- en rapporteringsplichten.

§1/2. Teneinde bij te dragen aan het bereiken van de doelstelling van artikel 43.1 van de Verordening (EU) 2025/40, moeten de producenten, voor het geheel van de verpakkingen voor eenmalig gebruik die door hen op de Belgische markt gebracht worden, ten opzichte van het referentiejaar 2022, tegen het jaar 2030 een vermindering van de op de Belgische markt gebrachte verpakkingen voor eenmalig gebruik realiseren van minstens 5%. Deze vermindering mag niet te wijten zijn aan materiaalsubstitutie.

Teneinde bij te dragen aan het bereiken van de doelstelling van artikel 43.1 van de Verordening (EU) 2025/40, moeten de producenten, voor het geheel van de verpakkingen voor eenmalig gebruik die door hen op de Belgische markt gebracht worden, ten opzichte van het referentiejaar 2022, tegen het jaar 2035 een vermindering van de op de Belgische markt gebrachte verpakkingen voor eenmalig gebruik realiseren van minstens 10%. Deze vermindering mag niet te wijten zijn aan materiaalsubstitutie.

Teneinde bij te dragen aan het bereiken van de doelstelling van artikel 43.1 van de Verordening (EU) 2025/40, moeten de producenten, voor het geheel van de verpakkingen voor eenmalig gebruik die door hen op de Belgische markt worden gebracht, ten opzichte van het referentiejaar 2022, tegen het jaar 2040 een vermindering van de op de Belgische markt gebrachte verpakkingen voor eenmalig gebruik realiseren van minstens 15%. Deze vermindering mag niet te wijten zijn aan materiaalsubstitutie.

Iedere organisatie voor producentenverantwoordelijkheid toont, voor het geheel van de producenten die zich overeenkomstig artikel 22/1, §1, 3de lid bij haar hebben aangesloten, en gecorrigeerd voor veranderingen in het ledenbestand van de producenten die zich overeenkomstig artikel 22/1, §1, 3de lid bij haar hebben aangesloten, aan dat zij op globale wijze voldoen aan de doelstellingen van de leden 1 tot en met 3 van deze paragraaf.

Iedere producent die niet bij een organisatie voor productenverantwoordelijkheid aangesloten is, toont aan dat hij individueel voldoet aan de doelstellingen zoals bepaald in het eerste, tweede en derde lid van deze paragraaf.

De organisaties voor producentenverantwoordelijkheid en de producenten die niet bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid aangesloten zijn, kunnen onderlinge afspraken maken over de inspanningen die door elkeen zullen gedaan worden om te voldoen aan de doelstellingen van de leden 1 tot en met 3 van deze paragraaf. Deze afspraken worden onverwijld meegedeeld aan het Beslissingsorgaan Verpakkingen van de Interregionale Commissie voor de UPV. De eventuele geschillen over deze afspraken worden door de partijen onderling beslecht.

§1/3. Teneinde bij te dragen aan het bereiken van de doelstellingen van artikel 43.1 van de Verordening (EU) 2025/40, kunnen de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid het initiatief nemen tot het opstellen van een Pact, samen met belanghebbenden zoals producenten, fabrikanten, overheden, kenniscentra en milieuorganisaties. Het vermelde Pact wordt uiterlijk op 1 juli 2027 aan het Beslissingsorgaan Verpakkingen van de Interregionale Commissie voor de UPV voorgelegd. Het Pact wordt minstens elke 5 jaar, en voor het eerst in 2030, geëvalueerd en bijgesteld.

§1/4. De producenten moeten de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing behalen die zijn opgenomen in artikel 52 van de Verordening (EU) 2025/40, alsook, in toepassing van artikel 52.6 van de Verordening (EU) 2025/40, de doelstellingen die zijn opgenomen in de paragrafen 2 en 3."

§3. In artikel 3, §3 derde en vijfde lid van het Samenwerkingsakkoord wordt in de Nederlandse taalversie het woord "industriële" vervangen door "bedrijfsmatige".

HOOFDSTUK II. – Wijzigingen aan hoofdstuk II. – Algemeen preventieplan.

Artikel 4

De titel van het hoofdstuk II van het Samenwerkingsakkoord wordt als volgt gewijzigd: "HOOFDSTUK II. Algemeen preventieplan" wordt vervangen door "HOOFDSTUK II. - Preventie en hergebruik".

Artikel 5

In het Samenwerkingsakkoord wordt een artikel 4/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

"Art. 4/1. De marktdeelnemers bedoeld in artikel 29.1 tot 29.8 van de Verordening (EU) 2025/40 zullen jaarlijks over de hergebruiksdoelstellingen rapporteren aan de Interregionale Commissie voor de UPV, zoals voorzien in artikel 31 van de Verordening (EU) 2025/40. De

resultaten van deze rapportering zullen ter beschikking gesteld worden van de bevoegde inspectiediensten.”.

HOOFDSTUK III. – Wijzigingen aan hoofdstuk III. – Het beheer van verpakkingsafval.

Artikel 6

Artikel 14bis wordt hernummerd tot artikel 14/1.

HOOFDSTUK IV. – Invoering hoofdstuk IV/1. – Register en rapportering.

Artikel 7

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw hoofdstuk IV/1 ingevoerd, getiteld “*HOOFDSTUK IV/1. – Register en rapportering.*”.

Het hoofdstuk bevat de volgende artikelen 22/1, 22/2 en 22/3:

“Art. 22/1. §1. Elke producent die verpakkingen of verpakte producten voor het eerst aanbiedt op de Belgische markt of die in België verpakte producten uitpakt zonder eindgebruiker te zijn, moet ingeschreven zijn in een online register dat door de Interregionale Commissie voor de UPV wordt opgesteld en beheerd en dat door deze gratis ter beschikking wordt gesteld. De lijst van de geregistreerde producenten is openbaar, overeenkomstig artikel 44.13 van de Verordening (EU) 2025/40.

Overeenkomstig artikel 45.3 van de Verordening (EU) 2025/40 en behoudens in het geval van een vertegenwoordiging bedoeld in het vierde lid, moet elke producent die niet is gevestigd in België, zich laten vertegenwoordigen door een gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, die dan alle verplichtingen van de producent overneemt. De aanbieder van een onlineplatform, zoals bedoeld in het vierde lid, die niet is gevestigd in België moet zich eveneens laten vertegenwoordigen door een gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

De producent of de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid doet een aanvraag tot registratie bij de Interregionale Commissie voor de UPV of sluit zich aan bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, die de aanvraag tot registratie in zijn plaats zal doen. De producent die zich niet aansluit bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, moet elke 5 jaar op de verjaardag van zijn initiële registratie, zijn registratie vernieuwen.

Een aanbieder van een onlineplatform in de zin van hoofdstuk III, sectie 4 van de Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG die optreedt als fulfilmentdienstverlener, kan, op basis van een schriftelijk mandaat, namens de producent die via zijn onlineplatform verkoopt, aansluiten bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en de bijdrage betalen aan die organisatie, overeenkomstig artikel 45.4, laatste lid van de Verordening (EU) 2025/40.

Elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die één of meerdere producenten, zoals bedoeld in het eerste lid, vertegenwoordigt, moet ingeschreven zijn in het online register bedoeld in het eerste lid.

De registratie van een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid gebeurt apart voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong en voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, maar niet voor beide samen.

Jaarlijks, op de verjaardag van de initiële registratie, vernieuwt de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zijn registratie.

§2. Het register bedoeld in §1 wordt opgesteld in overeenstemming met artikel 44 van de Verordening (EU) 2025/40. Het bevat, voor elke producent, naast de gegevens van deel A van de bijlage IX bij Verordening (EU) 2025/40, ook de volgende gegevens die nodig zijn voor het controleren en waarborgen van de naleving van de Verordening:

1° in de mate dat producten door of onder de verantwoordelijkheid van de producent worden verpakt in België, de adresgegevens van deze productie-eenheid in België en de merknamen waaronder de producten op het Belgische grondgebied worden aangeboden;

2° in de mate dat producten door of onder de verantwoordelijkheid van de producent niet worden verpakt in België, het land van oorsprong van de producten en de merknamen waaronder de producten op het Belgische grondgebied worden aangeboden;

3° de informatie of de producent verpakkingen op de Belgische markt brengt die aanleiding geven tot verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, volgens de richtregels die ter beschikking worden gesteld door de Interregionale Commissie voor de UPV;

4° de informatie of de producent verpakkingen op de Belgische markt brengt die aanleiding geven tot verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, volgens de richtregels die ter beschikking worden gesteld door de Interregionale Commissie voor de UPV;

5° de aanduiding van het type van producent, met name de kwalificatie als fabrikant, importeur of distributeur en de toepasselijkheid van punt a), b), c), d) of e) in de definitie van "producent" in de Verordening (EU) 2025/40.

De aanvraag tot registratie gebeurt, in het geval van het eerste of het tweede lid van §1, voorafgaand aan het voor het eerst ter beschikking stellen op de Belgische markt van verpakkingen of verpakte producten door de producent of, in het geval van het laatste lid van §1, voorafgaand aan de uitoefening van de activiteiten als organisatie voor producentenverantwoordelijkheid op de Belgische markt. De aanvraag tot registratie gebeurt door middel van een online hulpmiddel dat ter beschikking gesteld wordt via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV, door de producent, de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en bevat alle gegevens die beschreven worden in het voorgaande lid. Wanneer dit online hulpmiddel tijdelijk niet beschikbaar is, zal een alternatieve procedure worden ter beschikking gesteld via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV.

De aanvraag tot registratie kan worden vervolledigd tot 6 weken na de datum van de initiële aanvraag tot registratie.

§3. Zowel bij de aanvraag tot registratie, als bij de 5-jaarlijkse vernieuwing van zijn registratie, zoals bepaald in §§1 en 2, betaalt de producent of de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, die geen beroep doet op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid een retributie van 1.500 euro als vergoeding van administratieve kosten, kosten van verwerking en monitoring van gegevens, kosten voor software-ontwikkeling en inspectiekosten.

Bij de aanvraag tot registratie, zoals bepaald in §1, betaalt de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid per bij de organisatie aangesloten producent en per bij de organisatie aangesloten aanbieder van een onlineplatform in de zin van het vierde lid van §1 een retributie van 175 euro als vergoeding van administratieve kosten, kosten van verwerking en monitoring van gegevens, kosten voor software-ontwikkeling en inspectiekosten. Jaarlijks, bij de vernieuwing van de registratie, betaalt de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid een bijkomende retributie van 175 euro per nieuw aangesloten producent en een bijkomende retributie van 175 euro, per producent, voor de vernieuwing van de registratie van reeds eerder aangesloten producenten. De totale jaarlijkse retributie voor een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid bedraagt minstens 50.000 euro en ten hoogste 1.000.000 euro; deze bedragen worden verdubbeld als een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zowel voor huishoudelijk als voor bedrijfsmatig verpakkingsafval geregistreerd is. In afwijking van het voorgaande, bedraagt de maximale jaarlijkse retributie voor een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid in het jaar 2026 200.000 euro.

Het online hulpmiddel dat ter beschikking gesteld wordt via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV zal, per aanvraag tot registratie, een elektronisch document genereren dat de concrete modaliteiten voor de betaling weergeeft en dat zal gelden als factuur. De bedragen van de retributies komen toe aan de Interregionale Commissie voor de UPV. De producent of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid levert desgevraagd het bewijs van storting van de verschuldigde retributie aan de Interregionale Commissie voor de UPV.

§4. De bedragen bedoeld in §3 worden aangepast in functie van het normale indexcijfer van de consumptieprijzen in België. De basisbedragen worden jaarlijks vermenigvuldigd met de index van april van het vorige jaar, gedeeld door de index van april 2026 en vervolgens afgerond naar het dichtstbijzijnde veelvoud van 25 euro. Indien de afstand tussen twee veelvouden van 25 gelijk is, krijgt het hoogste veelvoud van 25 de voorkeur.

De Interregionale Commissie voor de UPV staat in voor de publicatie in het Belgisch Staatsblad van de bedragen van de geïndexeerde retributies. De aangepaste bedragen zijn van toepassing vanaf de initiële aanvragen tot registratie die plaatsvinden op 1 januari volgend op de publicatie in het Belgisch Staatsblad.

§5. De registratie zal door de Interregionale Commissie voor de UPV goedgekeurd worden, voor zover alle noodzakelijke informatie eraan toegevoegd werd en na verificatie van de volledige betaling van de verschuldigde dossierkost, ten laatste binnen een termijn van 12 weken, te rekenen vanaf de datum van de initiële aanvraag tot registratie of, in geval van

vervollediging van de aanvraag, te rekenen vanaf de datum van de laatste vervollediging. Bij de goedkeuring van deze registratie wordt het registratienummer verleend. Indien binnen een termijn die niet korter kan zijn dan 6 weken na de datum van de initiële aanvraag tot registratie, door de Interregionale Commissie voor de UPV vastgesteld wordt dat de aanvraag tot registratie onvolledig is of de verschuldigde dossierkosten niet volledig werden betaald, zal de registratie geweigerd worden, zonder dat daardoor de reeds betaalde dossierkosten moeten worden terugbetaald. Er zal in dat laatste geval geen registratienummer worden verleend.

Het goedkeuren of weigeren van de registratie wordt door de Interregionale Commissie voor de UPV uitsluitend via elektronische weg gecommuniceerd aan het door de aanvrager opgegeven e-mailadres van het unieke contactpunt.

Art. 22/2. De producent, de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal jaarlijks aan de Interregionale Commissie voor de UPV rapporteren binnen de termijnen en volgens de modaliteiten van artikel 44, 7 en 8 van de Verordening (EU) 2025/40.

De rapportering gebeurt door middel van een online hulpmiddel dat ter beschikking gesteld wordt via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV. Wanneer dit online hulpmiddel tijdelijk niet beschikbaar is, zal een alternatieve procedure worden ter beschikking gesteld via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV.

De rapportering moet worden geauditeerd en gecertificeerd door een onafhankelijke auditeur, die handelt volgens de procedures die bepaald worden door de Interregionale Commissie voor de UPV.

De producent, de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal, op vraag van de Interregionale Commissie voor de UPV tevens aan deze Commissie en volgens de modaliteiten door haar bepaald, rapporteren over de data die overeenkomstig artikel 56 van de Verordening (EU) 2025/40 moeten gerapporteerd worden aan de Europese Commissie. De Interregionale Commissie voor de UPV kan voor deze rapportering eveneens een audit en certificering opleggen.

Art. 22/3. De verpakkingsafvalverwerker die instaat voor het beheer van verpakkingsafval zal, in de mate dat hij niet reeds op contractuele basis rapporteert aan een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, jaarlijks aan de Interregionale Commissie voor de UPV rapporteren binnen de termijnen en volgens de modaliteiten van artikel 23 van de Verordening (EU) 2025/40.

De rapportering gebeurt door middel van een online hulpmiddel dat ter beschikking gesteld wordt via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV. Wanneer dit online hulpmiddel tijdelijk niet beschikbaar is, zal een alternatieve procedure worden ter beschikking gesteld via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV."

HOOFDSTUK V. – Invoering hoofdstuk IV/2. – Goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

Artikel 8

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw hoofdstuk IV/2 ingevoerd, getiteld “*HOOFDSTUK IV/2. – Goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.*”.

Het hoofdstuk bevat de volgende artikelen 22/4, 22/5, 22/6, 22/7 en 22/8:

“Art. 22/4. §1. Uiterlijk binnen de 6 weken volgend op de datum van de initiële aanvraag tot registratie, zoals bepaald in artikel 22/1, dient de producent, al dan niet vertegenwoordigd door een gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, die geen beroep doet op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in bij de Interregionale Commissie voor de UPV.

Deze aanvraag wordt in een officiële landstaal geschreven en per e-mail ingediend op het specifieke e-mailadres dat op de website van de Interregionale Commissie voor de UPV hiertoe wordt aangeduid, met de vermelding van “EPR-PACK-producer” in het onderwerp van de e-mail.

De procedure voor aanvraag, zoals beschreven in de voorgaande alinea, kan desgevallend worden vervangen door een webapplicatie, die ter beschikking wordt gesteld via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV.

De aanvraag beschrijft de maatregelen die de producent zal nemen in het kader van de doelstelling inzake de preventie van verpakkingsafval, zoals bedoeld in artikel 3, §1/2, en beschrijft op een duidelijke en overtuigende wijze hoe de producent voor het verpakkingsafval dat afkomstig is van de verpakkingen die hij op de Belgische markt heeft gebracht en waarvoor hij de producent is, de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing van artikel 3, §1/3 van huidig Samenwerkingsakkoord zal behalen.

§2. De Interregionale Commissie voor de UPV beoordeelt binnen een termijn van 8 weken na de ontvangst van de aanvraag of de aanvraag voldoende duidelijk en overtuigend is. Indien dat niet het geval is, dient de producent zijn aanvraag te vervolledigen. Indien hij binnen een termijn van 10 weken, te rekenen vanaf de mededeling van de beoordeling van de aanvraag als onvoldoende duidelijk en overtuigend, zijn aanvraag niet heeft vervolledigd, zal deze worden geweigerd.

De Interregionale Commissie voor de UPV verleent of weigert de goedkeuring binnen een termijn van 18 weken, te rekenen vanaf de indiening van het volledige aanvraagdossier. Indien deze termijn wordt overschreden, wordt de goedkeuring geacht te zijn verleend.

De beslissing tot weigering van de goedkeuring wordt gemotiveerd en heeft voor gevolg dat de registratie wordt geschrapt.

De goedkeuring wordt verleend voor een periode van minimaal 4 en maximaal 5 jaar en loopt af op 31 december, behalve indien, om redenen van algemeen belang of omdat de producent

een kortere periode vraagt, er anders beslist wordt door de Interregionale Commissie voor de UPV. De goedkeuring kan niet verleend worden voor een langere periode dan gevraagd door de producent.

§3. De producent of de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid aan wie de goedkeuring werd verleend, moet elke wijziging van de inhoud van de aanvraag tot goedkeuring, zoals ingediend volgens §1, alsmede de permanente stopzetting van de activiteiten, binnen de kortste keren melden aan de Interregionale Commissie voor de UPV. Deze melding wordt per e-mail ingediend op het specifieke e-mailadres dat op de website van de Interregionale Commissie voor de UPV hiertoe wordt aangeduid, met de vermelding van "EPR-PACK-producer-MOD" in het onderwerp van de e-mail.

Zoals voorzien in artikel 47.5 van de Verordening (EU) 2025/40, kan de Interregionale Commissie voor de UPV, mits motivering, overgaan tot de intrekking van de goedkeuring, in geval van permanente stopzetting van de activiteiten en in geval niet meer voldaan is aan de voorwaarde van §1.

Art. 22/5. §1. Uiterlijk binnen de 6 weken volgend op de datum van de initiële aanvraag tot registratie, zoals bepaald in artikel 22/1, dient de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in bij de Interregionale Commissie voor de UPV.

Deze aanvraag wordt, in het Nederlands en in het Frans, schriftelijk en tegen ontvangstbewijs ingediend bij de Interregionale Commissie voor de UPV, gericht aan de directeur en met de vermelding "EPR-PACK-PRO". Een kopie van de aanvraag moet ook per e-mail worden ingediend op het specifieke e-mailadres dat op de website van de Interregionale Commissie voor de UPV hiertoe wordt aangeduid, met de vermelding van "EPR-PACK-PRO" in het onderwerp van de e-mail.

De procedure voor aanvraag, zoals beschreven in de voorgaande alinea, kan desgevallend worden vervangen door een webapplicatie, die ter beschikking wordt gesteld via de website van de Interregionale Commissie voor de UPV.

De aanvraag beschrijft de maatregelen die de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal nemen in het kader van de doelstelling voor de producenten inzake de preventie van verpakkingsafval, zoals bedoeld in artikel 3, §1/2, en beschrijft op een duidelijke en overtuigende wijze hoe de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor de inzameling van het verpakkingsafval dat afkomstig is van de verpakkingen die door de bij hem aangesloten producenten op de Belgische markt worden gebracht, de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing van artikel 3, §1/3 van huidig Samenwerkingsakkoord zal behalen voor het geheel van de bij hem aangesloten producenten.

De aanvraag omvat een financieel plan en een begroting voor de periode waarvoor de goedkeuring wordt gevraagd, alsook een volledige beschrijving van de operationele middelen

die zullen worden ingezet voor de preventie, inzameling, sortering en verwerking van het verpakkingsafval.

De aanvraag moet betrekking hebben op hetzij alle verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, hetzij alle verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong.

§2. De aanvraag bedoeld in §1 bevat verder de statuten en het maatschappelijk doel van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en beschrijft de wijze waarop deze waarborgen dat:

- er geen doelstelling is om winsten uit te keren aan andere personen;*
- er geen commerciële activiteiten worden uitgeoefend die niet passen binnen de verplichtingen in België van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid of van de producenten die bij haar zijn aangesloten, overeenkomstig de Verordening (EU) 2025/40 en het huidige Samenwerkingsakkoord.*

§3. De aanvraag bedoeld in §1 beschrijft verder:

1° de wijze waarop de bijdragen van de leden jaarlijks worden bepaald en publiek kenbaar gemaakt, waarbij de bijdragen niet mogen discrimineren tussen individuele leden en zij de kosten dekken van de verplichtingen die de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid ten laste vallen overeenkomstig de Verordening (EU) 2025/40 en het huidige Samenwerkingsakkoord;

2° de voorwaarden van aansluiting van de leden, die enkel producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid mogen zijn, en de wijze waarop gegarandeerd wordt dat het lidmaatschap voor elke producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid toegankelijk is;

3° de wijze waarop de bijdragen van de leden, alsook de balansen en de resultatenrekeningen van het voorbije jaar en de begroting voor het volgend jaar jaarlijks voor advies aan de Interregionale Commissie voor de UPV worden bezorgd;

4° de wijze waarop de modellen van uniforme contracten met de leden en met operators die instaan voor de inzameling, verhandeling, sortering of verwerking van afvalstoffen, tijdens de looptijd van de goedkeuring kunnen worden aangepast en waarop deze aanpassingen voor voorafgaandelijk advies aan de Interregionale Commissie voor de UPV zullen worden bezorgd;

5° de wijze waarop zal worden gewaakt over de kwaliteit van de ingezamelde en gesorteerde hoeveelheden, teneinde de recyclage te vergemakkelijken;

6° de wijze waarop de verifieerbaarheid en controleerbaarheid van de recyclage en de nuttige toepassing van het verpakkingsafval zal worden gegarandeerd, alsook de wijze waarop zal worden gewaakt over de milieu- en sociale omstandigheden waarin de recyclage en de nuttige toepassing plaatsvinden;

7° de wijze waarop het gehele Belgische grondgebied zal worden bestreken, op een manier dat de inzameling, de nuttige toepassing en de verwijdering van de teruggenomen afvalstoffen gewaarborgd is, alsook de wijze waarop wordt gegarandeerd dat de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing van artikel 3, §1/3 van huidig Samenwerkingsakkoord op een homogene wijze worden gehaald op het gehele Belgische grondgebied;

8° de wijze waarop tewerkstelling zal worden gegarandeerd en ontwikkeld in de verenigingen of vennootschappen met een sociaal oogmerk die overeenkomstig hun maatschappelijk doel actief zijn in de inzameling, de sortering, de recyclage en de nuttige

toepassing van verpakkingsafval, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van gemeenten en agglomeraties;

9° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de wijze waarop de doelstelling van artikel 50.1 van de Verordening (EU) 2025/40 zal worden bereikt, alsook de modaliteiten van de samenwerking met de systeembeheerder voor het statiegeldsysteem, zoals bedoeld in de artikelen 22/16 en 22/17;

10° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de wijze waarop zal gegarandeerd worden dat in elk Gewest een gelijkwaardig percentage van de bevolking wordt bediend, in het kader van de taak van openbare dienst van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid;

11° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de wijze waarop de bijdragen van de contractanten worden berekend per verpakkingsmateriaal in verhouding tot:

- de reële en volledige kosten verbonden aan elk materiaal;
- de ontvangsten uit de verkoop van de ingezamelde en gesorteerde materialen;
- de bijdrage tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;
- de duurzaamheid, herstelbaarheid, herbruikbaarheid, recycleerbaarheid en de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen, daarbij in het bijzonder rekening houdend met artikel 7.7 van de Verordening (EU) 2025/40;

en dit met het oog op de financiering van de reële en volledige kostprijs van:

- reductie- en preventieacties, zoals voorzien in artikel 51.3 van de Verordening (EU) 2025/40;
- de bestaande en nog te verwezenlijken selectieve inzamelingen volgens de modaliteiten bepaald door de publiekrechtelijke rechtspersoon die voor zijn grondgebied verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;
- de selectieve inzameling van een stroom verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong door een gewestelijke instantie;
- de recyclage en de nuttige toepassing, met inbegrip van het eventuele ketendeficit;
- de operationele informatie en sensibilisering van het publiek voor die inzamelingen;
- de sortering van het ingezamelde verpakkingsafval;
- de verwijdering van de sorteerresten, recyclage en valorisatie van de verpakkingsafvalstoffen;
- de recyclage, nuttige toepassing en eventuele verwijdering van verpakkingsafval dat verontreinigd is of gevaarlijke stoffen heeft bevat;
- de financiële bijdragen bedoeld in de artikelen 22/9 en 22/11;

12° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de wijze waarop de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zich zal aanpassen aan de modaliteiten van inzameling bepaald door de rechtspersonen van publiekrecht voor hun grondgebied verantwoordelijk voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;

13° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de wijze waarop een overeenkomst zal worden tot stand gebracht met elke voor het grondgebied verantwoordelijke overheid die instaat voor de selectieve inzameling van een stroom verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong;

14° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de wijze waarop de lokale communicatie, in het bijzonder over de modaliteiten van de inzameling van de afvalstromen, samen met de overheden bedoeld in punt 13° zal worden opgemaakt en door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal worden gefinancierd, alsook de wijze

waarop de supralokale en nationale communicatie zal worden opgemaakt in overleg met elke bevoegde gewestelijke administratie en door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal worden gefinancierd;

15° specifiek voor het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, de wijze waarop bij het berekenen van de bijdragen van de leden tevens rekening wordt gehouden met de kosten die elke bedrijfsmatige eindgebruiker van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong maakt met het oog op recyclage;

16° specifiek voor het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, de bijzondere acties die worden voorzien ten voordele van de kleinere bedrijfsmatige eindgebruikers, zijnde de eindgebruikers die minder dan 50 werknemers hebben, teneinde de preventie en nuttige toepassing van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong te bevorderen en de kosten voor het beheer ervan te verminderen;

17° specifiek voor het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, de wijze waarop de vrije markt van selectieve inzameling, recyclage en nuttige toepassing zo min mogelijk wordt verstoord en de gelijkheid wordt gerespecteerd tussen de private of publieke operatoren die instaan voor de inzameling, sortering, recyclage en nuttige toepassing van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong;

18° specifiek voor het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, de wijze waarop een maximaal aantal bedrijfsmatige eindgebruikers zullen worden aangespoord tot selectieve inzameling, recyclage en nuttige toepassing, door middel van financiële tussenkomsten in de kosten van selectieve containers die voor een wezenlijk deel bestemd zijn voor de inzameling van verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong;

19° de wijze waarop eventuele premies voor consumenten of bedrijfsmatige eindgebruikers worden bepaald en publiek kenbaar gemaakt, waarbij deze premies niet mogen discrimineren tussen individuele consumenten of bedrijfsmatige eindgebruikers;

20° de wijze waarop de confidentialiteit van de individuele gegevens afkomstig van de leden en van de contracterende private of publieke operatoren die instaan voor de inzameling, sortering, recyclage of nuttige toepassing van het verpakkingsafval, zal worden gegarandeerd, zonder evenwel afbreuk te doen aan de verschillende rapporteringsverplichtingen of aan het absolute inzagerecht van de Interregionale Commissie voor de UPV in het kader van de controle op de naleving van de verplichtingen van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid;

21° de wijze waarop de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal samenwerken met andere organisaties voor producentenverantwoordelijkheid aan wie de goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid wordt verleend voor de Belgische markt, om te komen tot een gecoördineerde vervulling van de verplichtingen van de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, zoals bepaald in artikel 46.2 van de Verordening (EU) 2025/40;

22° de wijze waarop het financieel beleid van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid op onafhankelijke wijze wordt geauditeerd, met inbegrip van de mogelijkheden voor de Interregionale Commissie voor de UPV om, in het kader van de controle op de naleving van de verplichtingen van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, de auditeringsinstantie, zijnde een bedrijfsrevisor of een andere instantie, te ondervragen, met het oog op het bekomen van elke inlichting die zij nuttig acht;

23° het beleid rond provisies en reserves, zoals gedefinieerd in het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil, waarbij reserves maximaal mogen overeenstemmen met de werkingskosten van de organisatie voor

producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken afvalstroom gedurende 18 maanden en waarbij provisies slechts mogelijk zijn in de mate dat deze toegelaten worden door het boekhoudrecht en afdoende gemotiveerd zijn in het licht van de instabiliteit van de markt, die wordt aangetoond door een jaarlijks te actualiseren gedetailleerde studie van de huidige en toekomstige markten;

24° de wijze waarop de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zelfzal instaan voor de systematische controle van de aangiften van de leden en van de behaalde resultaten inzake inzameling, sortering en verwerking van het verpakkingsafval, alsook de wijze waarop deze gegevens bijkomend zullen gecontroleerd worden door een afdoend systeem van driejaarlijkse externe en onafhankelijke audits, dat de statistische correctheid van het geheel van de gegevens garandeert;

25° de wijze waarop selectieve inzamelrecipiënten zullen voorzien worden van een etiket, overeenkomstig artikel 13 van de Verordening (EU) 2025/40;

26° de wijze waarop de kwaliteit, de circulariteit en de controleerbaarheid van de recyclage wordt versterkt;

27° de wijze waarop, binnen de grenzen van het Europees recht en in het bijzonder van de Verordening (EU) 2025/40, korte verwerkingsketens voor de recyclage worden geprivilegieerd, die inhouden dat de recyclage uitsluitend binnen de Europese Unie en maximaal in België plaatsvindt.

§4. Aan de aanvraag worden ook toegevoegd:

1° het afgesloten verzekeringscontract tot dekking van de schade die uit de voorgenomen activiteiten kan voortvloeien of het ontwerp daarvan;

2° het model van uniforme overeenkomst die zal worden afgesloten met de leden;

3° de modellen van uniforme overeenkomsten die, met het oog op het halen en verifiëren van de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing, zullen worden afgesloten met operatoren die instaan voor de inzameling, verhandeling, sortering of verwerking van afvalstoffen;

4° specifiek voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, het model van uniforme overeenkomst dat af te sluiten is met elke publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal bevoegd is voor huishoudelijke afvalstoffen, met inbegrip van de modelbestekken voor de toewijzing van markten voor inzameling en sortering van afvalstoffen;

5° in het geval dat een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor de eerste keer deze activiteiten wenst uit te oefenen in België, een identificatie van de bepalingen van huidig Samenwerkingsakkoord waarvan de organisatie meent dat er slechts aan kan worden voldaan mits toekenning door de Interregionale Commissie voor de UPV van een redelijke opstarttermijn, alsook een gedetailleerde planning om binnen een termijn van uiterlijk 5 jaar volledig aan deze bepalingen te voldoen.

Art. 22/6. §1. De Interregionale Commissie voor de UPV beoordeelt binnen een termijn van 8 weken na de ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 22/5 of de aanvraag voldoende duidelijk en overtuigend is. Indien dat niet het geval is, dient de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid haar aanvraag te vervolledigen. Indien zij binnen een termijn van 10 weken haar aanvraag, te rekenen vanaf de mededeling van de beoordeling van de aanvraag als onvoldoende duidelijk en overtuigend, niet heeft vervolledigd, zal deze worden geweigerd.

De Interregionale Commissie voor de UPV verleent of weigert de goedkeuring binnen een termijn van 18 weken, te rekenen vanaf de indiening van het volledige aanvraagdossier.

De goedkeuring wordt verleend voor een periode van minimaal 4 en maximaal 5 jaar en loopt af op 31 december, behalve indien, om redenen van algemeen belang of omdat de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid een kortere periode vraagt, er anders beslist wordt door de Interregionale Commissie voor de UPV. De goedkeuring kan niet verleend worden voor een langere periode dan gevraagd door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid.

§2. De beslissing tot weigering van de goedkeuring wordt gemotiveerd en heeft voor gevolg dat de registratie wordt geschrapt.

§3. De Interregionale Commissie voor de UPV kan bijzondere voorwaarden opleggen bij het verlenen van de goedkeuring, die tot doel hebben:

- om de correcte toepassing van huidig Samenwerkingsakkoord en van de Verordening (EU) 2025/40 te verzekeren;*
- om de correcte toepassing van het Europese en Belgische recht te verzekeren;*
- om het algemeen belang te dienen;*
- om, in het geval van een goedkeuring voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de exacte hoogte van de waarborg vast te leggen, in toepassing van artikel 22/8;*
- om, in het geval dat de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor de eerste keer deze activiteiten zal uitoefenen in België, in het kader van een redelijke opstarttermijn en rekening houdend met de gelijke behandeling van de verschillende organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, beperkte en tijdelijke afwijking te verlenen op bepalingen van huidig Samenwerkingsakkoord die betrekking hebben op de inhoud van de aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of de verplichtingen voor de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, teneinde zo snel mogelijk te komen tot een correcte en volledige uitvoering van het Samenwerkingsakkoord;*
- om de samenwerking te regelen tussen verschillende organisaties voor producentenverantwoordelijkheid aan wie de goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid werd verleend voor de Belgische markt, teneinde te komen tot een gecoördineerde vervulling van de verplichtingen van de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, zoals bepaald in artikel 46.2 van de Verordening (EU) 2025/40, waarbij de Interregionale Commissie voor de UPV desgevallend aan de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid kan opleggen om hiertoe samen een coördinatieorganisme op te richten;*
- om een minimumpercentage te bepalen van het jaarlijkse budget dat moet toegewezen worden aan de financiering van reductie- en preventieacties, zoals voorzien in artikel 51.3 van de Verordening (EU) 2025/40;*
- om realistische preventiedoelstellingen, met inbegrip van doelstellingen inzake hergebruik, te bepalen, die de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor het geheel van haar leden moet nastreven, teneinde de globale doelstelling van artikel 43 van de Verordening (EU) 2025/40 te realiseren.*

§4. Elke wijziging, tijdens de geldigheidsduur van een goedkeuring, van de inhoud van de aanvraag tot goedkeuring, zoals ingediend krachtens artikel 22/5, alsmede de permanente

stopzetting van de activiteiten, moet binnen de kortste keren gemeld worden aan de Interregionale Commissie voor de UPV. Deze melding wordt per e-mail ingediend op het specifieke e-mailadres dat op de website van de Interregionale Commissie voor de UPV hiertoe wordt aangeduid, met de vermelding van "EPR-PACK-PRO-MOD" in het onderwerp van de e-mail.

Zoals voorzien in artikel 47.4 van de Verordening (EU) 2025/40, kan de Interregionale Commissie voor de UPV, mits motivering, overgaan tot de wijziging van de goedkeuring, teneinde rekening te houden met de gemelde wijziging, tijdens de geldigheidsduur van een goedkeuring, van de inhoud van de aanvraag tot goedkeuring.

§5. Zoals voorzien in artikel 47.5 van de Verordening (EU) 2025/40, kan de Interregionale Commissie voor de UPV, mits motivering, overgaan tot de intrekking van de goedkeuring, in geval van permanente stopzetting van de activiteiten, alsook, na de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid gehoord te hebben, in één van de volgende gevallen:

- als de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, na een wijziging, tijdens de geldigheidsduur van een goedkeuring, van de inhoud van de aanvraag tot goedkeuring, niet langer voldoet aan de bepalingen van artikel 22/5;
- als de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid niet langer voldoet aan het geheel van de verplichtingen opgesomd in artikel 22/7.

§6. Elke beslissing om een goedkeuring op grond van het huidige artikel te verlenen, te weigeren, te wijzigen of in te trekken, wordt integraal gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad.

Art. 22/7. De organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die de goedkeuring heeft verkregen, heeft de volgende verplichtingen:

1. het naleven van de verplichtingen voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, die opgenomen zijn in de Verordening (EU) 2025/40 of in huidig Samenwerkingsakkoord, of die werden bepaald in toepassing van de Richtlijn 2008/98/EG;
2. het naleven van de bijzondere voorwaarden die bij het verlenen van de goedkeuring werden opgelegd door de Interregionale Commissie voor de UPV;
3. het tijdig melden van elke wijziging, tijdens de geldigheidsduur van een goedkeuring, van de inhoud van de aanvraag tot goedkeuring, zoals bepaald in artikel 22/6, §4;
4. het vervullen van de rapportageplicht bedoeld in artikel 22/2;
5. het naleven van de verplichting inzake waarborg, zoals voorzien in artikel 22/8;
6. het naleven van de fiscale verplichtingen omschreven in de artikelen 22/9, 22/10 en 22/11;
7. het beantwoorden van alle rechtmatige vragen, het onbeperkt verlenen van inzage in de verschillende databanken met relevante gegevens en het verstrekken van alle nuttige inlichtingen aan de Interregionale Commissie voor de UPV, alsook, in het kader van het financieel beleid en het beleid inzake provisies en reserves, aan de auditeringsinstantie, zijnde een bedrijfsrevisor of een andere instantie, die door de Interregionale Commissie voor de UPV wordt belast met een aanvullende financiële audit van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, teneinde de Interregionale Commissie voor de UPV in staat te stellen om de werking van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid te controleren en om de behaalde resultaten te verifiëren.

Art. 22/8. §1. In toepassing van artikel 47.6 van de Verordening (EU) 2025/40, stelt elke producent die een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid indient bij de Interregionale Commissie voor de UPV, binnen een termijn van 60 werkdagen na het bekomen van de goedkeuring, een waarborg van 5.000 EUR, op de wijze beschreven in §2. Deze waarborg dient voor de dekking van verschuldigde kosten met betrekking tot activiteiten inzake het beheer van afvalstoffen, ingeval van niet nakoming van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, en met name van het risico op de niet-betaling van facturen voor de inzameling en de verwerking van zijn verpakkingsafval.

In toepassing van artikel 47.6 van de Verordening (EU) 2025/40, stelt elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid indient bij de Interregionale Commissie voor de UPV, binnen een termijn van 60 werkdagen na het bekomen van de goedkeuring, een waarborg van 50.000 EUR, op de wijze beschreven in §2. Deze waarborg dient voor de dekking van verschuldigde kosten met betrekking tot activiteiten inzake het beheer van afvalstoffen, ingeval van niet nakoming van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, en met name van het risico op de niet-betaling van facturen voor de inzameling en de verwerking van het verpakkingsafval dat afkomstig is van de verpakkingen waarvoor zijn leden de producent zijn.

In toepassing van artikel 47.6 van de Verordening (EU) 2025/40, stelt elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid indient bij de Interregionale Commissie voor de UPV, binnen een termijn van 60 werkdagen na het bekomen van de goedkeuring, voor elk van de rechtspersonen van publiekrecht die voor hun grondgebied verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen, een waarborg, die dient voor de dekking van verschuldigde kosten met betrekking tot activiteiten inzake het beheer van afvalstoffen, ingeval van niet nakoming van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, en die met name overeenstemt met de geschatte kosten voor het ten laste nemen van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid gedurende een periode van 9 maanden. De Interregionale Commissie voor de UPV bepaalt in de goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid de exacte hoogte van de te stellen waarborgen.

§2. De waarborg beschreven in §1 kan gesteld worden door middel van een storting op de rekening van de Deposito- en Consignatiekas of door een bankgarantie. In beide gevallen moet bepaald worden dat de waarborg voor het geheel of een deel opeisbaar is bij eenvoudig en gemotiveerd verzoek door de Interregionale Commissie voor de UPV in geval van gedeeltelijke of gehele niet uitvoering van de verplichtingen.

Ingeval de financiële zekerheid bestaat uit een bankgarantie, moet deze zijn uitgegeven door een kredietinstelling die erkend is hetzij door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, hetzij door een overheid van een lidstaat van de Europese Unie die gemachtigd is kredietinstellingen te controleren.

Alvorens de vrijgave of uitbetaling te vragen van het geheel of een gedeelte van de waarborg, geeft de Interregionale Commissie voor de UPV bij een ter post aangetekende brief een waarschuwing. De waarschuwing vermeldt uitdrukkelijk de verplichtingen die niet zijn nagekomen, de specifieke maatregelen die moeten worden genomen, en de termijn waarbinnen dit moet gebeuren. Deze termijn bedraagt ten minste 15 kalenderdagen.

De Interregionale Commissie voor de UPV hoort de producent of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid indien deze hierom vraagt. De producent of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid maakt aan de Interregionale Commissie voor de UPV, voorafgaandelijk aan de hoorzitting, schriftelijk alle argumenten over die het nuttig acht voor zijn verdediging. De vraag om gehoord te worden, schorst de procedure niet.

De waarborg wordt teruggegeven of beëindigd, wanneer de producent of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid de activiteit die heeft aanleiding gegeven tot het stellen van de waarborg definitief heeft stopgezet en de Interregionale Commissie voor de UPV heeft vastgesteld dat alle verplichtingen werden vervuld.”.

HOOFDSTUK VI. – Invoering hoofdstuk IV/3. – financiële bijdragen aan het beleid van de Gewesten en het beheer van zwerfvuil.

Artikel 9

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw hoofdstuk IV/3 ingevoerd, getiteld “*HOOFDSTUK IV/3. – Financiële bijdragen aan het beleid van de Gewesten en het beheer van zwerfvuil*”.

Het hoofdstuk bevat de volgende artikelen 22/9, 22/10, 22/11, 22/12, 22/13 en 22/14:

“Art. 22/9. §1. Voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong geldt een financiële verplichting in de vorm van een heffing voor de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid; deze moet bijdragen tot de financiering van het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van de betrokken afvalstoffen.

De bijdrage is uitgedrukt als 74 eurocent per inwoner per jaar, waarbij het aantal inwoners bepaald wordt door de meest recente bevolkingsstatistieken van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die beschikbaar zijn op 1 januari.

Het bedrag van 74 eurocent per inwoner wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen, met als basisindex het indexcijfers der consumptieprijzen van de maand december 2025, basis 2013.

Het geïndexeerde bedrag wordt afgerond op de hogere of lagere eurocent, al naar gelang het cijfer van de tienden eurocent al dan niet de 5 bereikt. De Interregionale Commissie voor de UPV publiceert in het Belgisch Staatsblad het bedrag van de bijdrage, zoals aangepast overeenkomstig deze bepaling.

Indien er meerdere organisaties voor producentenverantwoordelijkheid bestaan, wordt de heffing door elke organisatie gedragen ten belope van haar marktaandeel. Het marktaandeel van een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid in een bepaald kalenderjaar N is de som van het marktaandeel van elke bij die organisatie aangesloten producent en

gemachtigde vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zoals vastgesteld op het einde van het voorgaande kalenderjaar N-1. Het marktaandeel van een producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid wordt uitgedrukt in een percentage dat wordt berekend door de aantallen van de door de producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid op de markt gebrachte huishoudelijke verpakkingen waaruit de betrokken afvalstroom voortkomt, te delen door de totale aantallen op de markt gebrachte huishoudelijke verpakkingen waaruit de betrokken afvalstroom voortkomt, en dit vervolgens te vermenigvuldigen met factor honderd.

Elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid rapporteert aan de Interregionale Commissie voor de UPV, met betrekking tot een bepaald kalenderjaar N, uiterlijk op 1 maart van het jaar volgend op dat kalenderjaar, de aantallen van de door zijn leden in het kalenderjaar N-1 op de markt gebrachte verpakkingen, waarop de heffing van toepassing is. De Interregionale Commissie voor de UPV stelt vervolgens voor jaar N, op basis van de aantallen in jaar N-1, het marktaandeel van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid vast, zoals bepaald overeenkomstig het voorgaande lid, en communiceert binnen de 30 dagen de door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid concreet te betalen bedragen. De heffing wordt betaald tegen uiterlijk 15 april in jaar N+1, door storting op de rekeningnummers die door elk Gewest worden gecommuniceerd.

De heffing is slechts verschuldigd voor zover de berekende heffing minstens 500 euro bedraagt.

§2. Het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van verpakkingen kan onder meer betrekking hebben op:

- de preventie en het hergebruik van de betrokken afvalstoffen;*
- de strijd tegen de aanwezigheid van de betrokken afvalstoffen in het zwerfvuil, sluiktort en restafval;*
- onderzoek en ontwikkeling om de kwaliteit van de betrokken verpakkingen en met name hun recycleerbaarheid te verbeteren;*
- de verbetering van de resultaten en/of de kwaliteit van de selectieve inzamelingen van de betrokken afvalstoffen;*
- de niet-selectieve inzameling en verwerking van de betrokken afvalstoffen;*
- de vergoeding van het personeel belast met de controle, uitvoering en opvolging van de voormelde acties;*
- de rapportering over en de evaluatie van deze afvalstoffen;*
- het stimuleren van lokale en hoogwaardige verwerking, in het kader van de circulaire economie.*

Het globale bedrag van de financiering wordt tussen de Gewesten toegewezen volgens de meest recente bevolkingsstatistieken van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die beschikbaar zijn op 1 januari van het jaar N+1.

Het Gewest bepaalt de concrete bestemming van de bijdrage, na overleg met de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk verpakkingsafval.

Desgevallend kan de bijdrage aan de financiering van de Gewesten in uitvoering worden gebracht door een overeenkomst tussen het Gewest en de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid.

Art. 22/10. §1. Voor het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong geldt een financiële verplichting in de vorm van een heffing voor de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid; deze moet bijdragen tot de financiering van het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van de betrokken afvalstoffen. De heffing is uitgedrukt als een bedrag per inwoner per jaar, waarbij het aantal inwoners bepaald wordt door de meest recente bevolkingsstatistieken van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie, die beschikbaar zijn op 1 januari van hetzelfde jaar.

Indien er meerdere organisaties voor producentenverantwoordelijkheid bestaan, wordt de heffing door elke organisatie gedragen ten belope van haar marktaandeel. Het marktaandeel van een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid in een bepaald kalenderjaar N is de som van het marktaandeel van elke bij die organisatie aangesloten producent en gemachtigde vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zoals vastgesteld op het einde van het voorgaande kalenderjaar N-1. Het marktaandeel van een producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid wordt uitgedrukt in een percentage dat wordt berekend door de aantallen van de door de producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid op de markt gebrachte bedrijfsmatige verpakkingen waaruit de betrokken afvalstroom voortkomt, te delen door de totale aantallen op de markt gebrachte bedrijfsmatige verpakkingen waaruit de betrokken afvalstroom voortkomt, en dit vervolgens te vermenigvuldigen met factor honderd.

Elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid rapporteert aan de Interregionale Commissie voor de UPV, met betrekking tot een bepaald kalenderjaar N, uiterlijk op 1 maart van het kalenderjaar N+1 volgend op dat kalenderjaar, de aantallen van de door zijn leden in het voorgaande kalenderjaar N-1 op de markt gebrachte verpakkingen, waarop de heffing van toepassing is. De Interregionale Commissie voor de UPV stelt vervolgens voor kalenderjaar N, op basis van de aantallen in kalenderjaar N-1, het marktaandeel van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid vast, zoals bepaald overeenkomstig het voorgaande lid, en communiceert tegen 1 april van het kalenderjaar N+1 de door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid concreet te betalen bedragen. De heffing wordt betaald tegen uiterlijk 15 april in kalenderjaar N+1, door storting op de rekeningnummers die door elk Gewest worden gecommuniceerd. De heffing is voor de eerste keer verschuldigd met betrekking tot het kalenderjaar 2026.

De heffing bedraagt 0,040 EUR/inwoner.

De bedragen per inwoner worden jaarlijks aangepast aan de gezondheidsindex der consumptieprijzen, met als basisindex het gemiddelde van de cijfers van de gezondheidsindex der consumptieprijzen van de vier eerste maanden van het voorgaande jaar.

De geïndexeerde bedragen worden afgerond op de hogere of lagere tiende eurocent, al naargelang het cijfer van de honderdste eurocent al dan niet de 5 bereikt.

De bedragen van de heffing worden verminderd met de bedragen die overeenstemmen met het gecombineerde marktaandeel van de producenten en de gemachtigde vertegenwoordigers voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die geen beroep doen op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid.

De heffing is slechts verschuldigd voor zover de berekende heffing minstens 500 euro bedraagt.

§2. Het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van de betrokken afvalstoffen kan onder meer betrekking hebben op:

- de preventie en het hergebruik van de betrokken afvalstoffen;*
- de strijd tegen de aanwezigheid van de betrokken afvalstoffen in het zwerfvuil, sluikstort en restafval;*
- onderzoek en ontwikkeling om de kwaliteit van de betrokken verpakkingen en met name hun recycleerbaarheid te verbeteren;*
- de verbetering van de resultaten en/of de kwaliteit van de selectieve inzamelingen van de betrokken afvalstoffen;*
- de niet-selectieve inzameling en verwerking van de betrokken afvalstoffen;*
- de vergoeding van het personeel belast met de controle, uitvoering en opvolging van de voormelde acties;*
- de rapportering over en de evaluatie van deze afvalstoffen;*
- het stimuleren van lokale en hoogwaardige verwerking, in het kader van de circulaire economie.*

De globale bedragen van de heffing worden tussen de Gewesten verdeeld volgens de meest recente bevolkingsstatistieken van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie, die beschikbaar zijn op 1 januari van het jaar N+1.

Elk Gewest bepaalt, na consultatie van de betrokken organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, de concrete bestemmingen van de bedragen die ze respectievelijk hebben ontvangen.

Art. 22/11. §1. Voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong geldt, in de mate dat er geen contract van toepassing is zoals voorzien in §2 van dit artikel en in de mate dat de leden van het erkende organisme deze verplichting niet vervullen via een andere rechtspersoon die met dit doel werd opgericht, een financiële verplichting in de vorm van een heffing voor de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Deze verplichting houdt in dat de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid vanaf het kalenderjaar 2026, de kosten voorzien in §2 moet dragen door het betalen van een heffing van 101.916.395,63 EUR, die bestaat uit een bedrag van 33.071.946,73 EUR voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een bedrag van 22.810.842,29 EUR voor het Waalse Gewest en een bedrag van 46.033.606,61 EUR voor het Vlaamse Gewest.

Het Beslissingsorgaan UPV zorgt voor de bekendmaking, per Gewest, van de betrokken overheidsinstanties en het aandeel in de totale kosten van elk van deze overheidsinstanties,

waarbij verder onderscheid kan worden gemaakt tussen de kosten bedoeld in §2, sub 1, 2, 3 en 4.

De bedragen van de heffing in het eerste lid van deze paragraaf worden vanaf het kalenderjaar dat volgt op het eerste volledige werkingsjaar van een systeem van statiegeld of van een gelijkwaardig systeem voor huishoudelijke drankverpakkingen, van rechtswege verminderd met 25%; vervolgens worden de aldus verminderde bedragen voor elk van de 6 daarop volgende kalenderjaren jaarlijks opnieuw van rechtswege verminderd met 5%.

De bedragen van de heffing worden verminderd met de bedragen die overeenstemmen met het gecombineerde marktaandeel van de producenten en de gemachtigde vertegenwoordigers voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die geen beroep doen op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Het marktaandeel van deze producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid wordt uitgedrukt in een percentage dat wordt berekend door de aantallen van de door de producent of gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid op de markt gebrachte huishoudelijke verpakkingen waaruit het betrokken zwerfvuil voortkomt, te delen door de totale aantallen op de markt gebrachte huishoudelijke verpakkingen waaruit het betrokken zwerfvuil voortkomt, en dit vervolgens te vermenigvuldigen met factor honderd.

De heffing is slechts verschuldigd voor zover de berekende heffing minstens 500 euro bedraagt.

In de mate dat de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, samen met de betrokken overheidsinstanties, voor de organisatorische en financiële terugname van zwerfvuil heeft gekozen, is de heffing niet van toepassing voor dat aandeel.

De bedragen bedoeld in het eerste lid van dit punt worden jaarlijks aangepast aan de gezondheidsindex der consumptieprijzen, met als basisindex het gemiddelde van de cijfers van de gezondheidsindex der consumptieprijzen van de vier eerste maanden van het voorgaande jaar.

In de mate dat er geen contract van toepassing is, zoals voorzien in §2 van dit artikel, en de heffing voorzien in het eerste lid betaald wordt, verbinden de Gewesten zich ertoe om de efficiëntie van de met de geïnde heffingen gefinancierde acties te meten, door gebruik te maken van prestatie-indicatoren, die met het erkende organisme worden besproken.

Binnen de 2 jaar na de inwerkingtreding van het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil, realiseert de Interregionale Commissie voor de UPV, samen met de bevoegde gewestelijke administraties, ten behoeve van de Gewestregeringen een evaluatie van de bedragen van de heffing, zoals opgenomen in het eerste lid, op basis van dezelfde hypothesen in de 3 Gewesten. De bedragen van de heffing moeten ten laatste vanaf het kalenderjaar 2029 aangepast worden op basis van deze evaluatie, waarbij het uitdrukkelijk ook de bedoeling is om de scope van de heffing uit te breiden tot het zwerfvuil afkomstig van alle huishoudelijke verpakkingen. Vervolgens gebeurt deze evaluatie elke 5 jaren opnieuw.

De organisatie voor producentenverantwoordelijkheid rapporteert aan de Interregionale Commissie voor de UPV, met betrekking tot een bepaald kalenderjaar N, uiterlijk op 1 maart

van het kalenderjaar N+1 volgend op dat kalenderjaar, de aantallen van de door zijn leden in het voorgaande kalenderjaar N-1 op de markt gebrachte huishoudelijke verpakkingen, waarop de heffing van toepassing is. De Interregionale Commissie voor de UPV stelt vervolgens voor kalenderjaar N, op basis van de aantallen in kalenderjaar N-1, het marktaandeel van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid vast, zoals bepaald overeenkomstig het vijfde lid van deze paragraaf, en communiceert tegen 1 april van het kalenderjaar N+1 de door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid concreet te betalen bedragen, door middel van een formulier. De heffing wordt betaald tegen uiterlijk 15 april in kalenderjaar N+1, door storting op de rekeningnummers die door elk Gewest worden gecommuniceerd. Elk Gewest staat in voor de verdere verdeling van de heffing aan alle overheidsinstanties die op zijn grondgebied de kosten bedoeld in §2, 1^o-3^o dragen. Jaarlijks op uiterlijk 15 april van het kalenderjaar N moet een voorafbetaling gedaan worden van 50% van de geschatte verschuldigde heffing voor kalenderjaar N, die gebaseerd is op de geschatte aantallen verpakkingen, waarop de heffing van toepassing is, die door de leden van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid op de markt werden gebracht in het kalenderjaar N-1. Hiervoor rapporteert de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid op 1 maart van het kalenderjaar N de geschatte aantallen van het kalenderjaar N-1. De heffing is voor de eerste keer verschuldigd met betrekking tot het kalenderjaar 2026.

Het formulier bedoeld in het tiende lid van deze paragraaf bevat minstens de volgende gegevens:

- 1^o de gevorderde bedragen per Gewest of betrokken overheidsinstantie;
- 2^o de rekeningnummers waarop de bedragen dienen gestort te worden.

Als de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid niet tot de betaling overgaat of als na controle door de met de inning en de invordering belaste ambtenaar blijkt dat de betaalde bedragen onjuist zijn, kan door de met controle belaste leden van het Permanent Secretariaat een geldboete opgelegd worden. Deze geldboete wordt gelijkgesteld aan 10% van het niet-betaalde bedrag. De geldboete komt toe aan de Gewesten en wordt verdeeld op basis van de verdeelsleutel die kan worden afgeleid uit de bedragen per Gewest opgenomen in het eerste lid van deze paragraaf.

Als de bedragen niet zijn betaald na het verstrijken van de gestelde betalingstermijn, is van rechtswege de wettelijke intrest verschuldigd, vermeld in het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wettelijke rentevoet.

De organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is verplicht om alle gegevens die nodig zijn om de juistheid van de betaalde bedragen na te gaan, voor te leggen op ieder verzoek van de ambtenaren die belast zijn met de controle.

De organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is verplicht om op ieder verzoek van de ambtenaren die belast zijn met de controle, mondeling of schriftelijk alle inlichtingen te verschaffen die hem gevraagd worden om de juistheid van de betaalde bedragen na te gaan.

§2. Indien de producent of de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid er via de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, samen met de betrokken overheidsinstanties, voor kiest zijn verplichting na te komen door middel van een systeem van organisatorische en financiële terugname van het zwerfvuil (organisatorische en financiële optie), moet de organisatie voor

producentenverantwoordelijkheid contracten sluiten met de overheidsinstanties die kosten dragen voor het beheer van zwerfvuil dat afkomstig is van de huishoudelijke verpakkingen die door de SUP-richtlijn worden geïmplementeerd, van de verpakkingen van sigaretten en van de huishoudelijke drankverpakkingen uit blik, die door de leden van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid op de markt werden gebracht. Deze contracten moeten in overeenstemming zijn met de modelcontracten die, na analyse door en op voorstel van het Beslissingsorgaan UPV, goedgekeurd worden door het Beslissingsorgaan Verpakkingen en die als voorwerp hebben het organiseren en het financieren van de totale en reële kosten van:

- *de bewustmakingsmaatregelen, teneinde tot een vermindering te komen van zwerfvuil van huishoudelijke verpakkingen, en consumenten voor te lichten over:*
 - a) *de beschikbaarheid van herbruikbare alternatieven, systemen voor hergebruik en mogelijkheden voor het beheer van huishoudelijk wegwerpverpakkingsafval, evenals de beste praktijken voor een degelijk afvalbeheer in overeenstemming met de gewestelijke afvalstoffenwetgeving;*
 - b) *de effecten op het milieu, in het bijzonder het mariene milieu, van zwerfvuil en andere ongepaste vormen van verwijdering van huishoudelijk verpakkingsafval;*
- *het opruimen van het zwerfvuil van huishoudelijke verpakkingen, en het daaropvolgende vervoer en verwerking van dat zwerfvuil conform de gewestelijke bepalingen;*
- *het inzamelen van huishoudelijk verpakkingsafval dat in openbare inzamelsystemen wordt afgedankt, inclusief de kosten voor de infrastructuur en de exploitatie ervan, en het daaropvolgende vervoer en verwerking van dat afval. Deze kosten moeten ook betrekking hebben op het opzetten van specifieke infrastructuur voor het, al dan niet selectief, inzamelen van huishoudelijke verpakkingen, zoals passende afvalrecipiënten op plekken waar frequent zwerfvuil wordt aangetroffen;*
- *de proportionele bijdrage aan de algemene kosten van het zwerfvuilbeleid van de overheid, met inbegrip van de controle.*

Art. 22/12. §1. De producent bedoeld in artikel 22/4, §1 zorgt, hetzij voor de organisatorische en financiële terugname van de totaliteit van het zwerfvuil afkomstig van de huishoudelijke verpakkingen die door hem op de markt werden gebracht, hetzij voor de vergoeding van de in artikel 22/11, §2 opgesomde kosten van alle overheidsinstanties die deze kosten dragen, voor het zwerfvuil dat afkomstig is van de huishoudelijke verpakkingen die hij op de markt heeft gebracht. De eerste optie moet de instemming bevatten van de overheidsinstanties die instaan voor het beheer van het zwerfvuil afkomstig van de huishoudelijke verpakkingen op de markt gezet door de producent en omvat naast een plan van aanpak voor de opruiming van het zwerfvuil, ook de acties voor het verzamelen en rapporteren van de gegevens en voor de financiering van de elementen van het zwerfvuilbeleid opgesomd in artikel 22/11, §2, 1^o-3^o. De tweede optie betreft een vergoeding aan alle overheidsinstanties die deze kosten dragen. Deze vergoeding moet in verhouding staan tot zijn marktaandeel, zoals bepaald overeenkomstig artikel 22/11, §1, vijfde lid.

De producent geeft in zijn aanvraag van goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zoals bedoeld in artikel 22/4, §1, een beschrijving van de wijze waarop hij zal voldoen aan deze verplichting.

Deze paragraaf is enkel van toepassing voor producenten die volgende verpakkingen op de markt brengen: verpakkingen die door de SUP-richtlijn worden geïmporteerd, verpakkingen van sigaretten en huishoudelijke drankverpakkingen uit blik.

§2. De producent, zoals bedoeld in artikel 22/4, §1, moet met betrekking tot elk kalenderjaar N, middels een heffing die in verhouding staat tot zijn marktaandeel in het voorgaande kalenderjaar N-1, bijdragen aan het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

Concreet zal de producent met betrekking tot elk kalenderjaar N een heffing verschuldigd zijn berekend op basis van het bedrag per inwoner in artikel 22/9 voor de afvalstroom huishoudelijk verpakkingsafval en in artikel 22/10 voor de afvalstroom bedrijfsmatig verpakkingsafval, weliswaar in verhouding tot zijn marktaandeel in het kalenderjaar N-1 en voor zover de berekende heffing per afvalstroom minstens 500 euro bedraagt.

Elke producent rapporteert aan de Interregionale Commissie voor de UPV, met betrekking tot een bepaald kalenderjaar N, uiterlijk op 1 maart van het kalenderjaar N+1 volgend op dat kalenderjaar, de aantallen van de door hem in het kalenderjaar N-1 op de markt gebrachte verpakkingen, waarop de heffing van toepassing is. De Interregionale Commissie voor de UPV stelt vervolgens voor kalenderjaar N, op basis van de aantallen in kalenderjaar N-1 het marktaandeel van de producent vast en communiceert tegen 1 april van het kalenderjaar N+1 het concreet te betalen bedrag. De heffing wordt betaald tegen uiterlijk 15 april in kalenderjaar N+1, door storting op de rekeningnummers die door elk Gewest worden gecommuniceerd. Jaarlijks op uiterlijk 15 april van het kalenderjaar N moet een voorafbetaling gedaan worden van 50% van de geschatte verschuldigde heffing voor kalenderjaar N, die gebaseerd is op de geschatte aantallen verpakkingen, waarop de heffing van toepassing is, die door de producent op de markt werden gebracht in het kalenderjaar N-1. Hiervoor rapporteert de producent op 1 maart van het kalenderjaar N de geschatte aantallen van het kalenderjaar N-1. De heffing is voor de eerste keer verschuldigd met betrekking tot het kalenderjaar 2026.

Artikel 22/13. §1. Indien de doelstelling inzake de preventie van verpakkingsafval, zoals bedoeld in artikel 3, §1/2, eerste, tweede of derde lid, niet gehaald wordt voor het geheel van de verpakkingen voor eenmalig gebruik die op de Belgische markt worden gebracht door het geheel van de producenten die zich overeenkomstig artikel 22/1, §1, 3de lid bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid hebben aangesloten en indien tevens de nationale preventiedoelstelling voor België opgenomen in artikel 43.1 van de Verordening (EU) 2025/40 niet wordt behaald, zal door deze organisatie voor producentenverantwoordelijkheid een jaarlijkse heffing verschuldigd zijn die gelijk is aan:

- 1° Vanaf het jaar 2030, het bedrag in euro dat wordt bekomen door de vermenigvuldiging met minus vijftig (-50) van het resultaat van de volgende berekening:*
 - a) Het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door het geheel van de leden in 2022 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, wordt verminderd met 5%,*
 - b) waarna van het bekomen resultaat het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door het geheel van de leden in 2030 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, afgetrokken wordt;*

- 2° *Vanaf het jaar 2035, het bedrag in euro dat wordt bekomen door de vermenigvuldiging met minus vijftig (-50) van het resultaat van de volgende berekening:*
 - a) *Het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door het geheel van de leden in 2022 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, wordt verminderd met 10%,*
 - b) *waarna van het bekomen resultaat het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door het geheel van de leden in 2035 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, afgetrokken wordt;*
- 3° *Vanaf het jaar 2040, het bedrag in euro dat wordt bekomen door de vermenigvuldiging met minus vijftig (-50) van het resultaat van de volgende berekening:*
 - a) *Het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door het geheel van de leden in 2022 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, wordt verminderd met 15%,*
 - b) *waarna van het bekomen resultaat het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door het geheel van de leden in 2040 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, afgetrokken wordt.*

De organisaties voor producentenverantwoordelijkheid kunnen vragen om gehoord te worden door het Beslissingsorgaan Verpakkingen van de Interregionale Commissie voor de UPV. Tijdens dergelijke hoorzitting kan de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid de inspanningen geleverd teneinde de doelstellingen te behalen, en de geplande bijstellingen van het Pact, vermeld in artikel 3, §1/3, toelichten. Het Beslissingsorgaan Verpakkingen van de Interregionale Commissie voor de UPV kan hierop een advies uitbrengen aan de drie gewestregeringen. De heffing, vermeld in het eerste lid, kan op advies van het Beslissingsorgaan Verpakkingen van de Interregionale Commissie voor UPV geheel of gedeeltelijk kwijtgescholden worden bij unaniem besluit van de drie gewestregeringen.

Indien de doelstelling inzake de preventie van verpakkingsafval, zoals bedoeld in artikel 3, §1/2, eerste, tweede of derde lid, niet gehaald wordt voor het geheel van de verpakkingen voor eenmalig gebruik die op de Belgische markt worden gebracht door de producent die geen beroep doet op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid overeenkomstig artikel 22/1, §1, 3de lid en indien tevens de nationale preventiedoelstelling voor België opgenomen in artikel 43.1 van de Verordening (EU) 2025/40 niet wordt behaald, zal door deze producent een jaarlijkse heffing verschuldigd zijn die gelijk is aan:

- 1° *Vanaf het jaar 2030, het bedrag in euro dat wordt bekomen door de vermenigvuldiging met minus vijftig (-50) van het resultaat van de volgende berekening:*
 - a) *Het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door de producent in 2022 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, wordt verminderd met 5%,*
 - b) *waarna van het bekomen resultaat het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door de producent in 2030 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, afgetrokken wordt;*
- 2° *Vanaf het jaar 2035, het bedrag in euro dat wordt bekomen door de vermenigvuldiging met minus vijftig (-50) van het resultaat van de volgende berekening:*
 - a) *Het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door de producent in 2022 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, wordt verminderd met 10%,*

- b) waarna van het bekomen resultaat het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door de producent in 2035 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, afgetrokken wordt;
- 3° Vanaf het jaar 2040, het bedrag in euro dat wordt bekomen door de vermenigvuldiging met minus vijftig (-50) van het resultaat van de volgende berekening:
 - a) Het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door de producent in 2022 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, wordt verminderd met 15%,
 - b) waarna van het bekomen resultaat het tonnage verpakkingen voor eenmalig gebruik die door de producent in 2040 op de Belgische markt werden gebracht, uitgedrukt in ton en afgerond tot het lagere gehele getal, afgetrokken wordt.

§2. Indien voor een producent of een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid de concreet verschuldigde heffing, zoals bepaald in §1, lager is dan 150 EUR, zal de heffing niet verschuldigd zijn. Indien voor een producent of een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid de concreet verschuldigde heffing, zoals bepaald in het vorige lid, minstens 150 EUR bedraagt, maar lager is dan 250 EUR, zal de heffing minstens 250 EUR bedragen.

§3. De heffing bedoeld in §1 wordt toegewezen aan de Gewesten volgens de verdeelsleutel bepaald in artikel 25, tweede lid en moet bijdragen tot de financiering van het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van de betrokken afvalstoffen en is onderhevig aan de bepalingen van artikel 22/10, §2. De Interregionale Commissie voor de UPV zal de concreet te betalen bedragen per Gewest en de modaliteiten voor betaling in de loop van het jaar N+2 communiceren aan de producenten en de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid.

De heffing wordt uiterlijk binnen een termijn van 3 maanden betaald.

Artikel 22/14, §1. Indien een recyclagedoelstelling, zoals bedoeld in artikel 3, §2 of artikel 3, §3, niet gehaald wordt door een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor de bij haar aangesloten producenten, betaalt ze een heffing van 50 EUR per aangevatte ton waarvoor deze doelstelling niet wordt gehaald.

Indien de recyclagedoelstelling, zoals bedoeld in artikel 3, §2 of artikel 3, §3, voor een 2de opeenvolgende jaar niet gehaald worden door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, worden de bedragen van de heffing verhoogd tot 100 EUR per aangevatte ton en vanaf het 3de opeenvolgende jaar worden de bedragen van de heffing verhoogd tot 150 EUR per aangevatte ton.

§2. De heffing bedoeld in §1 wordt toegewezen aan de Gewesten volgens de verdeelsleutel bepaald in in artikel 25, tweede lid en moet bijdragen tot de financiering van het beleid van de Gewesten inzake de preventie en het beheer van de betrokken afvalstoffen en is onderhevig aan de bepalingen van artikel 22/10, §2. Het Beslissingsorgaan Verpakkingen zal de concreet te betalen bedragen per Gewest communiceren aan de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid.

De heffing wordt uiterlijk binnen een termijn van 3 maanden betaald door storting op het rekeningnummer dat door elk Gewest wordt gecommuniceerd.”.

HOOFDSTUK VII. – Invoering van hoofdstuk IV/4 - Verslaggeving aan de Commissie

Artikel 10

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw hoofdstuk IV/4 ingevoerd, met als titel “HOOFDSTUK IV/4. – Verslaggeving aan de Commissie”.

Dit hoofdstuk bevat het volgende artikel 22/15:

“Artikel 22/15. §1. De Interregionale Commissie voor de UPV staat in voor de verslaggeving aan de Europese Commissie, overeenkomstig artikel 56 van de Verordening (EU) 2025/40.

§2. De Interregionale Commissie voor de UPV bezorgt aan de bevoegde diensten van de Federale overheid de gegevens inzake verpakkingsafval die nodig zijn voor de verplichte rapporteringen aan de Europese Commissie in het kader van de Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu, voor zover deze gegevens door haar kunnen worden ingezameld in het kader van haar normale werking en haar bevoegdheden.”.

HOOFDSTUK VIII. – Invoering van hoofdstuk IV/5 - Bijzondere bepalingen inzake het statiegeldsysteem

Artikel 11

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw hoofdstuk IV/5 ingevoerd, met als titel “HOOFDSTUK IV/5. – Bijzondere bepalingen inzake het statiegeldsysteem.”.

Het hoofdstuk bevat de volgende artikelen 22/16 en 22/17:

“Artikel 22/16. §1. Uiterlijk op 1 januari 2029 moeten de producenten van de drankverpakkingen vermeld in artikel 50.1 van de Verordening (EU) 2025/40, met uitzondering van de drankverpakkingen vermeld in de punten a) tot en met d) van artikel 50.4 van de Verordening (EU) 2025/40, op een collectieve wijze voldoen aan de doelstelling inzake gescheiden inzameling, zoals voorzien in artikel 50.1 van de Verordening (EU) 2025/40.

§2. De producenten bedoeld in §1 duiden een vereniging zonder winstoogmerk aan als kandidaat systeembeheerder voor het statiegeldsysteem bedoeld in artikel 50.2 van de Verordening (EU) 2025/40, die ten laatste op 30 juni 2027 een aanvraag zal indienen bij de Interregionale Commissie voor de UPV om aanvaard te worden als systeembeheerder overeenkomstig artikel 22/17. De aanvraag en de eventuele aanvaarding ervan staan los van de beslissing om al dan niet een statiegeldsysteem in te voeren.

§3. De beslissing om een statiegeldsysteem in te voeren overeenkomstig artikel 50.2 van de Verordening (EU) 2025/40, zal worden genomen door middel van een door de drie Gewestregeringen gesloten uitvoerend Samenwerkingsakkoord, waarin ook de concrete modaliteiten van het statiegeldsysteem worden vastgelegd.

Het statiegeldsysteem zal minstens aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° Het statiegeldsysteem is toegankelijk voor de hele bevolking en voor alle producenten van de betrokken verpakkingen.*
- 2° Het statiegeldsysteem heeft een positieve invloed op de openbare netheid.*
- 3° Het systeem is aangepast aan de typologie en de noden van de verschillende gebieden, alsook aan de dichtheid en de samenstelling van de bevolking, de specifieke territoriale kenmerken van elk Gewest en de gewestelijke behoeften.*
- 4° Het door het statiegeldsysteem ingezamelde verpakkingsafval wordt ter beschikking gesteld van de systemen van inzameling en verwerking die georganiseerd en gefinancierd worden door de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, volgens billijke financiële voorwaarden die overeen te komen zijn tussen partijen. Het uitvoerend samenwerkingsakkoord werkt de uitvoeringsmodaliteiten van deze regel uit en kan voorzien in de mogelijkheid om van de regel af te wijken, indien, ten minste, gelijkwaardige garanties kunnen worden geboden, met name op het gebied van hoogwaardige en lokale sortering en recyclage.*
- 5° Het statiegeldsysteem respecteert steeds de privacy van de gebruikers, conform de geldende regelgeving en met name de Algemene verordening gegevensbescherming.*
- 6° Inkomsten uit niet-terugbetaalde statiegelden mogen geen "winsten" genereren voor de producenten die de verpakking waarop het statiegeld geheven wordt, op de markt brengen.*
- 7° De systeembeheerder deelt alle kerncijfers van het statiegeldsysteem op transparante wijze mee aan het publiek; vóór publicatie moeten alle overeenkomstige cijfers en berekeningen controleerbaar zijn door het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV.*

Het uitvoerend samenwerkingsakkoord vermeld in het eerste lid wordt tot stand gebracht na overleg met de systeembeheerder voor het statiegeldsysteem die overeenkomstig artikel 22/17 aanvaard werd en met de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, en zal minstens 24 maanden voorzien tussen het sluiten van het uitvoerend samenwerkingsakkoord en het concreet invoeren van het statiegeld.

Artikel 22/17. §1. De systeembeheerder voor het statiegeldsysteem, zoals bedoeld in de Bijlage X van de Verordening (EU) 2025/40 is een vereniging zonder winstoogmerk die hetzij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong is, met een marktaandeel van minstens 50% van de aan het statiegeldsysteem onderworpen verpakkingen die door de producenten op de Belgische markt worden gebracht, hetzij een derde partij is, die exclusieve samenwerkingsovereenkomsten heeft gesloten met één of meerdere organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong is, die samen een marktaandeel van minstens 50% hebben van de aan het statiegeldsysteem onderworpen verpakkingen die door de producenten op de Belgische markt worden gebracht.

De systeembeheerder wordt aanvaard door de Interregionale Commissie voor de UPV overeenkomstig de bepalingen in §3.

§2. Indien de systeembeheerder, bedoeld in §1, een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong is, moet hij aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° er is een volledig gescheiden boekhouding tussen de activiteiten als organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en als systeembeheerder;*
- 2° de systeembeheerder sluit een samenwerkingsovereenkomst met elke andere organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong die een goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid heeft bekomen van de Interregionale Commissie voor de UPV, onder voorwaarden die gelijk zijn aan de voorwaarden waaraan de systeembeheerder in zijn hoedanigheid van organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zelf kan werken;*
- 3° een uitgebreid financieel plan toont aan dat er, binnen de activiteiten als systeembeheerder, voldoende financiële middelen zullen ter beschikking zijn om de taak van een systeembeheerder naar behoren te kunnen vervullen.*

Indien de systeembeheerder, bedoeld in §1, een derde partij is, moet hij aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de systeembeheerder staat in voor het praktische beheer van het statiegeldsysteem;*
- 2° de systeembeheerder sluit een uniforme samenwerkingsovereenkomst aan gelijke voorwaarden met elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong die een goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid heeft bekomen van de Interregionale Commissie voor de UPV;*
- 3° de systeembeheerder zorgt voor de controleerbaarheid en de transparantie van alle kerncijfers en maakt de nodige afspraken met de voornoemde organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor het uitwisselen van alle relevante gegevens, met het oog op de controle door en rapportage aan de Interregionale Commissie voor de UPV;*
- 4° een uitgebreid financieel plan toont aan dat er voldoende financiële middelen zullen ter beschikking zijn om de taak van een systeembeheerder naar behoren te kunnen vervullen.*

§3. De vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in §1 dient bij de Interregionale Commissie voor de UPV, tegen ontvangstbewijs, een schriftelijke aanvraag in om aanvaard te worden als de Belgische systeembeheerder voor het statiegeldsysteem, bedoeld in §1.

De Interregionale Commissie voor de UPV beoordeelt binnen een termijn van 18 weken na de ontvangst van de aanvraag of deze volledig is en voldoet aan het geheel van de voorwaarden van §2. Indien de aanvraag onvolledig is, dient de aanvrager zijn aanvraag te vervolledigen. Indien ze niet voldoet aan de voorwaarden van §2, moet ze aangepast worden om daarmee in overeenstemming te worden gebracht. De termijn van 18 weken begint pas te lopen na de ontvangst van een volledige aanvraag die voldoet aan alle voorwaarden van §2.

De aanvaarding als systeembeheerder is niet beperkt in de tijd, maar kan op elk moment door de Interregionale Commissie voor de UPV op gemotiveerde wijze worden ingetrokken,

wanneer zou blijken dat de systeembeheerder niet langer voldoet aan de voorwaarden van huidige Samenwerkingsakkoord of aan de voorwaarden van het uitvoerend Samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 22/16, §3.

Elke beslissing tot aanvaarding of intrekking van de aanvaarding als systeembeheerder wordt integraal gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad.

§4. De systeembeheerder voor het statiegeldsysteem, bedoeld in §1, die aanvaard is overeenkomstig de bepalingen in §3, heeft als enige op het Belgische grondgebied het recht en de taak om het statiegeldsysteem te beheren. Deze systeembeheerder is onderworpen aan de volgende bijzondere verplichtingen:

- a) de systeembeheerder voldoet aan de voorwaarden van de punten b), g), h), i), j) en o) van Bijlage X van de Verordening (EU) 2025/40;*
- b) de systeembeheerder antwoordt op elke vraag van de Interregionale Commissie voor de UPV in het kader van de controle en de rapportage, in toepassing van punt k) van Bijlage X van de Verordening (EU) 2025/40;*
- c) de systeembeheerder waakt erover dat elke economische actor die aan het statiegeldsysteem onderworpen verpakte producten in België beschikbaar maakt op de markt, het statiegeld aanrekent, behalve in het geval dat het product geconsumeerd wordt in de horecasector, waarbij de levering, opening, consumptie en teruggave volledig ter plekke gebeurt;*
- d) de systeembeheerder meldt elke relevante wijziging aan zijn systeem en zijn werking voorafgaandelijk aan de Interregionale Commissie voor de UPV."*

HOOFDSTUK IX – Wijzigingen aan hoofdstuk V. – De Interregionale Commissie voor de UPV en de bevoegde Gewestelijke administratie.

Artikel 12

§1. Aan artikel 23 van het Samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- Aan het eerste lid van §1 wordt de volgende zin toegevoegd: *"De roepnaam van de "Interregionale Commissie voor de UPV" is "EPRiBEL"."*
- Aan het derde lid van dezelfde paragraaf wordt de volgende zin toegevoegd: *"Naast deze negen leden, worden er ook, voor beide afdelingen, drie waarnemers aangeduid door de Federale overheid, waarvan telkens één aangeduid wordt door de federale ministers bevoegd voor het leefmilieu, voor economie en voor financiën."*
- Aan het vierde lid van dezelfde paragraaf wordt de volgende zin toegevoegd: *"De Interregionale Commissie voor de UPV is ook de bevoegde autoriteit bedoeld in artikel 40.1 van de Verordening (EU) 2025/40."*

§2. De tweede paragraaf wordt vervangen door de volgende bepaling:

"§2. Het Permanent Secretariaat beschikt voor het vervullen van de administratieve en technische opdrachten die haar toekomen, over personeelsleden die contractueel worden aangeworven door de Interregionale Commissie voor de UPV.

De eigen personeelsleden van het Permanent Secretariaat worden bij arbeidsovereenkomst aangeworven en vallen onder het gezag van de algemeen directeur. Het dagelijkse toezicht op de werking van elk personeelslid wordt verzekerd door het lid

van het directiecomité dat hiervoor wordt aangeduid door het arbeidsreglement en het organogram, hetwelk lid instaat voor de jaarlijkse evaluatie van dat personeelslid volgens de modaliteiten bepaald in het arbeidsreglement, zoals bedoeld in artikel 23/2, §2. Het personeel wordt, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, aangeworven op basis van de functieomschrijvingen bedoeld in artikel 23/2, §2. Het personeel voert zijn opdrachten uit op de zetel van de Interregionale Commissie voor de UPV, zonder afbreuk te doen aan de mogelijkheid tot thuiswerk.

Het beginsalaris van de eigen personeelsleden van het Permanent Secretariaat zal, per niveau, bepaald worden op basis van de gemiddelde verloningen in de 3 Gewesten. De salarissen worden gekoppeld aan de spilindex en kunnen, mits een gunstige personeelsevaluatie en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, door het "Beslissingsorgaan verpakkingen" van de Interregionale Commissie voor de UPV, op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV", bijkomend verhoogd worden met de gemiddelde anciënniteitsverhoging voor de ambtenaren van de 3 Gewesten. Voor alle eigen personeelsleden met een gunstige personeelsevaluatie wordt jaarlijks dezelfde anciënniteitsverhoging toegepast. De modaliteiten voor het bepalen van de beginsalarissen en voor de anciënniteitsverhogingen worden verder uitgewerkt in het arbeidsreglement, bedoeld in artikel 23/2, §2.

De eigen personeelsleden oefenen hun functie op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit. Buiten de uitoefening van hun ambt vermijden zij elke handelwijze die het vertrouwen van het publiek in hun dienst kan aantasten."

§3. De derde paragraaf wordt vervangen door de volgende bepaling:

"§3. Personeelsleden van de Gewesten kunnen ter beschikking gesteld worden van de Interregionale Commissie voor de UPV, op vraag van het Permanent Secretariaat of van de bevoegde gewestelijke administratie.

De Gewesten stellen uitsluitend personeel ter beschikking dat onderworpen is aan het statuut of personeelsleden met een contract voor onbepaalde duur.

Het aantal leden van het Permanent Secretariaat dat ter beschikking gesteld wordt door elke Gewestelijke Regering, is beperkt tot maximum het aantal personeelsleden per niveau dat voor elk Gewest in het organogram voorzien is, overeenkomstig artikel 23/2, §2.

De algemeen directeur van het Permanent Secretariaat maakt met elk Gewest de nodige praktische afspraken over de organisatie van de terbeschikkingstellingen en de aanwervingen, waarbij de volgende richtregels worden gerespecteerd:

- enkel voor niet-ingevulde functies kan de bevoegde gewestelijke administratie overgaan tot een terbeschikkingstelling personeelsleden;*
- de algemeen directeur van het Permanent Secretariaat wordt door de bevoegde gewestelijke administratie actief betrokken bij alle procedures voor de terbeschikkingstelling van en alle procedures voor de aanwerving van personeelsleden met het oog op hun terbeschikkingstelling;*
- de algemeen directeur van het Permanent Secretariaat kan de voorgestelde terbeschikkingstelling weigeren, mits motivering op basis van de voorwaarden die voor de functie zijn vastgelegd door de Interregionale Commissie voor de UPV;*

- *indien het organogram niet volledig is ingevuld en de bevoegde gewestelijke administratie niet wenst over te gaan tot een terbeschikkingstelling personeelsleden, organiseert het Permanent Secretariaat een eigen aanwervingsprocedure, waaraan de bevoegde gewestelijke administratie wordt uitgenodigd om deel te nemen.*

De ter beschikking gestelde ambtenaren en personeelsleden oefenen hun functie op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit. Buiten de uitoefening van hun ambt vermijden zij elke handelwijze die het vertrouwen van het publiek in hun dienst kan aantasten.”.

§4. De vierde paragraaf wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§4. De leden van het Permanent Secretariaat die ter beschikking gesteld zijn door de Gewestelijke Regeringen, blijven, behalve in geval van verlof wegens opdracht, onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn, behoudens andersluidende bepaling in het tweede lid van deze paragraaf, in §5 van dit artikel of in het artikel 23/2, §1 van huidig Samenwerkingsakkoord.

Het dagelijkse toezicht op de werking van elk lid van het Permanent Secretariaat wordt verzekerd door het lid van het directiecomité dat hiervoor wordt aangeduid door het huishoudelijk reglement en het organogram, hetwelk lid instaat voor de personeelsevaluaties volgens de modaliteiten bepaald in het huishoudelijk reglement, zoals bedoeld in artikel 23/2, §3.”.

§5. Er wordt een vijfde paragraaf ingevoegd, die luidt als volgt:

“§5. De personeelsleden van het Permanent Secretariaat en de personeelsleden die ter beschikking gesteld wordt door de gewestelijke administraties, die uitstekend presteren ten opzichte van de verwachtingen in de planning, komen in aanmerking voor een toelage voor buitengewoon functioneren. Deze toelage wordt binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, op voorstel van het directiecomité toegekend door het Beslissingsorgaan “Verpakkingen” van de Interregionale Commissie voor de UPV, aan één of meerdere personeelsleden. De maximale hoogte van de toelage zal gebaseerd zijn op wat gebruikelijk is bij de Gewesten en de modaliteiten voor de toekenning worden verder uitgewerkt in respectievelijk het arbeidsreglement, bedoeld in artikel 23/2, §2, voor het eigen personeel en het huishoudelijk reglement, bedoeld in artikel 23/2, §3 voor het ter beschikking gestelde personeel.”.

Artikel 13

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 23/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 23/1. §1. Het budget van de Interregionale Commissie voor de UPV bestaat uit enerzijds een personeelsbudget, betreffende de kosten voor het eigen personeel, en anderzijds een werkingsbudget. Het werkingsbudget wordt gefinancierd overeenkomstig artikel 25.

§2. Het personeelsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV wordt gefinancierd door de eigen inkomsten van de Interregionale Commissie voor de UPV, die afkomstig zijn uit de beboeting van overtreeders, en door kredieten die als een aparte lijn ingeschreven worden op de algemene uitgavenbegroting van elk Gewest. Deze kredieten worden ter beschikking gesteld vanaf het begrotingsjaar 2026 en worden berekend op de volgende wijze:

- *het basisbedrag wordt voor het begrotingsjaar 2026 vastgesteld op een bedrag van 3.000.000 EUR, dat overeenstemt met een personeelsbestand van 34 VTE's; indien het basisbedrag te hoog of te laag is om dit personeelsbestand te financieren, kan het basisbedrag verminderd, respectievelijk verhoogd worden door middel van een door de drie Gewestregeringen gesloten uitvoerend Samenwerkingsakkoord; het al dan niet aangepaste basisbedrag wordt jaarlijks in januari verhoogd met 2% voor elke overschrijding van de spilindex in het voorgaande jaar en wordt vervolgens verhoogd met 1%, als forfaitaire inschatting van de evolutie van de loonschalen;*
- *het geïndexeerde basisbedrag wordt verminderd met de geschatte opbrengsten in het begrotingsjaar van de retributies bedoeld in artikel 22/1 en met de geschatte opbrengsten in het begrotingsjaar van de retributies die toekomen aan de Interregionale Commissie voor de UPV krachtens het Samenwerkingsakkoord van 13 juli 2021 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de coördinatie van het beleid inzake grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen;*
- *het geïndexeerde basisbedrag wordt vervolgens verminderd met het deel van het geïndexeerde basisbedrag dat overeenkomt met de afvalstromen waarvoor aan de producenten nog geen maatregelen inzake Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid werden opgelegd door middel van een uitvoerend samenwerkingsakkoord, overeenkomstig de bepalingen van Boek II van het Samenwerkingsakkoord betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil; indien het resultaat van deze berekening een verminderd geïndexiseerd basisbedrag oplevert dat negatief is, wordt dit bedrag verrekend in het werkingsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV;*
- *het verminderde geïndexeerde basisbedrag wordt toegewezen aan elk van de Gewesten overeenkomstig de verdeelsleutel van artikel 25, tweede lid;*
- *het bedrag per Gewest wordt verminderd met het deel van het geïndexeerde basisbedrag dat overeenkomt met de ambtenaren en personeelsleden die door de Gewestregering ter beschikking worden gesteld, zoals voorzien in artikel 23, §2;*
- *indien de som van de berekende bedragen voor de 3 gewesten hoger ligt dan de totale geschatte werkelijke personeelskosten voor de Interregionale Commissie voor de UPV, rekening houdend met de werkelijke salarissen, de reële anciënniteiten en de verschillende bijkomende vergoedingen, toegekend overeenkomstig het arbeidsreglement bedoeld in artikel 23/2, §2, zal het verschil tussen beiden afgetrokken worden van het te financieren basisbedrag en zullen de 2 vorige stappen herhaald worden;*
- *indien het resultaat van deze berekening voor een Gewest een te financieren bedrag oplevert dat negatief is, wordt dit bedrag verrekend in de bijdrage van dat Gewest aan het werkingsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV; indien het resultaat na deze verrekening nog steeds negatief is, moet dit bedrag worden terugbetaald aan het Gewest, bij wijze van tussenkomst in de personeelskosten verbonden aan het door de gewestelijke administratie aan het Permanent Secretariaat ter beschikking gestelde personeel.*

De algemeen directeur van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV maakt jaarlijks en ten laatste in de maand mei de berekening, overeenkomstig het vorige lid, van de door elk Gewest in het volgende begrotingsjaar werkelijk verschuldigde bijdragen aan het personeelsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV. Het

Beslissingsorgaan "Verpakkingen" van de Interregionale Commissie voor de UPV valideert deze berekening en neemt de nodige maatregelen om de financiering van dit budget door de Gewesten te bekomen.

Elk Gewest stort de verschuldigde bijdrage aan het personeelsbudget tijdig op de rekening van de Interregionale Commissie voor de UPV, zodat de salarissen op een correcte wijze kunnen uitbetaald worden. Indien er een negatief bedrag verschuldigd is door een Gewest, zal de Interregionale Commissie voor de UPV ten laatste op 30 september een betaling van dit bedrag doen aan het Gewest, volgens de modaliteiten bepaald door het Gewest."

Artikel 14

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 23/2 ingevoerd, dat luidt als volgt:

"Art. 23/2. §1. Het "Beslissingsorgaan verpakkingen", keurt elk jaar, in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV", het werkprogramma van het Permanent secretariaat goed. Het bepaalt de jaarlijkse doelstellingen die de algemeen directeur, de administratief directeur en de andere diensthoofden van het Permanent Secretariaat moeten bereiken. De algemeen directeur en de administratief directeur van het Permanent Secretariaat worden elk jaar door het beslissingsorgaan "Verpakkingen" geëvalueerd, rekening houdend met de voor hen vastgestelde doelstellingen. Het beslissingsorgaan kan zich hiervoor laten bijstaan door een externe dienstverlener die door hem wordt aangeduid.

Deze evaluaties worden desgevallend meegedeeld aan de gewestelijke administratie die deze leden ter beschikking stelt.

De modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie van de algemeen directeur en de administratief directeur van het Permanent Secretariaat worden vastgelegd in het in §3 bedoelde huishoudelijk reglement.

§2. Het "Beslissingsorgaan verpakkingen", bepaalt, op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV", het organogram van het Permanent Secretariaat en bepaalt de functieomschrijvingen voor de personeelsleden van het Permanent Secretariaat.

Op basis van het organigram en de functieomschrijvingen, legt het "Beslissingsorgaan verpakkingen", op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV", het personeels- en taalkader vast. De gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn van toepassing.

Op basis van het organigram en de functieomschrijvingen, keurt het "Beslissingsorgaan verpakkingen", op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV", het ontwerp van arbeidsreglement goed. Het arbeidsreglement wordt vervolgens in uitvoering gebracht volgens de procedure bepaald door de Koning overeenkomstig artikel 15septies van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

§3. Het Permanent Secretariaat heeft een algemeen directeur en een directiecomité, waarin de 3 Gewesten vertegenwoordigd zijn en dat concreet bestaat uit de algemeen directeur en de diensthoofden, waarbij één van deze diensthoofden tevens de functie van administratief

directeur vervult. De werking van het Permanent Secretariaat wordt geregeld door een huishoudelijk reglement, dat door het "Beslissingsorgaan verpakkingen", in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV", wordt goedgekeurd. Dit huishoudelijke reglement verduidelijkt de respectievelijke bevoegdheden van de algemeen directeur en het directiecomité.

De algemeen directeur, de administratief directeur en de diensthoofden worden aangesteld door het "Beslissingsorgaan verpakkingen", in samenspraak met het "Beslissingsorgaan UPV".

Het dagelijks beheer van het Permanent Secretariaat is de bevoegdheid van de algemeen directeur, behoudens specifieke toewijzing van bevoegdheden in het huishoudelijk reglement en delegatie van bevoegdheden door de algemeen directeur. De diensthoofden en de administratief directeur hebben elk een inhoudelijke taakomschrijving, waarbinnen zij het beleid voorbereiden. Het directiecomité verzekert de coherentie van het beleid tussen de diensten onderling. Alle principiële beslissingen en in het bijzonder deze beslissingen die door dit samenwerkingsakkoord aan het beslissingsorgaan worden voorbehouden, worden voorafgaandelijk besproken in het directiecomité en ter goedkeuring aan het beslissingsorgaan voorgelegd.

§4. De algemeen directeur en de voorzitter van het "Beslissingsorgaan verpakkingen" vertegenwoordigen de Interregionale Commissie voor de UPV in gerechtszaken. Bij hoogdringendheid kan de algemeen directeur alleen handelen. Wanneer de gerechtszaken uitsluitend betrekking hebben op bevoegdheden van het "Beslissingsorgaan UPV" en buiten het geval van hoogdringendheid, waarin de algemeen directeur alleen handelt, wordt de Interregionale Commissie voor de UPV evenwel vertegenwoordigd door de algemeen directeur en de voorzitter van het "Beslissingsorgaan UPV".

Artikel 15

In het derde lid van artikel 24 worden in de Nederlandse taalversie de woorden "reglement van inwendige orde" vervangen door de woorden "huishoudelijk reglement".

Artikel 16

Artikel 25 van het Samenwerkingsakkoord wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 25. Het Beslissingsorgaan "Verpakkingen" van de Interregionale Commissie voor de UPV bepaalt jaarlijks en ten laatste in de maand mei, in samenspraak met het Beslissingsorgaan "UPV", het werkingsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV voor het volgende begrotingsjaar en neemt de nodige maatregelen om de financiering van dit budget door de Gewesten te bekomen. Het werkingsbudget kan opgenomen worden in de budgetten van gewestelijke instellingen of administraties, zoals de bevoegde gewestelijke administraties.

Het jaarlijks werkingsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV wordt ter beschikking gesteld door elk Gewest overeenkomstig de volgende verdeelsleutel: 58,05% voor het Vlaamse Gewest; 31,33% voor het Waalse Gewest; 10,62% voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest."

Artikel 17

In artikel 26 §1 van het Samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- Onder punt 10° worden de woorden “het organogram en” vervangen door: “binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling,”.
- Er worden punten 10/1, 10/2, 10/3 en 10/4 ingevoegd, die luiden als volgt:
 - “10/1° bepaalt binnen zijn eerste afdeling, op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met zijn tweede afdeling, het organogram van het Permanent Secretariaat en de functieomschrijvingen voor de personeelsleden van het Permanent Secretariaat;
 - 10/2° legt binnen zijn eerste afdeling en in samenspraak met zijn tweede afdeling, op voorstel van het directiecomité, het personeels- en taalkader van het eigen personeel binnen het Permanent Secretariaat vast;
 - 10/3° beslist binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling over de aanwervingen en de aanwervingsprocedure binnen het beschikbare budget en beslist over de beginsalarissen van het eigen personeel;
 - 10/4° legt binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling de voorwaarden vast voor het toekennen aan bepaalde personeelsleden van het Permanent Secretariaat van een toelage voor buitengewoon functioneren en kan jaarlijks, op voorstel van het directiecomité, deze toelage toekennen binnen het beschikbare budget;”.

Artikel 18

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 26/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 26/1. §1. Het Beslissingsorgaan van de Interregionale Commissie voor de UPV:

1° verzekert binnen zijn eerste afdeling het toezicht op de doelstellingen van artikel 3;

2° beoordeelt binnen zijn eerste afdeling de aanvragen tot registratie, zoals voorzien in artikel 22/1, en bepaalt desgevallend het kader waarbinnen het Permanent Secretariaat bepaalde aanvragen tot registratie namens het Beslissingsorgaan zal beoordelen;

3° verleent binnen zijn eerste afdeling de aanvragen tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zoals voorzien in artikel 22/4 en artikel 22/5 en weigert, wijzigt of trekt deze in en bepaalt desgevallend het kader waarbinnen het Permanent Secretariaat bepaalde aanvragen tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid namens het Beslissingsorgaan zal verlenen, weigeren, wijzigen of intrekken;

4° legt binnen zijn eerste afdeling desgevallend bijzondere voorwaarden op bij het verlenen van een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en bepaalt met name het minimumpercentage van het jaarlijkse budget dat moet toegewezen worden aan de financiering van reductie- en preventieacties, zoals voorzien in artikel 51.3 van de Verordening (EU) 2025/40;

5° bepaalt binnen zijn eerste afdeling, bij het verlenen van een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, de realistische preventiedoelstellingen, met inbegrip van doelstellingen inzake hergebruik, die de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor het geheel van haar leden moet nastreven, teneinde de globale doelstelling van artikel 43 van de Verordening (EU) 2025/40 te realiseren;

6° bepaalt binnen zijn eerste afdeling de hoogte van elke waarborg, zoals voorzien in artikel 22/8, §1, derde lid en verzoekt om de vrijmaking ervan in geval van niet uitvoering van de verplichtingen;

7° beoordeelt binnen zijn eerste afdeling de aanvragen om aanvaard te worden als systeembeheerder, zoals voorzien in artikel 22/3decies;

- 8° bepaalt binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling, de regels van interne werking van de Interregionale Commissie voor de UPV;
- 9° bepaalt binnen zijn eerste afdeling, op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met zijn tweede afdeling, het organogram van het Permanent Secretariaat en de functieomschrijvingen voor de personeelsleden van het Permanent Secretariaat;
- 10° legt binnen zijn eerste afdeling, op voorstel van het directiecomité en in samenspraak met zijn tweede afdeling, het personeels- en taalkader van het eigen personeel binnen het Permanent Secretariaat vast;
- 11° beslist binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling, over de aanwervingen en de aanwervingsprocedure binnen het beschikbare budget en beslist over de beginsalarissen van het eigen personeel;
- 12° legt binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling, de voorwaarden vast voor het toekennen aan bepaalde personeelsleden van het Permanent Secretariaat van een toelage voor buitengewoon functioneren en kan jaarlijks, op voorstel van het directiecomité, deze toelage toekennen binnen het beschikbare budget;
- 13° geeft binnen zijn tweede afdeling uitvoering aan de taken opgenomen in het Samenwerkingsakkoord betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil;
- 14° is, binnen zijn eerste afdeling, belast met het aanduiden van de personen die bevoegd zijn voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord, overeenkomstig artikel 29/1 §1 van dit samenwerkingsakkoord, en desgevallend bevoegd zijn om geldboetes op te leggen, overeenkomstig artikel 31/1 §1 van dit samenwerkingsakkoord;
- 15° is, binnen zijn tweede afdeling, belast met het aanduiden van de ambtenaren en personeelsleden van het Permanent secretariaat die bevoegd zijn voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil, overeenkomstig artikel 37 van dat samenwerkingsakkoord;
- 16° is binnen zijn eerste afdeling belast met alle andere taken die haar op grond van het samenwerkingsakkoord van 13 juli 2021 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de coördinatie van het beleid inzake grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen worden toegekend, met inbegrip van alle impliciete taken en bevoegdheden die noodzakelijk zijn om de daarin expliciet vermelde taken en bevoegdheden behoorlijk uit te kunnen oefenen;
- 17° is binnen zijn eerste afdeling belast met alle andere taken die haar op grond van dit samenwerkingsakkoord worden toegekend, met inbegrip van alle impliciete taken en bevoegdheden die noodzakelijk zijn om de expliciet vermelde taken en bevoegdheden behoorlijk uit te kunnen oefenen.

§2. De Interregionale Commissie voor de UPV verifieert binnen zijn eerste afdeling:

- 1° hoe de producenten, de gemachtigde vertegenwoordigers voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing van artikel 3, §1/3 bereiken;
- 2° de kwaliteit van de rapporteringen bedoeld in artikel 22/2.

§3. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV ondervragen de financiële auditeringsinstantie van de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid en kunnen zich voor een onderzoek laten bijstaan of vertegenwoordigen door een eigen financiële auditeringsinstantie. De leden van het

Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV zijn gelast met het toezicht op het geheel van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord.

§4. De Interregionale Commissie voor de UPV stelt jaarlijks een rapport op over haar activiteiten ten behoeve van de Gewestregeringen.”.

Artikel 19

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 27/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 27/1. De Interregionale Commissie voor de UPV formuleert binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling, voorstellen en/of adviezen voor de Gewestregeringen over:

1° haar interne werking, haar jaarlijkse begroting;

2° de wijziging van huidig samenwerkingsakkoord om wettelijke of feitelijke redenen;

3° de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing.”.

Artikel 20

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 28/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 28/1. §1. Elke bevoegde Gewestelijke administratie:

1° biedt, op verzoek van één van de partijen, haar bemiddeling aan bij gebreke aan een akkoord tussen een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en een rechtspersoon van publiekrecht die voor zijn grondgebied bevoegd is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;

2° geeft advies aan de Interregionale Commissie voor de UPV over de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing, alsook inzake de verbranding met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties;

3° geeft advies aan de Interregionale Commissie voor de UPV over de conformiteit met het Gewestelijk afvalstoffenplan van de planning van de geografische zones die worden bestreken door een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die voor de eerste keer deze activiteiten uitoefent in België en die daardoor een opstarttermijn van ten hoogste 5 jaar geniet.

§2. Bij de bemiddeling bedoeld in §1, 1° wordt een waarnemer uitgenodigd van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV.

Bij een definitieve mislukking van de bemiddeling stelt de bevoegde Gewestelijke administratie de betrokken Gewestregering hiervan in kennis.”.

HOOFDSTUK X – Wijzigingen aan hoofdstuk VI. – Controle, administratieve sancties en strafbepalingen.

Artikel 21

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 29/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 29/1. §1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren en personeelsleden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe worden aangeduid door het Beslissingsorgaan

“Verpakkingen”, evenals de ambtenaren en personeelsleden van elke bevoegde administratie van het Gewest die specifiek zijn aangewezen door hun regering om op te treden in het kader van dit samenwerkingsakkoord, belast met het toezicht op de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord. De Gewesten waken over de naleving door de hiertoe aangeduide ambtenaren en personeelsleden van de bevoegde administratie van het Gewest van de algemene controlerichtlijnen opgesteld door de Interregionale Commissie voor de UPV.

De contractuele personeelsleden die met de toezichtstaken beschreven in dit hoofdstuk worden belast, leggen in die hoedanigheid de eed af.

De met toezicht belaste ambtenaren en personeelsleden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV, evenals de ambtenaren en personeelsleden van de bevoegde administratie van het Gewest die hiertoe zijn aangewezen door hun regering, hebben de mogelijkheid zich te laten bijstaan door de gewone politie.

De toezichthouders oefenen het toezicht onafhankelijk en neutraal uit. Zij moeten hun taak naar behoren kunnen vervullen en krijgen daartoe de nodige middelen ter beschikking. Zij mogen geen nadeel ondervinden van de taak die zij als toezichthouder vervullen.

De met toezicht belaste ambtenaren en personeelsleden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV hebben een legitimatiebewijs bij zich, dat uitgereikt wordt door de directeur van het Permanent Secretariaat en tonen dat desgevraagd onmiddellijk.

§2. Elke producent, elke gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is gehouden om, op verzoek van de in de eerste paragraaf vernoemde personen, alle documenten en briefwisseling ter beschikking te stellen en mondeling of schriftelijk alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van zijn verplichtingen krachtens de Verordening (EU) 2025/40 en dit samenwerkingsakkoord te verstrekken.

Wanneer de documenten en briefwisseling door middel van een geïnformatiseerd systeem worden gehouden, opgemaakt, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben de in de eerste paragraaf vernoemde personen het recht zich de op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. De in de eerste paragraaf genoemde personen kunnen eveneens de in het eerste lid van deze paragraaf vermelde persoon verzoeken om in hun bijzijn en met zijn uitrusting kopies te maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, evenals om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht om de controle uit te oefenen op de naleving van de verplichtingen van de Verordening (EU) 2025/40 en dit samenwerkingsakkoord.

§3. Elke producent, elke gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en elke organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is gehouden om op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang te verlenen tot de ruimten waar de activiteit wordt uitgeoefend, voor zover deze ruimten niet gebruikt worden voor bewoning, teneinde de in de eerste paragraaf vernoemde personen in staat te stellen de naleving van de verplichtingen van de Verordening (EU) 2025/40 en van huidig samenwerkingsakkoord te controleren.

Als ruimten waar een activiteit wordt uitgeoefend, moeten onder meer worden beschouwd burelen, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als fabriek, werkplaats of opslagplaats gebruikt worden."

Artikel 22

In het Samenwerkingsakkoord wordt een artikel 31/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

"Art. 31/1. §1. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe worden aangeduid door het Beslissingsorgaan "Verpakkingen", kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de producent of de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die, voorafgaand aan het ter beschikking stellen op de Belgische markt van verpakkingen of verpakte producten, geen aanvraag tot registratie doet bij de Interregionale Commissie voor de UPV en die niet aansluit bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, zoals opgelegd door artikel 22/1, §1, 3de lid. De administratieve geldboete bedraagt 5.000 euro.

De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe worden aangeduid door het Beslissingsorgaan "Verpakkingen", kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de producent of de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid waarvan de aanvraag tot registratie geweigerd werd en die nalaat om, binnen een termijn van 3 weken, een nieuwe aanvraag te doen of aan te sluiten bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. De administratieve geldboete bedraagt 5.000 euro.

De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe worden aangeduid door het Beslissingsorgaan "Verpakkingen", kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die, voorafgaand aan haar activiteiten op de Belgische markt, geen aanvraag tot registratie doet bij de Interregionale Commissie voor de UPV of die zijn registratie niet tijdig vernieuwt, zoals opgelegd door artikel 22/1, §1, 4de lid. De administratieve geldboete bedraagt 50.000 euro.

De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe worden aangeduid door het Beslissingsorgaan "Verpakkingen", kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid waarvan de aanvraag tot registratie geweigerd of ingetrokken werd en die nalaat om, binnen een termijn van 6 weken, een nieuwe aanvraag te doen of haar activiteiten op de Belgische markt stop te zetten. De administratieve geldboete bedraagt 50.000 euro.

§2. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe worden aangeduid door het Beslissingsorgaan "Verpakkingen", kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de producent, de gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid die niet voldoet aan de verplichtingen van artikel 22/2 inzake rapportering. De administratieve geldboete bedraagt 5.000 euro.

§3. Indien er binnen de drie jaar na het opleggen van een administratieve geldboete, een nieuwe overtreding wordt gepleegd, worden de bedragen vermeld in dit artikel verdubbeld.”.

Artikel 23

In het tweede lid van artikel 32, §1 wordt in de Franse taalversie het woord “euro” vervangen door “euros”.

Artikel 24

In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 33/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 33/1. §1. Als toezichthouders, zoals bedoeld in artikel 29/1, vaststellen dat een inbreuk dreigt op te treden, kunnen zij alle raadgevingen geven die zij nuttig achten om dat te voorkomen.

Als toezichthouders, zoals bedoeld in artikel 29/1, bij de uitoefening van hun toezichtopdracht een inbreuk vaststellen, kunnen zij de vermoedelijke overtreder en eventuele andere betrokkenen aanmanen om de nodige maatregelen te nemen om deze inbreuk te beëindigen, de gevolgen ervan geheel of gedeeltelijk ongedaan te maken of een herhaling ervan te voorkomen.

§2. Bij de vaststelling van een inbreuk kunnen de toezichthouders, zoals bedoeld in artikel 29/1, een verslag van vaststelling opstellen. Ze bezorgen dat onmiddellijk aan de leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV die hiertoe zijn aangeduid door het Beslissingsorgaan, overeenkomstig artikel 31/1. Ze bezorgen gelijktijdig een kopie van het verslag van vaststelling aan de vermoedelijke overtreder.

§3. Bij de vaststelling van een inbreuk kunnen de toezichthouders, zoals bedoeld in artikel 29/1, de identiteit controleren van de vermoedelijke overtreder.

De identiteitsstukken die aan de toezichthouder worden overhandigd, moeten na verificatie van de identiteit onmiddellijk aan de betrokkene worden teruggegeven.

Bij gebrek aan een identiteitskaart wordt aan de vermoedelijke overtreder de mogelijkheid geboden om zijn identiteit op een andere wijze te bewijzen.”.

Artikel 25

In het Samenwerkingsakkoord wordt een artikel 34/1 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 34/1. §1. Binnen een termijn van zestig dagen na de ontvangst van het verslag van vaststelling, waarin een inbreuk wordt vastgesteld door een toezichthouder, zoals bedoeld in artikel 29/1, kan het lid van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV dat hiertoe is aangeduid door het Beslissingsorgaan, overeenkomstig artikel 31/1, de vermoedelijke overtreder op de hoogte brengen van het voornemen om een administratieve geldboete op te leggen. De vermoedelijke overtreder wordt uitgenodigd om binnen een termijn van dertig dagen die volgt op de kennisgeving van dit bericht schriftelijk zijn verweer mee te delen.

Tevens wordt de vermoedelijke overtreder erop gewezen dat hij:

1° op verzoek de documenten waarop het voornemen tot het opleggen van een administratieve geldboete berust, kan inzien en er kopieën van kan krijgen;
2° mondeling zijn schriftelijke verweer kan toelichten. De vermoedelijke overtreder richt daartoe binnen dertig dagen na de kennisgeving een aanvraag aan het lid van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV dat hiertoe is aangeduid door het Beslissingsorgaan, overeenkomstig artikel 31/1.

§2. Het lid van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV dat hiertoe is aangeduid door het Beslissingsorgaan, overeenkomstig artikel 31/1, kan de toezichthouder, zoals bedoeld in artikel 29/1, verzoeken om aanvullende inlichtingen te verstrekken.

§3. Binnen een termijn van negentig dagen na de kennisgeving van het bericht bedoeld in §1 beslist het lid van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV dat hiertoe is aangeduid door het Beslissingsorgaan, overeenkomstig artikel 31/1, over het opleggen van een administratieve geldboete. Het lid brengt de (vermoedelijke) overtreder op de hoogte van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief of betekent de beslissing bij deurwaardersexploit binnen een termijn van één maand na het nemen van de beslissing, op straffe van verval van de geldboete.

Met inachtneming van de bepalingen van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, vermeldt de beslissing minstens het eventueel opgelegde bedrag, de beroepsmogelijkheden en de voorwaarden van het beroep, alsmede de termijn waarbinnen en de manier waarop de administratieve geldboete desgevallend moet worden betaald.

§4. Tegen de beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, zoals voorzien in §3, kan degene aan wie de boete werd opgelegd, beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg. Het beroep wordt op basis van de artikelen 1034/1 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ingesteld bij verzoekschrift op tegenspraak. De rechtbank te Brussel is territoriaal bevoegd. De termijn voor het instellen van het beroep bedraagt drie maanden te rekenen vanaf de betekening of de kennisgeving van de beslissing. Deze termijn wordt voorgeschreven op straffe van verval. De Interregionale Commissie voor de UPV treedt op als verwerende partij in dit beroep.

Het beroep schorst de beslissing niet. Indien beroep wordt ingesteld, wordt de betaalde boete door de Interregionale Commissie voor de UPV geconsigneerd op de Deposito- en Consignatiekas in afwachting van de definitieve uitspraak. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel is evenwel gemachtigd om de tenuitvoerlegging te schorsen van de beslissing tot het opleggen van de geldboete waartegen het beroep is gericht, indien de tenuitvoerlegging ernstige gevolgen kan hebben voor de betrokkene.

De rechtbank van eerste aanleg te Brussel is gemachtigd om de administratieve geldboete te verlagen tot onder het wettelijke minimum, indien verzachtende omstandigheden voorhanden zijn. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel is eveneens gemachtigd om opschorting van tenuitvoerlegging van straffen te verlenen, wanneer de hiervoor vereiste omstandigheden voorhanden zijn.

§5. De administratieve geldboete moet worden betaald binnen een termijn van drie maanden, die aanvangt de dag na de betekening of kennisgeving van de beslissing. Zij kan worden voldaan door storting op of overschrijving naar de rekening van de Interregionale Commissie voor de UPV. De beslissing vermeldt uitdrukkelijk dit rekeningnummer en de vermelding die de betaling moet vergezellen.

§6. Bij gebreke aan betaling van de administratieve geldboete binnen de drie maanden na kennisgeving, stuurt de Directeur van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV de beslissing met een verzoek tot invordering naar de dienst die binnen de Federale Overheidsdienst Financiën instaat voor de niet-fiscale invorderingen.

§7. De administratieve geldboete komt toe aan de Interregionale Commissie voor de UPV.”.

HOOFDSTUK XI. – Wijzigingen aan hoofdstuk VIII. – Slotbepalingen.

Artikel 26

§1. In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 38 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 38. De in de artikelen 22/1, 22/4 en 29/1 bedoelde persoonsgegevens hebben uitsluitend betrekking op contactgegevens van natuurlijke personen die de hoedanigheid hebben van producent of gemachtigd vertegenwoordiger, of die optreden als vertegenwoordiger van de producent of de gemachtigd vertegenwoordiger, zoals hun telefoonnummer, e-mailadres of postadres.

De verantwoordelijke voor de gegevensverwerking is de Interregionale Commissie voor de UPV. De ambtenaren en personeelsleden van elke bevoegde administratie van het Gewest die overeenkomstig artikel 29/1 worden aangeduid, zijn eveneens verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

De verantwoordelijken voor de gegevensverwerking verwerken de persoonsgegevens van de betrokkenen om:

- een register van producenten bij te houden en een goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te verlenen, overeenkomstig de artikelen 44 tot en met 47 van de Verordening (EU) 2025/40;*
- de naleving van artikel 22/1 betreffende het register te controleren;*
- de naleving van artikel 22/4 betreffende de goedkeuring inzake de nakoming van de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid te controleren;*
- controleopdrachten uit te voeren om na te gaan of de producent of de gemachtigd vertegenwoordiger zijn verplichtingen inzake het beheer van verpakkingsafval nakomt, overeenkomstig artikel 29/1;*
- administratieve boetes op te leggen aan producenten of gemachtigde vertegenwoordigers in het kader van de regeling inzake de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid, overeenkomstig artikel 34/1.*

De persoonsgegevens worden maximaal 5 jaar bewaard, te rekenen vanaf de datum waarop deze gegevens zijn doorgegeven.”

§2. In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 39 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 39. §1. Overeenkomstig artikel 44, lid 13, van de Verordening (EU) 2025/40 zal het in hoofdstuk IV/1 bedoelde register van producenten gemakkelijk toegankelijk en kosteloos zijn en openbaar worden gemaakt, zonder afbreuk te doen aan de bescherming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie overeenkomstig het toepasselijke Unierecht en het nationale recht.

§2. De persoonsgegevens die zijn opgenomen in de administratieve boetes die aan producenten of gemachtigde vertegenwoordigers worden opgelegd in het kader van de regeling inzake de Uitgebreide Producentenaansprakelijkheid, overeenkomstig artikel 34/1, worden niet openbaar gemaakt.”

§3. In het Samenwerkingsakkoord wordt een nieuw artikel 40 ingevoerd, dat luidt als volgt:

“Art. 40. §1. De volgende artikelen en bijlagen treden in werking op de dag dat Verordening (EU) 2025/40 van toepassing wordt:

- *artikel 1, §1/1;*
- *artikel 3, §1/1, 3, §1/2 en 3, §1/3;*
- *artikel 4/1;*
- *de artikelen 22/1 tot en met 22/17;*
- *artikel 26/1, 27/1 en 28/1;*
- *artikel 29/1;*
- *artikel 31/1, 33/1 en 34/1;*
- *artikel 38 en 39.*

Vanaf de dag dat Verordening (EU) 2025/40 van toepassing wordt, zullen de volgende artikelen en bijlagen niet meer van toepassing zijn:

- *artikel 1, §1;*
- *artikel 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 12°, 16°, 19°, 20°, 21°, 22°, 27°, 28°, 29°, 30°, 31°;*
- *artikel 3, §1;*
- *artikel 3, §4;*
- *artikel 4 en 5;*
- *artikel 6, 7 en 8;*
- *artikel 9 en 10;*
- *artikel 11;*
- *artikel 12, 13, 14 en 14/1;*
- *artikel 15 en 16;*
- *artikel 17;*
- *artikel 18 en 19;*
- *artikel 20;*
- *artikel 21;*
- *artikel 22;*
- *artikel 26, 27 en 28;*
- *artikel 29, 30, 31, 32, 33 en 34;*
- *bijlage I.*

§2. In afwijking van §1, zal een erkenning die werd verleend overeenkomstig artikel 10 van huidig samenwerkingsakkoord geldig blijven tot zijn vervaldag. De erkenning zal worden

beschouwd als een goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in de zin van artikel 22/5 en het erkende organisme zal beschouwd worden als een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. De paragrafen 4 en 5 van artikel 22/5, inzake de wijziging en intrekking van een goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zullen van toepassing zijn op de erkenning.

De registratie bedoeld in artikel 22/1, §1, 4de lid, dient door het erkende organisme te worden aangevraagd binnen een termijn van 6 weken, te rekenen vanaf de dag dat Verordening (EU) 2025/40 in werking treedt, en de retributie voorzien in artikel 22/1, §3 is verschuldigd. De registratie zal worden goedgekeurd volgens de procedure voorzien in artikel 22/1, §5. Indien de registratie of de betaling van de retributie niet tijdig gebeurt, zal de erkenning van rechtswege vervallen.

In afwijking van het eerste lid, heeft het erkend organisme het recht om tijdens de looptijd van de erkenning een aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in de zin van artikel 22/5 in te dienen. Door het in werking treden van de goedgekeurde goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid zal de erkenning van rechtswege vervallen.”.

Hoofdstuk XII – Wijzigingen aan de bijlagen.

Artikel 27

Aan het Samenwerkingsakkoord wordt een tweede bijlage toegevoegd, die luidt als volgt:

“BIJLAGE II. HANDELINGEN VAN NUTTIGE TOEPASSING

- R 1 HOOFDGEBRUIK ALS BRANDSTOF OF ALS ANDER MIDDEL VOOR ENERGIEOPWEKKING (^{*1})*
- R 2 TERUGWINNING/REGENERATIE VAN OPLOSMIDDELEN*
- R 3 RECYCLING/TERUGWINNING VAN ORGANISCHE STOFFEN DIE NIET ALS OPLOSMIDDEL WORDEN GEBRUIKT (MET INBEGRIIP VAN COMPOSTERING EN ANDERE BIOLOGISCHE OMZETTINGSPROCESSEN) (^{*2})*
- R 4 RECYCLING/TERUGWINNING VAN METALEN EN METAALVERBINDINGEN (^{*3})*
- R 5 RECYCLING/TERUGWINNING VAN ANDERE ANORGANISCHE MATERIALEN (^{*4})*
- R 6 REGENERATIE VAN ZUREN OF BASEN*
- R 7 TERUGWINNING VAN BESTANDDELEN DIE WORDEN GEBRUIKT OM VERVUILING TEGEN TE GAAN*
- R 8 TERUGWINNING VAN BESTANDDELEN UIT KATALYSATOREN*
- R 9 HERRAFFINAGE VAN OLIE EN ANDER HERGEBRUIK VAN OLIE*
- R 10 UITRIJDEN VOOR LANDBOUWKUNDIGE OF ECOLOGISCHE VERBETERING*
- R 11 GEBRUIK VAN AFVALSTOFFEN DIE BIJ EEN VAN DE ONDER R 1 TOT EN MET R 10 GENOEMDE HANDELINGEN VRIJKOMEN*
- R 12 UITWISSELING VAN AFVALSTOFFEN VOOR EEN VAN DE ONDER R 1 TOT EN MET R 11 GENOEMDE HANDELINGEN (^{*5})*
- R 13 OPSLAG VAN AFVALSTOFFEN BESTEMD VOOR EEN VAN DE ONDER R 1 TOT EN MET R 12 GENOEMDE HANDELINGEN (MET UITSLUITING VAN TIJDELIJKE OPSLAG VOORAFGAANDE AAN INZAMELING OP DE PLAATS VAN PRODUCTIE) (^{*6})*

*(^{*1}) Hieronder vallen ook verbrandingsinstallaties die specifiek bestemd zijn om vast stedelijk afval te verwerken, mits hun energie-efficiëntie ten minste:*

- 0,60 bedraagt in het geval van installaties die vóór 1 januari 2009 in bedrijf zijn en over een vergunning beschikken overeenkomstig het toepasselijke Gemeenschapsrecht,
- 0,65 bedraagt in het geval van installaties waarvoor na 31 december 2008 een vergunning wordt afgegeven,

zoals berekend met de volgende formule:

$$\text{Energie-efficiëntie} = (E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f))$$

waarin:

E_p = de hoeveelheid energie die jaarlijks als warmte of elektriciteit wordt geproduceerd. Bij de berekening wordt energie in de vorm van elektriciteit vermenigvuldigd met een factor 2,6 en warmte die wordt geproduceerd voor commerciële toepassingen met een factor 1,1 (in GJ/jaar)

E_f = de jaarlijkse energie-input in het systeem afkomstig van brandstoffen die voor de productie van stoom worden gebruikt (in GJ/jaar)

E_w = de hoeveelheid energie die is besloten in de jaarlijks verwerkte hoeveelheid afvalstoffen, berekend aan de hand van de netto calorische waarde van de afvalstoffen (in GJ/jaar)

E_i = de hoeveelheid energie die jaarlijks wordt geïmporteerd, E_w en E_f niet meegerekend (in GJ/jaar)

0,97 = correctiefactor om rekening te houden met energieverliezen via bodemas en straling

Deze formule wordt toegepast overeenkomstig het referentiedocument over de beste beschikbare technieken voor afvalverbranding.

De waarde van de energie-efficiëntieformule wordt op de onderstaande wijze met een klimaatcorrectiefactor (CCF) vermenigvuldigd:

1. CCF voor installaties die vóór 1 september 2015 in bedrijf zijn en over een vergunning beschikken overeenkomstig het toepasselijke Unierecht:

$$CCF = 1 \text{ als } HDD \geq 3\,350$$

$$CCF = 1,25 \text{ als } HDD \leq 2\,150$$

$$CCF = - (0,25/1\,200) \times HDD + 1,698 \text{ als } 2\,150 < HDD < 3\,350$$

2. CCF voor installaties waarvoor na 31 augustus 2015 een vergunning wordt afgegeven en voor installaties bedoeld in punt 1 na 31 december 2029:

$$CCF = 1 \text{ als } HDD \geq 3\,350$$

$$CCF = 1,12 \text{ als } HDD \leq 2\,150$$

$$CCF = - (0,12/1\,200) \times HDD + 1,335 \text{ als } 2\,150 < HDD < 3\,350$$

(De daaruit resulterende CCF-waarde zal worden afgerond tot op drie decimalen).

Als HDD-waarde (Heating Degree Days - graaddagen voor verwarming) moet het gemiddelde van de jaarlijkse HDD-waarden voor de locatie van de verbrandingsinstallatie gelden, berekend over een periode van 20 opeenvolgende jaren vóór het jaar waarvoor de CCF wordt berekend. De HDD-waarde moet aan de hand van de volgende door Eurostat vastgestelde methode worden berekend: HDD is gelijk aan $(18\,^{\circ}\text{C} - T_m) \times d$ als T_m minder bedraagt dan of gelijk is aan $15\,^{\circ}\text{C}$ (verwarmingsdrempel), en is gelijk aan nul als T_m meer bedraagt dan $15\,^{\circ}\text{C}$, waarbij T_m de gemiddelde $(T_{\min} + T_{\max})/2$ buitentemperatuur over een periode van d dagen is. De berekeningen moeten dagelijks worden uitgevoerd ($d = 1$) en voor een heel jaar worden opgeteld.

(^{*2}) Hieronder vallen voorbereiding voor hergebruik, vergassing en pyrolyse waarbij de componenten worden gebruikt als chemicaliën en nuttige toepassing van organisch materiaal in de vorm van opvulling.

(^{*3}) Hieronder valt voorbereiding voor hergebruik.

(^{*4}) Hieronder vallen voorbereiding voor hergebruik, recycling van anorganisch bouw materiaal, nuttige toepassing van anorganische materialen in de vorm van opvulling, en bodemreiniging die resulteert in sanering van de bodem.

(^{*5}) Indien er geen andere passende R-code voorhanden is, kan dit voorbereidende handelingen voorafgaand aan nuttige toepassing omvatten inclusief voorbehandeling, zoals demonteren, sorteren, verbrijzelen, verdichten, pelletiseren, drogen, versnipperen, conditioneren, herverpakken, scheiden of mengen voorafgaand aan een van de onder R 1 tot en met R 11 genoemde handelingen.

(^{*6}) Tijdelijke opslag betekent voorlopige opslag overeenkomstig artikel 3, punt 10. ”.

HOOFDSTUK XIII – Slotbepaling.

Artikel 28

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van de laatste instemmingsakte.

Brussel,

Getekend door: Matthias Diependaele (SI)
Getekend op: 2026-05-09 12:48:27 +02:0
Reden: Ik keur dit document goed

Diependaele Matthias



Vlaamse
overheid

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
M. Diependaele

Getekend door: Jo Brouns (Signature)
Getekend op: 2026-05-08 11:56:16 +02:0
Reden: Ik keur dit document goed

Brouns Jo



Vlaamse
overheid

De Vlaamse Minister van Omgeving en Landbouw,
J. Brouns

De Minister-President van de Waalse Regering,
A. Dollimont



De Waalse Minister van Gezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. Coppieters



De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
B. Dillies

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken,
Verkeersveiligheid en Dierenwelzijn,
E. Van den Brandt



Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Memorie van Toelichting

1. Context

1. De Europese Unie streeft al geruime tijd naar een sterk regelgevend kader voor de preventie en het beheer van afval. In 1975 introduceerde Europa een eerste kaderrichtlijn voor het afvalbeheer- en beleid in de Europese lidstaten.¹ De Europese wetgever preciseerde toen al dat de regelgeving inzake afval als voornaamste doelstelling moest hebben: *“de gezondheid van de mens en het milieu te beschermen tegen de schadelijke invloeden veroorzaakt door het ophalen, het transport de behandeling, de opslag en het storten van afvalstoffen”*.²

Het Europese regelgevende kader werd sindsdien meermaals verfijnd en verscherpt. In verschillende stappen werden de algemene principes en beginselen uit de oorspronkelijke kaderrichtlijn verder verduidelijkt, gecoördineerd, en desgevallend ook verruimd. Zo verscheen er 1994 een afzonderlijke richtlijn die specifiek gericht was op het beheer van verpakkingsafval.³ De Europese wetgever beoogde daarmee *“de verschillende nationale maatregelen betreffende het beheer van verpakkingen en verpakkingsafval te harmoniseren, enerzijds om milieu-effecten daarvan te voorkomen of te verminderen zodat een hoog niveau van bescherming wordt bereikt, en anderzijds om de interne werking te waarborgen (...)”*.⁴

2. Het is in het kader van de omzetting van die richtlijn, dat in 1996 in België het initiële samenwerkingsakkoord verpakkingsafval werd gesloten.⁵ Daarin werd bepaald dat verpakkingsverantwoordelijken voortaan belast waren met een “terugnameplicht” van het verpakkingsafval dat van hun producten afkomstig was. Ze konden ervoor kiezen om die verplichting ofwel individueel, ofwel collectief in te vullen. De collectieve optie bestond erin dat de verpakkingsverantwoordelijke zich aansloot bij een “erkend organisme”, dat, in ruil voor een financiële compensatie, ervoor zorgde dat de bij hen aangesloten leden voldeden aan alle verplichtingen. In België zijn er op vandaag twee “erkende organismen”, met name *Fost Plus* (voor huishoudelijk verpakkingsafval) en *Valipac* (voor industrieel verpakkingsafval).

3. De terugnameplicht was een eerste vorm van de zogenaamde “uitgebreide producentenverantwoordelijkheid”, een algemeen principe uit de Europese afvalregelgeving, dat in 2008 op meer algemene wijze werd geïntroduceerd in de nieuwe kaderrichtlijn afval.⁶ De uitgebreide producentenverantwoordelijkheid (UPV) houdt in dat producenten de verantwoordelijkheid dragen om er voor te zorgen dat de goederen die ze op de markt brengen ontworpen worden op een manier die getuigt van een efficiënt gebruik van grondstoffen en materialen, en dat voor de hele levenscyclus van het product. Dat wil zeggen dat ook de verpakkingen van die producten ontworpen moeten worden met het oog op het hergebruik of de recyclage

¹ Richtlijn 75/442/EEG van de Raad van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen.

² Richtlijn 75/442/EEG, overw. 3.

³ Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval.

⁴ Richtlijn 94/62/EG, overw. 1.

⁵ Samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

⁶ Met name richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen, in het bijzonder artikel 8.

daarvan.⁷ De kaderrichtlijn afval heeft in 2008 aanleiding gegeven tot een nieuw samenwerkingsakkoord verpakkingsafval.⁸

4. In 2018 werden er opnieuw belangrijke wijzigingen doorgevoerd aan de Europese afvalregelgeving. De kaderrichtlijn afval werd verder verfijnd, met name door een verdere harmonisatie van de UPV-regelingen in te voeren, met als doel de bestaande ongelijkheden tussen de verschillende lidstaten aan te pakken. Specifiek ten aanzien van verpakkingsafval werd ook de richtlijn uit 1994 aangepast, met name om er maatregelen op het vlak van hergebruik, nieuwe definities en nieuwe doelstellingen voor recyclage aan toe te voegen. De gewijzigde richtlijnen werden gedeeltelijk omgezet door het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil, dat het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 wijzigde, maar ook een aantal nieuwe autonome bepalingen invoerde betreffende het interregionaal kader voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van bepaalde afvalstromen.

5. Ondanks dat de Europese afvalregelgeving doorheen de voorbije decennia dus reeds gevoelig werd verfijnd en verstrengd, heeft de Europese wetgever er nu voor geopteerd om nog een stap verder te gaan. Hij heeft er immers voor gekozen om de bestaande richtlijn inzake verpakkingsafval⁹ te vervangen door een verordening, met name Verordening 2025/40¹⁰ (hierna: “de Verordening”). De Europese wetgever stelde daarover dat “*de tekortkomingen van de regelgeving uit hoofde van de huidige richtlijn hebben duidelijk gemaakt dat harmonisatie noodzakelijk is en dat de geharmoniseerde regels de vorm moeten aannemen van een verordening in plaats van een herziening van de huidige richtlijn.*”¹¹ De Verordening heeft dan ook tot doel om een geharmoniseerd kader te creëren voor de hele Europese markt, waarbinnen enerzijds de milieueffecten van verpakkingen verder beperkt worden en anderzijds de circulaire economie verder bevorderd wordt.

6. Het samenwerkingsakkoord van 2008 moet worden aangepast aan de Verordening. De oorspronkelijke richtlijn waarop het samenwerkingsakkoord gestoeld is, is immers opgeheven en vervangen door de Verordening. Deze wijziging van het samenwerkingsakkoord geeft de nodige uitvoering aan de bepalingen van de Verordening. Gelet op de rechtstreekse werking van de Verordening, moeten sommige bepalingen uit het bestaande samenwerkingsakkoord buiten toepassing worden verklaard. Zo moeten bijvoorbeeld de definities die reeds in de Verordening vervat zitten, niet hernomen worden in het samenwerkingsakkoord. Met het oog op een correcte interpretatie en toepassing van het samenwerkingsakkoord, is het dan ook noodzakelijk om het akkoord te lezen in samenhang met de Verordening zelf.

⁷ Richtlijn 2008/98/EG, overw. 27: “(...)dat bij het ontwerpen en produceren van goederen, het efficiënte gebruik van grondstoffen gedurende de gehele levenscyclus van die goederen, met inbegrip van reparatie, hergebruik, demontage en recycling, ten volle in aanmerking moet worden genomen, zonder dat het vrij verkeer van goederen in de interne markt in het gedrang komt.”

⁸ Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van het verpakkingsafval

⁹ Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval, gepubliceerd in het Publicatieblad van Europese Unie op 31 december 1994.

¹⁰ Verordening (EU) 2025/40 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2024 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG, gepubliceerd in het Publicatieblad van de Europese Unie op 22 januari 2025.

¹¹ EUROPESE COMMISSIE, DIRECTORAAT-GENERAAL MILIEU, *Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG*, versie 30 november 2022, met als referentienummer van de procedure 2022/0396(COD), 5-6. Raadpleegbaar via https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:de4f236d-7164-11ed-9887-01aa75ed71a1.0014.02/DOC_1&format=PDF.

2. Inhoud

2.1. Algemene bepalingen

Het eerste hoofdstuk van het samenwerkingsakkoord bevat enkele algemene bepalingen, zoals de definities, het toepassingsgebied en de doelstellingen van het akkoord. De definities die reeds in de Verordening zijn opgenomen, worden buiten toepassing verklaard.

7. Het doel van de wijziging van het samenwerkingsakkoord is om de Verordening op een coherente en gecoördineerde manier te implementeren in de drie Belgische gewesten. De inhoudelijke doelstellingen van het samenwerkingsakkoord, zijn afgestemd op de doelstellingen van de Verordening zelf. In het bijzonder beoogt het samenwerkingsakkoord de hoeveelheid verpakkingsafval in elk van de gewesten te verminderen, en het beheer daarvan te verbeteren.

Het takenpakket van de Interregionale Commissie voor de UPV wordt daartoe ook uitgebreid. De Interregionale Commissie voor de UPV wordt onder meer belast met de oprichting en het beheer van een openbaar, digitaal producentenregister, waarin alle marktdeelnemers¹² die in België actief zijn, worden bijgehouden. De Interregionale Commissie voor de UPV wordt verder belast met het toezicht op de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van de verschillende marktdeelnemers voor de verpakkingen die zij op de markt brengen. Verder duidt het samenwerkingsakkoord de Interregionale Commissie voor de UPV aan om de Europeesrechtelijke verplichtingen inzake monitoring, toezicht en rapportering aan de Europese Commissie na te leven. Deze verplichtingen voor de lidstaten dragen bij aan de transparantie en de eenvormigheid van het Europees beleid inzake verpakkingsafval.

8. Gelet op de uitbreiding van het takenpakket, voorziet deze wijziging van het samenwerkingsakkoord dat de Interregionale Commissie voor de UPV een eigen personeelsbestand krijgt. Het samenwerkingsakkoord wijzigt ook de interne organisatie en werking van de Interregionale Commissie voor de UPV, om deze volledig af te stemmen op de nieuwe taken en verplichtingen die haar worden toegekend.

Het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord blijft ongewijzigd. Het akkoord is van toepassing op de inzameling en verwerking van en rapportering over alle verpakkingsafval, ongeacht of het van huishoudelijke of bedrijfsmatige oorsprong is. Het akkoord beoogt de onderlinge afstemming van het beleid in de drie gewesten en vormt zo het regelgevend kader voor de uitvoering van de bepalingen van de Verordening waarvoor interregionale samenwerking vereist is.

9. Het samenwerkingsakkoord werd gesloten tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, en is dan ook rechtstreeks van toepassing in elk van deze gewesten. Tenzij het samenwerkingsakkoord uitdrukkelijk anders bepaalt, behouden de gewesten en gemeenten de mogelijkheid om bijkomende maatregelen te nemen inzake het beheer van verpakkingsafval, in overeenstemming met hun respectieve regelgevende autonomie.

2.2. Register en rapportering

10. De Verordening bevat verschillende bepalingen om verpakkingsstromen beter te kunnen monitoren. Zo bepaalt de Verordening dat, om de naleving van de streefcijfers voor hergebruik en navulling te kunnen controleren, de marktdeelnemers daarover moeten rapporteren aan een door de lidstaten aangeduide autoriteit. Met deze wijziging van het samenwerkingsakkoord wordt de Interregionale Commissie voor de UPV aangeduid als de bevoegde autoriteit voor de rapporteringsplicht voor marktdeelnemers die actief zijn op de Belgische markt. De

¹² Artikel 3.1, 12° van de Verordening definieert “marktdeelnemers” als “*de fabrikanten en leveranciers van verpakkingen, importeurs, distributeurs, einddistributeurs en fulfilmentdienstverleners.*”

Interregionale Commissie voor de UPV moet deze gegevens openbaar maken, en daarover op zijn beurt aan de Europese Commissie rapporteren.

11. Eén van de belangrijkste nieuwe verplichtingen die de Verordening invoert, is dat ze een “dubbele procedure” oplegt voor de UPV van alle producenten die op het grondgebied van de lidstaat actief zijn. In een eerste fase moeten alle producenten geregistreerd worden in een digitaal, openbaar register (“de registratieprocedure”). In een tweede fase moet elke geregistreerde producent de goedkeuring bekomen inzake de nakoming van zijn UPV (“de goedkeuringsprocedure”). Met de wijziging van het samenwerkingsakkoord wordt die dubbele procedure nu geïmplementeerd in België, en wordt het beheer daarvan onder het takenpakket van de Interregionale Commissie voor de UPV gebracht. Het samenwerkingsakkoord beschrijft uitgebreid de administratieve en procedurele vereisten om aan de dubbele verplichting te voldoen.

12. De registratieverplichting geldt voor alle producenten wanneer zij verpakkingen voor het eerst op de markt van een lidstaat aanbieden of wanneer zij verpakte producten uitpakken zonder eindgebruiker te zijn op het grondgebied van een lidstaat. Deze registratie heeft tot doel om de monitoring van de UPV te ondersteunen, te harmoniseren, en ze in de hele EU doeltreffender te maken.¹³ De bedoeling van het producentenregister is dus om er voor te zorgen dat de lidstaten beter kunnen controleren of producenten van verpakkingen aan alle verplichtingen uit de Verordening voldoen. Een producent kan zich op individuele basis laten registreren, maar hij kan er ook voor kiezen om deze verplichting uit te besteden aan een organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid door zich hierbij aan te sluiten. In het geval de producent zelf niet gevestigd is in het land waar hij de producten op de markt brengt, laat hij zich registreren door de door hem gemachtigde vertegenwoordiger.¹⁴ De Interregionale Commissie voor de UPV zal dit register oprichten en beheren, en de registratie-aanvragen opvolgen. De registratie is gekoppeld aan de betaling van een retributie als vergoeding van de administratieve kosten aan de Interregionale Commissie voor de UPV. Deze kosten liggen voor individuele producenten gevoelig hoger dan voor producenten die aansluiten bij een organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid. Het is dan ook normaal dat de retributie verschillend is. Het opleggen van een dergelijke kost is in overeenstemming met de Verordening.

Het gewijzigde samenwerkingsakkoord voert een afzonderlijke registratieverplichting in voor huishoudelijk afval en afval van bedrijfsmatige oorsprong. De praktijk heeft immers aangetoond dat deze afvalstromen hun eigen specificiteit kennen en gekoppeld zijn aan verschillende wettelijke verplichtingen en economische realiteiten. Om die reden is het aangewezen om de registraties voor huishoudelijk afval en afval van bedrijfsmatig afval gescheiden te houden.

13. Na de registratieprocedure, volgt de “goedkeuringsprocedure”. De producent of organisatie voor producentenverantwoordelijkheid vraagt daarbij goedkeuring aan de Interregionale Commissie voor de UPV over de wijze waarop hij de UPV naleeft. De producenten of organisaties voor producentenverantwoordelijkheid moeten onder meer documenteren dat zij de financiële middelen hebben om de kosten van de UPV te dragen. Deze procedure houdt dus een inhoudelijke controle in, waarbij de Interregionale Commissie voor de UPV ook gemachtigd is om specifieke voorwaarden op te leggen aan de producent of de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Op die manier kunnen bijkomende garanties bekomen worden om ervoor te zorgen dat de doelstellingen van het samenwerkingsakkoord worden gehaald. Net zoals bij de registratieprocedure, wordt ook bij de goedkeuringsprocedure een opsplitsing gemaakt tussen de procedures voor huishoudelijk afval en afval van bedrijfsmatige oorsprong.

¹³ EUROPESE COMMISSIE, DIRECTORAAT-GENERAAL MILIEU, *Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG*, versie 30 november 2022, met als referentienummer van de procedure 2022/0396(COD), 14. Raadpleegbaar via https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:de4f236d-7164-11ed-9887-01aa75ed71a1.0014.02/DOC_1&format=PDF.

¹⁴ De “gemachtigde vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid” is gedefinieerd in artikel 3.1, 20° van de Verordening.

14. In lijn met de Verordening, voorziet het samenwerkingsakkoord dat producenten en organisaties voor producentenverantwoordelijkheid een waarborg stellen voor de naleving van de UPV, voor het geval de producent of organisatie zijn verplichtingen in praktijk niet zou kunnen nakomen. De bestaande verplichting voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk afval om een financiële zekerheid te stellen blijft gedeeltelijk behouden in het gewijzigde samenwerkingsakkoord en wordt afgestemd op de Verordening. Een nieuwe waarborgverplichting wordt ingevoerd voor individuele producenten en organisaties voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor afval van bedrijfsmatige oorsprong. Het bedrag van de waarborg is logischerwijze hoger voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid dan voor individuele producenten.¹⁵ Daarnaast is er ook een verschil tussen de waarborgen die door de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid moeten worden gesteld voor respectievelijk afval van huishoudelijke oorsprong en afval van bedrijfsmatige oorsprong. Voor afval van huishoudelijke oorsprong kan het bedrag van de waarborg afgestemd worden op de gekende waardes van de contracten met de intercommunales. Voor afval van bedrijfsmatige oorsprong zijn de waardes van de contractuele verplichtingen niet gekend, zodat de waarborg daar forfaitair moet worden geraamd.

2.3. Financiële bijdragen

15. De UPV voor verpakkingsafval betreft – in essentie – de verplichting voor producenten om er voor te zorgen dat, voor de verpakkingen afkomstig van de producten die zij op de markt brengen, de verschillende doelstellingen inzake recyclage en hergebruik worden gehaald. De producenten worden dus verantwoordelijk geacht voor de volledige levenscyclus van de verpakkingen. Die verantwoordelijkheid wordt sinds de initiële versie van dit samenwerkingsakkoord uit 1996 ingevuld middels een uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, in het verleden aangeduid met de term “terugnameplicht”. Producenten kunnen die verplichting op individuele wijze naleven, ofwel op collectieve wijze, door zich aan te sluiten bij een erkend organisme, dat de terugnameplicht collectief organiseert. In de praktijk kiezen bijna alle producenten ervoor om de terugnameplicht collectief na te leven, in het bijzonder wat betreft huishoudelijk verpakkingsafval.

16. Sinds de wijziging van het samenwerkingsakkoord in 2008 zijn organisaties voor producentenverantwoordelijkheid ook verplicht om een financiële bijdrage te betalen voor huishoudelijk afval (de “heffing”), bovenop de terugnameplicht. De heffing dient ter financiering van het beleid van de gewesten inzake afvalpreventie- en afvalbeheer. Het bedrag van die heffing wordt met de huidige wijziging van het samenwerkingsakkoord geactualiseerd.

Het toepassingsgebied van de financiële bijdrageplicht werd uitgebreid middels het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil. Dat samenwerkingsakkoord introduceerde ook een bijdrageverplichting voor het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, omdat uit de praktijk was gebleken dat nog steeds enkele kosten voor het beheer van het verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong (bv. kosten voor inspectie, communicatie en rapportering) door de gewesten werd gedragen.

Daarnaast werd er, middels het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil, voor de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid ook een bijkomende financiële bijdrage ingevoerd voor huishoudelijke verpakkingen, die berekend werd om de kosten te dekken van het zwerfvuil dat van bepaalde huishoudelijke verpakkingen afkomstig is. Een mogelijk alternatief voor deze bijdrage is de organisatorische en financiële terugname van het zwerfvuil afkomstig van die huishoudelijke verpakkingen.

¹⁵ Met name 50.000 EUR voor de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, in plaats van 5.000 EUR voor de individuele producent.

Tot slot werden de voorgaande financiële bijdrageplichten ook van toepassing verklaard op producenten die op individuele wijze aan hun UPV voldoen. Al de voorgaande heffingen worden in deze wijziging van het Samenwerkingsakkoord hernomen.

Verder worden er met deze wijziging van het samenwerkingsakkoord ook twee nieuwe heffingen ingevoerd. Een eerste bijkomende heffing kan worden opgelegd aan organisaties voor producentenverantwoordelijkheid of individuele producenten, wanneer zij de doelstellingen inzake de preventie van verpakkingsafval niet behalen. Een tweede bijkomende heffing kan worden opgelegd aan organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, wanneer zij de doelstellingen inzake de recyclage van verpakkingsafval niet behalen. Deze bijkomende heffingen moeten er mee voor zorgen dat de doelstellingen inzake preventie en recyclage die door de Verordening worden opgelegd, daadwerkelijk gerealiseerd worden.

2.4. Statiegeldsystemen

17. Ten eerste verplicht de Verordening lidstaten ertoe om statiegeldsystemen in te voeren voor bepaalde verpakkingen, voor zover niet voldaan wordt aan de doelstelling inzake gescheiden inzameling, zoals voorzien in artikel 50.1 van de Verordening. Volgens de Europese wetgever is het immers aangetoond dat goed functionerende statiegeldregelingen leiden tot een zeer hoog inzamelingspercentage, met name voor plastic drankflessen en metalen drankverpakkingen (i.e. blikjes). Om de streefcijfers¹⁶ voor gescheiden inzameling van plastic drankflessen voor eenmalig gebruik te behalen en de hoge inzamelingspercentages van metalen drankverpakkingen verder te stimuleren, moeten de lidstaten in principe statiegeldregelingen instellen voor deze twee soorten verpakkingen.¹⁷

18. De verdere implementatie van statiegeldsystemen zal van de lidstaten aanzienlijke inspanningen en investeringen vergen. De Europese wetgever heeft dan ook voorzien dat lidstaten daartoe voldoende voorbereidingstijd moeten krijgen. Ook voor de implementatie van statiegeldsystemen in België, moeten op dit moment nog verschillende aspecten in kaart worden gebracht. Een deel van deze investeringen zal pas kunnen gebeuren nadat het wettelijk kader op definitieve wijze is vastgelegd.

Om die reden wordt met deze wijziging van het samenwerkingsakkoord alvast het juridisch kader uiteengezet waarbinnen de statiegeldregelingen tot stand moeten komen. Het samenwerkingsakkoord verduidelijkt dat de statiegeldsystemen beheerd moeten worden door een unieke “systeembeheerder”, en beschrijft de voorwaarden en de modaliteiten waar een kandidaat-systeembeheerder aan moet voldoen, vooraleer hij door de Interregionale Commissie voor de UPV erkend kan worden. Daarnaast legt het samenwerkingsakkoord de minimale inhoudelijke voorwaarden vast waaraan de statiegeldsystemen zelf moeten voldoen.

2.5. De werking en het personeel van de Interregionale Commissie voor de UPV

19. De Verordening creëert heel wat nieuwe verplichtingen voor de lidstaten inzake het beheer van verpakkingsafval. Die taken worden middels de wijziging van dit samenwerkingsakkoord toevertrouwd aan de Interregionale Commissie voor de UPV. Gelet op de uitbreiding van haar takenpakket, heeft zij dan ook een eigen, bijkomend personeelsbestand. Ook de interne structuur en werking van de Interregionale Commissie voor de UPV worden met de wijziging van het samenwerkingsakkoord verder afgestemd op haar nieuwe takenpakket.

¹⁶ Met name de streefcijfers vastgesteld in Richtlijn (EU) 2019/904.

¹⁷ EUROPESE COMMISSIE, DIRECTORAAT-GENERAAL MILIEU, *Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG*, versie 30 november 2022, met als referentienummer van de procedure 2022/0396(COD), overw. 102, 45-46. Raadpleegbaar via https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:de4f236d-7164-11ed-9887-01aa75ed71a1.0014.02/DOC_1&format=PDF.

20. De Interregionale Commissie voor de UPV is op heden samengesteld uit een Beslissingsorgaan en een Permanent Secretariaat, dat tot taak heeft het Beslissingsorgaan bij te staan. Het Beslissingsorgaan bestaat op zijn beurt uit twee afdelingen: een Beslissingsorgaan Verpakkingen en een Beslissingsorgaan UPV. De eerste afdeling wordt belast met de uitvoering van de taken die volgen uit voorliggend samenwerkingsakkoord, zoals het beheer van het producentenregister. De tweede afdeling werd belast met de uitvoering van de taken die opgenomen zijn in het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil.

21. Op heden bestaat het Permanent Secretariaat uit ambtenaren en personeelsleden die ter beschikking worden gesteld door de verschillende gewestregeringen. Met deze wijziging van het samenwerkingsakkoord wordt voorzien dat het Permanent Secretariaat ook een eigen personeelsbestand krijgt. Het eigen personeel is niet alleen nodig om tegemoet te komen aan het grotere takenpakket van het Permanent Secretariaat, maar zal ook helpen om de stabiliteit binnen de organisatie te vergroten. De personeelsleden zullen worden aangeworven op basis van een arbeidsovereenkomst, op basis van functieomschrijvingen die vooraf goedgekeurd moeten worden door het Beslissingsorgaan. Het aantal leden dat ter beschikking van het Permanent Secretariaat kan worden gesteld door de gewestregeringen, wordt begrensd door een maximum om een onevenwichtige terbeschikkingstelling tussen de gewesten te vermijden.

22. Omdat de Interregionale Commissie voor de UPV een eigen personeelsbestand krijgt, is het ook opportuun om het budget van de Interregionale Commissie voor de UPV op te splitsen in een afzonderlijk personeelsbudget enerzijds, en een werkingsbudget anderzijds. Het werkingsbudget blijft – zoals ook in het verleden het geval was – gefinancierd door de gewestelijke administraties, volgens de verdeelsleutel die in het samenwerkingsakkoord wordt vastgelegd. Het personeelsbudget daarentegen wordt grotendeels gefinancierd door de eigen inkomsten van de Interregionale Commissie voor de UPV (zogenaamde “autofinanciering”), met name door de inkomsten uit de retributies en de inkomsten die voortvloeien uit de handhaving van het samenwerkingsakkoord. Daarnaast wordt het personeelsbudget ook gedeeltelijk gefinancierd met bijdragen die rechtstreeks voortvloeien uit de algemene uitgavenbegroting van elk van de gewesten. Het personeelsbudget kan gebruikt worden om aanwervingen, loonsverhogingen en/of functioneringstoelagen te financieren.

2.6. Toezicht en sancties

23. Het samenwerkingsakkoord bevat ook een aantal wijzigingen wat betreft het toezicht op de naleving ervan, en de sancties die kunnen worden opgelegd wanneer de bepalingen van het samenwerkingsakkoord niet worden nageleefd. Meer bepaald wordt ervoor geopteerd dat het Beslissingsorgaan leden van het Permanent Secretariaat kan aanduiden die belast worden met het toezicht op de bepalingen van het samenwerkingsakkoord. Daarnaast kunnen de regeringen van de gewesten ook ambtenaren en personeelsleden van hun bevoegde administraties aanduiden die belast worden met het toezicht op de bepalingen van het samenwerkingsakkoord.

24. Wat de handhaving betreft, wordt er verder ingezet op depenalisering. De daartoe aangeduide leden van het Permanent Secretariaat worden gemachtigd om desgevallend administratieve geldboetes op te leggen. Het samenwerkingsakkoord bevat de verdere procedure die gevolgd moet worden wanneer een overtreding wordt vastgesteld. De wijzigingen viseren vooral de bestraffing van zuivere vormen van “free-riding”, waarbij uniforme administratieve geldboetes worden voorzien. Wie zonder registratie of goedkeuring werkt, riskeert een administratieve geldboete van 50.000 euro. De geïnde boetes komen daarbij ten goede van het personeelsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV.

3. Privacy en inwerkingtreding

25. Er worden nieuwe bepalingen toegevoegd inzake de behandeling van persoonsgegevens, met name de contactgegevens van natuurlijke personen die optreden als of namens een producent of een gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

26. Tot slot wordt de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen van het samenwerkingsakkoord afgestemd op de inwerkingtreding van de Verordening. Het nieuwe artikel 40 van het samenwerkingsakkoord geldt daarom als “sleutelartikel”. Hierin wordt bepaald welke artikelen uit het samenwerkingsakkoord hetzij in werking treden, hetzij niet meer van toepassing zullen zijn op het moment dat de Verordening in werking treedt. Daarnaast worden met het oog op de vlotte overgang van de oude naar de nieuwe regeling voorzien in de nodige overgangsbepalingen.

Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1

Dit artikel wijzigt artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (het **Samenwerkingsakkoord**). Er wordt verduidelijkt dat het Samenwerkingsakkoord thans haar grondslag vindt in de nieuwe Europese regelgeving, met name Verordening (EU) 2025/40. Verder wordt aangegeven dat het Samenwerkingsakkoord ook een gedeeltelijke omzetting is van Richtlijn 2008/98/EG. Daarnaast wordt een verwijzing opgenomen naar het samenwerkingsakkoord betreffende de UPV en Zwerfvuil, en het samenwerkingsakkoord betreffende de doorvoer van het afval. Het samenwerkingsakkoord betreffende UPV en Zwerfvuil wijzigt namelijk ook het Samenwerkingsakkoord. Bovendien hebben de wijzigingen van het Samenwerkingsakkoord ook een invloed op de uitvoering van die samenwerkingsakkoorden. Het toepassingsgebied van het Samenwerkingsakkoord blijft ongewijzigd. In de tweede paragraaf van het artikel wordt verduidelijkt dat het Samenwerkingsakkoord thans van toepassing is op de “*inzameling en verwerking*” van verpakkingsafval in plaats van de “*verwijdering en verwerking*” ervan.

Artikel 2

Dit artikel wijzigt de definities in artikel 2 van het Samenwerkingsakkoord. Aangezien de Verordening rechtstreeks van toepassing is, is het in principe niet nodig om begrippen die reeds gedefinieerd worden in de Verordening, opnieuw te definiëren in het Samenwerkingsakkoord. De bestaande overlappende definities kunnen daarom buiten toepassing verklaard worden, overeenkomstig artikel 26 van dit samenwerkingsakkoord. Slechts een beperkt aantal begrippen wordt, met het oog op de leesbaarheid van de tekst hernomen uit de Verordening en toegevoegd aan het Samenwerkingsakkoord. Het gaat om volgende definities:

- 32° “Verordening (EU) 2025/40”: de Verordening (EU) 2025/40 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2024 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, tot wijziging van Verordening (EU) 2019/1020 en Richtlijn (EU) 2019/904, en tot intrekking van Richtlijn 94/62/EG;
- 33° “Producent”: de producent bedoeld in artikel 3.1 (15) van de Verordening (EU) 2025/40;
- 34° “Organisatie voor producentenverantwoordelijkheid”: de organisatie bedoeld in artikel 3.1 (66) van de Verordening (EU) 2025/40;
- 35° “Gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid”: de persoon bedoeld in artikel 3.1 (20) van de Verordening (EU) 2025/40;
- 36° “Fulfilmentdienstverlener”: de persoon bedoeld in artikel 3 (11) van de Verordening (EU) 2019/1020 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende markttoezicht en conformiteit van producten en tot wijziging van Richtlijn 2004/42/EG en de Verordeningen (EG) nr. 765/2008 en (EU) nr. 305/2011;
- 37° “Statiegeldsysteem”: het systeem bedoeld in artikel 3.1 (62) van de Verordening (EU) 2025/40.

De volgende definities blijven van toepassing, en worden waar nodig geactualiseerd, omdat ze niet in de Verordening zijn opgenomen:

- 7° “Verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong”: verpakkingsafval afkomstig van de normale werking van huishoudens en verpakkingsafval dat hiermee volgens de toepasselijke wetgeving van het Gewest gelijkgesteld of vergelijkbaar is;
- 8° “Verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong”: verpakkingsafval dat niet kan beschouwd worden als verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong;
- 10° “Verpakking voor eenmalig gebruik”: iedere verpakking die geen herbruikbare verpakking is als bedoeld sub 9°;
- 11° “Verpakkingsmateriaal”: enkelvoudig of samengesteld materiaal van natuurlijke of kunstmatige herkomst, waaruit een verpakking is samengesteld;

- 13° “Nuttige toepassing”: elke handeling met als voornaamste resultaat dat afvalstoffen een nuttig doel dienen door hetzij in de betrokken installatie, hetzij in de ruimere economie andere materialen te vervangen die anders voor een specifieke functie zouden zijn gebruikt, of waardoor de afvalstof voor die functie wordt klaargemaakt; bijlage II bevat een niet-limitatieve lijst van nuttige toepassingen;
- 14° “Terugwinning van energie”: het gebruik van brandbaar verpakkingsafval om energie op te wekken door directe verbranding met of zonder andere afvalstoffen, maar met terugwinning van warmte;
- 15° “Recycling”, ook aangeduid met de term “Recyclage”: elke nuttige toepassing waardoor afvalstoffen opnieuw worden verwerkt tot producten, materialen of stoffen, voor het oorspronkelijke doel of voor een ander doel. Dit omvat het opnieuw bewerken van organisch afval, maar het omvat niet energierugwinning, noch het opnieuw bewerken tot materialen die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstof of als opvulmateriaal, waarbij gebruik als opvulmateriaal of opvulling gedefinieerd wordt als “handeling voor nuttige toepassing waarbij niet-gevaarlijk afval wordt gebruikt voor het herstel van uitgegraven terreinen of voor civieltechnische toepassingen bij de landschapsaanleg. Afval dat wordt gebruikt voor opvulling moet dienen ter vervanging van niet-afvalmaterialen, geschikt zijn voor de voornoemde doelen en worden beperkt tot de hoeveelheid die strikt noodzakelijk is om deze doelen te bereiken;
- 17° “Verwijdering”: elke handeling waarop, volgens de toepasselijke wetgeving van het Gewest, de definitie van verwijdering van toepassing is;
- 18° “Inzameling”: het verzamelen van afvalstoffen, inclusief de voorlopige sortering en de voorlopige opslag van afvalstoffen, om deze daarna te vervoeren naar een afvalverwerkingsinstallatie;
- 23° “Erkend organisme”: de overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van dit samenwerkingsakkoord erkende rechtspersoon die de terugnameplicht van de verpakkingsverantwoordelijken op zich neemt;
- 25° “Bevoegde gewestelijke administratie”: voor wat betreft het Vlaamse Gewest, de Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij; voor wat betreft het Waalse Gewest, de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ”; voor wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel;
- 26° “Gewestelijk afvalstoffenplan”: het plan of de plannen aangenomen overeenkomstig de gewestelijke wetgeving;

Verder wordt de definitie voor herbruikbare verpakking aangepast, zodat die verwijst naar de verpakkingen bedoeld in artikel 11 van de Verordening:

- 9° “herbruikbare verpakking”: elke verpakking in de zin van artikel 11 van de Verordening (EU) 2025/40;

Tot slot wordt bij de definiëring van de “Interregionale Commissie voor de UPV”, de vroegere “Interregionale Verpakkingscommissie”, waarvan de officiële benaming door het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil werd gewijzigd, een nieuwe roepnaam voor deze instelling ingevoerd.

- 24° “Interregionale Commissie voor de UPV”: de commissie, voorheen “Interregionale Verpakkingscommissie” genoemd, bedoeld in artikel 23 van dit Samenwerkingsakkoord en belast met sommige taken van bestuur, toezicht, goedkeuring en advies in het kader hiervan; de roepnaam van deze commissie is “EPRiBEL”;

Artikel 3

In artikel 3, §1 van het Samenwerkingsakkoord wordt de term “*eenmalige verpakkingen*” vervangen door de term “*verpakkingen voor eenmalig gebruik*”, omdat deze term ook in de Verordening wordt gebruikt. Deze vervanging gebeurt consequent doorheen de tekst van het Samenwerkingsakkoord.

Verder herschrijft dit artikel de algemene doelstellingen van het Samenwerkingsakkoord zoals opgenomen in artikel 3 ervan. Aangezien het Samenwerkingsakkoord uitvoering geeft aan Verordening 2025/40, zijn die doelstellingen coherent met de doelstellingen van de Verordening. De algemene doelstellingen worden beschreven in paragraaf 1/1, en houden met name in:

- in eerste instantie het zo veel mogelijk vermijden van verpakkingsafval (preventie), en in tweede instantie het minimaliseren van de milieu-impact van het verpakkingsafval dat niet vermeden kan worden (beheer);
- de vermindering van het aandeel verpakkingen voor eenmalig gebruik, en de vermeerdering van het aandeel verpakkingen dat geschikt is voor hergebruik of nuttige toepassing;
- er voor zorgen dat, overeenkomstig het principe van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid (UPV), producenten van verpakkingen alle kosten dragen voor het beheer van het verpakkingsafval dat van hun producten afkomstig is;
- het opleggen en organiseren van verschillende monitorings- en rapporteringsverplichtingen, zowel voor de producenten ten aanzien van de Interregionale Commissie voor de UPV, als voor de Interregionale Commissie voor de UPV ten aanzien van de Europese Commissie.

Het artikel concretiseert de doelstellingen voor de vermindering van de hoeveelheid verpakkingen voor eenmalig gebruik en de vermindering van de totale hoeveelheid verpakkingsafval. De verplichting om deze doelstellingen te behalen wordt rechtstreeks opgelegd aan de producenten voor wat betreft de verpakkingen die door hen op de markt worden gebracht. Deze doelstellingen zijn een implementatie van de doelstellingen die worden opgelegd door de Verordening.¹ De doelstellingen op lidstaatsniveau van de Verordening worden vertaald naar individuele doelstellingen voor producenten die geen beroep doen op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en collectieve doelstellingen voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid. Enkel op deze wijze kunnen de doelstellingen gehandhaafd worden en kunnen de producenten tot actie gebracht worden. Door de doelstellingen te formuleren in functie van de op de markt gebrachte verpakkingen, sluiten deze nauwer aan bij de principes van ecodesign en integrale ketenverantwoordelijkheid. De focus op eenmalige verpakkingen is logisch omdat deze de grootste milieudruk vertegenwoordigen en omdat het gebruik van herbruikbare verpakkingen zo veel als mogelijk moet worden aangemoedigd. Om producenten voldoende tijd te geven om aan deze verplichtingen te kunnen voldoen, worden de doelstellingen gradueel opgeschroefd, met name een vermindering tegen 2030 met 5 %, tegen 2035 met 10 % en tegen 2040 met 15 %. De vermindering wordt berekend ten opzichte van het referentiejaar 2022, omdat de marktgegevens voor 2022 nauwkeuriger zijn dan die van 2018, en geldt voor het geheel van verpakkingen voor eenmalig gebruik.

Bij het berekenen van de collectieve doelstelling voor een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, wordt de som gemaakt van alle leden die bij deze organisatie voor producentenverantwoordelijkheid aangesloten zijn, zowel in het referentiejaar 2022 als in het jaar waarvoor de doelstelling wordt berekend. Hierbij wordt evenwel gecorrigeerd in functie van de evolutie van het ledenbestand. Indien het ledenbestand bijvoorbeeld sinds 2022 structureel verminderd is door de aanwezigheid op de markt van een andere organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, mogen de hoeveelheden die door de sinds 2022 afgesloten leden op de Belgische markt gebracht werden, niet meegeteld worden voor het berekenen van de doelstelling. Het omgekeerde geldt voor de nieuwe leden die sinds 2022 aangesloten zijn, waarvan de in 2022 op de Belgische markt gebrachte hoeveelheden bijkomend moeten in rekening gebracht worden.

Op vraag van het bedrijfsleven wordt aanvaard dat organisaties voor producentenverantwoordelijkheid en producenten die geen beroep doen op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid onderlinge afspraken maken, om hun inspanningen op elkaar af te stemmen. Deze afspraken moeten gemeld worden aan de Interregionale Commissie voor de UPV.

¹ Met name in artikel 43.1 en artikel 52.1 van de Verordening.

Op vraag van het bedrijfsleven wordt tevens aanvaard dat organisaties voor producentenverantwoordelijkheid het initiatief nemen tot het opstellen van een Pact, samen met belanghebbenden. Ook dit Pact moet meegedeeld worden aan de Interregionale Commissie voor de UPV.

De bestaande doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing blijven behouden.

Tot slot wordt in de derde paragraaf van artikel 3 van het Samenwerkingsakkoord het woord “*industriële*” vervangen door “*bedrijfsmatige*”, om aan te sluiten bij de normale terminologie van het Samenwerkingsakkoord.

Artikel 4

Dit artikel wijzigt de titel van hoofdstuk II van het Samenwerkingsakkoord, zodat het aansluit bij de gewijzigde inhoud ervan.

Artikel 5

In het Samenwerkingsakkoord wordt er een nieuw artikel 4/1 ingevoerd. Dat artikel introduceert de rapporteringsplicht die overeenkomstig de Verordening bepaalt dat marktdeelnemers² vanaf het jaar 2030 op jaarlijkse basis zullen moeten rapporteren over hun hergebruiksdoelstellingen aan een door de lidstaat aangeduide bevoegde autoriteit. In het artikel wordt deze rapporteringsplicht geïmplementeerd voor marktdeelnemers die actief zijn op de Belgische markt. Daarbij wordt verduidelijkt dat de rapportering moet gebeuren aan de Interregionale Commissie voor de UPV.

Artikel 6

Dit artikel behoeft geen verdere commentaar.

Artikel 7

Dit artikel voegt de nieuwe artikelen 22/1 t.e.m. 22/3 toe aan het Samenwerkingsakkoord, in een nieuw hoofdstuk IV/1, getiteld “*Register en rapportering*”. Deze artikelen brengen de UPV regeling in lijn met Verordening (EU) 2025/40. Deze artikelen beschrijven de inhoudelijke UPV verplichtingen, alsook de administratieve en procedurele regels inzake de registratieverplichting en de goedkeuringsprocedure voor de nakoming van de UPV.

Artikel 22/1 omvat de verplichting voor producenten, organisaties voor producentenverantwoordelijkheid (indien een producent een dergelijke organisatie heeft aangewezen) of de aangewezen gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid (indien de producent zelf niet in België gevestigd is) om zich te laten registreren in het producentenregister dat door de Interregionale Commissie voor de UPV zal worden opgesteld en beheerd. Producenten die zelf niet in België gevestigd zijn, maar wel producten aanbieden op de Belgische markt, zijn verplicht een gemachtigde vertegenwoordiger voor producentenverantwoordelijkheid aan te duiden. De gemachtigde vertegenwoordiger neemt dan alle verplichtingen, waaronder de registratieverplichting, over van de producent.

Het artikel omschrijft verder de administratieve en procedurele regels inzake deze registratieprocedure. Vanuit beleidsmatige overwegingen wordt er voorzien dat een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zich niet binnen dezelfde aanvraag kan registreren voor zowel verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong als voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong. Desgevallend moet de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid twee afzonderlijke aanvragen indienen. Dat onderscheid wordt wenselijk

² Onder het begrip “marktdeelnemer” wordt overeenkomstig artikel 3.1, 12° van de Verordening verstaan: “*de fabrikant, de leverancier, de importeur, de distributeur, de gemachtigd vertegenwoordiger, de einddistributeur en de fulfilmentdienstverlener.*”

geacht, gelet op het feit dat deze afvalstromen in de praktijk ook hun eigen specificiteit kennen, gepaard gaan met verschillende economische realiteiten en wettelijke bepalingen. Het onderscheid in de registratieverplichtingen beoogt dus niet enkel een administratieve scheiding, maar is gestoeld op een inhoudelijke differentiatie die recht doet aan de respectieve aard en context van deze afvalstromen. Door deze scheiding te formaliseren, wil de regelgeving bijdragen aan een meer transparante en doelgerichte opvolging van de afvalstromen, met het oog op een effectievere monitoring en beleidssturing. Verordening (EU) 2025/40 laat aan de nationale autoriteiten de ruimte om de modaliteiten van de registratieverplichting vast te stellen. Bovendien is het duidelijk dat de lidstaten verdere maatregelen ter implementatie van de UPV kunnen nemen, waar de Verordening niet in maximumharmonisatie voorziet (overweging 136).

In het Samenwerkingsakkoord wordt ook voorzien dat een aanbieder van een online platform die optreedt als een fulfilmentdienstverlener, op basis van een schriftelijk mandaat namens de producenten die via zijn platform producten verkopen, kan aansluiten bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Die mogelijkheid vloeit logischerwijze voort uit artikel 45.4, laatste lid van de Verordening. Dat artikel laat namelijk toe dat de aanbieder van het platform de bijdrage aan de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid betaalt, wat impliceert dat de aanbieder bij die organisatie kan aansluiten. De organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zorgt vervolgens voor de registratie, wat uitdrukkelijk voorzien is in de Verordening. Indien de aanbieder van het onlineplatform niet in België is gevestigd, dient deze zich te laten vertegenwoordigen door een gemachtigd vertegenwoordiger.

De registratie is gekoppeld aan de betaling van een retributie als vergoeding van de administratieve kosten. Het opleggen van een dergelijke vergoeding is in overeenstemming met artikel 44, lid 11, d) van de Verordening. De vergoeding dekt de administratieve kosten, de kosten van de verwerking en de monitoring van de gegevens, en de kosten voor de softwareontwikkeling en de inspectiekosten.

Het bedrag van de retributie verschilt naargelang men beroep doet op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid of niet. Producenten of gemachtigde vertegenwoordigers die geen beroep doen op een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, betalen een retributie die begroot is op 1.500 euro, zowel voor de initiële registratie, als voor elke vijfjaarlijkse vernieuwing van de registratie.

Organisaties voor producentenverantwoordelijkheid betalen een retributie die begroot is op 175 euro per bij hen aangesloten producent of aanbieder van een onlineplatform voor de initiële registratie ervan. De registratie moet jaarlijks vernieuwd worden, waarbij de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid een bijkomende retributie moet betalen van 175 euro per nieuw aangesloten lid, en een retributie van 175 euro voor de leden waarvan de registratie louter vernieuwd moet worden.

Dat wil zeggen dat de dossierkosten op vijfjaarlijkse basis 1.500 euro bedragen voor producenten die zich op individuele basis laten registreren, en 875 (5 x 175) euro voor producenten die zich laten registreren via een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Dat onderscheid is verantwoord, omdat de registratie via een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid efficiënter en dus kostvriendelijker te behandelen is door de Interregionale Commissie voor de UPV, dan wanneer elke producent zich op individuele basis zou laten registreren.

De kosten die gedekt worden door de retributie zijn grotendeels onafhankelijk van het tonnage verpakkingen dat individuele producenten op de Belgische markt brengen. Hierdoor is een uniform bedrag per producent aangewezen voor het berekenen van de hoogte van de retributie die moet betaald worden door een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Dit betekent evenwel niet dat een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid verplicht zou zijn om dit uniform bedrag ook aan elk van zijn leden door te rekenen, zelfs integendeel. Aangezien deze retributie deel uitmaakt van het geheel van de kosten die de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid moet dragen in het kader van zijn verplichtingen in toepassing van de Verordening, is er geen enkele reden om deze retributie af te splitsen van de andere kosten, die gedekt worden door tarieven per materiaal en per kilogram of ton.

De retributiebedragen worden jaarlijks geïndexeerd volgens de index van de consumptieprijzen, zowel voor de individuele registratie, als voor de registratie via een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. De totale jaarlijkse retributie die door een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid betaald moet worden, bedraagt per registratienummer minimaal 50.000 euro en maximaal 1.000.000 euro. De minimum- en maximumbedragen worden ingevoerd om een onder- of overfinanciering van de kosten te vermijden.

Voor het jaar 2026 wordt het maximumbedrag herleid tot 1/5, om rekening te houden met de financiële draagkracht van de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, gelet op het feit dat de ledenbijdragen voor het jaar 2026 reeds bepaald werden.

Artikel 22/2 beschrijft de jaarlijkse rapporteringsplicht in hoofde van producenten of organisaties voor producentenverantwoordelijkheid aan de Interregionale Commissie voor de UPV. In het kader van deze rapporteringsverplichting moet de producent of organisatie voor producentenverantwoordelijkheid informatie verstrekken over de hoeveelheden (in gewicht) per categorie van verpakkingen die zij op de markt brengt, en de regelingen inzake de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die zij daaromtrent getroffen heeft.

Er wordt voorzien dat die rapportering geauditeerd en gecertificeerd moet worden door een onafhankelijk auditeur, volgens een naderhand te bepalen procedure. Het opleggen van een dergelijke audit- en certificatieverplichting is uitdrukkelijk toegestaan in de Verordening.

Artikel 22/3 beschrijft de rapporteringplicht in hoofde van verpakkingsafvalverwerkers. Een verpakkingsafvalverwerker moet eveneens rapporteren aan de Interregionale Commissie voor de UPV, aan de hand van een online toepassing die naderhand zal ontwikkeld worden door de Interregionale Commissie voor de UPV. De precieze modaliteiten van deze rapporteringplicht worden nader omschreven in artikel 23 van de Verordening. Deze rapporteringsplicht geldt niet wanneer de verpakkingsafvalwerker reeds op contractuele basis rapporteert aan een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid.

Artikel 8

Dit artikel voegt de nieuwe artikelen 22/4 t.e.m. 22/8 toe aan het Samenwerkingsakkoord, in een nieuw hoofdstuk IV/2, getiteld “*Goedkeuring inzake de nakoming van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.*”

Artikel 22/4 voorziet in een specifieke goedkeuringsprocedure voor producenten die ervoor kiezen hun UPV op individuele basis na te komen, zonder zich aan te sluiten bij een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. Deze producenten moeten, uiterlijk zes weken na hun initiële aanvraag tot registratie zoals bedoeld in artikel 22/1, een aanvraag tot goedkeuring indienen bij de Interregionale Commissie voor de UPV. Deze verplichting geldt zowel voor producenten die in eigen naam handelen als voor producenten die worden vertegenwoordigd door een gemachtigde vertegenwoordiger.

De aanvraag dient te worden opgesteld in een officiële landstaal en moet elektronisch worden overgemaakt via een specifiek e-mailadres dat door de Interregionale Commissie voor de UPV op haar website wordt aangeduid. De vermelding “EPR-PACK-producer” in het onderwerp van de e-mail is verplicht, teneinde een vlotte verwerking en administratieve herkenning te garanderen. De wetgever voorziet in de mogelijkheid dat deze aanvraagprocedure in de toekomst wordt vervangen door een webapplicatie, teneinde de administratieve formaliteiten verder te vereenvoudigen en te digitaliseren.

De aanvraag moet inhoudelijk toelichten welke maatregelen de producent zal nemen in het kader van de preventie van verpakkingsafval, zoals voorzien in artikel 3, §1/2 van het Samenwerkingsakkoord. Daarnaast moet overtuigend worden aangetoond hoe de producent de doelstellingen met betrekking tot recyclage en nuttige toepassing van het verpakkingsafval – overeenkomstig artikel 3, §1/3 – zal realiseren voor de verpakkingen die hij op de Belgische markt brengt. Dit impliceert een inhoudelijke beoordeling van de doeltreffendheid en haalbaarheid van de voorgestelde aanpak.

De Interregionale Commissie voor de UPV beschikt over een termijn van acht weken om te beoordelen of de aanvraag voldoende duidelijk en overtuigend is. Indien dat niet het geval is, krijgt de producent een aanvullende termijn van tien weken om het dossier aan te vullen. Wanneer de aanvulling uitblijft binnen deze termijn, volgt automatisch een weigering van de aanvraag. Deze procedure waarborgt zowel de nodige beoordelingsruimte voor de overheid, als de rechtszekerheid voor de aanvrager.

Indien het aanvraagdossier volledig is, moet de Interregionale Commissie voor de UPV binnen achttien weken vanaf de indiening een beslissing nemen over de goedkeuring. Wordt deze termijn overschreden, dan wordt de goedkeuring geacht te zijn verleend. Deze impliciete goedkeuring fungeert als een belangrijk instrument om overheidsvertragingen te vermijden en producenten rechtszekerheid te bieden. Bij een expliciete weigering moet de Interregionale Commissie voor de UPV haar beslissing motiveren, in overeenstemming met de beginselen van behoorlijk bestuur. De weigering heeft immers verstrekende gevolgen, aangezien ze leidt tot de schrapping van de registratie van de producent, waardoor ze niet langer actief mag zijn op de Belgische markt.

De duur van de goedkeuring bedraagt minimaal vier en maximaal vijf jaar, met als vaste einddatum 31 december, tenzij de producent uitdrukkelijk om een kortere termijn verzoekt of tenzij de Interregionale Commissie voor de UPV daartoe beslist op grond van het algemeen belang. Op deze manier wordt een periodieke evaluatie van de naleving en effectiviteit van de individuele naleving van de producentenverantwoordelijkheid ingebouwd, zonder de continuïteit van legitieme marktdeelnemers onnodig te verstoren.

Tot slot legt §3 van artikel 22/4 een meldingsplicht op aan de producent of zijn gemachtigde vertegenwoordiger voor elke wijziging in de inhoud van de oorspronkelijke aanvraag tot goedkeuring, evenals voor de permanente stopzetting van de activiteiten. Deze meldingen moeten eveneens via e-mail gebeuren en voorzien zijn van een aangepaste onderwerpvermelding ("EPR-PACK-producer-MOD"), teneinde het beheer van lopende dossiers door de Interregionale Commissie voor de UPV te faciliteren. Conform artikel 47.5 van de Verordening beschikt de Interregionale Commissie voor de UPV over de bevoegdheid om een goedkeuring in te trekken, mits motivering, wanneer de producent zijn activiteiten definitief heeft stopgezet of niet langer voldoet aan de voorwaarden zoals opgelegd in §1.

Artikel 22/5 omschrijft de procedure inzake de nakoming van de UPV (de goedkeuringsprocedure) die gevolgd moet worden door de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid. Deze procedure is in grote mate analoog aan de procedure beschreven in artikel 22/4.

Het artikel beschrijft zowel de inhoudelijke voorwaarden waaraan de aanvraag moet voldoen, als de administratieve en procedurele regels die men daarbij moet volgen. Organisaties voor producentenverantwoordelijkheid moeten, in tegenstelling tot producenten die op individuele wijze de goedkeuring aanvragen, ook een financieel plan bij de aanvraag voegen waaruit blijkt welke middelen zullen worden ingezet voor de preventie, inzameling, sortering en verwerking van het verpakkingsafval. Net zoals bij de registratieprocedure, wordt ook hier een onderscheid gemaakt tussen de goedkeuring voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong en verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong. De aanvraag heeft dus betrekking op *hetzij* verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, *hetzij* verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, maar niet op beide.

De aanvraag moet ook de statuten en het maatschappelijk doel van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid bevatten, en beschrijft de wijze waarop deze waarborgen dat de organisatie niet de bedoeling heeft om winsten uit te keren aan andere personen, of commerciële activiteiten uit te oefenen die niet kaderen binnen haar opdrachten overeenkomstig de Verordening of het Samenwerkingsakkoord.

De derde paragraaf beschrijft in meer detail welke informatie de aanvraag moet bevatten over de wijze waarop de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid aan de verplichtingen van de Verordening en het Samenwerkingsakkoord zal voldoen. Hierin worden hoofdzakelijk de erkenningsvoorwaarden voor de erkende organismen uit de bestaande versie van het Samenwerkingsakkoord hernomen en in lijn gebracht met de bepalingen van de Verordening. Er worden evenwel ook enkele nieuwe elementen toegevoegd. Zo voorziet punt

1° nu expliciet dat de bijdragen van de leden publiek kenbaar moeten gemaakt worden, teneinde elk risico op discriminering uit te sluiten. De punten 21°-27° zijn nieuw. Punt 21° geeft uitvoering aan artikel 46.2 van de Verordening. Punt 22° herneemt een bestaande controlebevoegdheid van de Interregionale Commissie voor de UPV en past deze aan de gewijzigde structuur van het Samenwerkingsakkoord aan. Punt 23° betreft het beleid rond provisies en reserves, dat in lijn gebracht wordt met de geldende regels voor de andere afvalstromen die onderworpen zijn aan een uitgebreide producentenverantwoordelijkheid. De huidige erkende organismen voldoen de facto reeds aan de voorwaarden van dit punt. Punt 24° bepaalt de minimale voorwaarden om de statistische correctheid van de gerapporteerde data te verifiëren door middel van interne en externe controles, teneinde de Belgische overheden in staat te stellen om aan hun Europese rapportageverplichtingen te voldoen. De huidige erkende organismen voldoen de facto reeds aan de voorwaarden van dit punt. Punt 25° geeft uitvoering aan artikel 13 van de Verordening. De punten 26° en 27° zetten in op de kwaliteit, de circulariteit en de controleerbaarheid van de recyclage, door het promoten van korte verwerkingsketens, waarmee bedoeld wordt dat het verpakkingsafval de Europese Unie niet verlaat en bij voorkeur zelfs in België gerecycleerd wordt. Hierdoor komt het gerecycleerde materiaal ter beschikking van de Belgische en Europese bedrijven, die door de Verordening verplichtingen krijgen inzake het gebruik van gerecycleerde materialen in hun verpakkingen. Hierdoor wordt tevens de controle van de recyclage door de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid en door de overheid aanzienlijk vergemakkelijkt en kan ook de kwaliteit van de recyclage beter opgevolgd worden.

Tot slot omschrijft de vierde paragraaf van het artikel nog welke bijkomende documenten bij de aanvraag moet worden toegevoegd, waaronder een verzekeringscontract en de modellen van de standaardovereenkomsten met respectievelijk haar leden en de verpakkingsafvalverwerkers waar zij mee samenwerkt. Indien de aanvraag betrekking heeft op verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, moet ook een model worden toegevoegd van de uniforme overeenkomst die met elke publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal bevoegd is voor huishoudelijke afvalstoffen zal worden gesloten. Indien de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor de eerste keer activiteiten wenst uit te oefenen in België, dient ze de bepalingen van Samenwerkingsakkoord te identificeren, waaraan zij meent dat slechts kan worden voldaan na afloop van een redelijke opstarttermijn. Ze dient zo veel als mogelijk reeds onmiddellijk aan de bepalingen van het Samenwerkingsakkoord te voldoen. Bovendien dient ze een planning op te nemen die verzekert dat tegen het einde van de opstarttermijn, die niet langer dan 5 jaar kan bedragen, aan alle bepalingen wordt voldaan. De Interregionale Commissie voor de UPV zal, onder de vorm van bijzondere voorwaarden bij het verlenen van de goedkeuring, beslissen of er voor een specifieke bepaling van het Samenwerkingsakkoord een opstartperiode nodig is en hoe lang deze dan moet zijn. De Interregionale Commissie voor de UPV zal daarbij waken over de gelijke behandeling van de verschillende organisaties voor producentenverantwoordelijkheid.

Artikel 22/6 beschrijft de wijze waarop de Interregionale Commissie voor de UPV de aanvraag tot goedkeuring van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid behandelt.

Net zoals bij aanvragen van individuele producenten, geldt dat wanneer de Interregionale Commissie voor de UPV van oordeel is dat de aanvraag onvolledig is, ze de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zal verzoeken om de aanvraag te vervolledigen. Vervolgens zal de Interregionale Commissie voor de UPV op discretionaire wijze beoordelen of de aanvraag voldoende duidelijk en overtuigend is. Wanneer de Interregionale Commissie voor de UPV de aanvraag zou weigeren, dient zij dat op gemotiveerde wijze te doen. De weigering heeft tot gevolg dat de registratie van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid wordt geschrapt.

De Interregionale Commissie voor de UPV kan aan de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid ook bijzondere voorwaarden opleggen, die garanderen dat de bepalingen uit de Verordening en het Samenwerkingsakkoord zullen worden nageleefd, of die zijn ingegeven door overwegingen van algemeen belang. De goedkeuring is geldig voor een periode van minimaal 4 jaar en maximaal 5 jaar, met als vaste einddatum 31 december. De organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is verplicht om de Interregionale Commissie voor de UPV op de hoogte te brengen van zodra de inhoud van de goedgekeurde aanvraag zou wijzigen, of wanneer één van haar leden haar activiteiten permanent zou stopzetten. De Interregionale Commissie voor de UPV kan een dergelijke wijziging goedkeuren of deze op gemotiveerde wijze weigeren wanneer zij van oordeel is dat de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid niet langer aan de toepasselijke voorwaarden voldoet.

Bovendien is een gemotiveerde intrekking van de goedkeuring steeds mogelijk wanneer de Interregionale Commissie voor de UPV van oordeel is dat de organisatie niet meer voldoet aan de op haar rustende verplichtingen en voorwaarden. Elke beslissing om een goedkeuring van een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid te verlengen, te wijzigen of te weigeren, moet met het oog op de rechtszekerheid in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd worden.

Artikel 22/7 beschrijft de verplichtingen die op de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid rusten, eens zij de goedkeuring heeft verkregen. Naast de uitdrukkelijke verplichtingen op grond van het Samenwerkingsakkoord of de Verordening, is de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid er toe gehouden om aan de Interregionale Commissie voor de UPV alle informatie te verschaffen waar zij om zou verzoeken om de werking en de resultaten van de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid te verifiëren. Diezelfde verplichting geldt ook ten aanzien van de auditeringsinstantie die in het kader van het financieel beleid en het beleid inzake provisies en reserves de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid aan een controle zou onderwerpen.

Artikel 22/8 beschrijft de financiële waarborgen die de individuele producenten of organisaties voor producentenverantwoordelijkheid moeten stellen met het oog op hun aanvraag tot goedkeuring inzake de nakoming van de UPV. De eerste paragraaf herneemt daarbij de relevante bepalingen uit de Verordening, met het oog op de vlotte leesbaarheid van de tekst van het Samenwerkingsakkoord. De verplichting om een financiële waarborg te stellen voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk verpakkingsafval wordt gedeeltelijk hernomen uit de huidige versie van het Samenwerkingsakkoord³, en is voor het overige in overeenstemming met de bepalingen van de Verordening, met name artikel 47, zesde lid. Voortaan geldt een vergelijkbare verplichting voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong. Deze waarborg wordt evenwel forfaitair begroot. Ook voor producenten die op individuele wijze hun aanvraag indienen, wordt de verplichting tot het stellen van forfaitaire waarborg ingevoerd. De tweede paragraaf beschrijft de wijze waarop de waarborg gesteld moet worden, evenals de procedure voor vrijgave of uitbetaling. Deze procedure wordt hernomen uit de huidige versie van het Samenwerkingsakkoord.

Artikel 9

Dit artikel voegt de nieuwe artikelen 22/9 t.e.m. 22/14 toe aan het Samenwerkingsakkoord, in een nieuw hoofdstuk IV/3, getiteld *“Financiële bijdragen aan het beleid van de Gewesten en het beheer van zwerfvuil.”*

Artikel 22/9 bepaalt dat organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong een heffing moeten betalen ter financiering van het beleid van de gewesten inzake afvalpreventie- en afvalbeheer. Deze heffingsplicht herneemt de verplichting die reeds bestond op grond van het bestaande Samenwerkingsakkoord.⁴ De *ratio* van deze heffing is om er voor te zorgen dat de werkelijke kosten die gepaard gaan met het beheer van het verpakkingsafval effectief gedragen worden door diegene die de verpakkingen op de markt brengt, overeenkomstig het principe van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en het principe dat de vervuiler betaalt. Het bedrag van deze heffing wordt nu geactualiseerd.

Artikel 22/10 herneemt de verplichting tot financiële bijdrage ter financiering van het beleid van de gewesten inzake afvalpreventie- en afvalbeheer voor organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong. Deze verplichting wordt in dit artikel louter hernomen uit artikel 14bis van het bestaande Samenwerkingsakkoord, zoals ingevoerd door artikel 18 van het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil.

³ Artikel 11 van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

⁴ Met name op grond van artikel 13 §1, 12° van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

Artikel 22/11 herneemt de verplichting tot financiële bijdrage uit artikel 13 §1, 14° van het bestaande Samenwerkingsakkoord. Het gaat om de verplichting tot financiële bijdrage in hoofde van organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijke verpakkingen, die berekend werd om de kosten te dekken van het zwerfvuil dat afkomstig is van bepaalde verpakkingen van huishoudelijke oorsprong, zoals ingevoerd door artikel 36 §6 van het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil. Een mogelijk alternatief voor deze bijdrage is de organisatorische en financiële terugname van het zwerfvuil afkomstig van die huishoudelijke verpakkingen.

Artikel 22/12 herneemt, in de eerste paragraaf, de verplichting tot financiële bijdrage uit artikel 7 §3 van het bestaande Samenwerkingsakkoord. Het gaat om de verplichting tot financiële bijdrage voor zwerfvuil in hoofde van producenten die op individuele wijze aan hun terugnameplicht voldoen voor bepaalde verpakkingen van huishoudelijke oorsprong. Die verplichting werd ingevoerd door artikel 36 §1 van het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil. Een mogelijk alternatief voor deze bijdrage is de organisatorische en financiële terugname van het zwerfvuil afkomstig van die huishoudelijke verpakkingen.

De tweede paragraaf herneemt de verplichting voor individuele producenten tot financiële bijdrage met betrekking tot het beleid van de gewesten inzake afvalpreventie- en afvalbeheer, zowel voor verpakkingafval van huishoudelijke oorsprong als voor afval van bedrijfsmatige oorsprong, naar analogie met de financiële bijdrageplicht die geldt voor de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid, zoals bepaald in de artikelen 22/9 en 22/10.

Deze verplichting betreft een herneming van de verplichting die reeds bestaat onder artikel 7 §4 van het bestaande Samenwerkingsakkoord, zoals die werd ingevoerd door artikel 36 §2 van het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil. De heffing die betrekking heeft op het afval van huishoudelijke oorsprong wordt geactualiseerd, gezien zij terug verwijst naar artikel 22/9 van het Samenwerkingsakkoord.

Artikel 22/13 bepaalt dat de Interregionale Commissie voor de UPV de mogelijkheid heeft om een bijkomende heffing op te leggen aan een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, in het geval zij haar doelstellingen inzake de preventie van verpakkingafval niet behaalt. Het tweede lid van dit artikel voorziet *mutatis mutandis* dezelfde mogelijkheid die geldt ten aanzien van producenten die op individuele basis aan hun UPV voldoen. Het betreft een nieuwe heffing die voortvloeit uit de nieuwe doelstellingen inzake de preventie van verpakkingafval, die door de Verordening worden opgelegd.

Artikel 22/14 bepaalt dat de Interregionale Commissie voor de UPV de mogelijkheid heeft om een bijkomende heffing op te leggen aan een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, in het geval zij haar doelstellingen inzake recyclage niet behaalt. Ook dit is een nieuwe heffing, die zal bijdragen aan de realisatie van de doelstellingen inzake recyclage.

Artikel 10

Dit artikel voegt een nieuw artikel 22/15 toe aan het Samenwerkingsakkoord, in een nieuw hoofdstuk IV/4, getiteld *“Verslaggeving aan de Commissie.”*

Artikel 22/15 belast de Interregionale Commissie voor de UPV met de rapporteringsverplichting aan de Europese Commissie, overeenkomstig artikel 56 van de Verordening. Daarnaast moet de Interregionale Commissie voor de UPV ook de nodige gegevens overmaken aan de diensten van de Federale Overheid die belast zijn met de rapporteringsverplichting op grond van de Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu.

Artikel 11

In het Samenwerkingsakkoord worden een artikel 22/16 en een artikel 22/17 ingevoegd in een nieuw hoofdstuk IV/5 getiteld “*Bijzondere bepalingen inzake het statiegeldsysteem*”. Deze artikelen implementeren het juridisch kader waarbinnen de statiegeldsystemen moeten worden ingevoerd.

Artikel 22/16 beschrijft het juridisch kader waarbinnen de statiegeldsystemen moeten worden opgericht. De eerste paragraaf herneemt de verplichting uit de Verordening, met name dat producenten van drankverpakkingen uiterlijk op 1 januari 2029 op collectieve wijze moeten voldoen aan de doelstellingen inzake gescheiden inzameling.

De tweede paragraaf bepaalt dat producenten een kandidaat systeembeheerder moeten aanduiden, die uiterlijk op 30 juni 2027 een aanvraag moet indienen bij de Interregionale Commissie voor de UPV om aanvaard te worden als unieke systeembeheerder.

De derde paragraaf voorziet dat de beslissing om een statiegeldsysteem in te voeren, genomen moet worden door middel van een uitvoerend samenwerkingsakkoord dat tussen de drie gewestregeringen gesloten moet worden. Dat akkoord moet ook de concrete modaliteiten van het statiegeldsysteem vastleggen. Het tweede lid van deze paragraaf bepaalt de minimumvoorwaarden waaraan elk statiegeldsysteem moet voldoen. Deze voorwaarden hebben onder meer betrekking op de toegankelijkheid en de financiering van het systeem, evenals de privacy van de gebruikers.

Het statiegeldsysteem moet geïntegreerd worden in de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk verpakkingsafval. Drankenverpakkingen zijn immers huishoudelijk verpakkingen en vallen dus onder het geheel van de verplichtingen die in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid worden opgelegd aan het huishoudelijk verpakkingsafval en met name de verplichtingen inzake recyclage. Het statiegeldsysteem is geen alternatief voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, maar slechts een specifieke inzamelmethode voor huishoudelijk afvalstoffen. Het is dan ook normaal dat in de minimumvoorwaarden voor het statiegeldsysteem de interactie tussen het statiegeldsysteem en het overkoepelende stelsel van inzameling en verwerking wordt geregeld, mede in het licht van de bevoegdheid van de gemeenten, de intercommunes en de agglomeratie voor de inzameling van huishoudelijk afval. Onafhankelijk van wie gaat optreden als de systeembeheerder in het kader van het statiegeldsysteem, moet het ingezamelde materiaal terecht komen in de bestaande sorteer- en recyclageinstallaties, die voor een hoogwaardige “bottle-to-bottle”-recyclage zorgen. Hiervoor moeten de partijen onder elkaar een redelijke vergoeding overeenkomen. Het uitvoerend samenwerkingsakkoord dat tussen de drie gewestregeringen gesloten zal worden, zal dit verder concretiseren. Het uitvoerend samenwerkingsakkoord kan evenwel ook voorzien in de mogelijkheid om af te wijken van de regel om het ingezamelde materiaal in de bestaande sorteer- en recyclageinstallaties te verwerken, indien, ten minste, gelijkwaardige garanties kunnen worden geboden op het gebied van hoogwaardige en lokale sortering en recyclage.

Er dient op te worden gewezen dat de drankenproducenten ook een alternatief hebben voor de samenwerking met de bestaande organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk verpakkingsafval. Zij kunnen namelijk zelf een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid oprichten. Deze heeft dan wel alle verplichtingen van een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid, zodat er een gelijk speelveld ontstaat. Zo is zij onder meer gehouden om dezelfde recyclagedoelstellingen te behalen en om contracten te sluiten met de gemeenten, intercommunes en Brusselse agglomeratie. Dit alternatief zorgt voor een volledige financiële zelfstandigheid van het statiegeldsysteem ten opzichte van de bestaande organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk verpakkingsafval.

Het statiegeldsysteem mag geen “winsten” genereren voor de drankenproducenten, die moeten gedragen worden door de maatschappij of de consumenten.

Het uitvoerend samenwerkingsakkoord wordt pas gesloten na overleg met de unieke systeembeheerder die voor het statiegeldsysteem aanvaard werd, en met de betrokken organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong. Om de unieke systeembeheerder voldoende tijd te geven om

het systeem operationeel te krijgen, wordt een periode van minstens 24 maanden voorzien tussen het sluiten van het uitvoerend samenwerkingsakkoord en de daadwerkelijke invoering van het statiegeldsysteem.

Artikel 22/17 beschrijft de voorwaarden waar een kandidaat systeembeheerder aan moet voldoen om aanvaard te worden als unieke systeembeheerder. De eerste paragraaf vereist dat de systeembeheerder een vzw is, die ofwel een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong is met een marktaandeel van minstens 50% van de aan de statiegeld onderworpen verpakkingen, ofwel een derde partij die exclusieve overeenkomsten sluit met één of meerdere organisaties voor producentenverantwoordelijkheid die samen een marktaandeel van minstens 50% van de aan de statiegeld onderworpen verpakkingen vertegenwoordigen.

De tweede paragraaf beschrijft de voorwaarden waar de systeembeheerder aan moet voldoen om aanvaard te worden. Het eerste lid beschrijft de voorwaarden indien de systeembeheerder een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is. Die voorwaarden omvatten: het voeren van een gescheiden boekhouding, het sluiten van overeenkomsten met de andere, door de Interregionale Commissie voor de UPV aanvaarde, organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong, en het voorliggen van een financieel plan.

Het tweede lid beschrijft de voorwaarden waar de systeembeheerder aan moet voldoen indien hij geen organisatie voor producentenverantwoordelijkheid is. Hij moet uniforme overeenkomsten sluiten met alle organisaties voor producentenverantwoordelijkheid voor verpakkingen van huishoudelijke oorsprong, maximale transparantie waarborgen ten aanzien van die organisaties, en tevens aan de Interregionale Commissie voor de UPV een financieel plan voorleggen.

De derde paragraaf bevat de procedureregels die gelden voor de indiening en de behandeling van de aanvraag. Daarbij wordt verduidelijkt dat de aanvaarding in beginsel geldt voor onbepaalde duur, maar dat de Interregionale Commissie voor de UPV de aanvaarding op elk moment kan intrekken, wanneer zou blijken dat de systeembeheerder niet langer voldoet aan de geldende voorwaarden.

De vierde paragraaf geeft aan dat de aanvaarde systeembeheerder het exclusieve recht heeft om het systeem te beheren, en verduidelijkt de bijzondere verplichtingen die op hem rusten eenmaal hij aanvaard is. Die bijzondere verplichtingen houden in dat hij moet voldoen aan de toepasselijke bepalingen uit de Verordening, er op moet toezien dat het statiegeldsysteem op correcte wijze wordt nageleefd door de economische actoren die eraan onderworpen zijn, en dat zij elke relevante wijziging aan het systeem of zijn werking voorafgaandelijk moet melden aan de Interregionale Commissie voor de UPV.

Artikel 12

In artikel 23 van het Samenwerkingsakkoord worden enkele wijzigingen doorgevoerd ten aanzien van de organisatie, werking en financiering van de Interregionale Commissie voor de UPV.

Het artikel vermeldt dat de roepnaam van de Interregionale Commissie voor de UPV gewijzigd wordt naar “EPriBEL”, en bespreekt vervolgens de samenstelling ervan. Het artikel verduidelijkt dat de Interregionale Commissie voor de UPV is samengesteld uit een Beslissingsorgaan en een Permanent Secretariaat, waarbij het Beslissingsorgaan op zijn beurt uit twee afdelingen bestaat. De eerste afdeling, aangeduid als het “Beslissingsorgaan Verpakkingen”, staat in voor de preventie en het beheer van verpakingsafval zoals dat in dit samenwerkingsakkoord beschreven wordt. De tweede afdeling, aangeduid als het “Beslissingsorgaan UPV” is op zijn beurt bevoegd voor de uitvoering van de taken die haar worden toegekend in het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil.

Wat de samenstelling van het Beslissingsorgaan betreft, wordt er voorzien dat de Federale Overheid voor elke afdeling drie waarnemers mag aanduiden. Die waarnemers worden aangeduid door respectievelijk de ministers die bevoegd zijn voor leefmilieu, voor economie en voor financiën.

Er wordt ook verduidelijkt dat de Interregionale Commissie voor de UPV voor België de “bevoegde autoriteit” is in de zin van artikel 40.1 van de Verordening.

De tweede paragraaf beschrijft hoe de eigen personeelsleden van het Permanent Secretariaat worden aangeworven en geëvalueerd. De basisprincipes van hun verloning worden omschreven, waarbij aangegeven wordt dat de verdere modaliteiten daarvan zullen worden vastgelegd in het arbeidsreglement, zoals bedoeld in artikel 23/2, §2. Tot slot bepaalt dit artikel dat de ambtenaren en personeelsleden hun functie in elk geval op een loyale, zorgvuldige en integere manier moeten uitoefenen.

De derde en de vierde paragraaf beschrijven de wijze waarop personeelsleden van de gewesten ter beschikking kunnen worden gesteld van de Interregionale Commissie voor de UPV. Wat het Permanent Secretariaat betreft, wordt bepaald dat het aantal gedetacheerde ambtenaren dat door de gewesten ter beschikking mag worden gesteld, beperkt is tot een maximaal aantal per niveau. Dit maximum wordt ingevoerd om te garanderen dat het Permanent Secretariaat op evenwichtige wijze is samengesteld.

De ter beschikking gestelde personeelsleden blijven voor hun evaluaties onder hun eigen gewestelijk statuut vallen, waarbij bepaalde modaliteiten van de evaluaties evenwel, binnen de grenzen van de gewestelijke statuten, vastgelegd worden in het huishoudelijk reglement.

De vijfde paragraaf stelt dat zowel de eigen personeelsleden van het Permanent Secretariaat als de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld door de gewestelijke administraties, in aanmerking kunnen komen voor een toelage indien zij buitengewoon presteren. De precieze modaliteiten van deze toelage worden uitgewerkt in het arbeidsreglement en het huishoudelijk reglement, voor respectievelijk de eigen personeelsleden en de ter beschikking gestelde personeelsleden.

Artikel 13

Dit artikel introduceert een nieuw artikel 23/1. De eerste paragraaf van dit artikel stelt dat het budget van de Interregionale Commissie voor de UPV wordt gesplitst in enerzijds een werkingsbudget, en anderzijds een personeelsbudget voor de aanwerving van eigen personeel. De tweede paragraaf beschrijft hoe het personeelsbudget wordt gefinancierd. De financiering van het personeelsbudget gebeurt aan de hand van eigen inkomsten, zoals de beboeting van overtredingen, alsook vanuit de verschillende retributies die ingesteld werden om bepaalde kosten van de Interregionale Commissie van de UPV te dekken en vanuit kredieten die ter beschikking worden gesteld door de gewesten. Deze laatste bron van inkomsten hangt af van de personeelsleden die door elk van de Gewesten ter beschikking gesteld worden van de Interregionale Commissie van de UPV en kan in zijn totaliteit nooit hoger zijn dan de werkelijke personeelskosten verbonden aan het eigen personeel.

Artikel 14

Er wordt een nieuw artikel 23/2 ingevoerd, waarin de interne werking en personeelsorganisatie van het Permanent Secretariaat wordt geregeld, en een duidelijke rolverdeling wordt vastgelegd tussen het “Beslissingsorgaan Verpakkingen”, het “Beslissingsorgaan UPV” en het Directiecomité.

In de eerste paragraaf wordt bepaald dat het Beslissingsorgaan Verpakkingen jaarlijks, in overleg met het Beslissingsorgaan UPV, het werkprogramma van het Permanent Secretariaat goedkeurt. Tegelijkertijd stelt dit orgaan ook de jaarlijkse doelstellingen vast die de Algemeen Directeur, de Administratief Directeur en de andere diensthoofden van het Permanent Secretariaat moeten bereiken. Voor de Algemeen Directeur en de Administratief Directeur vormen deze doelstellingen, in afwijking van hetgeen bepaald is in artikel 23, het toetsingskader voor hun evaluatie, die jaarlijks door het Beslissingsorgaan Verpakkingen gebeurt.

De evaluatieresultaten worden desgevallend meegedeeld aan de administratie die de betreffende personeelsleden ter beschikking stelt. Het Samenwerkingsakkoord voorziet daarnaast dat de modaliteiten van deze evaluaties worden vastgelegd in het huishoudelijk reglement. Het gaat hier in principe slechts om aanvullende modaliteiten van praktische aard, die niet strijdig zijn met de bepalingen van het arbeidsreglement. In de mate dat de Algemeen Directeur of de Administratief Directeur tot het eigen personeel zouden behoren en deze modaliteiten toch strijdig zouden zijn met het arbeidsreglement, moeten ze tevens in het arbeidsreglement worden opgenomen.

In de tweede paragraaf krijgt het Beslissingsorgaan verpakkingen de bevoegdheid om, op voorstel van het Directiecomité en in samenspraak met het Beslissingsorgaan UPV, het organogram van het Permanent Secretariaat vast te leggen. Daaruit vloeien de functieomschrijvingen van de verschillende personeelsleden voort. Op basis van deze structuur bepaalt het Beslissingsorgaan verpakkingen vervolgens het personeels- en taalkader en het ontwerp van arbeidsreglement. Hierbij moet het rekening houden met de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, wat onderstreept dat de organisatie ook aan de taalwetgeving moet voldoen.

De derde paragraaf beschrijft de organisatie en interne werking van het Permanent Secretariaat. Centraal hierin staat de aanstelling en rolverdeling tussen de Algemeen Directeur, de Administratief Directeur, de diensthoofden en het Directiecomité. Het Permanent Secretariaat beschikt over een Algemeen Directeur, vroeger gewoon “Directeur” genoemd, een Administratief Directeur en een Directiecomité, waarin de drie gewesten vertegenwoordigd zijn. Deze gewestelijke vertegenwoordiging verzekert een evenwichtige afspiegeling van de verschillende beleidsniveaus binnen de werking van het secretariaat. De nieuwe functie van “Administratief Directeur” zal gecombineerd worden met één van de functies van diensthoofd.

De concrete organisatie en interne werkafspraken van het secretariaat worden geregeld via een huishoudelijk reglement. Dit reglement wordt opgesteld en goedgekeurd door het “Beslissingsorgaan Verpakkingen”, in overleg met het “Beslissingsorgaan UPV”. Het reglement verduidelijkt onder meer de taakverdeling tussen de Algemeen Directeur en de leden van het Directiecomité, wat belangrijk is om bevoegdheden scherp af te bakenen en interne conflicten te vermijden. De benoeming van de Algemeen Directeur, de Administratief Directeur en de andere diensthoofden gebeurt eveneens door het Beslissingsorgaan Verpakkingen, in samenspraak met het Beslissingsorgaan UPV. Deze gezamenlijke aanstelling garandeert dat beide organen inspraak hebben in de personeelssamenstelling van het managementteam, wat bijdraagt aan het draagvlak en de legitimiteit van de benoemingen.

Het dagelijks beheer van het Permanent Secretariaat behoort toe aan de Algemeen Directeur, behoudens toewijzing van specifieke bevoegdheden in het huishoudelijk reglement. Hij of zij staat dus in voor de operationele leiding. De diensthoofden hebben elk een specifieke inhoudelijke verantwoordelijkheid en zijn belast met de beleidsvoorbereiding binnen hun domein. Het Directiecomité speelt een coördinerende rol en ziet erop toe dat het beleid tussen de verschillende diensten inhoudelijk coherent blijft. Op die manier bewaakt het Directiecomité de interne samenhang van de werking van het Permanent Secretariaat.

Tot slot stipuleert het artikel dat alle principiële beslissingen – en zeker de beslissingen die krachtens het Samenwerkingsakkoord uitdrukkelijk aan de beslissingsorganen zijn voorbehouden – voorafgaand besproken worden in het Directiecomité. Deze beslissingen worden nadien ter goedkeuring voorgelegd aan het bevoegde beslissingsorgaan. Dit proces waarborgt dat strategische keuzes niet op individuele basis worden genomen, maar steeds collectief worden afgewogen en formeel bekrachtigd door het bevoegde orgaan.

De vierde paragraaf regelt de externe vertegenwoordiging van de Interregionale Commissie voor de UPV in het kader van gerechtelijke procedures. In beginsel wordt ze in gerechtszaken vertegenwoordigd door de Algemeen Directeur van het Permanent Secretariaat en de voorzitter van het “Beslissingsorgaan Verpakkingen”.

Voor situaties van hoogdringendheid voorziet het artikel echter in een afwijking: in dergelijke gevallen mag de Algemeen Directeur van het Permanent Secretariaat alleen optreden namens de Interregionale Commissie voor de UPV. Deze uitzondering garandeert dat snel en doeltreffend kan worden gehandeld wanneer de omstandigheden

dat vereisen, bijvoorbeeld om een procedure in te leiden, termijnen te respecteren of rechtszekerheid te waarborgen.

Indien een gerechtelijke procedure uitsluitend betrekking heeft op de bevoegdheden van het “Beslissingsorgaan UPV”, wordt de Interregionale Commissie voor de UPV – buiten het geval van hoogdringendheid – vertegenwoordigd door de Algemeen Directeur van het Permanent Secretariaat en de voorzitter van het “Beslissingsorgaan UPV”.

Artikel 15

Dit artikel behoeft geen verdere commentaar.

Artikel 16

Artikel 25 van het Samenwerkingsakkoord wordt geactualiseerd. Dat artikel bepaalt de jaarlijkse begrotingsprocedure en de financiering van het werkingsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV. Elk jaar, uiterlijk in de maand mei – maakt het Beslissingsorgaan Verpakkingen, in samenspraak met het Beslissingsorgaan UPV het werkingsbudget voor het volgende begrotingsjaar op en neemt het de nodige maatregelen om de betaling van dit budget door de Gewesten, op basis van een vaste verdeelsleutel, te bekomen. Dit voorstel betreft het werkingsbudget en is essentieel voor het plannen en uitvoeren van haar taken voor het daaropvolgende jaar.

Het werkingsbudget kan eventueel opgenomen worden in de begrotingen van gewestelijke instellingen of administraties, zoals de bevoegde gewestelijke administraties. Deze flexibiliteit biedt de mogelijkheid om de middelen aan te passen aan de administratieve organisatie van elk gewest, zonder de interregionale werking van de Interregionale Commissie voor de UPV te belemmeren.

Wat de financiering zelf betreft, wordt er gewerkt met een verdeelsleutel die de bijdragen van de drie gewesten bepaalt. De verdeelsleutel wordt nu in het Samenwerkingsakkoord ingeschreven en weerspiegelt de samenstelling van de Belgische bevolking op 1 januari 2025.

Artikel 17

Dit artikel wijzigt artikel 26 van het Samenwerkingsakkoord ter verduidelijking van de bevoegdheden van het Beslissingsorgaan inzake het personeelsbeleid.

Artikel 18

Het nieuwe artikel 26/1 beschrijft de bevoegdheden van de Interregionale Commissie voor de UPV en haar respectievelijke organen zoals die van toepassing zullen zijn na inwerkingtreding van het nieuwe regime ter uitvoering van de Verordening. De bevoegdheden worden daarbij afgestemd op haar nieuwe, uitgebreide takenpakket.

De eerste paragraaf bespreekt de bevoegdheden van beide afdelingen van het Beslissingsorgaan. Zo is de eerste afdeling, het Beslissingsorgaan Verpakkingen bevoegd om de registratie- en goedkeuringsaanvragen te behandelen. De tweede afdeling, het Beslissingsorgaan UPV, is dan weer bevoegd voor de taken die werden opgelegd middels het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2026 betreffende het kader voor de Uitgebreide Producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil. Het Beslissingsorgaan UPV is ook bevoegd om de ambtenaren en personeelsleden van het Permanent Secretariaat aan te duiden die bevoegd zijn voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van voornoemd samenwerkingsakkoord, overeenkomstig artikel 37 van dat samenwerkingsakkoord.

De tweede paragraaf bespreekt de verificatieplicht van de Interregionale Commissie voor de UPV, met name om toezicht te houden op de naleving van de doelstellingen inzake recyclage en nuttige toepassing, en de rapporteringsverplichtingen uit artikel 22/2.

De derde paragraaf bespreekt de bevoegdheden van de leden van het Permanent Secretariaat. In het algemeen zijn zij bevoegd voor het toezicht op alle bepalingen van het Samenwerkingsakkoord. In dat kader kunnen zij ook overgaan tot het ondervragen van de financiële auditeringsinstantie van de organisaties voor producentenverantwoordelijkheid.

De vierde paragraaf, tot slot, bepaalt dat de Interregionale Commissie voor de UPV een jaarlijks rapport moet opstellen over haar activiteiten ten behoeve van de gewestregeringen. Deze rapporteringsverplichting moet maximale transparantie garanderen.

Artikel 19

Artikel 27/1 verduidelijkt de aangepaste rol van de Interregionale Commissie voor de UPV als adviserend en voorbereidend orgaan ten aanzien van de drie gewestregeringen met het oog op wijzigingen in regelgeving. De Interregionale Commissie voor de UPV behoudt, binnen zijn eerste afdeling, in samenspraak met zijn tweede afdeling, de bevoegdheid om voorstellen en/of adviezen te formuleren over drie belangrijke domeinen die zowel betrekking hebben op haar eigen werking als op bredere beleidsmatige en inhoudelijke aspecten van het Samenwerkingsakkoord.

Ten eerste kan de Interregionale Commissie voor de UPV advies uitbrengen over haar interne werking en jaarlijkse begroting. Dit bevestigt haar rol in het autonoom beheren van haar organisatie en middelen, waarbij ze de gewesten inlicht over noden, prioriteiten en organisatorische ontwikkelingen. Dit is essentieel voor een transparante en goed onderbouwde besluitvorming op gewestelijk niveau.

Ten tweede heeft de Interregionale Commissie voor de UPV een adviserende taak met betrekking tot wijzigingen aan het Samenwerkingsakkoord zelf. Zowel wettelijke als feitelijke evoluties kunnen aanleiding geven tot aanpassingen van het bestaande akkoord. Denk bijvoorbeeld aan wetswijzigingen, Europese regelgeving of gewijzigde verantwoordelijkheden van actoren binnen de UPV-ketens.

Ten derde kan de Interregionale Commissie voor de UPV adviezen formuleren over de doeltreffendheid van de recyclage- en nuttige toepassingsketens. Ze kan op basis van monitoring, evaluatie of concrete knelpunten aanbevelingen doen om de ketens te optimaliseren, obstakels weg te werken of nieuwe stimulansen te introduceren.

Onder het bestaande Samenwerkingsakkoord, kon de Interregionale Commissie voor de UPV ook adviezen en voorstellen formuleren over het bedrag dat het erkend organisme voor de uitvoering van de terugnameplicht vroeg aan zijn contractanten en de wijze van inning en verdeling van de financiële middelen. Aangezien het mechanisme met het erkend organisme wordt vervangen door de organisatie voor producentenverantwoordelijkheid wordt deze bepaling overbodig.

Artikel 20

Het nieuwe artikel 28/1 legt de ondersteunende en controlerende rol van de bevoegde gewestelijke administraties vast. Het artikel is zeer gelijkaardig aan het bestaande Samenwerkingsakkoord, maar wordt aangepast aan de nieuwe regeling van de UPV. Elke gewestelijke administratie beschikt over specifieke bevoegdheden en taken van bemiddeling, beleidsadvies en toetsing aan gewestelijke beleidskaders.

Ten eerste wordt aan de gewestelijke administratie een bemiddelende functie toegekend. Op verzoek van een van de betrokken partijen kan zij optreden wanneer er geen akkoord bereikt wordt tussen een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid en een publiekrechtelijke rechtspersoon die bevoegd is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen.

Ten tweede hebben de administraties een adviesopdracht ten aanzien van de Interregionale Commissie voor de UPV. Zij geven advies over de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing, en over de verbranding met energierecuperatie in afvalverbrandingsinstallaties.

Ten derde geven zij advies over de conformiteitstoets met het gewestelijk afvalstoffenplan. Wanneer een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid voor het eerst haar activiteiten opstart in België en dus tijdelijk – tot maximaal vijf jaar – gebruikmaakt van een opstarttermijn, moet zij haar geografische dekkingsplanning voorleggen. De gewestelijke administratie evalueert of deze planning in lijn is met het relevante gewestelijke afvalstoffenplan, wat moet verzekeren dat het private initiatief verenigbaar blijft met de overheidsdoelstellingen inzake afvalbeheer.

In de tweede paragraaf wordt de procedure rond bemiddeling verder uitgewerkt. Bij dergelijke bemiddeling wordt een waarnemer van het Permanent Secretariaat uitgenodigd. Indien de bemiddeling definitief mislukt, moet de betrokken gewestelijke administratie de eigen gewestregering hiervan in kennis stellen, zodat verdere beleidsmatige of juridische stappen overwogen kunnen worden.

Artikel 21

Het nieuwe artikel 29/1 regelt de gewijzigde organisatie en uitoefening van het toezicht op de naleving van het Samenwerkingsakkoord. Het stelt een duidelijk kader vast voor de aanstelling, bevoegdheden, werkwijze en waarborgen van de toezichthoudende ambtenaren, en voor de medewerkingsplicht van producenten en betrokken organisaties.

In de eerste paragraaf wordt bepaald dat zowel ambtenaren en personeelsleden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Commissie voor de UPV, als ambtenaren van de bevoegde gewestelijke administraties toezicht mogen uitoefenen, op voorwaarde dat zij hiertoe specifiek zijn aangeduid door respectievelijk het Beslissingsorgaan Verpakkingen of de betrokken gewestregeringen. Dit toezicht gebeurt onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie.

De gewesten waken erover dat hun toezichthouders handelen volgens de algemene controlerichtlijnen die door de Interregionale Commissie voor de UPV zijn vastgesteld, met het oog op uniformiteit en coherentie over de drie gewesten heen. Voor contractuele personeelsleden die toezichtstaken uitoefenen, geldt bovendien de verplichting tot eedaflegging.

De toezichthouders kunnen zich bij hun werkzaamheden laten bijstaan door de gewone politie, wat hen toelaat om indien nodig op te treden in situaties waarin handhaving of toegang tot locaties problematisch is. Daarnaast is expliciet bepaald dat het toezicht onafhankelijk en neutraal moet worden uitgeoefend, en dat toezichthouders de nodige middelen krijgen om hun taak naar behoren te vervullen. Zij mogen bovendien geen nadeel ondervinden van het vervullen van hun toezichtstaken, wat hen juridische en functionele bescherming biedt.

Tot slot moeten toezichthouders van het Permanent Secretariaat een legitimatiebewijs kunnen voorleggen, dat wordt uitgereikt door de directeur. Dit waarborgt de herkenbaarheid en bevoegdheid van de toezichthouder tegenover externe partijen.

In de tweede paragraaf wordt de medewerkingsplicht van producenten, gemachtigde vertegenwoordigers en organisaties voor producentenverantwoordelijkheid vastgelegd. Zij zijn verplicht om op verzoek van de toezichthouders alle relevante documenten en correspondentie te verstrekken, zowel mondeling als schriftelijk. Indien deze documenten elektronisch worden bijgehouden, moeten de gegevens op een leesbare en verstaanbare manier kunnen worden ingezien. De toezichthouders kunnen bovendien vragen om ter plaatse kopieën te laten maken of om informaticabewerkingen te laten uitvoeren die nodig zijn voor hun controleopdracht.

De derde paragraaf legt de verplichting op om toezichthouders onmiddellijke en vrije toegang te verlenen tot bedrijfsruimten, zonder voorafgaande verwittiging. Deze verplichting geldt op elk moment, voor zover de ruimten niet tot bewoning dienen. Dit zorgt ervoor dat toezicht effectief kan worden uitgeoefend, ook onaangekondigd, wat belangrijk is voor de detectie van mogelijke inbreuken. De bepaling somt ook op wat onder bedrijfsruimten wordt verstaan: onder meer kantoren, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als opslagruimte worden gebruikt.

Artikel 22

Het nieuwe artikel 31/1 voorziet in een aangepast systeem van administratieve sancties voor schending van de verplichtingen onder het Samenwerkingsakkoord. Dit artikel werd aangepast aan de nieuwe verplichtingen. Administratieve sancties kunnen opgelegd worden aan producenten, gemachtigd vertegenwoordigers en organisaties voor producentenverantwoordelijkheid die hun kernverplichtingen inzake registratie en rapportering niet naleven. Deze bepaling biedt de Interregionale Commissie voor de UPV een doeltreffend instrument om de afdwingbaarheid van het samenwerkingsakkoord te versterken en moedwillige of herhaaldelijke nalatigheid te bestraffen.

In de eerste paragraaf wordt vastgelegd dat bepaalde personeelsleden van het Permanent Secretariaat, die daartoe uitdrukkelijk zijn aangeduid door het Beslissingsorgaan Verpakkingen, administratieve geldboetes kunnen opleggen. Deze bevoegdheid geldt in vier specifieke situaties:

- Wanneer een producent of gemachtigd vertegenwoordiger verpakkingen of verpakte producten op de Belgische markt brengt zonder vooraf een registratieaanvraag in te dienen bij de Interregionale Commissie voor de UPV en zonder aan te sluiten bij een erkende organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. In dat geval bedraagt de boete 5.000 euro.
- Wanneer de registratieaanvraag van een producent of gemachtigd vertegenwoordiger wordt geweigerd en hij of zij nalaat om binnen drie weken een nieuwe aanvraag in te dienen of zich alsnog aan te sluiten bij een erkende organisatie. Ook hier bedraagt de geldboete 5.000 euro.
- Wanneer een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid zelf haar activiteiten opstart zonder voorafgaandelijke registratie of zonder tijdige hernieuwing van haar registratie, zoals verplicht door artikel 22/1. In dit geval is de overtreding ernstiger, gezien de structurele rol van deze organisaties in het systeem, en wordt een boete van 50.000 euro opgelegd.
- Wanneer een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid waarvan de registratie werd geweigerd of ingetrokken, nalaat om binnen een termijn van zes weken een nieuwe aanvraag in te dienen of haar activiteiten stop te zetten. Ook hier bedraagt de sanctie 50.000 euro.

In de tweede paragraaf wordt voorzien in een bijkomende sanctiemogelijkheid voor het niet naleven van de rapporteringsverplichtingen uit artikel 22/2. Zowel producenten, gemachtigd vertegenwoordigers als organisaties voor producentenverantwoordelijkheid kunnen hiervoor een administratieve boete van 5.000 euro opgelegd krijgen. Deze rapporteringsplicht is cruciaal voor de transparantie en de controleerbaarheid van het systeem, en dus een essentieel onderdeel van de regelgeving.

De derde paragraaf bevat een verzwarende bepaling voor herhaaldelijke inbreuken: indien binnen een termijn van drie jaar na het opleggen van een geldboete opnieuw een overtreding wordt vastgesteld, worden de bedragen van de boetes verdubbeld. Dit moet recidive ontmoedigen en herhaalde nalatigheid zwaarder bestraffen.

Artikel 23

Dit artikel behoeft geen verdere commentaar.

Artikel 24

Het nieuwe artikel 33/1 bepaalt de procedure bij de vaststelling van (dreigende) inbreuken op het Samenwerkingsakkoord of de verplichtingen uit de Verordening. Het voorziet in een duidelijke, proportionele en

gefaseerde aanpak voor het optreden van de toezichthouders. Het artikel bouwt voort op de toezichtbevoegdheden die in artikel 29/1 zijn vastgelegd, en biedt toezichthouders concrete instrumenten om in real-time inbreuken te voorkomen of aan te pakken.

In de eerste paragraaf wordt voorzien dat toezichthouders bij het vaststellen van een dreigende inbreuk – dus voordat de inbreuk daadwerkelijk plaatsvindt – de mogelijkheid hebben om advies of raadgevingen te geven. Dit preventieve luik biedt ruimte voor dialoog en helpt mogelijke nalatigheden of misverstanden vroegtijdig te corrigeren, zonder meteen over te gaan tot formele handhaving.

Wanneer er wél een daadwerkelijke inbreuk wordt vastgesteld, kunnen toezichthouders de vermoedelijke overtreder en eventuele andere betrokkenen aanmanen tot het nemen van corrigerende maatregelen. Die maatregelen kunnen bestaan uit het beëindigen van de inbreuk, het ongedaan maken van de gevolgen ervan (geheel of gedeeltelijk), of het voorkomen van herhaling. Deze bepaling bevordert een proportioneel handhavingsbeleid, waarbij eerst getracht wordt de inbreuk te herstellen zonder onmiddellijk naar sanctionering over te gaan.

De tweede paragraaf regelt de procedure wanneer toezichthouders een formele vaststelling doen van een inbreuk. In dat geval kunnen zij een verslag van vaststelling opstellen, dat zij onmiddellijk bezorgen aan de daartoe aangeduide leden van het Permanent Secretariaat (degenen zoals vermeld in artikel 31/1, die bevoegd zijn voor het opleggen van administratieve geldboetes). Tegelijk ontvangen ook de vermoedelijke overtreders een kopie van het verslag, wat zorgt voor transparantie en de mogelijkheid tot verdediging. Dit vormt een belangrijke procedurele waarborg in het kader van het administratief recht.

De derde paragraaf behandelt het recht van de toezichthouders om bij de vaststelling van een inbreuk de identiteit van de vermoedelijke overtreder te controleren. Dit is essentieel om maatregelen, aanmaningen of sancties correct te kunnen adresseren. Daarbij geldt dat identiteitsdocumenten na verificatie onmiddellijk worden teruggegeven, omwille van de proportionaliteit en rechtsbescherming van de betrokkene. Indien iemand geen identiteitskaart kan voorleggen, moet hij de kans krijgen om zijn identiteit op een andere wijze te bewijzen, waardoor wordt vermeden dat de controle louter op formalistische gronden faalt.

Artikel 25

Het nieuwe artikel 34/1 regelt de aangepaste procedure voor het opleggen van administratieve geldboetes in geval van inbreuken op de verplichtingen die voortvloeien uit het Samenwerkingsakkoord. Wanneer een toezichthouder, zoals bedoeld in artikel 29/1, vaststelt dat een inbreuk is gepleegd, kan het lid van het Permanent Secretariaat, dat hiertoe door het bevoegde Beslissingsorgaan is aangeduid, de vermoedelijke overtreder binnen zestig dagen na ontvangst van het verslag van vaststelling op de hoogte stellen van het voornemen om een administratieve geldboete op te leggen. De vermoedelijke overtreder krijgt vervolgens dertig dagen om schriftelijk verweer in te dienen. Hierbij wordt de betrokkene ook geïnformeerd over zijn recht om de documenten in te zien waarop het voornemen tot boeteoplegging is gebaseerd, en om mondeling zijn verweer toe te lichten. De vermoedelijke overtreder kan binnen de gestelde termijn een aanvraag indienen om zijn verweer mondeling toe te lichten.

Indien het lid van het Permanent Secretariaat aanvullende informatie nodig heeft, kan het verzoeken aan de toezichthouder om nadere inlichtingen te verstrekken. Binnen negentig dagen na de kennisgeving van het voornemen, wordt de beslissing over het opleggen van de administratieve geldboete genomen. De beslissing moet schriftelijk en gemotiveerd worden meegedeeld aan de vermoedelijke overtreder, en dit binnen één maand na de beslissing. De beslissing bevat onder meer het opgelegde boetebedrag, de beroepsmogelijkheden en de voorwaarden van het beroep. Als de beslissing niet tijdig wordt meegedeeld, vervalt de geldboete.

De vermoedelijke overtreder kan tegen de beslissing beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. Dit beroep moet binnen drie maanden na de kennisgeving van de beslissing worden ingesteld. Het beroep heeft geen schorsende werking, wat betekent dat de boete in principe direct betaald moet worden. Indien het beroep wordt ingesteld, wordt de boete geconsigneerd op de Deposito- en Consignatiekas totdat de rechtbank een definitieve uitspraak doet. De rechtbank kan de uitvoering van de beslissing schorsen of de boete verlagen indien

er verzachtende omstandigheden zijn. De administratieve geldboete moet binnen drie maanden na kennisgeving van de beslissing worden betaald. De beslissing bevat specifieke informatie over het rekeningnummer en de vermelding die bij de betaling moet worden toegevoegd.

Als de boete niet binnen de gestelde termijn wordt betaald, wordt de invordering door de Directeur van het Permanent Secretariaat overgedragen aan de dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën die belast is met niet-fiscale invorderingen. De opbrengst van de administratieve geldboetes komt ten goede aan de Interregionale Commissie voor de UPV.

Artikel 26

De eerste en tweede paragraaf van artikel 26 voegen nieuwe artikelen 38 en 39 in inzake de behandeling van persoonsgegevens. Het gaat met name over de contactgegevens van natuurlijke personen die optreden als of namens een producent of een gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

De verwerking van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van dit Samenwerkingsakkoord is noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang, als vermeld in artikel 6, 1, e) van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming). Het algemeen belang bestaat uit de noodzaak om producenten en gemachtigde vertegenwoordigers voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te kunnen contacteren met het oog op de controle van de informatie die wordt ingediend in het kader van de procedures van registratie en goedkeuring.

De maximale bewaringstermijn bedraagt 5 jaar, omdat de registratie van een individuele producent om de 5 jaar vernieuwd wordt.

De derde paragraaf van artikel 26 voert een artikel 40 in om het overgangsregime vast te leggen voor de wijzigingen die voortvloeien uit de Verordening. De eerste paragraaf van dit artikel 40 bepaalt dat de relevante nieuw toegevoegde bepalingen van het Samenwerkingsakkoord in werking treden op de dag waarop de Verordening van toepassing wordt, zijnde 12 augustus 2026, terwijl de oude bepalingen vanaf diezelfde dag buiten toepassing worden verklaard.

Er wordt gewerkt met een buiten toepassing verklaring van de oude bepalingen om de continuïteit van de werkingsmechanismen te garanderen en de rechtszekerheid te behouden. Bovendien kan niet worden uitgesloten dat het Samenwerkingsakkoord op korte termijn opnieuw zal moeten worden aangepast, wat ook de gelegenheid zou bieden om het Samenwerkingsakkoord te herstructureren.

Gelet op het nieuwe Europese kader, de gewijzigde definities en de aangepaste doelstellingen die in de toekomst van toepassing zullen zijn, worden sommige delen van artikelen 1, 2 en 3 van het Samenwerkingsakkoord buiten toepassing verklaard.

Ook artikel 4 zal buiten toepassing worden verklaard, aangezien een driejaarlijks preventieplan niet langer noodzakelijk is gelet op de reductiedoelstellingen uit artikel 3. In dit verband wordt ook artikel 5 buiten toepassing verklaard.

De artikelen 6 tot en met 22, die de regeling rond het beheer van afval voor het verleden bevatten, worden buiten toepassing verklaard. Artikelen 22/1 tot en met 22/17 voorzien de regeling rond het beheer van afval voor de toekomst en werden afgestemd op de Verordening.

Ook de artikelen 26 tot en met 34 worden buiten toepassing verklaard. De organisatorische structuur van de Interregionale Commissie voor de UPV wordt voor de toekomst aangepast aan haar nieuwe rol. Verder wordt het

toezicht op de naleving van het Samenwerkingsakkoord gewijzigd in lijn met de toekomstige handhavingsmechanismen. De aangepaste bepalingen zijn terug te vinden in de artikelen 26/1, 27/1, 28/1, 29/1, 31/1, 33/1 en 34/1.

Artikelen 32 en 33 worden buiten toepassing verklaard, zodat de strafrechtelijke sanctionering van de schending van bepaalde verplichtingen onder het Samenwerkingsakkoord voor de toekomst zal verdwijnen. De strafrechtelijke sancties worden niet meer voorzien omdat de daaraan gekoppelde procedures te zwaar en inefficiënt zijn gebleken om een gepast bestraffingsbeleid te kunnen voeren.

De tweede paragraaf van artikel 38 stelt dat een erkenning die werd verleend op basis van artikel 10 van het bestaande Samenwerkingsakkoord geldig blijft tot de vervaldatum. Deze erkenning wordt beschouwd als een goedkeuring voor de naleving van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zoals beschreven in artikel 22/5, en het erkende organisme wordt gezien als een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. De regels uit de paragrafen 4 en 5 van artikel 22/5, die betrekking hebben op de wijziging en intrekking van goedkeuringen, zijn van toepassing op deze erkenning.

Daarnaast moet een erkend organisme binnen zes weken na de inwerkingtreding van de Verordening wel nog steeds een registratie aanvragen, zoals bedoeld in artikel 22/1, §1, 4e lid, en de retributie betalen zoals voorzien in artikel 22/1, §3. De registratie wordt goedgekeurd volgens de procedure in artikel 22/1, §5. Als de registratie of de betaling van de retributie niet tijdig wordt uitgevoerd, vervalt de erkenning van rechtswege.

Tot slot heeft een erkend organisme steeds het recht om tijdens de looptijd van de erkenning reeds een aanvraag in te dienen voor goedkeuring inzake de naleving van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, zoals bedoeld in artikel 22/5. Zodra deze goedkeuring in werking treedt, vervalt de erkenning dan automatisch.

Artikel 27

Dit artikel behoeft geen verdere commentaar.

Artikel 28

Dit artikel behoeft geen verdere commentaar.

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du (date) entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Le Gouvernement,

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Environnement,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre de l'Environnement est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit:

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du (date) entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

Namur, le

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

A blue ink signature consisting of a large, stylized loop with a vertical line through it, followed by a horizontal line.

Adrien DOLIMONT

Le Ministre de l'Environnement,

A blue ink signature consisting of a series of overlapping, slanted strokes.

Yves COPPIETERS

EXPOSÉ DES MOTIFS ET COMMENTAIRES DES ARTICLES DU PROJET DE DÉCRET D'ASSENTIMENT PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU (DATE) ENTRE LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE PORTANT MODIFICATION DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DU 4 NOVEMBRE 2008 CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES

Exposé des motifs du projet de décret d'assentiment

Un accord de coopération est soumis à un acte législatif d'assentiment de chaque partie contractante lorsqu'il porte sur des matières réglées par la loi, le décret ou l'ordonnance. La procédure législative d'assentiment peut débuter seulement à partir du moment où l'accord de coopération existe, c'est-à-dire après qu'il a été signé par toutes les parties.

Une partie à un accord de coopération ne peut pas décider unilatéralement qu'un accord de coopération « sortira son plein et entier effet ». C'est pourquoi la formule de l'assentiment à un accord de coopération est rédigée comme suit : « Assentiment est donné à l'accord de coopération... ». C'est seulement après que l'assentiment a été donné par toutes les parties à l'accord de coopération que celui-ci peut recevoir effet dans leur ordre juridique interne respectif.

Le projet de décret d'assentiment comporte un article unique reprenant la formulation type pour tout assentiment à un accord de coopération.

Commentaire des articles du projet de décret d'assentiment

Article unique.

L'article unique reprend la formule type pour tout assentiment à un accord de coopération.

**Voorontwerp van decreet tot instemming met het
samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het
Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot
wijziging van het Interregionaal Samenwerkingsakkoord
Verpakkingsafval**

Op voorstel van de Vlaamse minister van Omgeving en Landbouw;

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

De Vlaamse minister van Omgeving en Landbouw is ermee belast, in naam van de Vlaamse Regering, bij het Vlaams Parlement het ontwerp van decreet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een gewestgelegenheid.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van datum tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het Interregionaal Samenwerkingsakkoord Verpakkingsafval.

Brussel, ... (datum).

De minister-president van de Vlaamse Regering,

Matthias DIEPENDAELE

De Vlaamse minister van Omgeving en Landbouw,

Getekend door: Jo Brouns (Signature)
Getekend op: 2026-05-08 11:58:34 +02:00
Reden: Ik keur dit document goed

Brouns Jo



Jo BROUNS

**ONTWERP VAN DECREET TOT INSTEMMING MET HET
SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN HET VLAAMSE GEWEST, HET
WAALSE GEWEST EN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST TOT
WIJZIGING VAN HET INTERREGIONAAL SAMENWERKINGSAKKOORD
VERPAKKINGSAFVAL**

Samenvatting

Voorliggend ontwerp tot wijziging van het interregionale samenwerkingsakkoord (ISA) inzake verpakkingen heeft als doel de bepalingen van het bestaande samenwerkingsakkoord af te stemmen op de Europese Verordening 2025/40 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval (PPWR). Deze verordening vervangt Richtlijn 94/62/EG en beoogt een geharmoniseerd regelgevend kader voor de hele Europese markt, met als centrale doelstellingen het beperken van de milieueffecten van verpakkingen en het bevorderen van een circulaire economie.

Met deze wijziging wordt het bestaande samenwerkingsakkoord juridisch en inhoudelijk aangepast aan de Verordening, met invoering van o.m. een procedure voor producentenregistratie en goedkeuring. De Interregionale Commissie voor UPV krijgt hiervoor een uitgebreid takenpakket en eigen personeel. De goede elementen van het bestaande UPV-systeem inzake verpakkingen blijven dankzij de wijziging van het bestaande samenwerkingsakkoord behouden. Deze wijziging aan het interregionale samenwerkingsakkoord dient volledig goedgekeurd zijn voor 12 augustus 2026, de datum van de inwerkingtreding van de Europese verpakkingsverordening.

Het samenwerkingsakkoord voorziet ook in een minimaal juridisch kader voor statiegeldsystemen, zonder voorafname op de invoering van statiegeld. Deze bepalingen voorkomen ongecoördineerde initiatieven.

Verder worden bestaande regels rond financiële bijdragen, toezicht en sancties vereenvoudigd en geactualiseerd. Bij het niet-behalen van de doelstellingen worden sanctieheffingen ingevoerd. Handhaving gebeurt via administratieve geldboetes, ten voordele van het personeelsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV.

Tot slot wordt de inwerkingtreding afgestemd op die van de Verordening. Artikel 40 van het samenwerkingsakkoord fungeert als sleutelartikel voor deze overgang. Een instemmingsdecreet is vereist om het gewijzigde samenwerkingsakkoord uitvoerbaar te maken.

MEMORIE VAN TOELICHTING

I. ALGEMENE TOELICHTING

A. Situering

Het wijzigend samenwerkingsakkoord geeft uitvoering aan de verplichtingen die voortvloeien uit de Europese Verordening 2025/40 betreffende verpakkingen en

verpakkingsafval (PPWR). Deze verordening vervangt Richtlijn 94/62/EG en legt rechtstreeks werkende verplichtingen op aan de lidstaten en marktdeelnemers. De wijziging van het samenwerkingsakkoord is noodzakelijk om het Vlaamse en Belgische regelgevend kader in overeenstemming te brengen met deze Europese regelgeving.

B. Inhoud

Dit voorstel van Samenwerkingsakkoord werd onderhandeld door de afgevaardigden van de bevoegde overheden van de drie Gewesten en de Interregionale Verpakkingscommissie. Dit voorontwerp van decreet heeft als voorwerp de instemming met het bovengenoemd Samenwerkingsakkoord.

Voor een algemene toelichting van het Samenwerkingsakkoord wordt verwezen naar de memorie van toelichting bij het Samenwerkingsakkoord.

Om het Samenwerkingsakkoord uitvoerbaar te maken is een instemmingsdecreet nodig.

C. Totstandkomingsprocedure

Het wetgeving technisch en taalkundig advies is op 14 oktober 2025 afgeleverd voor het instemmingsdecreet. Het is niet van toepassing voor interregionale samenwerkingsakkoorden (omzendbrief wetgevingstechniek, aanwijzing 293).

De Inspectie van Financiën heeft het gunstige advies KS/2025003733 afgeleverd op 30 oktober 2025. Het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor de Begroting is vereist.

Het akkoord van de minister van Begroting is gegeven op 1 december 2025.

Het dossier werd op 12 december 2025 voor de eerste keer principieel goedgekeurd door de Vlaamse regering.

VTC en de Minaraad/SERV leverden hun advies respectievelijk op 13 januari en 11 februari 2026.

D. Bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest

Het instemmingsdecreet is een gewestaangelegenheid. Het Samenwerkingsakkoord waarvoor instemming wordt gegeven, heeft wel een interregionale uitwerking.

II. TOELICHTING BIJ DE ARTIKELN

De artikelen van het voorontwerp van instemmingsdecreet spreken voor zich. Voor een bespreking van de artikelen van het Samenwerkingsakkoord wordt verwezen naar de artikelsgewijze toelichting bij het Samenwerkingsakkoord.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

Matthias DIEPENDAELE

De Vlaamse minister van Omgeving en Landbouw,

Getekend door: Jo Brouns (Signature)
Getekend op: 2026-05-08 11:58:04 +02:00
Reden: Ik keur dit document goed

Brouns Jo



Jo BROUNS



Brussel, donderdag 23 april 2026

**BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK REGERING
BETEKENING VAN DE VERGADERING VAN DE MINISTERRAAD
VAN DONDERDAG 23 APRIL 2026**

PUNT 25

Voorontwerp van ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval - Tweede lezing
(BHR-AP-31.98143)

Beslissing:
Akkoord.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

- keurt het samenwerkingsakkoord goed tussen het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval;
- neemt in tweede lezing het voorontwerp van ordonnantie en de daarbij horende memorie van toelichting aan;
- belast mevrouw de Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Leefmilieu, Klimaat, Stadsvernieuwing, Erfgoed en het Imago van Brussel om dit dossier voor advies aan de Raad van State voor te leggen, opdat deze laatste een advies zou uitbrengen binnen een termijn van 30 dagen in overeenstemming met artikel 84, §1, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten van de Raad van State van 12 januari 1973;
- belast mevrouw de Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Leefmilieu, Klimaat, Stadsvernieuwing, Erfgoed en het Imago van Brussel om de intergewestelijke onderhandelingen voort te zetten met betrekking tot de wijziging van het Samenwerkingsakkoord Verpakkingen;
- belast mevrouw de Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Leefmilieu, Klimaat, Stadsvernieuwing, Erfgoed en het Imago van Brussel met de uitvoering van deze beslissing.

Deze beslissing wordt onmiddellijk ter kennis gebracht.

Onmiddellijke kennisgeving is noodzakelijk om het overeengekomen tijdschema te kunnen naleven voor de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst in derde lezing vóór 12 augustus 2026, de datum waarop de meeste maatregelen van de PPWR van kracht worden.

De Secretaris,

Mathieu RAEDTS

Mathieu Raedts



Avant-projet d'Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du [date] portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion de déchets d'emballages.	Voorontwerp van ordonnantie houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van [datum] tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Sur la proposition de la Secrétaire d'Etat chargée de l'Environnement, du Climat, de la Rénovation Urbaine, du Patrimoine et de la Promotion de l'Image de Bruxelles	Op voordracht van de Staatssecretaris bevoegd voor Leefmilieu, Klimaat, Stadsvernieuwing, Erfgoed en de Promotie van het Imago van Brussel
Après délibération,	Na beraadslaging,
Arrête	Besluit
La Ministre chargée de l'Environnement, de l'Énergie, du Logement et de la Qualité de vie, est chargée de présenter au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit:	De Minister belast met Leefmilieu, Energie, Huisvesting en Levenskwaliteit, is ermee belast bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement de ontwerpordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:
Article 1^{er} La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.	Artikel 1 Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.
Art. 2 Assentiment est donné à l'accord de coopération du [date] entre portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion de déchets d'emballages, annexé à la présente ordonnance.	Art. 2 Instemming wordt verleend met het in bijlage bij deze ordonnantie gevoegde Samenwerkingsakkoord van [datum] tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.
Accord de coopération du [date] portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion de déchets d'emballages.	Samenwerkingsakkoord van [datum] tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.
Bruxelles,	Brussel,
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale	De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
 Boris DILLIES	
Secrétaire d'Etat chargée de l'Environnement, du Climat, de la Rénovation Urbaine, du Patrimoine et de la Promotion de l'Image de Bruxelles	Staatssecretaris bevoegd voor Leefmilieu, Klimaat, Stadsvernieuwing, Erfgoed en de Promotie van het Imago van Brussel
 Ans PERSOONS	

Copie certifiée conforme
Voor eensluidend afschrift

22-05-2026

Chancellerie - Kancelarij
Yassine EL HAMMADI



Tableau de concordance Accord de coopération modifiant l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 / Règlement (UE) 2025/40 relatif aux emballages

Article Accord de coopération	Règlement (UE) 2025/40 ou autre
1 – fondements	Les fondements de l'Accord de coopération de 2008 sont adaptés en fonction du Règlement + autres adaptations techniques
2 – définitions	Les définitions sont adaptées en fonction du Règlement et de la Directive 2008/98/CE relative aux déchets. L'article se réfère entre autres aux articles suivants du Règlement : 11, 3.1 (15), 3.1 (20), 3.1 (62) et 3.1 (66).
3 – objectifs	<p>Les objectifs de l'Accord de coopération de 2008 sont adaptés en fonction du Règlement.</p> <p>Mise en œuvre de l'article 43.1 du Règlement en matière d'objectifs de prévention : les objectifs de réduction fixés pour la Belgique sont traduits en objectifs de réduction pour les entreprises belges, qu'elles soient ou non représentées par une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs.</p> <p>Mise en œuvre de l'article 52 du Règlement en matière d'objectifs de recyclage (les objectifs de recyclage fixés pour la Belgique sont traduits en objectifs de recyclage pour les entreprises belges) et maintien des objectifs de recyclage spécifiques à la Belgique figurant dans l'accord de coopération du 4/11/2008.</p>
4 – adaptation d'un titre	NA
5 – objectifs de réutilisation	Mise en œuvre des articles 29.1-29.8 du Règlement en matière d'objectifs de réutilisation
6 – renumérotation d'un article	NA
7 – registre et rapportage : introduction des articles 22/1 et 22/2	Mise en œuvre des articles 44, 45 et 46 du Règlement en matière de registre des producteurs et de responsabilité élargie des producteurs
7 – registre et rapportage : introduction de l'article 22/3	Mise en œuvre de l'article 23 du Règlement (obligations d'information des opérateurs de la gestion des déchets d'emballages)
8 – procédure d'autorisation : introduction des articles 22/4 – 22/7	<p>Mise en œuvre de l'article 47 du Règlement portant sur la procédure d'autorisation.</p> <p>L'article se réfère en outre à : l'article 7.7 (éco-modulation des tarifs), l'article 13 (étiquetage), l'article 43 (objectifs de prévention), l'article 46.2 (responsabilité coordonnée), l'article 50.1 (systèmes de consigne) et l'article 51.3 (budget consacré au financement d'actions de réduction et de prévention).</p> <p>Les articles 22/4 et 22/5 se réfèrent aux objectifs de l'article 3, §1/2 et de l'article 3, §1/3, qui constituent une mise en œuvre respective du 43.1 (objectifs de prévention) et de l'article 52 du Règlement (objectifs de recyclage).</p>

8 – procédure d'autorisation : introduction de l'article 22/8 (garantie)	Mise en œuvre de l'article 47.6 du Règlement
9 – contributions financières – introduction des articles 22/9-22/12	Les dispositions de l'Accord de coopération de 2008 sont adaptées en fonction de la nouvelle terminologie du Règlement.
9 – contributions financières – introduction des articles 22/13 et 22/14	Ces dispositions rendent les articles 3, §1/2 et 3, §1/3 contraignants. Ces articles constituent une mise en œuvre respective du 43.1 (objectifs de prévention) et de l'article 52 du Règlement (objectifs de recyclage).
10 – rapportage à la Commission	Mise en œuvre de l'article 56 du Règlement.
11 – système de consigne	Mise en œuvre de l'article 50 du Règlement.
12 – structure et personnel de la Commission interrégionale de la REP	Pas de mise en œuvre du droit européen.
13 – budget relatif au personnel de la Commission interrégionale de la REP	Pas de mise en œuvre du droit européen.
14 – organisation de la Commission interrégionale de la REP	Pas de mise en œuvre du droit européen.
15 – correction de texte	NA
16 – budget de fonctionnement de la Commission interrégionale de la REP	Pas de mise en œuvre du droit européen.
17 – compétences de l'Organe de décision (mesure transitoire)	Pas de mise en œuvre du droit européen.
18 – compétences de l'Organe de décision	Pas de mise en œuvre du droit européen. Mais une adaptation en fonction de la nouvelle terminologie du Règlement.
19 – rôle consultatif	Pas de mise en œuvre du droit européen.
20 – administrations régionales compétentes	Pas de mise en œuvre du droit européen. Mais une adaptation en fonction de la nouvelle terminologie du Règlement.
21-25 – contrôle et sanctions	Mise en œuvre de l'article 68 du Règlement en matière de sanctions.
26, §§1 et 2 – dispositions relatives aux données à caractère personnel : introduction des nouveaux articles 38 et 39 26, §3 – article clé qui règle l'application des articles + mesure transitoire : introduction d'un nouvel article 40	Pas de mise en œuvre du droit européen.
27 – modifications des annexes	Dans le cadre de l'adaptation des définitions en fonction de la Directive 2008/98/CE relative aux déchets.
28 – entrée en vigueur	NA

**Concordantietabel Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het
Samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 / Verordening (EU) 2025/40 betreffende
verpakkingen**

Artikel Samenwerkingsakkoord	Verordening (EU) 2025/40 of ander
1 – grondslagen	De grondslagen van het Samenwerkingsakkoord van 2008 worden aangepast aan de Verordening + andere technische aanpassingen
2 – definities	De definities worden aangepast aan de Verordening en aan de Kaderrichtlijn Afvalstoffen 2008/98/EG. Er wordt onder meer verwezen naar de volgende artikelen van de Verordening: 11, 3.1 (15), 3.1 (20), 3.1 (62) en 3.1 (66).
3 – doelstellingen	<p>De doelstellingen van het Samenwerkingsakkoord van 2008 worden aangepast aan de Verordening.</p> <p>Uitvoering van artikel 43.1 van de Verordening inzake preventiedoelstellingen: de reductiedoelstellingen voor België worden vertaald in reductiedoelstellingen voor de Belgische bedrijven, al dan niet vertegenwoordigd door een organisatie voor producentenverantwoordelijkheid.</p> <p>Uitvoering van artikel 52 van de Verordening inzake doelstellingen voor recycling (de recyclagedoelstellingen voor België worden vertaald in recyclagedoelstellingen voor de Belgische bedrijven) en behoud van de bestaande specifiek Belgische recyclagedoelstellingen van het Samenwerkingsakkoord van 4/11/2008.</p>
4 – aanpassing van een titel	NVT
5 – hergebruiksdoelstellingen	Uitvoering van artikelen 29.1-29.8 van de Verordening inzake hergebruiksdoelstellingen
6 – hernummering van een artikel	NVT
7 – register en rapportering: invoeren van artikelen 22/1 en 22/2	Uitvoering van artikelen 44, 45 en 46 van de Verordening inzake producentenregister en uitgebreide producentenverantwoordelijkheid
7 – register en rapportering: invoeren van artikel 22/3	Uitvoering van artikel 23 van de Verordening (informatieverplichtingen van verpakkingsafvalverwerkers)
8 – goedkeuringsprocedure: invoeren van artikelen 22/4 – 22/7	<p>Uitvoering van artikel 47 van de Verordening inzake de goedkeuringsprocedure.</p> <p>Er wordt ook verwezen naar: artikel 7.7 (eco-modulatie van tarieven), artikel 13 (etikettering), artikel 43 (preventiedoelstellingen), artikel 46.2 (gecoördineerde vervulling), artikel 50.1 (statiegeldsystemen) en artikel 51.3 (budget voor de financiering van reductie- en preventieacties).</p>

	De artikelen 22/4 en 22/5 verwijzen naar de doelstellingen in artikel 3, §1/2 en artikel 3, §1/3, die een uitvoering zijn van respectievelijk 43.1 (preventiedoelstellingen) en artikel 52 van de Verordening (doelstellingen voor recycling).
8 – goedkeuringsprocedure: invoeren van artikelen 22/8 (waarborg)	Uitvoering van artikel 47.6 van de Verordening
9 – financiële bijdragen – invoeren van artikelen 22/9-22/12	De bepalingen van het Samenwerkingsakkoord van 2008 worden aangepast aan de nieuwe terminologie van de Verordening.
9 – financiële bijdragen – invoeren van artikelen 22/13 en 22/14	Deze bepalingen maken de artikelen 3, §1/2 en 3, §1/3 afdwingbaar. Deze artikelen zijn een uitvoering van respectievelijk 43.1 (preventiedoelstellingen) en artikel 52 van de Verordening (doelstellingen voor recycling).
10 – verslaggeving aan de Commissie	Uitvoering van artikel 56 van de Verordening.
11 – statiegeldsysteem	Uitvoering van artikel 50 van de Verordening.
12 – structuur en personeel van de Interregionale Commissie voor de UPV	Geen uitvoering van Europees recht.
13 – personeelsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV	Geen uitvoering van Europees recht.
14 – organisatie van de Interregionale Commissie voor de UPV	Geen uitvoering van Europees recht.
15 – tekstcorrectie	NVT
16 – werkingsbudget van de Interregionale Commissie voor de UPV	Geen uitvoering van Europees recht.
17 – taken van het beslissingsorgaan (overgangsbepaling)	Geen uitvoering van Europees recht.
18 – taken van het beslissingsorgaan	Geen uitvoering van Europees recht. Wel een aanpassing aan de nieuwe terminologie van de Verordening.
19 – adviesverlening	Geen uitvoering van Europees recht.
20 – bevoegde gewestelijke administraties	Geen uitvoering van Europees recht. Wel een aanpassing aan de nieuwe terminologie van de Verordening.
21-25 – controle en toezicht	Uitvoering van artikel 68 van de Verordening inzake sancties.
26, §§ 1 en 2 – bepalingen inzake persoonsgegevens: invoeren van nieuwe artikelen 38 en 39 26, §3 – sleutelartikel dat de toepassing van de artikelen regelt + overgangsbepaling: invoering van nieuw artikel 40	Geen uitvoering van Europees recht.
27 – wijzigingen aan de bijlagen	Dit past in de aanpassing van de definities aan de Kaderrichtlijn Afvalstoffen 2008/98/EG.

28 – inwerkingtreding	NVT
-----------------------	-----